

28 pages - 15 F
Algérie : 6 DA
Arabie : 19,00 F
Belgique : 85 FB
Canada : 2,25 \$ C
C-Fra : 870 F CFA
Espagne : 270 P
S.U. : 2,10 \$ US
Gr.-Bret. : 1,10 £
Irlande : 1,70 £
Italie : 3 500 lire
Maroc : 14,50 dir.
P.-Bas : 5,00 Fl.
Suisse : 900 F CFA
Tunisie : 2,80 FS
Yémen : 1,50 DA



diplomatie

DROITES.
EXTRÊME DROITE...
Risques et tentations

Publication mensuelle 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

DE MM. MARCOS, DUVALIER ET QUELQUES AUTRES

La démocratie et l'argent

Par CLAUDE JULIEN

TROP tard sont venues les révélations des médias sur la fortune personnelle de MM. Ferdinand Marcos et Jean-Claude Duvalier. Lorsque Batista et Trujillo étaient au pouvoir, quelques journalistes exposèrent les techniques par lesquelles ils pillèrent Cuba et la République dominicaine. De nos jours, en dépit de tous les discours sur le journalisme d'investigation, on attend prudemment la chute du chah, « gendarme du Golfe », pour décrire l'ampleur de ses escroqueries, à travers un réseau complexe de sociétés gigognes, et le départ de Marcos, gardien des bases de Clark et de Subic Bay, pour s'étonner que, avec des appointements annuels de 46 700 dollars, il ait pu accumuler une fortune d'environ 10 milliards de dollars (1).

dollars se sont réfugiés aux Etats-Unis. Diverses sources dans les milieux bancaires internationaux estiment que 50 milliards de dollars de capitaux saoudiens sont partis vers les Etats-Unis : achats d'actions, d'ensembles immobiliers, de banques, etc.

Sous la dictature militaire en Argentine, les évasions de capitaux avaient atteint le record de 9 milliards de dollars en 1981, alors qu'elles sont retombées au bien modeste niveau de 100 millions de dollars sous le régime démocratique du président Alfonsín : la démocratie est efficace.

« Si l'évasion de capitaux a été un bienfait pour les pays d'accueil, elle a dévasté les pays d'origine », note sentencieusement U.S. News and World Report (2). On ne saurait mieux dire...

Lorsque d'aussi vastes prévarications durent aussi longtemps, comment

expliquer certaines complaisances à l'égard de leurs auteurs ? L'anticommunisme des dictateurs peut-il tout excuser ? Car enfin, comme le rappelait Flora Lewis dans le New York Times, « il fallut persuader le président Reagan d'annuler son voyage aux Philippines après l'assassinat [du sénateur] Benigno Aquino » en 1983, et en février dernier M. Reagan « demandait à Corason Aquino de coopérer avec le tyran (3) », cet « escroc cupide et assassin (4) ». Devant les premiers témoignages sur le truage des élections par M. Marcos, M. Reagan osa affirmer que « les deux camps avaient fraudé (5) », ce qui suscita de vives réactions au Congrès, et il fallut plus de vingt-quatre heures de pressantes démarches pour le ramener à plus de raison. Dès que fut révélée la fortune accumulée, le président des Etats-Unis déclara benoîtement que, à sa connaissance, M. Marcos était riche avant d'accéder au pouvoir...

Faire rendre gorge ?

SI l'on en croit le Financial Times, M. Marcos aurait fait, en quatre ans, des dons de 67 millions de dollars pour alimenter le trésor électoral de M. George Bush (6). Les enquêteurs du Pentagone s'interrogent, d'autre part, sur le dossier du général Ver, ancien chef des forces armées, miraculeusement déculpé sous Marcos, de toute complicité dans le meurtre du sénateur Benigno Aquino : ils lui ont signifié une assignation à comparaître devant un grand jury fédéral qui s'intéresse aux pots-de-vin versés (8 ?) avec des fonds prélevés sur l'aide militaire américaine.

La détermination de M. Aquino à récupérer le fruit de tant de rapines ne fait aucun doute. Elle y est encouragée par l'insurrection morale qui a soulevé le peuple philippin, et le gouvernement des Etats-Unis a décidé de faciliter sa tâche en lui fournissant des copies des documents saisis dans les bagages de M. Marcos. Mais l'opération n'ira pas sans difficultés, car le gouvernement de M. Aquino se présente comme une subtile combinaison de représentants des groupes économiques rivaux du gang Marcos et d'anciens collaborateurs du dictateur.

Parmi ces derniers, pour ne prendre qu'un exemple, M. Juan Ponce Enrile, ministre de la défense dans l'équipe de M. Aquino, comme il le fut sous M. Marcos. Tout avant que le général Fidel V. Ramos, avec qui il fit basculer les forces armées, il ait favorablement connu à Washington. Voilà pourtant un personnage qui, du temps de M. Marcos, « manifesta compétence,

LA POLITIQUE DES OTAGES

La publicité médiatique est une arme à double tranchant : elle donne aux attentats terroristes le retentissement qu'en attendent leurs auteurs ; par effet répétitif, elle banalise l'effusion de sang et crée dans le public un dangereux phénomène d'accoutumance, qui peut rapidement se teinter de résignation.

De même, le sort des otages français détenus au Liban place l'opinion publique devant un dilemme : ne pas exprimer son indignation signifierait qu'elle se désintéresse de leur sort, mais chaque manifestation en leur faveur les valorise aux yeux de ceux qui prétendent précisément en faire une monnaie d'échange. Telle est sans doute la raison pour laquelle, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, une certaine discrétion semble être de règle, par contraste avec l'émotion entretenue en France. Mais ces considérations d'efficacité ne prennent tout leur sens qu'en fonction de la toile de fond politico-diplomatique qu'éclaire l'article ci-dessous. Elles ne peuvent faire oublier le sort de centaines d'autres otages — libanais, ceux-là — qui, dans le silence général, font pourtant partie intégrante du drame (voir page 21).

Face aux régimes ennemis

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE

JUSQU'A l'éclosion de la guerre entre l'Irak et l'Iran, en septembre 1980, la diplomatie française a toujours pris garde de ne pas soutenir l'un de ces pays contre l'autre ni de jouer sur leur conflit traditionnel : difficile entreprise, il est vrai, tant que persistait, ou même s'accroissait, le désaccord frontalier entre Bagdad et Téhéran. D'autant qu'une nouvelle rivalité se faisait jour entre les deux puissances pour la prééminence dans le Golfe.

révolution du 14 juillet 1958 : la prépondérance exclusive des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne avait cessé de s'exercer sur le pays qui, désireux d'échapper à la tutelle tutelle anglosaxonne, cherchait d'autres interlocuteurs. La France pourrait jouer d'autant mieux ce rôle qu'elle pratiquait alors avec éclat une politique étrangère indépendante et qu'en 1967 elle sut prendre position contre le déclenchement de la guerre de six jours par Israël. Il s'ensuivit, on le sait, un essor remarquable et très rapide des échanges entre les deux pays, y compris pour les ventes d'armes françaises à l'Irak dont les contrats importants, ceux sur les ventes de Mirage-III, datent du début des années 70.

L'Irak, en tout cas, avait été choisi comme interlocuteur principal de la France dans la région dès le milieu des années 60. Débarrassée des entraves dues à la guerre d'Algérie et capable désormais de mener une politique active auprès de l'ensemble des pays arabes, et en particulier au Proche-Orient, la diplomatie française avait mesuré tout l'intérêt d'un intense développement des relations avec Bagdad. L'Irak était devenu l'un des plus grands producteurs de pétrole : l'importance de sa population et ses projets de développement économique en faisaient à la fois un fournisseur de premier plan et un marché considérable pour l'économie française. A quoi s'ajoutait le nationalisme vigoureux de la République irakienne, depuis la

Mais ces progrès n'altérèrent d'aucune façon les relations avec l'Iran. Les trois premiers présidents de la V^e République se succédèrent à Téhéran, ainsi que trois premiers ministres, et l'essor des exportations françaises vers l'Iran était, chaque fois, célébré comme le résultat d'un choix économique et politique des gouvernements français et comme le témoignage de l'excellence des rapports entre les deux pays.

(Lire la suite page 20.)

FIN DU PROTECTIONNISME ET MAINTIEN DE L'AUSTÉRITÉ

Le Mexique sur les rails du néolibéralisme

Par IGNACIO RAMONET

SIX mois après le tremblement de terre du 19 septembre 1985, la ville de Mexico exhibe encore, çà et là, le spectacle impressionnant de ses édifices fissurés, craquelés ou effondrés, et celui, plus dramatique encore, de quelque quarante mille sinistrés campant toujours, à la grâce de Dieu, sur les ruines.

dent, M. Miguel de La Madrid, le 21 février dernier, afin d'affronter le problème de la dette extérieure (99 milliards de dollars), et alors que le cours du pétrole (70 % des recettes d'exportation) continue de chuter.

L'immense mégapole (18 millions d'habitants) poursuit cependant son frénétique rythme quotidien et semble avoir dissous cette catastrophe ponctuelle dans l'immensité de ses tragédies endémiques : pollution effroyable, circulation impossible, semi-mendicité proliférante, délinquance... Reflets aussi d'une crise économique de très forte intensité, qui engendre des conflits sociaux de plus en plus visibles : grèves publiques de la faim sur le parvis de la cathédrale, en face du palais présidentiel, ou marches sur la capitale de mécontents venus du fond du pays.

Une fois encore, comme après l'annonce du plan d'austérité en décembre 1982, on s'interroge sur la capacité du parti dominant — le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante ans — à contrôler ce pays de 77 millions d'habitants qui, dans l'ensemble, le tiennent pour responsable du désastre économique.

La colère monte de partout, en effet, après trois ans d'austérité radicale et devant la perspective de deux autres années de rigueur économique, comme l'a annoncé dramatiquement le pré-

excédentaire et même un taux de croissance positif dès le second semestre de 1984.

La mise en place d'un rigoureux programme d'austérité, recommandé par le FMI, avait également permis d'honorer le service de la dette et même de renégocier, en position confortable, les échéances à court terme. Une telle discipline lui avait permis d'obtenir deux nouveaux crédits pour un montant total de 8,8 milliards de dollars et, en septembre 1984, Mexico commença à négocier avec le Club de Paris la restructuration, sur une période de quatorze ans, du remboursement d'une partie du principal de sa dette (48 milliards de dollars), dont les échéances étaient prévues entre 1985 et 1990.

Ce « débiteur modèle » se voyait ainsi récompensé pour avoir consenti à mettre en œuvre des mesures impopulaires d'ajustement. Mais, sur la scène intérieure, le coût social et politique de ces mesures allait bientôt apparaître fort élevé. Le pouvoir d'achat moyen chutait de 30 % et le taux de chômage atteignait 50 % des actifs. Cette récession, dans un pays habitué — entre 1940 et 1981 — à un taux moyen de croissance annuelle de 6,6 %, fit l'effet d'un choc.

(Lire la suite page 24.)

ACTES DE LA RECHERCHE en sciences sociales

Directeur : Pierre Bourdieu

N° 61 - mars 1986 - SCIENCE ET ACTUALITÉ

La science et l'actualité. A propos d'un syndicalisme exemplaire. Solidarité et les luttes ouvrières en Pologne 1970-1980. Regards sur la sociologie en Hongrie. Communautés comanches et sociétés coloniales. Les Sikhs dans la société indienne. « Coûts » et « profits » de l'immigration : un enjeu de luttes politiques. Dialogue entre Georges Dumézil et Michel Foucault à propos du statut de l'âme.

Le n° : 88 F - Abonnement France : 121 F - Etranger : 170 F - 4 livraisons

CDR - Centre des revues - 11, rue Gossin - 92543 Montrouge Cedex.

PAGE 22

PAGE 23

PAGE 24

PAGE 25

PAGE 26

PAGE 27

PAGE 28

PAGE 29

PAGE 30

PAGE 31

PAGE 32

PAGE 33

PAGE 34

PAGE 35

PAGE 36

PAGE 37

PAGE 38

PAGE 39

PAGE 40

PAGE 41

PAGE 42

PAGE 43

PAGE 44

PAGE 45

PAGE 46

PAGE 47

PAGE 48

PAGE 49

PAGE 50

PAGE 51

PAGE 52

PAGE 53

PAGE 54

PAGE 55

PAGE 56

PAGE 57

PAGE 58

PAGE 59

PAGE 60

PAGE 61

PAGE 62

PAGE 63

PAGE 64

PAGE 65

PAGE 66

PAGE 67

PAGE 68

PAGE 69

PAGE 70

PAGE 71

PAGE 72

PAGE 73

PAGE 74

PAGE 75

PAGE 76

PAGE 77

PAGE 78

PAGE 79

PAGE 80

PAGE 81

PAGE 82

PAGE 83

PAGE 84

PAGE 85

PAGE 86

PAGE 87

PAGE 88

PAGE 89

PAGE 90

PAGE 91

PAGE 92

PAGE 93

PAGE 94

PAGE 95

PAGE 96

PAGE 97

PAGE 98

PAGE 99

PAGE 100

LE « DROIT DU TRAVAIL » de Jacques Le Goff

La lente codification des conquêtes ouvrières sur les « lois naturelles » de l'économie

Par
PHILIPPE
VIDELIER *

« NOUS vivons l'ère du vide », constatait la revue *Autrement*, en ouvrant son numéro consacré à « l'ère du faux » (1). Sans doute, est-ce une raison suffisante pour que le discours des années 80 emprunte ses thèmes majeurs au vieil argumentaire libéral des temps ancestraux de la première industrialisation. On s'en convaincra aisément à la lecture du livre de Jacques Le Goff : *Du silence à la parole* (2), et au fond, il importe peu que cela soit dû au souci d'ancrer le néolibéralisme dans une tradition plus que séculaire ou à un étrange atavisme. Jacques Le Goff émaille son étude de la lente, très lente, émergence du droit du travail, de citations réjouissantes pour l'esprit — dans la mesure évidemment où elles appartiennent au passé.

M. Dunoyer, par exemple, auteur de deux volumes sur la *Liberté du travail* au milieu du dix-neuvième siècle, met en garde contre la réduction du nombre d'heures de travail pour les enfants et les femmes, « car les enfants et les femmes une fois partis, il serait fort difficile que l'atelier continuât à marcher et, de fait, la journée serait finie pour tout le monde ». Et, dans les premières années de ce siècle, M. Chabrol, dans sa thèse *De l'interventionnisme de l'Etat*, bien qu'il ne cherche pas « à faire ressortir le caractère arbitraire qui présidera nécessairement à la fixation par une loi de ce salaire minimum », fait remarquer que « les conditions de vie et d'entretien des ouvriers et de leurs familles sont essentiellement variables suivant les régions et les climats, et qu'un salaire insuffisant pour une famille ouvrière dans une grande ville comme Paris ou Lyon pourra être plus que suffisant dans les campagnes. Dès lors, une loi n'aura pas la souplesse voulue pour pouvoir s'adapter à cet état de choses. Les conséquences de cette nouvelle mesure seraient des plus graves, tant pour l'industrie que pour les ouvriers en particulier. » N'a-t-on pas là, déjà, cette version pervertie du « droit à la

* Centre Pierre-Léon, Histoire économique et sociale de la région lyonnaise, université de Lyon-II.



TERRASSIERS EN GRÈVE DEVANT LA BOURSE DU TRAVAIL À PARIS (1896)
Une certaine perception de la « question sociale » (dessin de Dambrière)

différence » revendiqué avec force par les apologistes de la stratification sociale ou raciale ? Cette sollicitude pour les ouvriers dont se parent les gardiens des lois naturelles de l'économie ?

Par bonheur pour les ouvriers, les « lois naturelles » de l'économie sont elles-mêmes dotées de flexibilité. Sans quoi, comment aurait-on pu sortir de ce que Jacques Le Goff appelle l'« holocauste industriel » ? Car, vers 1840, à Lille, entre 48 % et 58 % des enfants des quartiers populaires mouraient avant l'âge de cinq ans ; à l'arsenal de Brest, neuf cent quarante-six ouvriers sur sept mille sont atteints de la tuberculose dans les années 1899-1903 et, en 1925, dans le Nord, la capacité pulmonaire des apprentis est inférieure de 60 % à celle des jeunes filles qui ne travaillent pas (3).

Le livre de Jacques Le Goff part d'un constat : le droit du travail est « orphelin de sa propre histoire », et poursuit un double objectif : présenter ce droit et l'intégrer dans une démarche explicative. Ce que l'auteur fait, comme il dit, « sans excès de minutie mais avec un minimum de rigueur et d'exhaustivité », en se situant dans une tradition qui mêle Jaurès et Mendès France, Simone Weil et M. Jacques Delors, et que confirme une (très courte) postface de M. Edmond Maire.

L'AUTEUR nous promène à travers les textes, lois, règlements, conventions, jurisprudence, coutumes, mais pas sur un mode juridique. Ce qui l'intéresse, au contraire, comme l'annonce le sous-titre : *Droit du travail, société, Etat (1830-1985)*, ce sont

les logiques et les représentations du monde contenues dans les textes.

La première logique à apparaître est celle de la distanciation, qui vise à couper l'espace manufacturier de la société et à en faire un espace clos, privé, où, malgré le vide juridique en termes de lois, s'exerce un droit, privé lui aussi, au travers des règlements d'atelier et des contrats, l'intervention publique tendant, selon le mot de Leroy-Beaulieu, « à limiter les abus des plus chahuteurs ». Ainsi vont le jour les premières grandes lois, du 22 mars 1841 sur le travail des enfants, du 22 février 1851 relative aux contrats d'apprentissage, et du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures dans les usines. Naissent également l'Inspection du travail, confiée un temps aux vérificateurs des poids et mesures (1), et les lois sur l'organisation ouvrière de mai 1864 et, surtout, du 21 mars 1884.

Le mouvement ouvrier, souligne Jacques Le Goff, a pensé ses droits, mais pas le droit auquel il est, d'une manière générale, plutôt allergique. Cette situation a sans aucun doute ses racines

dans la longue tradition d'hostilité de l'appareil judiciaire (« le droit est le miracle qui depuis 1789 tient le peuple abusé », écrit Louis Blanc), mais aussi dans le rapport théorique d'exclusion que les courants radicaux du mouvement ouvrier : syndicalistes, anarchistes et marxistes, au maximalisme plus ou moins formel, ont entretenus avec la notion d'Etat : entre l'idée de dépeuplement et celle d'abolition, il subsiste peu de place pour l'esprit des lois. Il n'est que de rappeler ce qu'un Emile Pouget, par exemple, écrivait en 1898 : « L'Etat est un organe parasitaire dont l'unique fonction est de pomper le sang et la richesse du peuple afin d'en gorger ses fonctionnaires ; on ne le conçoit que protecteur des riches et oppresseur des pauvres ». La formule est plus fleurie, mais pas très éloignée de celle d'Engels, chère à Lénine, sur l'Etat : « bande d'hommes armés en dernière analyse ». « Une telle théorie étant posée, ajoutait le syndicaliste Pouget, la conséquence en découle : il faut faire le vide autour de l'Etat ». Et puis : « Il faut nous fourrer dans la tête que les lois ne sont jamais

que la mise en formules légales de faits déjà accomplis (4). » Cela n'empêche pas la naissance au tournant du siècle d'un socialisme juridique, ni la modification de la perception dominante de « la question sociale ».

UNE période s'ouvre, scandée par les grandes dates de l'effervescence sociale, qui furent aussi celles du progrès : 1936, 1945, 1968, où le salarié « ne se définit plus exclusivement par son statut d'agent économique : il est reconnu et consacré par le droit dans son statut d'être de besoin ». C'est la logique des droits où, à une conception minimale du droit à l'existence comme « droit de ne pas mourir », se substitue une conception positive qui est celle du droit de chaque individu à une vie normale et décente. Le moment charnière est celui de la Libération. Jacques Le Goff cite Camus : « Ce terrible enfantement est celui d'une révolution » (*Combat*, 24 août 1944). Les délégués du personnel (1936), les comités d'entreprise (1945), les comités hygiène et sécurité (1947), le SMIG (1950), la reconnaissance des sections syndicales d'entreprise (1968), marquent autant d'étapes vers ce que l'auteur appelle une citoyenneté nouvelle inscrite dans une « logique de publication de l'espace d'entreprise ». Il commente longuement les lois Auroux — 300 articles représentant près d'un tiers du code du travail : une sorte d'apogée. Le livre se termine en forme de plaidoyer pour une gauche moderniste, sans peut-être prendre suffisamment la mesure de conflits comme celui de Talbot.

Jacques Le Goff analyse enfin la logique de reprévisation et de réindustrialisation des relations sociales que produit la crise sur fond de déstructuration du collectif salarié. Modérément optimiste, il pense que le gouvernement, « quel qu'il soit », aura la sagesse de préserver l'œuvre de cent cinquante ans d'histoire. Plus loin, dans l'article de *Combat*, Albert Camus écrivait : « On ne peut pas espérer que des hommes qui ont lutté quatre ans dans le silence et des jours entiers dans le fracas du ciel et des fusils consentent à voir revenir les forces de la démission et de l'injustice sous quelque forme que ce soit (5) ». Et pourtant...

- (1) *Autrement*, n° 76, janvier 1986.
- (2) Jacques Le Goff, *Du silence à la parole — Droit du travail, société, Etat (1830-1985)*, Calligrammes — La Digitale, Quimper, 1985, 374 pages.
- (3) Yves Lacroix, *Histoire des Français XIX^e-XX^e siècles*, tome 2 : la Société, Armand Colin, Paris, 1983.
- (4) Emile Pouget, le Père Peinard, Gallimard, Paris, 1975.
- (5) Albert Camus, *Actuelles*, écrits politiques, Gallimard, Paris, 1950.

Menace d'entropie...

NÉCESSAIRE plongée dans le temps : on s'expose, semble-t-il, à une méintelligence de la crise contemporaine du droit du travail si l'on n'investit dans l'analyse le nécessaire détour par l'histoire. Histoire intime d'un droit qui s'organise depuis un siècle et demi autour de quelques grandes représentations sociales évolutives : celles du travailleur dans son statut individuel et collectif, de l'employeur, de l'entreprise, de la société et de l'Etat dans leurs rapports réciproques. Sans nullement sous-estimer le rôle propre de l'économie et des grands secteurs sociaux dans une stratégie de luttes, il nous a paru urgent de centrer la recherche sur le jeu de tension permanentes entre une culture (incluant l'idéologie) et un dispositif normatif qui tantôt se plie à la loi, tantôt l'infirmité, au contraire, vers de nouveaux horizons.

Et que révèle cette plongée dans le temps ? Fondamentalement, l'existence et la permanence d'une étroite connexion entre la lente émergence de la parole ouvrière, parole qui fonctionne comme révélateur du statut anthropologique du travailleur, et la double mouvement affectant, d'une part, le statut des espaces de production progressivement encadrés dans un espace public relativement homogène, et, d'autre part, le statut du social d'abord contesté dans sa spécificité, avant d'être reconnu comme acteur central par un droit qui, lui-même, affirme son autonomie à l'égard de la matrice civilette. De telle sorte que tout progrès sur l'un des plans se trouve toujours connoté, à terme, par des progrès connotés sur chacun des autres.

Ainsi, par l'inflexion qu'elle a provoquée au sein des représentations dominantes de la collectivité des travailleurs et du social, la reconnaissance du syndicat en 1884 a-t-elle ouvert la voie aux conventions collectives, à une perception nouvelle du contrat de travail, tandis qu'elle posait les premiers jalons théoriques des futures institutions représentatives du personnel. S'agissant de l'entreprise, la libération de la parole en son sein suit, avec quelque décalage dans le temps, son mouvement de socialisation, d'institution en espace social de plus en plus et de mieux en mieux imbriqué dans l'espace public contrôlé par l'Etat.

A contrario, ce qui frappe et inquiète dans la situation actuelle, ce sont les progrès galopants d'une logique rigoureusement inverse enracinée dans un libéralisme particulièrement combatif. Menacés dans certains des éléments fondamentaux de sa structure, le dispositif juridique pourrait se trouver affecté dans son ensemble par une entropie désastreuse pour le monde du travail. Destruction du social illustrée par la crise d'un syndicalisme dont on n'hésite plus

à mettre en cause la légitimité (ainsi qu'en témoigne le débat sur la représentativité) ; retour à l'individualisation des relations sociales selon un schéma qui rappelle étrangement la bonne vieille conception libérale du social « tas de sable », « émancipé de la tyrannie du collectif », si active au dix-neuvième siècle ; mise en cause de l'ordre public social et des grandes instances centrales régulatrices (l'Etat et sa loi, les syndicats et les normes négociées au niveau de la branche ou de l'interprofession) ; projet de suppression de l'autorisation administrative des licenciements économiques, trahissant la volonté de dépubliciser et, simultanément, de dé-socialiser les problèmes de l'emploi, du moins au niveau de l'entreprise... Si cette tendance devait se confirmer, il ne fait pas de doute que l'on s'achèverait alors, par touches successives, vers une crise très grave du droit du travail, qui éclaterait en une gerbe de régimes particuliers, mal ficelés par des normes générales et impératives, réduites à une fonction purement supplétive (cf. les propositions d'Entreprise et Progrès (1). Et ce n'est pas jouer les Cassandre que de redouter alors la fragilisation du statut de la parole des salariés et le risque d'inversion de la logique de citoyenneté portée à son acmé par les lois Auroux de 1982. L'affaire Clevaud (2), accident ou symptôme ?

La France n'a certainement pas le triste sursis de cette amorce d'involutions du droit du travail. De nombreux indices montrent que la menace affecte également la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les Etats-Unis... Malheureusement, une confrontation sérieuse de la situation respective des législations industrielles reste difficile par suite des graves lacunes du travail comparatif de l'évolution des systèmes juridiques. Un vaste champ reste largement ouvert pour des recherches internationales qui pourraient permettre non seulement de comprendre plus en profondeur l'écologie de la crise actuelle, mais aussi, et peut-être surtout, d'y parer plus efficacement.

JACQUES LE GOFF,
inspecteur du travail, docteur en sciences politiques,
auteur de : *Du silence à la parole —*
Droit du travail, société, Etat (1830-1985).

- (1) Association de dirigeants d'entreprise. Sur ses propositions, voir le *Monde* du 5 février 1985.
- (2) Alain Clevaud, ouvrier chez Dunlop, a été licencié en janvier dernier pour avoir raconté ses conditions de travail et de vie dans le quotidien *l'Humanité*.

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS - Tél. 43-54-05-97

André SANTINI

LE RÉGIME FISCAL DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN DROIT COMPARÉ

1 volume de 558 pages 500 F

Organisation des Nations unies

- Annuaire statistique, 1982 \$ 70
- Annuaire des statistiques de l'énergie, 1983 \$ 45
- Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1985 \$ 50

هكزان العمل

هكزان الأسفل

êtes ouvrières
l'économie

L'ENGAGEMENT DES GROUPES PRIVÉS DERRIÈRE M. REAGAN

Des millions de dollars pour les « combattants de la liberté »

Le 28 janvier, à Washington, M. Jonas Savimbi, chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), mouvement de guérilla anticommuniste angolais, était reçu en héros par les milieux conservateurs américains. Cette visite, hautement symbolique, marque une date. L'arrivée triomphale dans la capitale américaine du plus célèbre des « combattants de la liberté » constitue, en effet, le dernier épisode d'une lutte qui oppose la Maison Blanche et le Congrès.

L'enjeu de ce conflit, c'est l'aide matérielle et financière aux mouvements de guérilla anticommunistes, hostiles à l'Union soviétique et à ses alliés. En opposition avec une doctrine interventionniste développée par la Maison Blanche depuis l'élection de M. Reagan en 1980, le Congrès - atteint, sans doute, par le « syndrome vietnamien », et déjà passablement échaudé par l'intervention militaire à la Grenade en 1983 - refuse tout engagement nouveau des Etats-Unis hors de leurs frontières.

L'exemple le plus typique est son attitude envers la « contra », qui lutte contre le régime de Managua. En octobre 1984, malgré les demandes pressantes de M. Ronald Reagan, le Congrès coupe son aide financière aux guérillas anticommunistes du Nicaragua. Pendant huit mois, la situation semblait bloquée jusqu'à un vote contraire, conséquence apparente de la visite maladroite effectuée à Moscou par le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega. En mars 1986, le Sénat accorde les crédits demandés par la Maison Blanche.

Le Congrès a constamment donné des gages à la Maison Blanche, d'abord sur les guérillas du Nicaragua, puis d'Angola, enfin du Cambodge. Pour en arriver là, les milieux conservateurs proches du président Reagan avaient imaginé un plan mis en application en 1984 et 1985, mais décidé, en fait, en 1982. Il s'agissait de développer massivement l'aide financière et matérielle privée sur le terrain et de renforcer les pressions sur le Congrès.

Par PIERRE ABRAMOVICI *

C'EST principalement sur le Nicaragua que se cristallisent les obsessions américaines. Ce petit pays a le tort d'être gouverné par une équipe issue d'une révolution visant un dictateur fidèle allié de Washington, Anastasio Somoza. De surcroît, le gouvernement de Managua semble se rapprocher suffisamment de Moscou pour laisser craindre, aux yeux des Etats-Unis, l'apparition d'un second Cuba. Autant de raisons qui justifient la volonté interventionniste de Washington.

Telle n'a pas toujours été l'attitude des Etats-Unis. Le 20 juin 1979, un journaliste américain, Bill Stewart, reporter à ABC, venu au Nicaragua « couvrir » la guerre civile qui faisait rage à cette époque, était froidement assassiné devant les caméras de télévision par un officier de la garde nationale de Somoza.

Devenu ce qu'il considérait comme un acte de barbarie, et sous la pression de son opinion publique, le président Carter mettait fin à son aide au dictateur, facilitant ainsi la victoire sandiniste du 19 juillet 1979.

Dès son élection, M. Ronald Reagan, soutenu par les « faucons » ultraconservateurs, va revenir sur ces bons sentiments et entamer un conflit larvé avec les sandinistes, accusés de livrer leur pays à Moscou. Dès lors, la CIA va recevoir l'ordre de mener le maximum d'opérations clandestines contre Managua. Des actions qui vont culminer avec le minage des ports du pays par l'Agence et ses alliés contre-révolutionnaires, les « contras ».

* Journaliste.



(Greenwood-Gamma)
UNE AGENCE DE RECRUTEMENT
QUI A PIGNON SUR RUE
Mercredi en tous genres

Des « contras » que le président Reagan qualifie de « combattants de la liberté », de « frères » et d'« égaux de nos pères fondateurs ». Des trois principaux mouvements de guérilla, la Force démocratique du Nicaragua (FDN) est la plus puissante et la plus massivement soutenue par les Etats-Unis (1). Il est dirigé par un ancien directeur de Coca-Cola au Nicaragua, M. Adolfo Calero, cousin éloigné de Somoza, et militairement commandé par d'anciens membres de la garde nationale somoziste.

L'hostilité du Congrès

JUSQU'EN octobre 1984, l'aide clandestine des Etats-Unis à la « contra » va s'intensifier. Priorité est donnée à l'assistance à la FDN, au point que les autres mouvements seront marginalisés. La FDN va devenir une véritable armée régulière campant au Honduras, avec l'accord plus ou moins tacite des autorités de ce pays.

En réponse aux développements des actions militaires des « contras » sur la frontière nationale du Nicaragua, l'envoi de troupes sandinistes dans ces zones de combats s'intensifie. En mai 1985, les Etats-Unis décrètent un embargo envers Managua. L'acte officiel est ainsi libellé (2) :

« Moi, Ronald Reagan, président des Etats-Unis d'Amérique, estime que la politique et les actions du gouvernement du Nicaragua constituent une menace exceptionnelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis, et je procède par le présent acte à une situation d'urgence nationale pour faire face à cette menace. »

UNITED STRENGTH FOR PEACE WITH FREED
XVIITH WACL CONFERENCE
3 - 7 SEPTEMBER, 1984 SAN DIEGO, U.S.



LA LIGUE ANTICOMMUNISTE MONDIALE EN CONGRÈS
Aux côtés du président, le général Singlaub, des représentants de mouvements de guérilla anticommunistes

Les arguments de M. Ronald Reagan et de ses amis ne font pas l'unanimité. Au Congrès, une forte opposition se développe, fondée sur la crainte d'une intervention directe au Nicaragua. En octobre 1984, le Congrès coupe son aide financière à la « contra », et notamment à la FDN.

Certaines personnalités de l'administration et de l'entourage de M. Reagan envisagent alors une solution de remplacement : faire désormais appel à l'aide privée.

Un rapport émanant d'un groupe d'étude démocratique du Congrès (3) identifie plusieurs groupes privés qui aident directement la « contra », soit en livrant du matériel, soit en versant des fonds. Ce sont, notamment, la Ligue anticommuniste mondiale (World Anti-Communist League, WACL), Air Commando International, Civilian Military Assistance (CMA), Soldier of Fortune... En très peu de temps, le secteur privé va ainsi se substituer à l'administration.

Une nébuleuse ultraconservatrice

EN réalité, des groupes privés interviennent depuis plusieurs années en Amérique centrale : ils aident les partis d'extrême droite et sont présents dans tous les groupes de pression favorables au maintien du statu quo dans la région.

Tous appartiennent à une nébuleuse ultraconservatrice agissant dans l'entourage de M. Ronald Reagan, et présents dans la vie publique américaine depuis vingt ans, précisément depuis la campagne

présidentielle désastreuse de M. Barry Goldwater en 1964. A l'intérieur du Parti républicain (mais débordant ce cadre) s'est constituée une tendance radicale, composée de jusqu'aboutistes opposés à la détente. En son sein cohabitent une série de groupes de pression, de « boîtes à penser » (think-tanks) et de fondations qui, pour le plupart, existent depuis plusieurs années : American Enterprise Association (1954), American Security Council (1955), National Review (1955), Young American for Freedom (1960), Center for Strategic and International Studies (1962), etc.

Laur union, sous la bannière commune de M. Goldwater, avait marqué un changement déterminant dans la politique américaine. Pour arriver au pouvoir, ces organismes ont conçu une stratégie globale et ont su créer un candidat idéal : M. Ronald Reagan, anticommuniste jusqu'à l'obsession, qui a participé à la « chasse aux sorcières » dans les milieux du cinéma pendant le maccarthysme (4).

Avec leur aide, il se présente avec succès au poste de gouverneur de Californie en 1966, puis il entame une longue candidature à la présidence jusqu'à son triomphe en 1980, face à un concurrent faible et impopulaire, M. James Carter.

L'artisan de sa victoire sera, en définitive, une « boîte à penser » créée en 1973 par des hommes issus des organismes cités plus haut et financés par deux magnats liés à la droite extrême : M. Joseph Coors, un important brasseur de bière, et M. Richard Mellon Scaife, de la banque Mellon, financier des producteurs de pétrole indépendants. Il s'agit de la Heritage Foundation (5).

En 1980, pour la première fois dans l'histoire américaine, un candidat à la présidence se présente avec un programme de gouvernement clairement défini. Ce sera le « Mandat pour un leadership » préparé pour M. Ronald Reagan par plus de deux cent cinquante experts de la Heritage Foundation, dont une majorité se retrouveront à différents postes de la nouvelle administration. En 1984, la Heritage Foundation produira un nouveau rapport intitulé « Mandat pour un second leadership ».

En partie « fabriqué » par ces groupes ultra-conservateurs, M. Ronald Reagan fait naturellement appel à eux pour pallier les insuffisances du Congrès et d'une partie de l'administration lors des votes successifs sur le Nicaragua.

Depuis 1981, ces groupes disposent d'une structure commune appelée Council for National Policy (Conseil pour la politique nationale, voir ci-contre) qui recouvre l'ensemble du spectre ultraconservateur des Etats-Unis. Ce sont eux qui vont armer et financer la « contra » au Nicaragua à partir d'octobre 1984.

(Lire la suite page 4.)

Un conseil très représentatif

CRÉÉ à l'initiative de M. Richard Viguerie, le Council for National Policy réunit toutes les tendances de l'ultraconservatisme américain. Y siègent notamment :

- MM. Joseph Coors et Edwin Feulner Jr., respectivement financier et président de la Heritage Foundation ;
- M. Terry Dolan, du National Conservative Political Action Committee, important groupe de pression parlementaire ;
- M. Jerry Falwell, de la Moral Majority ;
- Le général Daniel Graham, de High Frontier, le principal groupe de pression en faveur de l'initiative de défense stratégique ;
- M. Jesse Helms, le sénateur le plus réactionnaire des Etats-Unis ;
- M. Nelson Bunker Hunt, l'ancien roi des mines d'argent, financier de l'extrême droite, en particulier de la John Birch Society ;
- M. Reed Irvine, de Accuracy in Media, groupe de pression spécialisé dans les fonctions d'information pour contrôler la presse ;
- M. Howard Phillips, du Conservative Caucus ;
- M. Pat Robertson, du Christian Broadcasting Network, le principal réseau audiovisuel religieux des Etats-Unis ;
- M. William Rusher, représentant la National Review, la plus ancienne des publications ultraconservatrices ;
- M^{me} Phyllis Schlafly, de Eagle Forum, animatrice d'une campagne contre l'égalité constitutionnelle des sexes ;
- Le général John K. Singlaub, de la Ligue anticommuniste mondiale ;
- M. Richard Viguerie, responsable du principal réseau de propagande politique conservatrice des Etats-Unis ;
- M. Paul Weyrich, de la Free Congress Association ;
- M. James Whelan, ancien rédacteur en chef du Washington Times, propriété du Révérend Moon ;
- M. Andy Messing, du Conservative Caucus, etc.

Le Council for National Policy regroupe ainsi les divers mouvements qui financent et arment les « contras » depuis octobre 1984.

(1) Les deux autres sont l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) de l'ancien « commandant Zéro », Eden Pastora, dirigeant sandiniste passé à l'opposition armée, et la guérilla des Indiens Miskitos, en butte aux persécutions du pouvoir sandiniste.

(2) Executive Order, 1^{er} mai 1985. Décret présidentiel et message au Congrès.

(3) Arms Control and Foreign Policy Caucus, jeudi 18 avril 1985, Congrès des Etats-Unis.

(4) Voir Sylvia E. Crass, « Les libertés américaines menacées par la doctrine Rambo », le Monde diplomatique, décembre 1985.

(5) Sur la Heritage Foundation, lire le Monde diplomatique d'octobre 1985 : « L'offensive de la droite américaine contre les Nations unies », par Georges-Albert Astre.

(Suite de la page 3.)

Dès septembre 1982, la question du financement et de l'organisation des groupes de guérillas anti-communistes (au-delà du cas nicaraguayen) était posée dans un rapport confidentiel signé par M. Charles Moser, de la Coalition for America, associée à la Heritage Foundation. M. Moser proposait un regroupement des soutiens aux guérillas au sein d'une structure unique animée par les groupes ultra-conservateurs.

Cette structure, appelée Conseil pour la défense de la liberté (initialement Conseil contre l'agression communiste), aurait pris comme modèle la Comité pour l'Afghanistan libre, existant depuis plus d'un an, et créé cinq autres comités similaires à propos du Nicaragua, de l'Angola, d'El Salvador, du Cambodge et du Vietnam. Le financement serait assuré en grande partie par la Heritage Foundation pour un budget (somme toute modeste) de 484 000 dollars pour l'ensemble des six structures. Le Comité pour l'Afghanistan libre recevait pour sa part, dès 1981, 45 000 dollars puis, en 1982, 100 000 dollars, assurés, en partie par la Heritage Foundation.

C'est directement à partir des bases théoriques développées dans le rapport Moser que va démarrer la campagne de financement de la « contra » et des autres mouvements de guérilla anticomunistes dans le monde. L'objectif à terme des groupes conservateurs est, au-delà de la situation d'urgence du Nicaragua, l'attribution d'une aide similaire aux autres guérillas.

L'un des piliers de cette affaire s'appelle M. Andy Messing, membre du Council for National Policy, plusieurs fois cité dans le rapport Moser comme membre potentiel de différentes structures de soutien aux guérillas. Expert en guerre non conventionnelle, il aurait travaillé pour la Rand Corporation. Depuis plusieurs années, il fait de fréquents séjours en Amérique centrale afin d'aider les forces gouvernementales (en particulier salvadoriennes) à lutter contre les guérillas de gauche.

Le rôle du général Singlaub

EN avril 1983, il prend contact avec M. Fred C. Ickle, sous-secrétaire d'Etat à la défense, en compagnie du général John K. Singlaub, lui aussi membre du Council for National Policy, mais surtout président de la Ligue anticomuniste mondiale (WACL). Ils proposent au sous-secrétaire d'Etat la réunion d'un comité secret composé de huit des principaux experts en guerre non conventionnelle.

Dirigé par le général Singlaub, le comité comprendrait, outre M. Messing, le général Harry (Heinie) Aderholt, ancien responsable des commandos de

l'air au Vietnam. Il fut associé au général Singlaub (à l'époque chef des Forces spéciales) pour l'exécution de l'opération Phoenix décidée par la CIA et qui, sous le prétexte d'une chasse aux communistes, provoqua la mort de plus de cent mille Vietnamiens.

Le comité serait en outre composé de MM. Seale Doss et Sam Sarkissian, experts peu connus en guerre non conventionnelle ; du Dr Edward Luttwak, membre du Center for Strategic and International Studies (CSIS) de l'université de Georgetown, « boîte à penser » dont plusieurs membres sont des anciens de la CIA et qui est très influent dans les milieux militaires. M. Luttwak est membre de l'Institut de géopolitique créé en France par M. Marie-France Geraud. Figurent aussi dans le comité : le lieutenant-colonel John Waghelstein (seul officier d'active du groupe, il a commandé le septième bataillon de Forces spéciales en Amérique centrale) et, enfin, le général Edward Lansdale, le plus connu (il a servi de modèle au héros de Graham Greene dans *Un Américain bien tranquille*) ; il fut l'artisan de la répression aux Philippines en 1953, puis a été l'homme des « opérations spéciales » de la CIA en Asie du Sud-Est, et plus particulièrement au Vietnam. C'est un expert reconnu des opérations de contre-guérilla.

Comptes bancaires en dehors des Etats-Unis

La proposition de MM. Messing et Singlaub fut définitivement acceptée et, au cours de l'année 1983, le comité se réunit à de nombreuses reprises. Ses membres étaient assistés par des observateurs, en particulier des représentants de l'aviation, de la marine, de l'armée de terre et de la CIA. Participant également aux réunions le général Paul Gorman, responsable du commandement américain pour la région Sud, qui mettra au point l'invasion de la Grenade.

Ce comité, réuni au Pentagone, prépare un rapport confidentiel de sept pages et demie, condensé ensuite en trois pages et demie dont l'original sera finalement détruit.

Selon M. Messing, ses conclusions seront en grande partie retenues par l'administration. En substance, les experts préconisent le développement de la guerre non conventionnelle en Amérique centrale (y compris au Nicaragua), et en particulier une série d'actions allant de la désinformation au sabotage, en passant par le terrorisme.

Après le vote négatif du Congrès, en octobre 1984, certains membres du comité, issus du secteur privé (en particulier MM. Messing, Aderholt et Singlaub) se tournent vers le Council for National Policy. Ils conviennent d'appliquer, en la développant, les thèses du rapport Moser. Simplement, il n'est plus question de soutien mais d'aide directe.

Le Conseil pour la défense de la liberté n'ayant jamais vu le jour, c'est la Ligue anticomuniste mondiale (WACL), qui supervise les organisations paravents chargées de l'aide aux guérillas.

Selon M. Singlaub, la WACL, en liaison avec ses correspondants étrangers, collecte des fonds versés sur des comptes bancaires en dehors des Etats-Unis (la loi américaine interdisait le financement de conflits extérieurs), lesquels serviraient à alimenter en armes les guérillas. Celles-ci se fournissent régulièrement sur le marché international de l'armement.

Du Nicaragua à l'Angola

EN septembre 1984 (soit un mois avant le vote du Congrès), la WACL tient son congrès annuel à San-Diego, aux Etats-Unis. M. Adolfo Calero, chef de la FDN, est présent, accompagné des représentants de six autres mouvements de guérilla anticomunistes venus du Cambodge, du Laos, du Vietnam, d'Angola, du Mozambique et d'Afghanistan.



(Pierre Abramovitch)

La Ligue anticomuniste mondiale

CRÉÉE officiellement en 1967, la World Anti-Communist League (WACL) est née, en fait, en 1954 en Asie du Sud-Est sous l'appellation de Ligue anticomuniste des peuples d'Asie (APACL). Après la défaite des nationalistes chinois en 1949, Tchiang Kai-chek, réfugié à Taiwan, imagine une organisation internationale destinée à lutter contre la menace que représente Pékin.

En 1954, Tchiang crée l'APACL avec le dirigeant sud-coréen Syngman Rhee et le groupe de pression pro-chinois déjà puissant aux Etats-Unis. L'APACL fera peu parler d'elle, excepté en 1961, quand un de ses adhérents assassine en public Asumu, dirigeant du Parti socialiste japonais. Pendant des années, elle regroupera la presque totalité des responsables anticomunistes de la région : Thieu, au Vietnam, Lon Nol, au Cambodge, Marcos, aux Philippines, etc.

Financée et dirigée par Taiwan, mais inspirée par les Etats-Unis, l'APACL va étendre son action au reste du monde. De nombreux contacts sont pris à travers les groupes de pression ultra-conservateurs américains, en particulier l'American Security Council (ASC), représentant des milieux militaires.

Dès le début des années 60, plusieurs rapports de l'ASC feront état du besoin de mondialiser l'APACL. L'un d'eux est rédigé par M. Suzanne Labim, future déléguée de la France à la WACL. En 1960 et 1962, des militants anticomunistes venus de toutes les parties du monde organisent deux conférences sur la « guerre politique des Soviets ».

Dans le même temps, les services secrets américains transfèrent en Asie du Sud-Est les activités de certains de leurs agents émigrés de l'Est et, pour beaucoup, largement compromis avec les nazis. Leur organisation s'appelle le Bloc antichouchevique des nations (ABN). Des contacts sont pris avec l'APACL : ils aboutissent à la création en 1967, à Taiwan, de la Ligue anticomuniste mondiale.

Plusieurs problèmes vont se poser au mouvement. Les sections latino-américaines, échappant au contrôle réel de la direction, sont l'expression des dictatures locales et des pires éléments d'extrême

droite. C'est à une conférence de la CAL (la section régionale de la WACL) qu'a été approuvé le « plan Banzer » visant à l'élimination physique des préteurs progressistes en Amérique latine. Presque tous les dictateurs latino-américains seront membres à un moment ou un autre de la CAL : Stroessner, Pinochet, Somoza, Banzer, etc.

En Europe, également, des tensions opposent plusieurs factions pendant huit ans. D'un côté, les anticomunistes conservateurs ; de l'autre, les néofascistes introduits dans la WACL avec la complicité des gens de l'ABN.

Ce sont les Américains qui vont reprendre en main l'organisation, l'épurer jusqu'en 1983 et en faire un instrument direct des groupes de pression ultraconservateurs d'outre-Atlantique. L'artisan de cette reprise en main est le général John Singlaub, membre de l'American Security Council, limogé par le président Carter pour divergences d'opinion. Le général Singlaub a été chef d'antenne de la CIA en Corée, puis chef des célèbres « bécots verts » au Vietnam.

M. Singlaub et la WACL sont les piliers de l'opération privée menée par les ultraconservateurs en faveur des guérillas anticomunistes. En fait, on soupçonne M. Singlaub d'avoir pris le contrôle de la WACL dans ce seul but. L'organisation regroupe aujourd'hui des représentants de la presque totalité des pays du monde non communiste. Elle organise chaque année un congrès sur un continent différent. Mais, signe des temps, et pour la première fois, ce congrès s'est tenu deux années de suite, en 1984 et 1985, aux Etats-Unis.

DES MILLIONS DE DOLLARS

C'est une nouvelle fois le Comité pour l'Afghanistan libre qui est proposé comme exemple aux autres comités de soutien (à cette date, il se prépare à emménager dans l'immeuble même de la Heritage Foundation, 214 Massachusetts Avenue, à Washington).

Sous la patronage des chapitres locaux de la WACL, on évoque tous les problèmes pratiques. Ainsi, à l'initiative du chapitre nord-américain de la WACL, le Mouvement de la résistance nationale du Mozambique (RENAMO) passe commande d'uniformes pour 50 000 combattants, de munitions pour 30 000 combattants, de 500 bazookas, de fusils, de mortiers de 81 mm portables, de mitrailleuses lourdes, etc. Le tout accompagné d'une mention de la WACL précisant que, en vertu des lois américaines, elle ne diffuse cette commande que pour « information », car elle ne s'occupe que d'aide humanitaire » (6). Une formulation qui ne trompe personne, les groupes privés employant ce terme pour tourner la loi.

Un mois plus tard, le dispositif est prêt. La « contra » dispose du jour au lendemain d'un réseau de militants, de sympathisants et de groupes divers prêts à l'aider tant financièrement que matériellement.

Les artisans de l'« aide humanitaire »

LE réseau d'aide privée, composé de prédicateurs de télévision, d'anciens militaires ou de membres de la « communauté du renseignement », a été organisé grâce à un effort constant et élaboré de « lobbying » (pressions politiques).

Au centre de ce réseau, la WACL, dont le président, M. John Singlaub, assure avoir envoyé à la « contra » de 20 à 30 millions de dollars.

L'instigateur apparent de cette affaire est le lieutenant-colonel Oliver North, conseiller du président Reagan, adjoint de M. Robert MacFarlane, à l'époque où ce dernier était membre du Conseil national de sécurité. Il a participé à un groupe de travail sur le Nicaragua (« Inter-Agency Group ») avec le général Paul Gorman, le secrétaire d'Etat adjoint Thomas Enders et M. Duane Clardige, chef de la division des opérations de la CIA en Amérique latine (aujourd'hui affecté en Europe).

MM. Singlaub et North ont apparemment été en liaison constante pendant la durée de l'opération. Le réseau comprend un grand nombre d'organisations, parmi lesquelles :

- Coalition for Peace through Strength, qui regroupe plus de cent cinquante organisations ultraconservatrices, dont l'American Security Council ;
- Civilian Military Assistance, association de mercenaires au service de la WACL et de la FDN, dirigée de l'Alabama par M. Tom Posey ;
- Soldier of Fortune, magazine pour mercenaires dont les responsables se chargent de l'entraînement de groupes de guérillas anticomunistes en Amérique centrale, et dirigé par M. Robert Brown, ancien membre des Forces spéciales ;
- Air Commando Association, basé en Floride, qui regroupe plus de mille cinq cents anciens membres de l'armée de terre, de la marine et des « marines » ; cette organisation participe, sous la direction du général Harry Aderholt, à un « effort humanitaire en soutien à la politique du président Reagan en Amérique latine » ;
- Nicaraguan Refugee Fund, associé à la FDN, créé par deux amis du président Reagan, M. Joseph Coors, de la Heritage Foundation, et un magnat de la finance, M. J. Peter Grace ;
- Refugee Relief International qui organise aussi l'aide humanitaire en Amérique centrale pour le compte de Soldier of Fortune. Au conseil d'administration figurent MM. Singlaub et Aderholt ;
- Operation Blessing, initiative de CBN (Christian Broadcasting Network), le principal réseau fondamentaliste religieux des Etats-Unis, dirigé par M. Pat Robertson. Plus de 25 millions de dollars ont été distribués par CBN au cours du premier semestre de 1985 à divers groupes liés aux « contras ».

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE
diplomatique

COMPRENDRE
L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

NOM Prénom
Adresse
Code postal Localité DPL 395

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement
Le Monde diplomatique abonnements, BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Le Monde diplomatique publie, chaque mois, des études de fond sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger.

Les responsables politiques, les dirigeants économiques, les personnalités culturelles, les universitaires français et francophones, de même que les journalistes internationaux trouvent dans le Monde diplomatique l'information précise et détaillée qui les aide à mieux comprendre l'environnement international et à anticiper l'événement.

TARIF DES ABONNEMENTS 1 an (12 numéros) - 6 mois (6 numéros)

VOIE NORMALE

France,
poste militaire, poste navale
Andorre, Monaco
162 F - 90 F

Étranger
225 F - 125 F

VOIE AÉRIENNE

Europe, Maghreb
250 F - 138 F

Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo,
Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie,
Niger, Sénégal, Tchad, Togo, République de
Djibouti, SP 85000, Saint-Pierre-et-
Miquelon, Arabie saoudite, Iran, Irak, Israël,
Jordanie, Liban, Syrie, Libye, Égypte.
271 F - 148 F

Comores, Madagascar
Amérique, Canada
313 F - 169 F

Asie, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie,
Japon, Kampuchéa, Laos, Macao, Malaisie,
Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan,
Thaïlande, Vietnam
Océanie, autres pays
343 F - 184 F

هكزام الأول

ment. Une série de figures pittoresques vont se détacher de cette nébuleuse, telle celle de « Lady » Ellen Garwood, milliardaire texane qui offrira à la « contra » un hélicoptère d'une valeur de 75 000 dollars.

Pourtant, un problème se pose : malgré une volonté affichée d'aider l'ensemble des guérillas anticomunistes, priorité est visiblement donnée à la FDN nicaraguayenne, au détriment des autres groupes. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas clairement annoncer un soutien au FDN et remettre à plus tard l'assistance aux autres groupes ? En premier lieu, parce que la théorie des ultrac conservateurs est globale et porte sur l'ensemble des fronts. Ensuite, parce que, aux États-Unis, la FDN a mauvaise réputation. Composée d'anciens de la garde nationale somoziste, elle a du mal à faire oublier leurs exactions et, en particulier, l'assassinat du journaliste Bill Stewart en 1979.

En associant à des mouvements plus respectables et plus anciens, comme l'UNITA angolaise, on espère passer l'éponge sur son peu glorieux passé au nom d'une légitimité anticomuniste reconnue par tous. Enfin, une campagne d'aide privée est plus rentable si elle porte sur d'autres groupes que la seule FDN.

Au cours de l'année 1985, le mouvement s'amplifie avec l'envoi massif à la FDN d'armes, d'argent et même de mercenaires. Ainsi, Civilian Military Assistance, association basée en Alabama, se fera connaître en perdant deux mercenaires, abattus avec leur hélicoptère par les sandinistes.

sentés à Jamba avaient - un hasard... - des délégués à la conférence de la WACL à San-Diego, l'année précédente.

Beaucoup plus tard, la presse libérale (7) signalera le rôle essentiel joué dans cette affaire par le lieutenant-colonel Olivier North, conseiller de M. Reagan au sein du Conseil national de sécurité, et par M. Lewis Lehrman, ami personnel du président et contact privilégié entre la Maison Blanche et la Heritage Foundation.

A l'intérieur de l'administration, tout ne va pas aussi bien qu'il y paraît entre les tenants de l'intervention privée et ceux qui restent favorables à la reprise des activités clandestines de la CIA. La lutte entre ces deux tendances va durer d'avril à juin 1985. Au cours de cette période, des acheminements « humanitaires » sont bloqués aux frontières et l'administration fiscale refuse d'accorder les déductions d'impôts demandées par les groupes privés au titre de cette aide « humanitaire ».

C'est au Congrès que la bataille est la plus rude. Il faudra attendre le 12 juin 1985 pour que la CIA obtienne à nouveau la possibilité d'intervenir au Nicaragua ; puis, par une série de votes successifs, des aides militaires et financières sont votées aux guérillas angolaise et cambodgienne.

Désormais, la situation se clarifie. Après une intense campagne de pressions politiques auprès du Congrès, les ultrac conservateurs ont gagné. Un symbole : l'amendement Clarke, qui interdisait depuis 1976 toute aide à l'UNITA, est abrogé en juin 1985.

Ainsi, la privatisation de l'aide était conçue comme un phénomène temporaire et transitoire. Elle était destinée à préparer l'attribution d'une aide plus générale de l'administration Reagan à tous les groupes de guérilla anticomunistes.

En fait, il semble qu'il existe maintenant conjointement deux types d'actions, les unes publiques, les autres privées. En septembre 1985, il se confirmait,

lors de la nouvelle convention de la WACL, à Dallas, que les groupes privés souhaitent continuer à intervenir. A cette occasion, on a assisté à une mobilisation sans précédent.

Cette fois, en effet, neuf groupes de guérilla étaient représentés, avec, en vedettes, MM. Adolfo Calero et Enrique Bermudez, de la FDN. Désormais, on étale publiquement ce qui demeurait confidentiel.

M. Andy Messing le reconnaît : « Il fallait empêcher la destruction des « combattants de la liberté » pendant la période « négative » du Congrès. Mais nous savions qu'il finirait par changer d'avis compte tenu de l'activité soviétique, en particulier en Amérique centrale. »

On sait comment le général Adenot a supervisé, en liaison avec les organisations politiques, l'aide directe sur le terrain. Avec les responsables de la revue pour mercenaires *Soldier of Fortune*, il a organisé l'envoi de matériel, d'argent et de « conseillers ». MM. Adenot et Singlaub ont mis sur pied une série d'organisations pseudo-humanitaires associées à des groupes plus ouvertement mercenaires comme Civilian Military Assistance. Avec l'aide de magnats de la finance américaine, par exemple M. Nelson Bunker Hunt, ancien roi des mines d'argent et membre influent du Council for National Policy, ils ont organisé la collecte systématique des fonds.

Au cours des deux dernières années se sont donc apparus un nouveau phénomène sur la scène politique américaine : l'aide privée. Elle a eu deux objectifs :

- 1) Assurer de manière transitoire, légalement ou illégalement, le ravitaillement, l'armement et le financement de la « contra » pour développer les fronts existant sur les arrières de l'Union soviétique et ses alliés, sans engager le gouvernement américain.
- 2) Faire changer d'avis le Congrès et assurer un consensus sur ces questions dans l'opinion publique.

Ces deux objectifs sont désormais atteints.

PIERRE ABRAMOVICI.

(6) Dis-septième conférence de la WACL, 4 septembre 1984, San-Diego, Californie (pages 148 et 149).

(7) Articles nombreux du *Washington Post*, du *New York Times*, du *Boston Globe*, du *Los Angeles Times*, de *Cover Action Information Bulletin*, du *Mother Jones* et de *Village Voice*.



AUX SOURCES DE LA DOCTRINE ULTRACONSERVATRICE : LA HERITAGE FOUNDATION

Un phénomène transitoire

A la fin de mai 1985, un milliardaire américain, M. Lewis Lehrman, organise à Jamba (Angola), fief de l'UNITA, une rencontre internationale. Il y fait venir, via l'Afrique du Sud et avec l'aide des autorités de Pretoria, M. Adolfo Calero, de la FDN, deux représentants des guérillas laotienne et afghane, et un groupe important de journalistes. But officiel : signer un protocole d'accord entre ces groupes et M. Jones Sevimbi, chef de l'UNITA, et créer une organisation internationale : Résistance démocratique. Comme prévu, la presse internationale rend largement compte de cette initiative et cite le message de solidarité envoyé par le président Reagan. Elle oublie, en revanche, de préciser l'origine de ce « coup » médiatique : la Heritage Foundation, une fois encore ! Or M. Lewis Lehrman est l'un de ses dirigeants. Et les quatre organisations pré-

« LES EUROMISSILES SOVIÉTIQUES », de Stephen Meyer

Au-delà des idées reçues...

Par JEAN KLEIN *

Il faut savoir gré aux éditions Bosquet d'avoir mis à la disposition du lecteur français l'une des meilleures études sur la question des armes nucléaires de théâtre de l'URSS (1), parue dans la collection de monographies (Adelphi Papers) de l'Institut international d'études stratégiques de Londres. L'auteur, Stephen Meyer, y expose les conceptions soviétiques en la matière, en s'appuyant sur la littérature spécialisée destinée à la troupe et aux chefs de corps. Comme il ne s'agit pas là de textes de propagande, mais d'écrits qui reflètent les préoccupations réelles de ceux qui enseignent dans les écoles de guerre ou sont chargés de mettre en œuvre la politique militaire de l'URSS, il importe d'en tenir le plus grand compte pour se faire une opinion sur la fonction des armes nucléaires dans un conflit avec l'adversaire idéologique.

Le premier tome retrace l'histoire des armes nucléaires en URSS et l'incidence qu'elles ont eue sur la manière de penser et de conduire la guerre. Staline avait perçu très tôt la signification des applications militaires de l'atome et c'est sous son règne qu'aboutirent les efforts déployés pour briser le monopole atomique des États-Unis. Mais la pensée militaire ne put se développer qu'après sa mort et on sait que les effets de l'arme nouvelle dans un conflit futur donneront lieu à des

controverses. Malenkov estimant que son emploi entraînerait la fin de la civilisation, alors que Khrouchtchev proclamait la non-inévitabilité de la guerre, mais affirmait que si le capitalisme s'avaisait de la déchaîner, elle lui serait fatale ; en revanche, le socialisme survivrait à l'épreuve et triompherait partout. Depuis lors, on ne met plus l'accent, à Moscou, sur la possibilité de remporter la victoire dans une guerre générale, et le rôle assigné aux armes de destruction massive dans cette perspective s'est modifié.

A l'origine, on considérait que les armes nucléaires étaient les instruments par excellence de l'agression par surprise, et que la guerre entre les deux mondes donnerait lieu à des échanges intercontinentaux massifs, prolongés éventuellement par des affrontements sur le théâtre européen. Il s'agissait donc, pour l'URSS, de soustraire ses capacités nucléaires à une première frappe américaine et de prendre au besoin l'initiative d'une action préventive contre les armes nucléaires tactiques (ANT) de l'OTAN. La réorganisation des forces armées sous Khrouchtchev a consacré la primauté des unités dotées de l'arme nouvelle, mais, après 1964, le rôle des forces classiques a été restauré et on a assisté à une diversification du mode d'emploi des ANT. Grâce aux progrès techni-

ques, il est possible aujourd'hui de détruire des objectifs militaires en réduisant au minimum les dommages collatéraux et de créer ainsi un environnement favorable à la manœuvre des forces classiques qui sont appelées à jouer un rôle déterminant dans le désarmement de l'adversaire. C'est dans ce contexte qu'il convient d'examiner la modernisation des ANT soviétiques et l'incidence des fusées SS-20 sur la stratégie de l'OTAN.

Alors qu'il n'y avait que quelques dizaines d'ANT en Europe au début des années 50, elles se comptaient par milliers dans les années 70 et la précision des vecteurs s'était considérablement accrue. En fait, les Soviétiques disposent depuis longtemps d'un arsenal de fusées de moyenne portée (SS-4 et SS-5), qui leur permettent de couvrir l'ensemble du dispositif militaire de l'OTAN en Europe, et la logique de la stratégie affichée est la préemption, c'est-à-dire la destruction préventive des forces nucléaires adverses pour éviter d'en subir les effets. Selon Stephen Meyer, les nouvelles fusées SS-20 ne modifient pas fondamentalement la situation stratégique, et les Pershing et les missiles de croisières déployés en Europe occidentale ne remédient pas aux vulnérabilités de l'Occident. Bien plus, ils ont été perçus par l'URSS comme les instruments d'une guerre nucléaire limitée et ont suscité des contre-mesures, ce qui ne fait que relancer la compétition technostatégique. Quant à la limitation négociée des armements (arms control) à laquelle certains songent pour écarter la menace des euromissiles soviétiques, elle n'apparaît pas à Stephen Meyer comme une solution satisfaisante puisque l'URSS ne peut renoncer à la modernisation de ses systèmes d'armes et que des réductions proportionnelles seraient défavorables au camp occidental.

EN conclusion, l'auteur met en garde les planificateurs de l'OTAN contre les erreurs auxquelles ils s'exposent en ne prêtant pas une attention suffisante aux doctrines et aux modes opératoires de l'adversaire. Les réflexions auxquelles ils se livrent sur le non-emploi en premier des armes nucléaires, les dangers d'une « balance eurostratégique » et le rôle des armes classiques dans la défense de l'Europe devraient être médités dans l'administration. Selon lui, la tâche prioritaire serait de renforcer la défense des bases militaires contre des coups de main, afin de garantir la survie des euromissiles américains et de préserver le « couplage » entre les forces classiques et les systèmes stratégiques centraux.

* Directeur de recherche au CNRS, Institut français des relations internationales.

Toutefois, on peut se demander si la réalisation d'un tel projet n'exécute pas les ressources des pays intéressés et si la visibilité des systèmes terrestres n'est pas incompatible avec la stabilité de l'équilibre dissuasif. A trop approfondir cette question, on en viendrait peut-être à contester le bien-fondé de la décision de l'OTAN de décembre 1979, et le livre de Stephen Meyer, si riche d'informations sur les capacités nucléaires de l'URSS et leur doctrine d'emploi, n'hésite pas à mettre en ques-

tion les idées reçues dans ce domaine. A cet égard, on ne peut que se réjouir de la publication en France de ce classique de la littérature anglo-saxonne, qui tranche heureusement sur le ton conformiste et le style prédictant des discours de circonstance dont les Français ont été abreuvés pendant la « bataille des euromissiles ».

(1) Stephen Meyer, *Les Euromissiles soviétiques*, deux tomes : I. *Une Histoire* ; II. *Une Politique*, éditions Bosquet, coll. « Poèmes », diffusion Distique, Paris, 1985, 160 pages et 192 pages, 74 F le tome.

ROCIA

RÉPERTOIRE DES ORGANISATIONS DE COOPÉRATION INTERAFRICAINES

par Adovi JBS ADOTEVI et une équipe d'experts BP 763 - YAOUNDÉ (Cameroun)

«...Véritable instrument de vulgarisation et de mise à jour de la connaissance des structures de coopération interafricaine...»

Abdou DIOUF, Président de la République du Sénégal.

«...La publication du ROCIA est une entreprise digne d'intérêt...»

Mathieu KEREKOU, Président de la République Populaire du Bénin.

«...Nous tenons à vous féliciter de cette excellente initiative et de la qualité de l'outil que vous mettez à la disposition de tous ceux qui œuvrent en et avec l'Afrique...»

Pour le Secrétaire général de l'AUFELF, Jean-Claude Castelain, Secrétaire du FICU.

«...ROCIA représente aujourd'hui pour les Africains et les non-Africains un outil de référence et un ouvrage documentaire indispensable à la connaissance des organisations d'États et institutions interafricaines...»

G. AMEGBOH, Ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'information, Lomé (Togo).

«...Ce travail sera un outil fort apprécié par tous les spécialistes de la coopération internationale en Afrique...»

Pierre-Claver DAMIBA, Directeur régional du Programme des Nations pour le développement (PNUD), New-York ; ancien Président du la Banque Ouest-Africaine pour le développement (BOAD), Lomé (Togo).

«...This useful volume provides brief descriptions and data on fifty African international organizations... It is useful to students and journalists... This is the best work concentrating entirely on Africa. An English language edition would be valuable... It is recommended for college and university libraries and specialists in African international relation...»

Mark De Lancy, Institute of International Studies, University of South Carolina, (USA) in African Book Publishing Record, Vol. XI, N° 1985.

«...Cet ouvrage est plus qu'un annuaire, il sera fort utile à tous ceux qui s'intéressent à l'évolution de l'Afrique...»

Le Monde Diplomatique N° 366, Paris.

VENTE PAR CORRESPONDANCE : Adovi JBS ADOTEVI BP 763 YAOUNDÉ (Cameroun)

5000 F CFA, frais d'expédition non compris.

PRÉVOIR EN SUS : Envoi ordinaire : France : 2000 F CFA, autres pays d'Europe : 3000 F CFA

Avion recommandé : France : 3000 F CFA, autres pays d'Europe : 4000 F CFA, États-Unis et Canada : 5500 F CFA

ORGANISATIONS INTERNATIONALES AMBASSADES - CONSULATS - DIPLOMATES ÉTUDIANTS - STAGIAIRES - NON-RÉSIDENTS

Cette annonce vous concerne

SIVAX

DISTRIBUTEUR OFFICIEL D'AUTOMOBILES A L'EXPORTATION

met à votre disposition son service de ventes directes pour l'achat de véhicules

Toutes marques - tous modèles POUR TOUS LES PAYS DU MONDE

IMMATRICULATIONS TT - CMD - CD - K et WW. Livraison à Paris et à l'étranger.

Tarif préférentiel TT et CD clé en main. Une seule démarche.

Un seul interlocuteur : SIVAX.

59, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. 45-63-76-75 - Téléc. n° 280 192

DE MM. MARCOS, DUVALIER La démocratie

(Suite de la première page.)

Il s'est enrichi après avoir été nommé, par M. Marcos, directeur des douanes en 1966 ; il fut président de la Banque nationale, président de la United Coconut Planters Bank, membre du conseil de l'organisme chargé de l'exploitation du coprah à une époque où disparut mystérieusement une somme de 1 milliard de dollars (9). Le désir de moraliser le pays, de faire rendre gorge, n'épargnera-t-il personne ? Interrogé à ce sujet, M. Francisco Rodrigo, qui représente à New-York les intérêts consulaires du nouveau gouvernement philippin, a répondu : « Il faudra faire des compromis. Tel est le monde réel. Quant à la justice, je ne sais pas (10). »

Aux yeux des Philippines, la justice est pourtant en cause. Et, aussi, l'efficacité. Difficile à apprécier, le souci d'efficacité politique a pu inspirer des alliances contre nature qui risquent fort d'entraver toute efficacité économique. Car, en dépit de l'aide financière des Etats-Unis et de diverses institutions interétatiques ou privées, « il sera difficile de compter sur un rapide redressement économique [du pays] aussi longtemps que les grands monopoles industriels protégés par M. Marcos, et qui probablement le payaient en retour, n'auront pas été mis au pas (11). »

Bien naturellement, les Philippines espèrent une amélioration de leurs conditions de vie, mais « les banquiers et les hommes d'affaires qui ont observé de près l'accession de M. Aquino au pouvoir estiment qu'elle a peu de chances d'assurer un rapide progrès économique (12). » Et déjà se multiplient les exhortations à la patience...

M. Aquino hérite d'une économie qui a décliné de près de 10 % au cours des deux dernières années et qui va

encore se contracter dans les douze mois à venir, pendant que l'inflation, qui était tombée à 4 % en janvier, repart de plus belle.

Depuis des décennies, l'activité repose essentiellement sur les exportations de produits de base (sucre, noix de coco, cuivre, bois) qui, tout au long du dernier quart de siècle, ont assuré des ressources dont la stabilité (environ 1 800 millions de dollars par an) illustre une dramatique stagnation (13).

Le gouvernement annonce des plans pour créer de petites et moyennes entreprises rurales, pour réduire les dépenses publiques, et, dans la ligne du néolibéralisme, il envisage, comme tant d'autres, de réduire les impôts dans l'espoir de stimuler une relance. Dans le même esprit, il s'apprête à privatiser plus de trois cents sociétés d'Etat créées sous le régime Marcos. Ces monopoles publics portaient ombrage à des entreprises privées, dont certains responsables figurent parmi les partisans de M. Aquino, et bien entendu ils étaient dirigés par des compères de Marcos : M. Eduardo Cojuangco pour les noix de coco, M. Roberto Benedicto pour le sucre, des groupes liés à M. Imelda Marcos pour le commerce des céréales (14). Caricature de secteur public, au service d'intérêts bien privés... Il a fait un tort énorme au pays, dont la population (55 millions d'habitants) dépend pour 70 % de l'agriculture.

S'étant engagé à « améliorer le sort des pauvres, des chômeurs et des sous-employés (15) », M. Aquino a bien compris qu'une telle politique passait par une réforme agraire. Environ 2 500 000 familles rurales ne possèdent aucune terre, et vivent dans la misère. Pis encore, le rendement à l'hectare des rizières aux Philippines n'atteint pas la moitié du taux réalisé au Japon, à Taiwan, en Corée du Sud, en Chine.

Ephémère utilité des dictatures

LES promesses de réforme agraire ont été faites depuis les années 50, à l'époque de la rébellion des Huk, puis sous Marcos. En 1978, un rapport de la Rand Corporation établissait que moins d'un cultivateur sur vingt avait reçu un lopin. Quant aux ouvriers agricoles, ils avaient été abandonnés à leur sort. « Les propriétaires terriens proches de M. Marcos l'avaient dissuadé de traduire ses promesses en actes », note un expert américain (16).

M. Aquino aura-t-elle les moyens de transformer une structure foncière largement féodale ? Des diverses composantes de sa coalition, qui l'emportera ? Les courants populaires, ou ces personnalités qui ont toujours été d'abord attentives à la sauvegarde de leurs intérêts personnels ? Vice-président, premier ministre et ministre des affaires étrangères, M. Laurel, ancien membre du parti de M. Marcos, se distingue surtout par son silence à l'époque de la loi martiale (1972-1981). Ministre des finances, M. Jaime Ongpin est un multimillionnaire, président de Benguet Mining, Ministre du commerce et de l'industrie, M. Jose Concepcion est un riche propriétaire de minoteries. Sans parler de M. Juan Ponce Enrile, déjà évoqué.

De même que les Etats-Unis ont renforcé la guérilla communiste en soutenant si longtemps la dictature de M. Marcos, de même M. Aquino affaiblirait son pouvoir si elle hésitait à entreprendre des réformes qui, pourtant, heurteraient des membres influents de son entourage. Les insurgés « auraient préféré que le régime Marcos se maintienne pendant cinq ans de plus (17) ». Car rien de tel qu'un pouvoir détesté pour renforcer une opposition armée. Dans une lettre adressée au président Reagan au moment où celui-ci hésitait à lâcher M. Marcos, le sénateur Sam Nunn lui demandait de tout faire pour favoriser le triomphe de la démocratie, faute de

quoi « les Etats-Unis deviendraient la cible de l'hostilité du peuple philippin (18) ». Cet argument a beaucoup contribué à enfin convaincre la Maison Blanche que le meilleur moyen de perdre, à terme, les bases de Clark et de Subic Bay consistait à se cramponner à un dictateur discrédité.

Le grand problème serait donc de savoir à partir de quel moment un dictateur corrompu cesse d'être un atout dans la stratégie des démocraties occidentales. Lors de sa campagne pour sa réélection, en 1984, M. Reagan déclarait que les Etats-Unis devaient soutenir M. Marcos parce que, si celui-ci perdait le pouvoir, les communistes « s'empareraient des Philippines (19) ». Le dictateur sévissait pourtant depuis près de deux décennies. Mieux encore : il faudrait attendre un délai de vingt-sept ans pour que, à Washington, M. Shultz donne le signal qui scellerait le sort de M. Duvalier (20). « Papa Doc » n'avait-il pas, en 1971, fait ratifier le choix de son fils comme successeur par un référendum qui avait donné 2 391 916 « oui », et pas un seul « non » ?

Les bulletins de vote et les armes

ACCÉLÉRATION de l'histoire ? A Douze ans et demi « suffisent » au gouvernement de Washington pour s'acquiescer des méthodes du général Pinochet, dont le sanglant coup d'Etat regut l'ample bénédiction de MM. Nixon et Kissinger. Pour la première fois cette année, les Etats-Unis ont voté, à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, une résolution qui condamne les assassinats et la torture au Chili. Le département d'Etat explique alors que, les années précédentes, les Etats-Unis s'étaient abstenus ou avaient voté contre de telles résolutions parce qu'elles étaient « déséquilibrées et stériles » (22). Pour la première fois aussi, cette année, les Etats-Unis ont refusé des crédits au Chili.

Pourquoi ce revirement ? « Afin d'obtenir le soutien [du Congrès] à sa demande d'un crédit de 100 millions de dollars pour aider les rebelles [anti-sandinistes] au Nicaragua, le président Ronald Reagan a souligné le désir des Etats-Unis de voir la démocratie s'installer au Chili (23). » Un porte-parole de la Maison Blanche, M. Edward Djordjic, déclare le 27 février : « Nous sommes partisans de la démocratie aux Philippines, nous sommes partisans de la démocratie au Nicaragua. »

Le même porte-parole ajoute que les Etats-Unis sont activement engagés dans des discussions avec le gouvernement de Corée du Sud pour promouvoir dans ce pays le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme. Comme les évêques haïtiens, comme le cardinal Sin à Manille, le cardinal Kim Sou Hwan, à Séoul, dénoncent « la corruption, la torture, l'oppression, la domination par une poignée de familles, la violation des

Voilà donc deux mois seulement que M. Shultz s'aperçoit qu'une « formidable pauvreté » règne dans la patrie des Duvalier. Le revenu annuel par habitant est en effet de 1 700 F, soit 50 % de ce qu'il est au Honduras ; dans l'autre moitié de l'île, en République dominicaine, il atteint 8 400 F, ce qui est encore trop peu pour éviter de fortes tensions sociales. Un million de Haïtiens ont émigré, la fortune personnelle de M. Jean-Claude Duvalier est estimée à 500 millions de dollars, et M. Ernest Bennett, qui venait au septième rang des exportateurs de café, est passé spontanément au premier rang du jour où il a marié sa fille au jeune « président à vie ».

Pendant près de trente ans, à Washington comme à Paris, on a fermé les yeux sur les scrutins truqués, les pillages et gaspillages, les assassinats. « Je crois pouvoir dire que la coopération [française] avec Haïti est exemplaire », déclarait à la mi-janvier M. Alain Vivien, député socialiste, rapporteur depuis 1961 du budget de la coopération (21). Coopération culturelle et technique. Au nom des intérêts supérieurs de la francophonie. Sans rire.

droits de l'homme (24) », et il réclame une révision de la Constitution pour permettre l'élection du futur président au suffrage universel direct.

Avec un taux de croissance de 7,5 % cette année, la Corée du Sud est en bien meilleure posture que les Philippines, mais sa dette extérieure (46 milliards de dollars) est beaucoup plus importante que celle de Manille (26 milliards). A l'intérieur, l'opposition n'a cessé de se renforcer (voir pages 12 et 13 les articles sur l'évolution politique et économique du pays). Mais, comme les Philippines, la Corée du Sud est un pivot de la stratégie anti-soviétique, un havre pour les capitaux étrangers. Jusqu'à présent, priorité au libéralisme économique, dont profitent des entreprises occidentales. Foin du libéralisme politique, qui n'intéresse que les seuls Coréens. Mais puisque, maintenant, ceux-ci manifestent avec assez d'éclat, alors les démocraties d'Occident plaident, bien tardivement, en faveur des libertés politiques.

Ainsi en va-t-il, depuis quarante ans, en Afrique, en Asie, en Amérique latine. En 1980, M. Reagan se fit élire en reprochant, entre autres, à M. James Carter d'avoir abandonné Somoza et le chah d'Iran à leur triste destin ; jamais il ne ferait preuve, lui, d'une telle faiblesse. Or il lâche MM. Marcos et Duvalier, fait pression sur Séoul et Santiago. Aurait-il donc enfin compris ?

Apparemment, oui. Le 14 février, dans un message au Congrès, il déclare : « Le peuple américain croit aux droits de l'homme et s'oppose à la tyrannie, sous toutes ses formes, qu'elle soit de gauche ou de droite (25). » Voilà qui contraste avec

les conceptions jusqu'alors en honneur et qui, prônées par M. Jeane Kirkpatrick, justifiaient, au nom de la lutte contre le communisme, l'alliance avec des dictatures pro-occidentales.

Béni soit ce revirement ! Mais non, dit aussitôt l'amiral Poindexter, conseiller de M. Reagan pour la sécurité nationale, il n'y a là « rien de nouveau ». Et, rapporte le *New York Times*, « des officiels de la Maison Blanche font remarquer que ce message [de M. Reagan au Congrès] vient à point pour appuyer la demande d'aide aux rebelles du Nicaragua ». Le même journal observe : « M. Reagan semble dire que les Etats-Unis favoriseraient les votes pour traiter avec les dictatures de droite, comme celle de Marcos aux Philippines, mais préféreraient les balles contre les régimes de gauche, comme celui du Nicaragua (26). »

Jusque dans l'entourage de M. Reagan, certains croient pourtant que le feu vert est donné pour soutenir, partout dans le monde, les aspirations démocratiques. Tant et si bien que M. Chester A. Crocker, chargé des affaires africaines au Département d'Etat, se prononce alors pour le règne de la majorité noire en Afrique du Sud, et ose même ranger les membres du Congrès national africain parmi les « combattants de la liberté » (27). La Maison Blanche s'empresse de rectifier le tir : « Nous ne sommes pas d'accord avec les méthodes » des Noirs sud-africains. Un autre officiel précise que

(9) Peter McGill, « Why Cory's Sweet Life Leaves a Bitter Taste », *The Observer*, 2 mars 1986.

(10) U.S. News and World Report, 17 mars 1986.

(11) Drew Middleton, « A Daunting Task Awaits Mr. Aquino », *International Herald Tribune*, 27 février 1986.

(12) *Business Week*, 10 mars 1986.

(13) Jose Galang, « Enter Cory Capitalism », *Far Eastern Economic Review*, 13 mars 1986.

(14) *Idem*.

(15) *International Herald Tribune*, 27 février 1986.

(16) Sur ce thème essentiel, voir Roy L. Presterman, « For Filipinos, Democracy Will Mean Land Reform », *International Herald Tribune*, 11 février 1986.

(17) Drew Middleton, article cité, cf. note 11.

(18) *International Herald Tribune*, 15-16 février 1986.

(19) Voir l'article d'Anthony Lewis, *International Herald Tribune*, 11 février 1986.

(20) *International Herald Tribune*, 4 février 1986.

(21) Entretien accordé à la Croix, 18 janvier 1986.

(22) *International Herald Tribune*, 14 mars 1986.

(23) *Idem*.

(24) « Seoul Looks Closely at Events in Manila », *International Herald Tribune*, 14 mars 1986.

(25) *International Herald Tribune*, 15-16 mars 1986. Le président parle bien du « peuple américain » et non du gouvernement.

(26) *International Herald Tribune*, 17 mars 1986. En anglais : « ballots » (votes) contre la droite, « bullets » (balles) contre la gauche.

(27) *International Herald Tribune*, 14 mars 1986.

Prochains colloques et congrès

● **NON-VIOLENCE ET CULTURE** est le thème d'un colloque qui se déroulera les 18, 19 et 20 avril dans la salle 331 de la Sorbonne. (Renseignements : Centre d'études et de recherches sur les stratégies des conflits, 1, rue Victor-Cousin, 75230 Paris Cedex 05. - Tél. : 43-29-12-13, p. 3637.)

● Le soixante-dixième congrès national de la Ligue des droits de l'homme aura lieu les 26 et 27 avril à la Maison de la culture de La Rochelle. Comme chaque année, une partie des travaux sera consacrée à un thème ; celui retenu pour cette année sera : **DROITS ET LIBERTÉS DES TRAVAILLEURS**. (Renseignements : 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. Tél. : 47-07-56-33.)

● Le Centre Thomas More organise deux sessions sur les problèmes économiques. La première aura lieu les 26 et 27 avril autour de : **PALÉOMONNAIES ET PREMIÈRE MONNAIE. UNE INTERROGATION SUR NOS PROPRES PRATIQUES MONÉTAIRES** et la seconde, avec Serge-Christophe Kolm, sur : **ÉTHIQUE DE L'ÉCONOMIE**. (Renseignements et inscriptions : Centre T. More, BP 105, 69210 l'Arbresle. - Tél. : 74-01-01-03.)

● **ECOLE PUBLIQUE : QUINZAINE 1986**. - La Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente organise, comme chaque année, une initiative en faveur de l'école publique, de sa liaison avec l'action culturelle et de son ouverture sur la vie sociale. La quinzaine aura lieu du 4 au 18 mai avec une collecte sur la voie publique le 11 mai. (LEEP, 3, rue Récamier, 75341 Paris, Cedex 07.)

CORRESPONDANCE

L'œuvre de Cheikh Anta Diop

M. Diolo Diop, médecin sénégalais, souhaite apporter quelques précisions à l'article d'Edem Kodjo sur l'œuvre politique de Cheikh Anta Diop, paru dans le *Monde diplomatique* de mars 1986 :

Considérant l'unité du continent comme une condition sine qua non de la survie des peuples africains, c'est dès 1951 que Cheikh Anta Diop a posé la revendication de l'indépendance de l'Afrique, qu'il situe d'emblée, et bien avant N'Krumah, dans la perspective d'un « Etat fédéral démocratique » (1).

Dans le cadre du Sénégal, il a mené une lutte inlassable pour le triomphe d'une démocratie vraie. Tant il rappelle son emprisonnement pendant un mois en 1962 ; la dissolution de ses partis, le Bloc des masses sénégalaises (BMS) en 1963 et le Front national sénégalais (FNS) en 1964 ; le monopartisme monarchique de fait qui régna jusqu'à l'acceptation calculée du « parti de contribution » de M. Wade en 1974 ?

Lorsque, le 6 février 1976, Cheikh Anta Diop crée le Rassemblement national démocratique (RND), le président Senghor refuse alors le multipartisme en inventant la loi sur mesure dite des « trois courants de pensée » : le « socialiste » que s'attribue le parti au pouvoir, le « libéral-démocrate » sous la rubrique duquel M. Wade consent à se ranger, et le « marxiste-léniniste » pour qui voudra de cette dernière étiquette... dans un pays musulman à plus de 80 % !

Le RND, sous la direction de son secrétaire général, C.A. Diop, récusait le dogmatisme idéologique aussi bien que la clandestinité et, tout en réclamant sa

reconnaissance, il déploya ouvertement des activités multiformes, imposant de fait sa présence sur le terrain : lettres ouvertes, lancement d'un journal, pétition nationale, recours devant la Cour suprême, création du premier Syndicat des cultivateurs, éleveurs et maraîchers de l'histoire du Sénégal, suivi d'étudiants militants auprès des paysans, etc. Autant d'initiatives radicalement nouvelles qui découlaient d'un programme original : ainsi, pour le RND, la démocratisation irréversible des institutions et la construction du pays nécessitent l'enseignement et l'utilisation des langues nationales comme langue de travail ; légitime souci de réappropriation culturelle. De même, s'interdisant toute complaisance, Cheikh Anta Diop a réaffirmé, lors de sa dernière conférence de presse, l'intangibilité du principe de la laïcité de l'Etat, soulignant le danger qu'il y aurait de « jouer avec la religion ».

Par son exemple unique d'intégrité et de désintéressement (de nombreux postes ministériels lui ont été proposés en vain), Cheikh Anta Diop a joué sur la scène politique sénégalaise un rôle décisif, et sa disparition brutale a été vécue dans le pays et dans l'ensemble du monde noir comme une catastrophe. Il a laissé, tant en théorie qu'en pratique, un legs capital qu'il appartient à ses disciples et compagnons de faire fructifier. On ne peut donc que s'associer à l'idée de créer un Institut Cheikh-Anta-Diop panafricain et remercier M. E. Kodjo de l'avoir lancé.

(1) Voir notamment son article « Vers une idéologie politique en Afrique noire », dans *la Voie de l'Afrique noire*, 1952.

FOOT :
LA COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS
(un grand reportage photos de 12 pages)

MUSIQUE :
LE TRIOMPHE DU GROUPE KASSAV'

LES FEMMES EXCISEES
SONT-ELLES FRIGIDES ?

C'est dans
Jeune Afrique Magazine
d'avril

Magazine

L'AUTRE MANIERE
DE VIVRE
L'ACTUALITE

En vente chez votre
marchand de journaux

كتاب النحل

ET QUELQUES AUTRES et l'argent

les propos du président contre les dictatures de gauche ou de droite - ne doivent pas être considérés comme un permis de chasse pour saper les bases de régimes amis (28).

Voilà qui est bien rassurant. Remarquons que « les modèles de développement marxistes, rigides, étatiques, ne marchent pas ». M. Reagan, le 27 février, rend hommage au président du Cameroun, M. Paul Biya, qui favorise dans son pays les investissements privés. Comme les Etats-Unis, ajoute-t-il, « le Cameroun a le bonheur de posséder de riches ressources naturelles, un secteur privé dynamique et une population industrielle ». Tout est donc pour le mieux en ce pays...

Le Zaïre est, lui aussi, largement ouvert aux entreprises étrangères. Mais « de nombreux membres du Congrès » regrettent que la Maison Blanche « se soit contentée d'exercer de bien modestes pressions sur le président Mobutu (29) », aussi démocrate et désintéressé que Marcos.

Même modération à l'égard d'un autre « ami proche (30) » de M. Reagan, le général Doe, président du Libéria. Président ? Le 15 octobre dernier, les élections ont tourné en sa défaveur. Il a donc retardé le décompte des voix et l'a confié à une commission spéciale, judicieusement composée, qui l'a proclamé victorieux avec une majorité de 50,9 % (M. Marcos, lui, s'attribuait 53,8 % des suffrages). Le Congrès demande au président de couper l'aide militaire au Libéria. M. Reagan fait la sourde oreille.

M. Reagan a parfaitement raison de déclarer que « le peuple américain » est attaché aux droits de l'homme et hostile aux tyrannies. Il n'en est pas nécessairement de même pour le gouvernement et pour certains intérêts économiques. M. Reagan ne déploie pas la

même vigueur pour défendre partout les droits de l'homme. « Quand le président des Etats-Unis réclame de nombreux millions de dollars pour fournir des armes lourdes à ceux qu'il appelle les « combattants de la liberté » au Nicaragua et en Angola, il est difficile d'expliquer pourquoi il répugne tellement à prendre position sur les Philippines », écrivait en février Flora Lewis (31).

L'aide officielle aux forces anticomunistes est en outre renforcée par une aide privée, dont la Maison Blanche n'ignore rien (voir pages 3 à 5

été pour les Etats-Unis un ami à toute épreuve (...) et une force constructive (34) ».

Tout le monde n'a évidemment pas la même conception de la « dignité » et de l'« honneur », tout le monde n'a pas la même foi dans les vertus du libéralisme prônées par M. Shultz.

Ce libéralisme a fait ses preuves en Grande-Bretagne (voir le Monde diplomatique de mars 1986) et aux Etats-Unis. Une prestigieuse publication britannique rappelle comment l'Amérique s'est toujours attachée à assurer à sa population non pas une

taux de chômage de vingt-cinq ans à cinquante-quatre ans est passé de 3,6 % en 1979 à 5,4 % à la fin de 1985, puis à 5,6 % en février 1986. La National Coalition for the Homeless (Coalition nationale pour les sans-abris) considère que le nombre d'Américains sans logement se situe entre deux et trois millions. Le Census Bureau (Bureau du recensement) constate que 2 100 000 Américains qui travaillent à plein temps vivent quand même au-dessous du seuil de la pauvreté. En outre, 5 400 000 adultes désirant travailler à plein temps doivent se contenter d'un

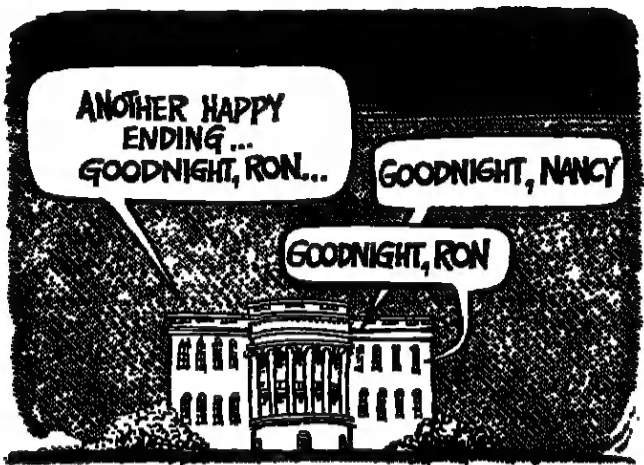
du système financier international a, bien entendu, retenu l'attention de la Banque des règlements internationaux, à Berne. Un rapport qu'elle s'approprie à publier sonne l'alarme : les banques ont pris des risques excessifs et, du fait de certaines techniques improvisées pour faire face au plus pressé, se trouvent plus dangereusement exposées qu'on ne veut bien l'admettre, explique la BRI (42).

En dépit des résultats controversés qu'il a obtenus aux Etats-Unis, en dépit aussi de ses répercussions internationales, notamment dans l'ordre financier, il reste entendu que le libéralisme reaganien a une vocation naturelle à rayonner sur le monde entier. Il a fait de nombreux adeptes en de multiples pays, y compris en France. S'agit-il d'une simple querelle académique entre économistes plus ou moins distingués, la tentation serait forte de souhaiter que la droite, maintenant au pouvoir, mette intégralement en œuvre ses idées néolibérales : la démonstration de leur inanité serait vite faite, et les dogmes absurdes de la théologie libérale seraient définitivement rejetés dans l'oubli. Mais à quel prix...

La raison recommande de prendre avec des pincettes toute idéologie, y compris l'idéologie libérale, et de s'en tenir aux faits sans négliger les piètres performances réalisées ailleurs au nom du libéralisme. Il n'y aura pas de miracle. Gauche ou droite, la « crise » n'a pas fini de faire des victimes. La société française serait menacée d'explosion si on lui infligeait les tensions internes que connaît l'Amérique de M. Reagan.

CLAUDE JULIEN.

- (28) International Herald Tribune, 15-16 mars 1986.
(29) Newsweek, 10 mars 1986.
(30) International Herald Tribune, 4 mars 1986.
(31) International Herald Tribune, 22-23 février 1986.
(32) Discours de M. George Shultz devant l'Organisation des Etats américains (OEA), Cartagena (Colombie), 2 décembre 1985.
(33) Idem.
(34) Déclaration de M. Shultz à la Maison Blanche, 25 février 1986.
(35) « Doomed To Fail in the Land of Opportunity », The Economist, 15 mars 1986.
(36) « A Nation Apart », U.S. News and World Report, 17 mars 1986.
(37) Tous ces chiffres, que les porteurs du néolibéralisme prétendent ignorer, sont largement publiés : ils sont extraits d'un article de l'International Herald Tribune, 17 mars 1986.
(38) Business Week, 10 mars 1986.
(39) The Economist, article cité, cf. note 35.
(40) Il faut lire, sur ce thème, les vingt pages publiées par Business Week du 3 mars 1986 sous le titre : « The Hollow Corporation : The Decline of Manufacturing Threatens the Entire US Economy ».
(41) Financial Times, 13 mars 1986.
(42) Financial Times, 11 et 17 mars 1986.



l'enquête de Pierre Abramovici). L'opposition démocratique contre les dictatures de droite ne bénéficie jamais de telles faveurs. La rage au cœur, elle doit même entendre les propos élogieux adressés à ses oppresseurs.

Le miracle libéral

LORSQUE, enfin, chancelle et s'effondre une dictature (Brésil, Argentine, Guatemala, Philippines, Haïti, etc.), le régime qui émerge de la tourmente doit alors réparer les dégâts. « Il est paradoxal que la revitalisation de la démocratie (...) ait été stimulée par l'inaptitude de gouvernements non démocratiques à faire face à une pauvreté grandissante et à la baisse du niveau de vie », déclarait, le 9 décembre dernier, M. Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint. Ce qui est vraiment « paradoxal », c'est, d'une part, que de telles références à la pauvreté grandissante n'aient jamais été faites lorsque la dictature était en place, et c'est, d'autre part, l'étonnement même de M. Abrams. Car l'objectif de M. Marcos ou de M. Duvalier n'a jamais été de lutter contre la pauvreté de leur peuple. Leur ostensible corruption appauvrisait le pays et faisait fuir des capitaux. M. Shultz estime que, depuis 1980, environ 100 milliards de dollars ont quitté l'Amérique latine (32) ; la majeure partie s'est dirigée vers les Etats-Unis, qui ne l'ignoraient pas, qui ont laissé faire, qui ont trouvé profit.

Toujours d'après M. Shultz, le coût du service de la dette du tiers-monde est passé, entre 1977 et 1985, de 15 % à 25 % des exportations des pays concernés. Pour l'Amérique latine, précise-t-il, ce taux est même de 44 %. A ce jeu, il n'y a pas que des perdants... Mais que propose-t-on aux pays qui ont ainsi été doublement accablés dans leurs libertés et dans leur niveau de

vie ? D'abord, avec quelques trémolos dans la voix, on se réjouit de l'« élan démocratique » qui les anime, de cette « liberté en marche » qui, dit encore M. George Shultz, « nous permet de vivre un moment d'espoir (33) ».

Puis, ceux-là mêmes qui observaient avec indifférence la dictature qui les ruinait, les exhortent - c'est toujours M. Shultz qui parle - « à déployer leurs ressources avec plus d'efficacité, à stimuler l'épargne intérieure, à encourager les investissements nationaux ». Pieuse littérature ? Mais non. Selon le secrétaire d'Etat, il s'agit, par des politiques d'austérité, de « créer les conditions favorables qui attireront des influx de capitaux étrangers, en particulier sous forme d'investissements étrangers directs ».

Que cela est bien dit ! Et ce n'est pas tout. Car il faut ensuite, ajoute M. Shultz, « renforcer le rôle du GATT et abaisser les barrières », donataires ou autres, afin de permettre aux Etats-Unis, pour le plus grand bien de tous, d'exporter plus largement leurs « activités de services », leur « haute technologie » et les produits de leur agriculture. C'est uniquement dans un libéralisme généralisé, dans la libre rencontre du pot de terre et du pot de fer, que chacun trouvera son bonheur.

Quelques semaines plus tard, M. Shultz dira encore : « Nous sommes restés en contact étroit avec le président Marcos et sa famille, et nous souhaitons les voir continuer dans la dignité et l'honneur », car « pendant une longue période, M. Marcos a

égalité de revenus mais l'égalité des chances : « Elle veut croire que n'importe qui, si modestes soient ses origines, peut réussir en Amérique ; mais, avec l'émergence d'une vaste classe sous-privilégiée et insoumise, noire en grande partie, cette croyance est maintenant impossible à soutenir (35) ».

Point de vue d'un observateur anglais qui n'y comprend rien ? Dans un long article de neuf pages, US News and World Report présente, avec plus de détails, un tableau tout aussi sombre (36). La très conservatrice Heritage Foundation estime, pour sa part, que de 10 à 15 millions d'Américains pauvres n'ont retiré aucun profit de la reprise économique : il s'agit de personnes âgées, d'invalides, de jeunes. Cette tranche de population compterait plutôt de 20 à 30 millions d'Américains, selon le Centre pour l'étude de la politique sociale à l'université George Washington. Un document du Bureau of Labor Statistics démontre que le

La voie du désastre

A défaut d'une action énergique, dont nul ne voit en quoi elle pourrait bien intéresser le gouvernement Reagan, « le plus riche pays du monde entrera dans le XXI^e siècle paralysé (crippled) par une sous-classe improductive et remplie d'amertume (39) », mais aussi avec une « économie désindustrialisée (40) », ce qui fait dire à M. Akio Morita, président de Sony : « Les Etats-Unis abandonnent leur statut de puissance industrielle ». Une stratégie consistant, depuis plus de vingt ans, à transférer des centres de production dans des pays du tiers-monde, où la main d'œuvre coûte beaucoup moins cher, peut être profitable à tel ou tel groupe industriel, en termes de profits ; mais, note Business Week, « elle peut conduire au désastre l'ensemble de l'économie américaine ».

En 1985, quelque cent vingt banques américaines ont fait faillite, et les autorités de contrôle gardent sous étroite surveillance 1 200 institutions financières qui connaissent de sérieuses difficultés (41). Pour soulager les banques exposées du fait de leurs prêts aux agriculteurs américains et au tiers-monde, ou touchées par la baisse des revenus pétroliers, les autorités fédérales assouplissent les règles jusqu'ici en vigueur. Ces banques sont autorisées à descendre en dessous du ratio minimum de 6 % en capital par rapport aux prêts qu'elles consentent ; elles ne sont plus obligées de faire figurer en « créances douteuses » ceux de leurs prêts dont les intérêts n'ont pas été payés à échéance.

Beaucoup plus préoccupante qu'on ne le croit habituellement, la fragilité

MARCOS. DUVALIER
démocratie

CORRESPONDANCE

œuvre de Cheikh Anna Diop

POLITIQUE AFRICAIN

Directeur de la publication : E. Le Roy

Revue trimestrielle
d'analyse et
d'informations politiques
sur l'Afrique
contemporaine.

Création : janvier 1981

Derniers numéros parus :
N° 19 : L'Afrique australe face à Pretoria
N° 20 : Spécial BURKINA FASO

A paraître en 1986 :
N° 21 : Terres et territoire (mars)
N° 22 : Spécial CAMEROUN (mai)
N° 23 : Des langues et des Etats (septembre)
N° 24 : La Côte d'Ivoire au quotidien (décembre)

Tout les abonnements : France : 210 F - Etranger : 260 F
Supplément avion pour l'Amérique, l'Asie, l'Océanie : 100 F

Vous pouvez, bien sûr, acheter Politique Africaine au numéro
(65 F l'exemplaire)

Bon de commande à retourner à : Editions Karthala - 22-24, boulevard Arago, 75013 Paris

Nom Prénom

Adresse

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

LE REARMEMENT
DU JAPON

Première étude
sur une nouvelle
puissance
militaire

FED.N. Hôtel National des Invalides - 75007 Paris
188 pages - 70 F - Diffusion : Editions Economica

Parents, gratuitement,
nous vous conseillons
l'école idéale
dans
la région idéale

RÉGION
DU LÉMAN

Canton de Vaud - SUISSE

- plus de 60 écoles et instituts privés
- enseignement de qualité, réputé, diversifié
- sports d'été et d'hiver
- ambiance propice aux études
- carrefour des grandes voies de communications
- paysage de toute beauté - climat sain

SERVICE SCOLAIRE
DES
ÉCOLES PRIVÉES

Avenue Mon-Repos 3
CH. 1000 Lausanne 4 / Suisse
Téléphone 021 22 77 71
Tél. 24 380

Sous le patronage de l'Association
vaudoise des écoles privées (AVDEP)
et de l'Office du tourisme du canton
de Vaud (OTV).

AVDEP

DROITES, EXTRÊME DROITE...



DANS LES RUES DE NICE, LA VILLE DU DÉPUTÉ-MAIRE JACQUES MÉDECIN

Par
CHRISTIAN
DE BRIE

QUELQUES années auront suffi pour qu'émerge en France un puissant mouvement d'extrême droite, désormais partie prenante dans la conquête légale du pouvoir politique. Divine surprise pour quelques-uns, stupéur accablée pour les autres, la rencontre attendue ou redoutée entre l'extrême droite et sa base sociale, clientèle potentielle du Front national, est désormais un fait, vérifié à l'occasion des élections locales, européennes et législatives.

Mais cette première rencontre s'accompagne d'une deuxième, autrement plus importante politiquement, parce qu'elle a, à terme, vocation à devenir majoritaire : celle qui s'est confortée, sous nos yeux, au cours des dernières années, entre l'extrême droite fascisante et une large fraction de la droite traditionnelle, gaulliste et libérale.

Rencontre autour d'un discours idéologique et politique rénové, aux filiations bien établies, adapté et mis en forme de programme par les partis, diffusé à travers un réseau dense d'associations, instituts, clubs et autres lieux de rencontre, banalisé et amplifié par les médias, en particulier la presse du groupe Hersant, et dont les porte-paroles les plus en vue, souvent formés dans les groupes d'extrême droite, se retrouvent aussi bien à l'UDF qu'au RPR qu'au Front national.

Deux démarches parallèles y ont concouru. D'une part, l'abandon progressif par la droite du discours dominant depuis la Libération jusqu'à la fin des années 70. Celui de l'« État-providence », interventionniste, guide de l'évolution nécessaire et garant de l'équité sociale qui, du « changement dans la continuité » au « libéralisme avancé », en passant par « la nouvelle société », a permis à la droite réformis-

trice de forger un consensus majoritaire et d'occuper le pouvoir. Jugé incapable de répondre à la crise et au chômage, l'État-providence est de plus en plus considéré comme inopérant et inadaptable. D'autre part intervient la remise à jour de thèmes anciens, sur le terrain desquels va s'effectuer la convergence entre la droite et l'extrême droite, préparée et balisée par des intermédiaires zélés, empressés à faciliter les contacts et élargir le cercle.

Dès 1968, au sein du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), quelques intellectuels d'extrême droite en rupture d'activisme, qualifiés ultérieurement de nouvelle droite, et regroupés derrière M. Alain de Benoist, s'appliquent à formaliser les bases doctrinales du « racio-élitisme » (1). Pour disqualifier le socialisme, y compris sa version social-démocrate, et remettre en cause le pouvoir culturel dominant de la gauche, ils vont se livrer à une critique fondamentale de l'égalitarisme et de l'universalisme.

La réhabilitation et la revendication du principe inégalitaire et de l'élitisme

seront ainsi le point de rencontre et le dénominateur commun de toutes les droites.

Au commencement était l'inégalité. Inégalités socio-biologiques entre les êtres ; historiques entre les peuples, les ethnies, les cultures, les civilisations ; économiques et sociales entre les nations et les individus. Les inégalités ne sont pas seulement des faits établis, elles s'inscrivent dans la nature des choses. Nécessité vitale, sel et richesse de l'aventure humaine, véritable moteur de l'histoire, elles se trouvent menacées par l'universalisme et l'égalitarisme niveleurs. Lesquels, phénomènes contre nature, étrangers au génie européen, ne peuvent se réaliser que par un interventionnisme toujours plus poussé de l'État - dans tous les secteurs de la vie sociale, économique et culturelle - pour conduire à l'uniformisation totalitaire. Tout ce qui tend à réduire les différences, individuelles ou collectives, et les hiérarchies naturelles qu'elles ne manquent pas d'établir, constitue une menace pour l'avenir des hommes et des peuples ; tout ce qui les exalte est libérateur.

Le nouvel ordre inégalitaire

A partir de 1974, au sein du Club de l'Horloge, des animateurs du GRECE, entourés de responsables politiques, de jeunes énarques, de dirigeants d'entreprise, d'économistes, de professeurs, d'avocats, s'emploient à décliner les corollaires de cette réhabilitation philosophique, et à les traduire en propositions politiques propres à alimenter les programmes de la droite. Viendront s'y approprier le RPR, l'UDF - en particulier le Parti républicain -, le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) et le Front national.

Sous la direction de M. Yvan Blot, membre du comité central du RPR, et de M. Jean-Yves Le Gallou, du bureau politique du Parti républicain, passé depuis au Front national, le Club de l'Horloge va multiplier les rencontres et les colloques et diffuser un grand nombre d'ouvrages vulgarisant les idées nouvelles. Les sujets abordés, le ton utilisé, les arguments avancés affermissent les certitudes de tous ceux qui cherchent de bonnes raisons, en forme de rigueur scientifique et d'études de spécialistes, au nouvel ordre inégalitaire dans lequel ils ont foi et qu'ils entendent promouvoir. Des *Racines du futur*, qui voit dans la réorientation de l'État vers ses seules fonctions de défense et de sécurité et dans la libération de l'initiative individuelle des élites la condition de la survie de la nation française, à la *Préférence nationale* dénonçant les vagues successives d'immigration qui ont déstabilisé la nation et menacé la paix civile, légitimant ainsi un statut d'élite pour les étrangers non européens, les critiques et propositions ne manquent pas. On les retrouve dans tous les programmes de la droite et de l'extrême droite, tout comme dans les commentaires et petites phrases des responsables politiques : dénonciation du péril égalitaire (*la Politique du vivant, le Grand Tabou*), de l'égal accès de tous à l'éducation et à l'enseignement (*Un nou-*

veau printemps pour l'éducation, l'École en accusation), du socialisme bureaucratique (*le Péri bureaucratique*) ou parent du fascisme (*Socialisme et fascisme, une même famille* ?), créateur d'injustices au détriment des élites (*Échecs et injustices du socialisme*) et qui a partout échoué, y compris dans ses rapports avec le tiers-monde (*le Socialisme dans le tiers-monde*) (2).

Thème commun à tous ces travaux, le plus souvent collectifs, et auxquels collaboraient presque toujours des auteurs venus de l'extrême droite fascisante : « démasquer l'idéologie égalitaire » - suivant l'expression favorite du Club de l'Horloge, - ses porte-paroles socialistes et ses complices infiltrés jusque dans les rangs de la droite traditionnelle.

Quant aux origines et à la filiation, idéologique du GRECE et du Club de l'Horloge, les deux principales « boîtes à penser » de la nouvelle droite, elles ne font guère de doute. On les retrouve dans les publications du groupe Europe-action, qui dans les années 60, les a précédées. « Existe-t-il un facteur de décomposition au sein de la race blanche ? Oui, ce facteur est le déchet biologique (...). Des individus attirés par tout ce qui est à la limite du monde : la culpabilité, le néant, la logomachie, l'abstraction... Il faut des esclaves pour que surgisse une nouvelle aristocratie (...). Il faudra proposer de grandes entreprises, de grandes expériences collectives de discipline et de sélectionnisme s'exprimant, sous des pseudonymes, le fondateur du GRECE, M. Alain de Benoist et celui du Club de l'Horloge, M. Yvan Blot.

Dans le même temps, sous la présidence et dans l'entourage de M. Valéry Giscard d'Estaing, se développent les structures d'accueil du néolibéralisme : clubs Perspectives et Réalités, Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL), universités d'été, et s'affirment les personnalités de la

droite « dure » : M. Michel Poniatowski, dont les liens avec l'extrême droite sont déjà anciens, M^{me} Alice Sannier-Séité, M. Charles Debbasch, universitaire devenu salarié de M. Robert Hersant au *Dauphiné libéré*, M. Hubert Basso, ancien responsable de l'OAS qui deviendra député de l'Orne mais, en mars 1986, ratera son parachutage dans l'Indre.

Avec les années 80, une floraison d'auteurs inspirés par les théories néolibérales, des écrits de Hayek aux thèses de Milton Friedman, subjugués par les professions de foi ultralibérales et le nationalisme chauvin de l'Amérique de M. Ronald Reagan et de l'Angleterre de M^{me} Margaret Thatcher, envoltés par le mythe de l'entreprise et de l'initiative privée, redécouvrent, à la manière de Paul et Virginie, les vertus du bon sauvage - celles du libéralisme du même nom - avec autant de simplicité que de fausse naïveté.

La convergence du courant nationaliste de l'extrême droite et du néolibéralisme de la droite « nouvelle » et traditionnelle ne doit pas surprendre. On sait que les expériences concrètes de libéralisme n'ont jamais eu les vertus que leur prêtent leurs thuriferaires. Elles ont, au contraire, souvent été caractérisées par une absence complète de libertés pour le plus grand nombre. Les belles époques libérales du dix-neuvième siècle, en France, en Angleterre ou aux États-Unis, étaient celles du travail sans limitation de durée et sans aucune protection, y compris pour les enfants, du délit de grève, du livret ouvrier, de l'exclusion du droit de vote pour 90 % de la population et de la corruption effrénée du pouvoir politique et économique.

Elles s'accompagnaient d'un appareil d'État répressif et sécuritaire particulièrement violent, propre à briser la résistance des victimes et à entretenir la peur des partages chez les privilégiés et leurs clientèles.

« Six balles pour les demi-traitres »

ISSUS de groupuscules déchirés par d'interminables conflits, aux références inavouables ou déconsidérées depuis l'apocalypse du III^e Reich et la chute du régime de Vichy, animés par un responsable vieilli par trente ans de figuration agitée sur la scène et dans les coulisses politiques, le Front national, son chef et son programme ont partiellement réussi à se présenter comme force nouvelle, rénovatrice et fédératrice de toutes les droites « nationales ». Et l'« homme du recours » peut dire tout haut et sans bandeau ce qu'une large fraction de la droite pense tout bas.

« Les barbares sont à nos portes » : hordes du tiers-monde lancées à l'assaut de l'« Occident chrétien » qui vacille sous les coups répétés du « terrorisme international » ; diaboliquement manipulés par les « bolcheviks totalitaires » qui campent, armés jusqu'aux dents, aux marches de la civilisation, « peste rouge » prête à déferler. Pis, les « ennemis de la France » sont dans la place, avec ou sans la « cinquième colonne communiste », précipitant délibérément la

décadence et l'esclavage du pays, préparant « le fascisme rouge », l'entrée dans le Goulag dont on ne revient pas. Par le « pourrissement moral de la jeunesse », de nos écoles, « l'effacement et la perversion de la société civile », la « massacre des innocents », martyrs de l'avortement, l'« abaissement de l'âge des rapports sexuels qui a des effets dramatiques sur le développement intellectuel », « l'homosexualité qui est la fin du monde ».

Pis encore, la « nation française abâtardie » est menacée par l'invasion des immigrés, ces « étrangers non européens » qui dénaturent la « substance nationale ». Éléments déstabilisateurs, foyers d'insécurité, accapareurs d'emplois dont sont privés les vrais Français - « trois millions d'immigrés en trop » ; insatiables quémandeurs qui prélèvent une part exorbitante de la richesse nationale et qui, traditionnelle-

ment, la gaspillent. « Six balles pour les demi-traitres » : telle est la formule qui résume le programme du Front national, telle est la promesse de la « nouvelle droite ».

Pis encore, la « nation française abâtardie » est menacée par l'invasion des immigrés, ces « étrangers non européens » qui dénaturent la « substance nationale ». Éléments déstabilisateurs, foyers d'insécurité, accapareurs d'emplois dont sont privés les vrais Français - « trois millions d'immigrés en trop » ; insatiables quémandeurs qui prélèvent une part exorbitante de la richesse nationale et qui, traditionnelle-

(1) Voir page 10 l'article d'Anne-Marie Duranton-Crabol.

(2) Tous ces titres d'ouvrages ont été publiés entre 1977 et 1985 sous l'égide du Club de l'Horloge.

(3) *Notre monde*, Europe Action, n° 36, décembre 1985.

Les voies de la

mergence

JACQUES LE GOFF
LA PREMIÈRE HISTOIRE
DU DROIT DU TRAVAIL

DU SILENCE
À LA PAROLE

Droit du travail,
société, État
1830-1985

Editions CALLIGRAMMES
18, rue Elie-Fréron
29000 QUIMPER

Distribution DISTIQUE

كتاب النظم

DE MAJORITÉ EN FRANCE

représentatifs d'une droite dure, néolibérale et ultraconservatrice, dont les éléments les plus en vue sont souvent issus des mouvements activistes d'extrême droite où ils ont reçu leur formation idéologique. Les hases existent, dès à présent, pour un regroupement sur un « programme commun » plus conforme aux idées et aux méthodes de M. Le Pen qu'à celles des gaullistes ou des réformateurs. Que la crise se prolonge et continue à développer ses effets économiques, sociaux, culturels, et la tentation extrémiste, qui gagne des voix et se conforte, peut saisir demain certains responsables.

Car le terrain d'une rencontre possible a été longuement préparé et balisé, en particulier par la GRECE (voir pages 10 et 11 l'article d'Anne-Marie Duranton-Crabol) et par le Club de l'Horloge, les deux « boîtes à penser » où se sont forgées les convergences entre la droite dure néolibérale et l'extrême droite (voir l'article ci-dessous). Avec beaucoup de précautions : « Nous devons présenter notre objectif surtout comme une révolution intellectuelle et morale et n'aborder la stratégie politique qu'avec une extrême prudence (...). Il nous faut être prudent dans le vocabulaire employé ; en particulier il est nécessaire d'abandonner une phraséologie périmée (1) ». Et un objectif précis : « Entreprendre la formation mentale de ceux qui, dans les années qui viennent, auront entre leurs mains le pouvoir de décision (1) ». C'était en 1969 ; aujourd'hui, certains ont ce pouvoir de décision, au sein du gouvernement de M. Chirac.

C. do B.

(1) Bulletin intérieur du GRECE, janvier-février 1969. Voir également le dossier publié dans le *Monde diplomatique* de juin 1981 : « Les tentations idéologiques d'un libéralisme en crise ».



(Solve)

convergence

ment prolifiques, « seront demain, si l'on n'y prend garde, les maîtres chez nous ». Marianne sera-t-elle encore française dans trente ans ? En attendant, ils constituent déjà une sixième colonne mobilisable à tout moment pour la subversion violente au service de l'intégrisme musulman ou de quelque chantage algérien.

« Il fallait sans doute que la France subisse ces épreuves, et que les Français, coupables d'avoir voulu tenter cette *détastable et ruinuse expérience*, expient leur crime. Mais, au lieu d'être en avant, de se réveiller dans une *sauve*. Car il est encore possible d'*enrayer* cette destinée fatale ». Tout commence aujourd'hui pour qui veut se rassembler derrière l'*homme du recours*. Pour la *remise en ordre*, le *redressement* de la nation, de son identité, de ses *valeurs fondatrices*. « Il n'y a plus de temps à perdre. Le Fen, vite! La France est de retour. »

Il faudra commencer par démasquer et châtier les traîtres... *« Les traîtres suffiront pour les demi-traîtres »* : épurer l'école, la justice, les syndicats, la fonction publique et même l'Eglise de *« l'emprise marxiste »*, sauver la France du danger des immigrés, *« par les armes s'il le faut »*. Il faudra ensuite instaurer un *« ordre nouveau »*, car il n'y a pas de survie possible si l'Occident et d'abord l'Europe ne retrouvent pas le bon sens de l'ordre moral, dont *« l'Etat national »* doit être le garant et le guide, en s'appuyant sur les élites qui en sont les plus dignes, et une *« armée de métier et d'engagés volontaires réunissant les meilleurs éléments de la jeunesse nationale »*. *« Ordre nouveau »* fondé sur le respect des hiérarchies restaurées, sur la famille, le travail, la patrie : *« la libération de l'entreprise de l'emprise de l'Etat »*, *« la réforme en profondeur de la législation fiscale »*, et des syndicats, et qui assurera le renouveau d'un *« capitalisme populaire »*.

Passerelle et relais : le Centre national des indépendants et paysans (CNIP), véritable sas politique où viennent transiter les extrémistes en instance de rejoindre les formations de la droite traditionnelle, et les RPR-UDF attirés par le Front national. Salle des pas perdus accueillante, où l'on rencontre des anciens de tous les mouvements d'extrême droite, de l'OAS au Parti des forces nouvelles, et dont le président, M. Philippe Malaud, revendique pour sa formation le rôle de « passerelle tous azimuts ».

Un brassage permanent, des liaisons et ramifications complexes assurent la promotion des idées nouvelles auprès d'organisations et de mouvements diversifiés.

Ainsi, par exemple, M. Alain Madelin, ancien d'Occident et second de M. François Léotard, rencontrait au comité directeur du PR M. Jean-Yves Le Gallou, avant que celui-ci ne passe au Front national. M. Jean-Yves Le Gallou retrouve au Club de l'Horloge, qu'ils dirigent ensemble, son vieil ami M. Yvan Blot, venu comme lui du GRECE, mais qui est aussi nouveau député. Ce sont aussi des amis de M. Charles Pasqua, au sein du comité central du RPR, aux côtés de M. Charles Pasqua. M. Charles Pasqua anime, parmi bien d'autres activités, le cercle Solidarité et défense des libertés, avec M. Gérard Borgeville, ancien d'Ordre nouveau et du GUD, responsable départemental du CNIP, où il retrouve de vieilles relations, également responsables départementaux : M. Jean-Louis Baudry, ancien du RPF, l'OAS-Métropole, devenu député des Pyrénées-Orientales; M. Michel de Rostolan, animateur du cercle Romain Rolland.

sance, ancien d'Ordre nouveau et d'Occident, membre de la Ligue mondiale anticomuniste (WACL), élu député FN-CNPJ de l'Essonne : M. Alain Robert, un des fondateurs d'Occident, du GUD, d'Ordre nouveau, ancien secrétaire général du Front national et ancien membre de la direction politique du Parti des forces nouvelles. M. Alain Robert s'est présenté aux élections locales avec le soutien du RPR, de L'Épistémic défense et du mouvement UNIR ; il anime le Comité français contre le pluralisme et pour la paix, en compagnie de... M. Yvan Blot, dont les amis du GRECE, MM. Alain de Benoist, Jean-Claude Vais, Patriote de Plunkett, collaborent au service culturel du *Figaro* et du *Figaro Magazine* de M. Louis Pauwels, que l'on peut rencontrer dans les conférences de l'AFISA, la « boîte à lettres » du Mouvement.

M. Pierre Ceyras, l'un des responsables français, élu du Front national du Nord

Il serait aisé, mais fastidieux, de continuer à dévider l'écheveau des réseaux de relations où s'entremêlent droite et extrême droite.

Relais, passerelles et lieux de rencontre

TEL est le discours du Front national. Fant-il seulement avoir la mémoire courte pour ne pas retrouver la filiation directe de ce thème ? La France n'est qu'un pays de fillets et de l'inaction publique est fascinante — quarante ans d'otocrisme masquaient artificiellement cette réalité — et qu'en période de crise et de bouleversements elle peut mobiliser les couches sociales qui estiment menacés leurs intérêts, leur position hiérarchique et le système de valeurs qui les sous-tend et les justifie. Ces couches sont irrésistiblement attirées par le chef populiste, sauveur providentiel, restaurateur de l'ordre traditionnel, capable d'exorciser leurs angoisses en désignant la menace et dénonçant les coupables, boucs émissaires que l'on pourchassera, les uns échoués, avec une violence, la mesure de ses peurs. La crise est la rapidité avec laquelle un nombre de représentants de la droite institutionnelle se retrouvent sur des positions très proches de celles de l'extrême droite.

D'abord sur le péril soviétique et l'anticommunisme absolu, qui font l'unité et sont prêtés à brouiller ces références et réhabiliter le Front national. « Le danger n'est pas chez le Pen, il est à l'Est » (M. Jean-Claude Gaudin); l'internationale fasciste n'est plus brune, elle est rouge » (M. Jacques Chirac); « le danger fasciste en France ne vient pas de la droite, il vient de la gauche » (M. Pomiatowski). Sur l'épuration nécessaire: « Il faut exclure les communistes des postes de direction dans tous les domaines » (M. Chirac).

Sur l'immigration : « Si vous voulez avoir du rhoménisme et du kadhafisme à la maison, vous n'avez qu'à laisser entrer un million d'Algériens et plus. (...) C'est aux Français de décider s'ils veulent une société française ou une société conflictuelle où s'affrontent Européens et musulmans » (M. Poniatowski). « Dans trente ans, si sera impossible d'empêcher les hommes du Sud de monter vers le Nord » (M. Chirac). Positions très proches, également, sur l'Etat sécuritaire, la libération de l'entreprise des contraintes imposées par la législation.

tion sociale, le capitalisme populaire et la participation, la restauration des élites nationales et des hiérarchies, et jusqu'à la culpabilité des Français qui ont permis l'expérience socialo-communiste et devront payer leur faute de plus de rigueur et, comme sous Vichy, dans la restauration nationale des vraies valeurs : travail, famille, patrie, auxquelles se rallie M. Raymond Barre.

Mais la convergence entre la droite et l'extrême droite n'est pas seulement idéologique et politique. Bien avant la montée du Front national, les animateurs de l'extrême droite activistes avaient pratiqué l'entrisme dans les formations de la droite traditionnelle, où ils ont bénéficié de solides appuis et d'une rapide promotion :

Au Parti républicain (P.R.), où MM. Alain Madelin, député d'Ille-et-Vilaine, délégué général du parti Gérard Longuet, député de la Meuse, trésorier du P.R. tous deux anciens du mouvement Occident, et Jacques Douffignies, maire d'Orléans, membre du comité directeur du P.R. anciens des comités Thirier-Vignancour, forment le noyau dur de l'entourage de M. François Létour, où ils placent progressivement aux postes-clés des responsables sociaux, communistes, de l'Etat, du droit, de la culture, qui ont provoqué une scission au sein du parti. Les quatre hommes se retrouvent désormais dans le gouvernement de M. Chirac. (4) :

— Au RPR, qui s'est employé de longue date à récupérer les activistes d'Occident, d'Ordre nouveau, du GUD (Groupe union défense), du Parti des forces nouvelles, auxquels ont été confiés des postes de responsabilité et que l'on retrouve dans l'entourage de M. Charles Pasqua, nouveau ministre de l'intérieur, et du maire de Paris, devenu premier ministre.

Parallèlement, une multitude d'organismes relais, de passerelles institutionnelles, de lieux de rencontre, tant nationaux qu'internationaux, assurent le brassage de la droite et de l'extrême droite, la mobilisation de leurs compagnons de route, pour la mise au point concertée du discours nouveau, systématiquement développé et vulgarisé par la grande presse et les médias conservateurs ou réactionnaires.

Lieux de rencontre et courroies de transmission, les dizaines d'associations, cercles, alliances, clubs, comités, unions où se retrouvent droite et extrême droite : cercle Renaissance, Alliance pour la nouvelle culture, Union des intellectuels indépendants, Comités d'action républicaine, Ligne des contribuables etc.

Relais internationaux, les instituteurs sur la sécurité, « boîtes à penser » des apôtres de l'anticommunisme, faucons de la guerre froide, idéologues de la sécurité nationale et professionnels de la stratégie de la tension. Les plus influents sont d'origine américaine : généralement contrôlés et financés par la CIA et les services de renseignement de l'armée dont ils sont les correspondants : American Security Council, Foreign Affairs Research Institute (FARI), Center for Strategic and International Studies (CSIS), National Strategic Information Center (NSIC), Heritage Foundation. Les plus communs en France sont la Ligue anticommuniste mondiale (WACL) et CAUSA, l'une et l'autre parrainées par la secte Moon ; et dans une moindre mesure l'Institut international de géopolitique animé par M^{me} Marie-France Gaud. Derrière eux se trouvent : l'Union pour la liberté et la démocratie (ULD), la plus importante des branches françaises, le syndicat étudiant UNI, financé par la CIA à hauteur de 600 000 dollars, l'Association des combattants de l'union française, l'Union des intellectuels indépendants, ainsi que de nombreuses personnalités de la droite et de l'extrême droite que l'on retrouve également aux colloques organisés par l'ANSA. Tous ces instituteurs sur la sécurité exercent un puissant ascès sur régimes les plus extrémistes sous couvert de la lutte contre la subversion communiste, ainsi qu'aux représentants de la droite dure en Europe et à travers le monde.

Compagnons de route, certaines associations de rapatriés (6) et certains syndicats dans la police (7), les mouvements comme Légitime défense, Laissez-les vivre ou Chrétienté-solidarité (8), les formations plus ou moins éphémères comme UNIR (9) de M. Jean-Maxime Lévesque, ancien PDG du Crédit commercial de France; les hommes politiques entremetteurs entre droite et extrême droite comme MM. Jacques Médecin ou Alain Griotteray.

Une presse de guerre civile larvée

ENFIN, c'est à la presse Hersant que revient la responsabilité d'avoir offert une tribune nationale aux thèmes nouveaux, jusqu'à confiné dans les publications partisans et extrémistes. D'abord au *Figaro Magazine*, qui a accueilli les porte-parole de la nouvelle droite, du GRECE et du Club de l'Horloge, ouvrant à leurs idées l'audience des élites bourgeoises. Ensuite au *Figaro*, tribune prestigieuse des grandes plumes de la droite traditionnelle. Les observations et modérés, guère troublés de cohabiter avec les signataires extrémistes. Sans oublier les autres journaux du groupe et les radios qu'il contrôle.

Ce qui caractérise cette presse, au cours de la période récente, c'est le ton du débat idéologique et politique, qui n'est pas celui de la droite traditionnelle. La dramatisation outrancière, la violence verbale, les propos haineux, renvoient aux pires excès de l'entre-deux-guerres, lors de la montée du fascisme. En le relisant, on se rappelle la brutalité avec laquelle elle fut employée à mettre en condition l'opinion qu'elle influence, à déstabiliser son système de références, et à l'entraîner à adhérer au discours nouveau, dans un climat de guerre civile larvée, sans aucun rapport avec les réalités françaises et internationales.

Mise en chantier de longue date, inscrite sur le fond de la crise économique, sociale, culturelle, qui depuis plus de quinze ans secoue le système capitaliste, cautionnée par sa référence au modèle dominant de la droite américaine, dans le contexte français d'une alternance politique à laquelle se refusaient la plupart des privilégiés, la

convergence entre une fraction de la droite traditionnelle et l'extrême droite est un nouvel exemple de la vieille tentation des casques qui, traditionnellement, tiennent le pouvoir. Celle d'abandonner le compromis réformateur et d'imposer leur loi et leur ordre à tous, lorsque les circonstances historiques et le rapport des forces le permettent, le consentent ou la neutralisation des victimes. C'est sur un discours politique, que l'on peut qualifier de national-libéral, que certains semblent compter pour reconstituer, sur des bases nouvelles, le large consensus idéologique que nécessite, dans les démocraties occidentales, le maintien des dominations établies.

CHRISTIAN DE BRIE

(4) M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme; M. Jacques Doufflaques, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, de l'aménagement et des transports, chargé des transports; M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme, chargé des P et T.

(5) Voir pages 3 à 5, l'article de Pierre Abramovici.

(6) Fédération pour l'unité des réfugiés et des rapatriés (FURR) de M. Joseph Ortiz ; Association des combattants de l'union française (ACUF), membre de la Ligue mondiale anticommuniste (WACL).

(7) Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP) et Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) de M. Rémy Halbwax.

(8) Mouvement des intégristes catholiques animé par M. Bernard Antony, dit Romain Marie, député européen du Front national.

(9) Union nationale pour l'initiative et la responsabilité.

DROITES, EXTRÊME DROITE... RISQUES ET

Le GRECE, creuset

Par
ANNE-MARIE
DURANTON-CRABOL *

A U milieu des années 80, le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) se présente comme une « école de pensée qui, depuis quinze ans, a entrepris une réflexion en profondeur qui excède largement les frontières partisanes (1) », selon M. Alain de Benoist, le plus illustre de ses porte-parole.

Depuis la fondation du GRECE, en 1968, le racio-élitisme est constamment présent dans la pensée néodroitière. Il consiste en l'exaltation des valeurs raciales, qualifiées de « différences ». D'abord très imprégné de biologie, ce racisme s'est ensuite prévalu des différences culturelles, au sens très large, la culture se confondant souvent avec l'idéologie. En effet, le GRECE dénonce la tyrannie d'une idéologie, le « monothéisme judéo-chrétien », qu'il rend responsable de l'« égalitarisme » niveau des peuples et des personnes. Etranger à l'Europe, le judéo-christianisme s'y est imposé voici deux mille ans, en détruisant l'élitisme aristocratique qui caractérisait la tradition authentique, celle de l'« indo-européisme ».

Ainsi racisme et élitisme sont-ils indissolublement liés : produit d'importation, l'égalitarisme a subverti les modes de pensée et les formes d'organisation sociale; hérité des Indo-Européens, l'élitisme ne demande qu'à s'exprimer. Il suffit pour cela, et tel est bien le projet révolutionnaire du GRECE, de libérer les esprits de vingt siècles d'accoutumance à l'universalisme et de soumission à l'égalitarisme.

De cette conviction primordiale, les théoriciens du GRECE se sont toujours montrés prêts à tirer toutes les conséquences, en usant d'un comportement

qui les distingue nettement des groupes d'extrême droite dont ils partagent les valeurs. Indifférents à la connotation politique de leur vocabulaire — emprunté au marxisme éventuellement —, délibérément éclectiques dans le choix de leurs références culturelles, ils ont forgé un langage ambigu, source d'interprétations contradictoires sur lesquelles ils jouent. Avant tout désireux de voir leurs idées gagner du terrain, ils n'ont pas hésité à frayer avec les milieux de la droite politique classique, ni à appeler au dialogue avec la gauche.

Lorsque M. Alain de Benoist formule son discours « contre tous les racismes », il veut prouver qu'il n'est pas xénophobe — ce qui est très probable en effet. Il veut aussi dire que le refus des valeurs raciales, qu'il qualifie de « racio-phobie », lui semble beaucoup plus néfaste que leur acceptation, qu'il qualifie de « racio-philie ». Il exprime enfin l'idée que les diffé-

rences, d'où résulte l'impossibilité de la communication entre peuples, doivent être respectées de la manière la plus absolue : chacun pour soi. Sous le pseudonyme de Robert de Herte, M. Alain de Benoist écrit : « Le judaïsme est certainement parfait pour les Juifs, comme l'est l'islam pour les Arabes, et l'on ne peut admettre la pratique raciste qui consisterait à imposer notre modèle de culture à des peuples étrangers. A l'inverse, il n'y a aucune raison pour que les Européens coulent perpétuellement leur pensée dans le moule d'une idéologie religieuse qui ne leur appartient pas (2). »

Telle est l'attitude que M. Pierre-André Taguieff nomme le « racisme autoréférentiel » de la nouvelle droite (3). On le voit, M. Jean-Marie Le Pen n'a pas eu à inventer le renversement des valeurs, en vertu duquel il n'est pire racisme que celui que l'on exerce contre soi-même, le « racisme antiraciste », par exemple.

Le réveil de l'esprit indo-européen

LA faveur du GRECE pour l'Europe doit être examinée à la lumière de ses convictions les plus profondes. A la différence de la plupart des groupes d'extrême droite, il est d'avis que le processus conduisant à la décadence — ou au redressement — se déroule au sein de l'Europe, et non du seul Hexagone. Selon lui, le réveil de l'esprit européen (indo-européen) relèvera le défi du monde moderne en arrachant le continent des mains des deux superpuissances. Sinon, ce sera la « sortie de l'histoire », vers laquelle pousse l'esprit judéo-chrétien, trop occupé par la marche du monde vers le point omega pour être en mesure d'agir sur lui.

Le philo-socialisme du GRECE doit être pareillement replacé dans son contexte. Fondé par un groupe issu d'Europe Action, le GRECE a d'abord été anticommuniste. A partir du milieu des années 70, il s'est montré de plus en

plus anti-américain, au point de choisir, au début des années 80, le camp socialiste et soviétique comme le moins mauvais possible. A-t-il cessé d'être anticommuniste ? M. Alain de Benoist se garde d'en dire autant. Il y a toutes les raisons de penser que, si son anticommunisme n'est pas « primaire », comme l'intéressé se plaît à le répéter, il n'est pas non plus secondaire au sens courant du mot. En désignant les Etats-Unis comme son « ennemi principal », le GRECE a expliqué, en effet, les raisons pour lesquelles il préfère le camp adverse. C'est, dit-il, celui des deux « qui, dans la pratique, est objectivement le moins favorable à l'universalisme, à l'égalitarisme et au cosmopolitisme (4) ».

Dans cette définition, on reconnaît, sous le mot « universalisme », le visage exécré du monothéisme judéo-chrétien, et, sous le mot « égalitarisme », celui

du libéralisme, dont le marxisme est une autre variante.

Quant au cosmopolitisme — terme troublant — il renvoie à la détestation du *melting pot* et à la célébration des différences. En ce qui concerne l'Union soviétique, son image positive repose sur la conviction que, le nationalisme (russe) y étant intact, « les sociétés communistes restent historiquement grosses de changement (5) ». Entendons par là qu'elles sont mûres pour la révolution élitiste.

Trop pénétré d'idéologie pour avoir une portée politique réelle, le philo-socialisme se situe, bien évidemment, aux antipodes de l'univers dans lequel, de droite ou d'extrême droite, les amis du GRECE ont l'habitude de se mouvoir. Ce dernier a donc fait un choix d'autant plus néfaste pour lui qu'il est intervenu peu après la victoire électorale de la gauche en 1981, au moment où des ministres communistes se trouvaient au gouvernement et où la droite, reléguée dans l'opposition, se lançait éperdument dans le libéralisme.

Taxé de crypto-communisme ou, pour le moins, d'irresponsabilité, le GRECE a perdu alors les points d'appui dont il disposait à l'époque.

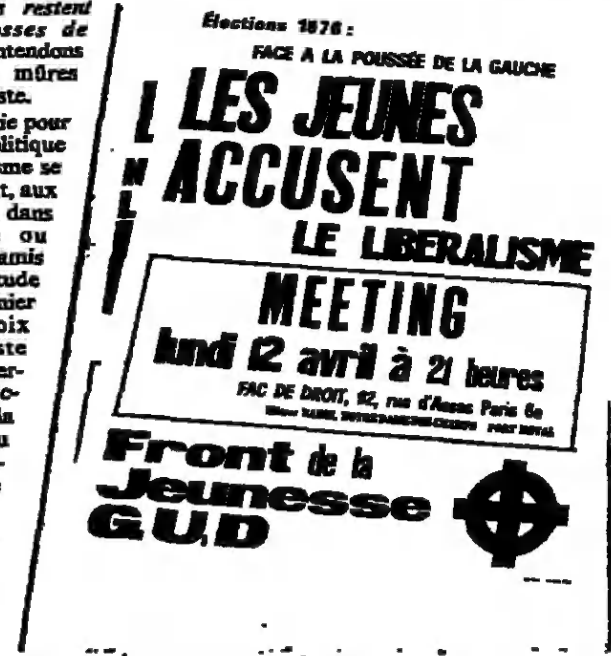
actuelles et au Figaro Magazine. A-t-il pris sa décision d'aller jusqu'au bout de ses convictions parce qu'il se savait déjà condamné à disparaître de la grande presse ? A moins qu'il n'y ait eu fausse manœuvre de sa part, comme semble l'indiquer l'adoption du thème de la « troisième voie » — ni Washington, ni Moscou — depuis 1983.

Si les propos les plus audacieux se présentent comme l'expression la plus parfaite de la doctrine racio-élitiste, il serait étonnant que celle-ci ne régit pas les options politiques qui les accompagnent.

Dans la lutte contre les deux superpuissances, dit le GRECE, l'Europe doit faire alliance avec le tiers-monde, victime, comme elle, de la négation des différences, dont le projet néodroitière implique le respect : « Toutes les cultures du monde se voient reconnaître le droit à l'existence, celui-ci étant indissociable du maintien des particularités des cultures (6) ». Concrètement, le droit en question est celui des peuples et non de l'homme. Comment un non-être pourrait-il avoir des droits ? Le GRECE ne connaît, en effet, que des peuples aux longues racines et l'homme lui semble une

invention de l'universalisme monothéiste : « Il n'y a pas d'au-delà à la pluralité des cultures, explique Robert de Herte. L'« humanité » est une notion zoologique ou un concept vide de sens (7). »

Dans ces conditions, la solidarité affichée n'implique aucune forme



(Roger-Viollet)
AFFICHE DU GROUPE UNION-DÉFENSE EN 1976
Depuis lors le discours intégraliste a gagné du terrain

d'aide, pas même l'aide pragmatique et sélective dont se réclame l'idéal libéral et anticommuniste reaganien de l'association Liberté sans frontières (8). En revanche, le respect proclamé du GRECE envers le tiers-monde converge avec la négation du tiers-mondisme par cette même association, quand il s'agit de soulager le monde occidental de toute espèce de culpabilité. En ce domaine, le GRECE a joué un rôle pionnier. Voilà plus d'une décennie qu'il répète que la culpabilité, caractéristique du judéo-christianisme, est une entrave à l'affirmation de l'élite.

En ce qui concerne les immigrés, nul n'est plus virulent que M. Guillaume Faye pour dénoncer l'« esclavage » auquel les réduit la société marchande, ou la « pitoyable décadence » que l'occidentalisation forcée leur impose. C'est donc au nom de leur intérêt supérieur qu'il conseille aux Beurs de partir : « Pour aller jusqu'au bout du droit à la différence, il convient de refuser la société multiraciale et, avec les immigrés, envisager le retour au pays (9). » Comment s'étonner dès lors, si, joignant le geste à la parole, d'anciens dirigeants du GRECE adhèrent au Front national (10) ?

Une « démocratie organique »

L'ALLÉGEANCE récente du GRECE à la démocratie doit avoir fait sursauter les esprits les mieux intentionnés à son égard, tout comme, auparavant, sa déférence envers Gramsci, au nom d'un « gramscisme de droite ». Et pourtant ! Renvoyant dos à dos démocratie populaire et démocratie libérale — sans craindre de citer longuement la critique de la démocratie par le libéral Alexis de Tocqueville, — la revue *Eléments*, organe de la nouvelle droite, propose une formule de « démocratie organique » avec ceci de particulier que, « soumise au

principe de la diversité des peuples, elle ne saurait [donc] avoir en tout temps et en tous lieux des formulations identiques (11) ». Fondée sur une interprétation éthyologique — « gouvernement par le peuple », — la démocratie organique « n'est ni le nombre, ni le suffrage, ni la représentation, mais la participation ». Cette dernière relève moins de la conception gaullienne que de celle de Moeller Van den Bruck qui, rappelle M. Alain de Benoist, « définissait la démocratie comme la participation d'un peuple à son destin (12) ».

POUR EN SAVOIR PLUS

- Frédéric Laurent, *L'Ordre noir*, Stock, Paris, 1978.
- Marie-José Chombarde de Lauve, *Complots contre la démocratie : les multiples visages du fascisme*, FNDIRP, Paris, 1981.
- Jean-Marc Théoloyre, *Les Néo-nazis*, Temps Actuels, Paris, 1982.
- Jean-Christian Petitfils, *L'Extrême droite en France*, PUF, « Que sais-je ? », Paris, 1983.
- Colette Yarnal, *Demain la droite*, Grasset, Paris, 1984.
- Jacques Frémontier, *Les Cadets de la droite*, Le Seuil, Paris, 1984.
- Pierre-André Taguieff, Jacques Ternero et al., *Vous avez dit fascisme ?*, Arthaud-Montalba, Paris, 1984.
- Edwy Plenel, Alain Rollat, *L'Effet Le Pen*, La Découverte-le Monde, Paris, 1984.
- Alain Rollat, *Les Hommes de l'extrême droite*, Le Pen, Ortiz et les autres, Calmann-Lévy, Paris, 1985.

Un certain nombre de revues publient régulièrement des informations sur l'extrême droite, en particulier : *Hommes et libertés* (Ligue des droits de l'homme, 27, rue Doleit, 75014 Paris); *Différences* (MRAP, 89, rue Oberkampf, 75011 Paris); *Droits de vivre* (LICRA, 40 rue de Paradis, 75010 Paris); *Identité-égalité* (Cahiers de l'association Identité-égalité, 87, rue des Ortoaux, 75020 Paris).

Un autre périodique mensuel se consacre entièrement aux activités de l'extrême droite, à ses liens et ramifications, tant en France qu'en Europe et dans le reste du monde : *Article 31* (Boîte postale 423, 75527 Paris Cedex 11).

LÉGISLATIVES

LA BROCHURE COMPLÈTE DES ÉLECTIONS

LES RÉSULTATS COMPLETS de chaque département et de leurs principales villes. Le rappel des élections antérieures. L'analyse de chaque situation locale. Les cartes et les graphiques présentant l'évolution de l'électorat. La composition exacte de l'Assemblée nationale, la liste des élus et la biographie des nouveaux députés.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE. Le tableau comparatif des programmes des partis. Les discours importants des leaders. L'évolution de l'électorat et l'analyse des sondages.

LE BILAN DE LA LÉGISLATURE. Les grandes dates. Les grandes réformes. Les grandes affaires. L'histoire des gouvernements Mauroy et Fabius. L'évolution des courants politiques.

BROCHURE DE 112 PAGES. CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 35 F OU PAR CORRESPONDANCE.

nom _____ prénom _____ DELO
adresse _____
code postal _____ localité _____
nombre d'exemplaires _____ x 40 F (frais d'expédition inclus) : _____ F

Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter.
Commande à faire parvenir avec votre règlement à

Le Monde

Service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

مكتبة الأصيل

TENTATIONS D'UNE ALLIANCE POLITIQUE

d'un discours élitiste

Comment la pensée aussi monolithique a-t-elle pu bénéficier d'une telle audience... les années 70, bien au-delà des chapelles de la droite... Une grande part du succès du GRECE lui revient. En rupture avec l'activisme, le projet de conquérir les esprits a été mené habilement. M. Alain de Benoist possède une culture immense, parfaitement maîtrisée : parfois buldozer poussant devant soi un flot d'auteurs, citations, emportant la conviction comme le char emporte la tranchée, parfois dialectique, se refermant comme un piège les interlocuteurs qui s'étaient d'abord pris dans leur méditation.

Quelqu'il soit pour modèle la société indo-européenne, le GRECE a su vivre avec son temps. Il a fait preuve de modernité dans son choix de références scientifiques (biologie, sciences humaines, disciplines récentes des années 70) comme dans le souci d'être au prise sur les préoccupations de la vie quotidienne, et plus généralement de l'espace politique. C'est ainsi que, par une application rigoureuse du dogme racio-élitiste, il a pris parti pour l'avancement, pour la construction des centrales nucléaires, pour l'écologie, pour la réforme Haby dans l'enseignement... Il a aussi recouru à des méthodes modernes pour sa connaissance, forums, colloques, journées d'études, l'envoi gratuit de ses revues à des lecteurs potentiellement intéressés par les sujets abordés.

La réussite acquise par la nouvelle droite s'explique également par la conjoncture politique. La grande peur de l'après-mai 68 a été suivie par le départ, puis la mort, de Gaulle. Une génération avait passé depuis Vichy à l'Occupation : le temps de l'oubli, qui favorisait les réhabilitations. Le GRECE a donc proposé, au moment opportun, le retour aux valeurs anti-égalitaires. Le libéralisme giscardien a cru s'y

reconnaître, en la personne de M. Michel Poniatowski, dont l'ouvrage *L'avenir n'est qu'un parti* (1978) doit beaucoup aux idées du GRECE et au Club de l'Horloge. La sympathie de M. Louis Pauwels a fait le reste, qui a permis aux auteurs du GRECE d'entrer dans *Figaro Magazine*. En face, c'est-à-dire à gauche, les lignes de défense étaient affaiblies par l'effondrement progressif de certitudes, entre les deux mai politiques. C'est

peut-être la grande force du GRECE d'avoir précoce et en vue le déclin du marxisme et la possibilité, pour la droite, de remplir le vide idéologique.

La conjoncture a cessé d'être propice pour la nouvelle droite. Le débat presse dont elle a fait l'objet en 1979 n'en est pas la cause directe, car il lui a valu l'immédiat succès et la notoriété. A terme, il a contribué à la lecture de ses publications et à un décryptage de ses discours qui ne lui a

pas été favorable. Son propre immobilisme a aussi la source de ses difficultés. Qu'il s'obstine à dissenter, après la victoire électorale de la gauche en 1981, a provoqué l'impatience de certains de ses militants qui se rejoignent dans partis politiques, notamment le Front national. Qu'il ait la pureté de sa doctrine et d'un intégrisme de la « différence » il préfère l'Union soviétique à l'Amérique de Reagan, lui a aliéné nombre de sympathies, déjà

ébranlées par ses manifestations systématiques d'antichristianisme.

Est-ce à dire que la pensée du GRECE a cessé d'être agissante ? Nul ne peut nier que la lutte contre les inégalités préoccupe l'opinion qu'il y a dix ans que la xénophobie promette en même temps que le pessimisme fondé sur un indéfinissable sentiment de décadence. S'il est déraisonnable d'en attribuer toute la responsabilité à la nouvelle droite, elle en a certainement une part. Son influence diffuse, notamment dans les milieux intellectuels et politiques, songer à celle de l'Action française, dont le maître à penser, Charles Maurras, est plus en plus souvent invoqué par le GRECE.

- ANNE-MARIE DURANTON-CRABOL.
- (1) « Les ordonnances du docteur Droite », entretien d'Alain de Benoist avec *Le Monde* d'aujourd'hui, daté 17-18 juin 1985.
 - (2) *Figaro Magazine* de Robert de Herta, dans *Éléments*, n° 17-18, septembre-novembre 1976, p. 10.
 - (3) Pierre-André Taguieff, « La stratégie culturelle de la « Droite » en France (1968-1983) », *Vous avez dit Fascisme ?*, Arthaud/Montalba, Paris, 1984, p. 5.
 - (4) Alain de Benoist, « Universalisme : l'ennemi principal », deuxième partie, *Éléments*, n° 41, mai-juin 1982, p. 38.
 - (5) *Idem*, p. 46.
 - (6) Robert de Herta, « Pour un autre tiers-mondisme », *Éléments*, n° 48-49, hiver 1983-1984, p. 24.
 - (7) *Idem*.
 - (8) Cf. *Le Monde diplomatique*, mai 1985.
 - (9) Guillaume Faye, « La mutation multiraciale en question », *Éléments*, n° 48-49, pp. 69-76.
 - (10) Alain M. Hoberg et Mirieu, qui figurait parmi les responsables du GRECE sur une liste publiée en 1977 (*Dieu sur la croix culturelle*, GRECE, 1977, p. 53). Après son passage au Club de l'Horloge, son ralliement au Front national est mentionné dans *Le Monde* du 3 août 1985.
 - (11) Robert de Herta, « Réinventer la démocratie », *Éléments*, n° 27, hiver 1984-1985, p. 2.
 - (12) Alain de Benoist, « Faut-il théoriser la démocratie », *Idem*, p. 36.



LA SAINT-JEANNE-D'ARC CÉLÉBRÉE PAR LE FRONT NATIONAL. Un rituel où se mêlent religion et nationalisme, mysticisme et violence.

« LA DROLE DE CRISE : DE KABOUL A GENEVE 1979-1985 »

Les relations économiques Est-Ouest sont-elles avant tout politiques ?

Par MARIE LAVIGNE

C'est un lieu commun de dire que les échanges Est-Ouest sont, par nature, subordonnés au facteur politique. Les deux parties en présence ont intérêt à l'affirmer, et tout particulièrement les pays dominants. Pour l'URSS, il est essentiel de mettre en évidence que la coopération économique ne constitue pas la compétition entre les deux systèmes, même si elle contribue à la pacifier. Pour les Etats-Unis, les expressions de « couplage » (*linkage*) entre la politique et l'économie, de « pression » (*leverage*), par des moyens économiques pour obtenir des concessions politiques, expriment la priorité des considérations de politique étrangère ou de sécurité nationale sur le développement « normal » des échanges.

Peut-on alors interpréter l'histoire des relations Est-Ouest sur les dix dernières années (1980-1985) comme celle d'une politique agitée peu à peu surmontée, dans l'attente d'un retour à la normalité, à l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan (27 décembre 1979) et le sommet Reagan-Corbachyev de Genève (novembre 1985) ? C'est le parti du Centre et des études prospectives et d'informations internationales (CEPII), dans *La drôle de crise : Kaboul à Genève 1979-1985*, ouvrage préfacé par Hélène Carrère d'Encausse et dirigé par Georges Marchais (1). Contrairement à ce que suggère la composition du collectif de rédaction dans sa majorité, ce n'est pas un livre d'économistes introduit par une politologue, mais un ouvrage tout entier dominé par la poli-

tique, où il préface, précisément, donne le ton : « La logique du système, c'est la primauté absolue de la politique (...). Que, par instants, il y ait des choix proprement économiques, cela ne fait pas de doute ; mais tout problème en dernier ressort d'une perception politique qui résume tous les champs d'activité et de pensée. » (p. XI).

Georges Sokoloff propose dans sa présentation une lecture de la « Drôle de crise » sur la base de cette logique, mais en soulignant que « la faible prise de la politique sur l'évolution des échanges » (...) est un aspect de la plus frappante de cette période » (p. 12). Alors, c'est dans que la politique n'était pas déterminante ? Non, c'est en somme une « hypo-crise », insidieuse, cachée...

Ici quel a-t-elle fait ? Deux événements politiques ont joué un rôle important sur les rapports économiques Est-Ouest : l'invasion de l'Afghanistan, déjà citée ; la loi sur l'état de guerre en Pologne (13 décembre 1981). En fait, comme le souligne D. Piney et G. Mink, la solidarité occidentale s'est effritée face aux contradictions économiques (la proposition de l'embargo céréalier, le refus d'Afghanistan), ou alors elle a été reléguée à travers des sanctions économiques mais surtout l'encontre de la victime, la population polonaise... Les deux événements ont eu des répercussions politiques dans d'autres dimensions : recul du bloc soviétique dans le tiers-monde ; émergence d'une « nouvelle » Pologne.

Comment alors analyser les sanctions économiques ? Le roman à épisodes de l'embargo américain révèle que si, sur le plan politique, son impact a été considérable, tout au plus, « sur un plan proprement économique, il n'a pas été totalement inopérant » (Chantal Beaucourt, pp. 70-71), et pourrait encore à l'avenir « techniquement possible » et « juridiquement envisageable ». Autre roman : l'affaire du gazoduc, laquelle est entrée en son milieu dans la nuit du vendredi 22 au samedi 23 janvier 1982, la signature du traité d'achat de gaz soviétique par la Pologne (G. Wild, p. 99). Fallait-il refuser d'acheter du gaz, de livrer les équipements nécessaires au gazoduc ? On ne le saura jamais parce que l'on n'a pas allé jusqu'au bout, ni de l'embargo ni d'un redéploiement complet de la coopération ; restent les

interdépendances mises à nu par cette affaire.

Pour ces périodes, la « drôle de crise » ne serait-elle pas celle de l'effort militaire soviétique, retracé dans ses contradictions et freinages par G. Sokoloff ? Cela débouche sur la certitude des exportations de technologies, autre roman, de mystère cette fois-ci puisqu'on y croquerait le confidentiel COCOM (2), l'espionnage technologique soviétique, etc. C. Lamoureux se place dans une perspective « hors crise » en affirmant que « ce n'est pas la tension du COCOM que d'être le support de l'instrument d'une politique de sanctions » (p. 165). Quel est alors l'objet du COCOM ? Selon l'auteur, les économistes civils ne savent pas et ne peuvent pas l'analyser, sans être particulièrement ceux-ci ou celles - qui sont rares !

La démonstration démontre sur une invitation aux Soviétiques à acheter les « technologies librement disponibles à l'Ouest » dont ils ont tant besoin. Mais serait-on en état de leur expliquer clairement ce que leur interdit le COCOM ? Supposons un Soviétique candide se présentant au COCOM et demandant qu'on lui fasse la liste de ce qui n'est pas et ne sera pas sous embargo : que lui répondrait-on ? Bien sûr, que la demande est impossible, puisque le COCOM n'existe pas... Et la question était autrement posée : qui a besoin de vendre ?

On pourrait dire aussi : qui a besoin de prêter ? La question n'est pas posée dans l'analyse, par ailleurs très pertinente, de F. Lemoine qui, après avoir excellentement démontré les logiques économiques et financières de la montée, puis du reflux, de l'endettement, conclut sur la coïncidence entre la crise financière et la montée de la tension internationale. Autre économiste compétente, A. Tiraspolky reprend et résume plusieurs de ses travaux pour analyser les échanges Est-Ouest : « L'échec d'une plus grande insertion des pays socialistes dans le commerce mondial a des fondements économiques indéniables » (p. 217) ; et résume un peu plus loin (p. 220) : « Qu'ils soient en phase de croissance ou de contraction, les échanges Est-Ouest ne connaîtront pas de crise économique. Ils ne peuvent cependant pas ne pas être politisés », conclut-elle pourtant.

Comme on le voit, les experts Est-Ouest et le rôle des échanges économiques sont périlleux à analyser, même lorsque la crise s'est éloignée et que l'on veut seulement la décrire sans en tirer des stratégies politiques pour la France et l'Europe. Une grille de lecture peut être proposée. Elle est implicitement, dans ce livre, par certains auteurs, jusqu'à ce qu'ils se couchent sur le lit de Procuste imposé. Dans le cadre d'un autre groupe de réflexion, pour W. Audin et G. Graziani (3), la crise mondiale s'est traduite pour les petits pays de l'Est par une contrainte extérieure qu'ils ont d'abord subie (1975-1979), en accroissant leur endettement, pour ensuite s'y adapter par des ajustements internes (1980-1983), ajustements générés de réajustements dans la coopération avec l'Ouest. L'URSS a été non seulement épargnée par la crise, mais dispensée grâce à son tout effort d'ajustement, les deux secteurs pétroliers et ou pour l'achat d'améliorer ses termes de l'échange avec l'Ouest et ses capacités de financement. C'est la politique économique interne qui, jusqu'à présent, a fourni la clé du comportement de l'URSS sur les marchés occidentaux (p. 37).

Mais les choses peuvent changer. Pour la première fois depuis le début de la crise mondiale, l'URSS est confrontée à la contrainte extérieure. Si on admet qu'une baisse du prix du pétrole de 1 dollar par baril lui coûte 500 millions de dollars, la supposer que le prix chute à 16 dollars (de 28 à 12 dollars par baril), cela lui coûterait 8 milliards de manque à gagner en 1986 ; et, à l'Ouest, de manque à gagner. Déjà, en 1985, les exportations soviétiques vers l'Ouest ont diminué de près de 20 %, les importations mini-stationnaires ; l'URSS a passé brusquement d'une balance commerciale fortement excédentaire à un déficit de plus de 2,5 milliards de dollars. La crise ne fait que commencer, et peut-être ne manquera-t-elle « drôle » pour personne.

- (1) Hélène Carrère d'Encausse, Paris, 1986, 201 pages 95 F.
- (2) Comité de coordination, organisme « officieux » de coordination des exportations de technologie avec les pays à régime communiste, comprend les pays membres du TOTAN (moins l'Inde et l'Espagne) ainsi que le Japon.
- (3) *La coopération internationale et la politique d'adaptation*, in *Le socialisme, crise, adaptation, progrès*, Economica, Paris, 1985.

LA DISSUASION CIVILE

Premier dialogue entre non-violents et militaires

F.E.D.N. Hôtel National des Invalides - 75007 Paris
205 pages - 65 F - Diffusion : Editions Economica

Edité par la SARL Le Monde
Gérant : André FONTAINE,
directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie du « Monde »
7, rue des Italiens,
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395

INDUSTRIALISATION ET DICTATURE

Quand l'« ordre nouveau » donne

LES autorités catholiques et protestantes de la Corée du Sud ont joint leurs voix, le 14 mars dernier, à celles de l'opposition au régime du général Chun Doo-whan pour réclamer l'élection au scrutin direct du futur président, en 1988.

La situation des droits de l'homme demeure à ce point préoccupante que les Etats-Unis, engagés dans leur nouvelle stratégie de « démocratisation » des régimes autoritaires, ne ménagent plus leurs critiques à l'égard du système. Mais le prétexte d'une « menace sur la frontière Nord », que surveillent, aux côtés de l'armée sud-coréenne, quarante mille militaires américains, permet au président Chun de refuser pour l'instant tout changement notable.

La Corée du Sud est cependant l'un de ces nouveaux pays industriels cités comme exemple de réussite. De fait, elle est devenue un gros exportateur de produits manufacturés. Le général Chun Doo-whan, président de la République, effectue une tournée de quatre pays européens qui le mènera du 14 au 16 avril en France, où il sera reçu par M. François Mitterrand. Ce sera la première fois qu'un président de la Corée du Sud sera accueilli en France. Dans l'esprit des dirigeants de Séoul, un tel voyage doit ouvrir davantage le Vieux Continent aux exportations de la Corée méridionale, jusqu'à présent prise en tenaille entre les Etats-Unis et le Japon.

Par ANTOINE PERRAUD •

Le président Chun Doo-whan a tenu le 12 septembre 1985, à Séoul, un discours devant le Parlement, au cours duquel il a annoncé un « ordre nouveau » économique libéral et puissant. Mais une telle démonstration, estimée au haut lieu, ne saurait remettre en question la nature du pouvoir ni empêcher celui-ci de se perpétuer lorsque le général Chun passera la main en 1988.

Le régime a en effet né de la confiscation des espoirs de démocratie qui suivirent l'assassinat en octobre 1979 du président Park Chung-hee (lui-même ayant mis fin en 1961 à l'expérience démocratique tentée après la chute de Syngman Rhee au plus tard).

Le « retour à la démocratie » promis à Séoul devait aboutir à l'élection d'un nouveau président au suffrage universel avant juillet 1980. En février, six mille quatre-vingt-sept hommes, politiques, dont M. Kim Dae-jung, le principal opposant, furent réinstallés dans leurs droits. Ce « printemps » sud-coréen s'accompagna de soulèvements armés en avril et de manifestations de masse en mai, protestant contre les tergiversations du pouvoir inté-

* Journaliste.

maire. Ces émeutes incitèrent les militaires à se saisir des rênes du gouvernement, prétextant en particulier une menace d'invasion du Nord (1).

L'armée, depuis un putsch en son sein le 12 décembre 1979, est contrôlée par un groupe d'officiers à peine quinquagénaires, dominé par le lieutenant-général Chun Doo-whan. Celui-ci a en main « tous les instruments du pouvoir du pays » (2) : il est chef d'état-major, à la tête des services secrets (KCIA), ainsi que du commandement pour la défense et la sécurité.

Pour que sa détermination ne laisse aucun doute, le général Chun a fait proclamer la loi martiale, fit arrêter vingt-six hommes politiques (dont M. Kim Dae-jung) et fit dissoudre l'Assemblée nationale. Il envoya en outre des parachutistes à Kwangju, au sud-ouest de la péninsule, où une manifestation populaire s'était alors transformée en une véritable insurrection armée (3). Il a mis au cours d'une semaine assez sanglante qui se termina le 27 mai 1980, laissant cent quatre-vingt-deux morts (bilan officiel), et surtout une profonde déchirure.

Le 31 mai, le gouvernement, constitutionnel, fut remplacé par un comité d'urgence de la sécurité nationale

dominé par le général Chun Doo-whan. Celui-ci fut ensuite promu général à quatre étoiles, obtint la démission du président de la République intérimaire (16 août) et se fit désigner à sa place (27 août), non sans avoir pris soin de démissionner de l'armée au préalable (22 août). « Se jouer ainsi de la forme mais pas de la substance », rappelle trop bien l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne, devait affirmer un parlementaire américain (4).

Cette irrésistible ascension fut ponctué par une campagne de « purification ». Le premier visé était M. Kim Dae-jung, l'opposant de toujours, qui avait défait Park Chung-hee lors de l'élection présidentielle de 1971, et que la KCIA fit enlever en 1973 dans un hôtel de Tokyo; il était né dans la province du Cholla, dont la capitale est justement Kwangju.

M. Kim, qui avait cru son heure enfin venue, fut accusé d'avoir violé les lois anticomunistes, anticommunistes sur la sécurité nationale. « Extravagant », « menteur », « traître » fut jugé par une cour militaire qui refusa les observations d'Amnesty International et de la Commission internationale des juristes. Les Américains, « consternés par la brutalité du général Chun et ses méthodes », se désolèrent devant le spectacle de Kim Dae-jung « apparemment moralement à la justice » qu'elle est présentée en Corée du Nord », écrit le New York Times dans un éditorial du 18 août 1980. Le général Chun n'en avait cure, et M. Kim fut condamné à la pendaison le 17 septembre.

Les relations avec l'administration Carter furent exécrables, mais l'homme fort de la Corée du Sud tablait sur une victoire de M. Ronald Reagan. Celui-ci lui fera du reste l'honneur d'être le premier chef d'Etat étranger à visiter la Maison Blanche, en janvier 1981. Seule condition : qu'avant ce déplacement de prestige M. Kim Dae-jung voie sa peine commuée en détention à perpétuité, ce qui fut obtenu.

Outre ce procès, la « purification » aboutit à des purges drastiques et sanglantes. Etaient concernées la classe politique, l'armée, les services secrets, la haute fonction publique, l'enseignement, la finance, la presse, les syndicats et même l'ordre judiciaire. Environ dix mille personnes. La presse n'y échappa pas. Cent cinquante-douze revues et périodiques furent fermés pour avoir osé « déstabiliser

sociale et délinquance juvénile ». Les quotidiens furent également passés au crible. En août 1981, 10 % de leurs journalistes furent renvoyés, les salles de rédaction (5), pendant que la radio et la télévision étaient sérieusement réorganisées.

Le ménage ainsi commencé, le général Chun Doo-whan proposa une nouvelle Constitution, démocratique sur le papier (6), stipulant notamment que le mandat du président de la République soit limité à un septennat non renouvelable (mais le chef de l'Etat n'est plus élu au suffrage universel).

Ce texte fut adopté par référendum (91,6 % de oui) le 22 octobre 1980, alors que la loi martiale et l'état

d'urgence étaient toujours en vigueur. Il était de surcroît précisé que, en attendant des élections législatives, tous les partis politiques seraient dissous et que les lois seraient édictées par une junte, ou plus exactement le Conseil législatif pour la sécurité nationale créé par le général Chun.

A quarante-neuf ans, celui-ci avait donc les mains libres pour faire place nette avant d'instaurer sa démocratie.

Sous le slogan « un ordre nouveau », s'installa ce régime « à la fois oligarchique, autoritaire et bureaucratique » (7). L'armée militaire qui est le chef de voûte. Le général Chun Doo-whan, placé aux différents postes ses années de la onzième promotion (1955) de l'Académie militaire, ne pouvait de contenir ceux qui furent diplômés les années précédentes.

En janvier 1981, le Parti pour la démocratie et la justice (DJP) fut lancé en sous-main par l'armée. Il se

(1) Menace démentie par Washington (Cf. New York Times, 13 mai 1980).

(2) Asian Survey, janvier 1981, pp. 129-130.

(3) Le général Wickham, responsable des combats américains-coréens, autorisa les unités coréennes à se rendre sur le lieu des émeutes. Cette complicité passive fut utilisée régulièrement la même année sud-coréenne qui exigeait des explications et des excuses. Sur ses responsabilités américaines, voir notamment, les déclarations de M. Michael Armacost, sous-secrétaire adjoint pour l'Asie, in Hearings before the Subcommittee on Asia and Pacific Affairs of the Committee on Foreign Affairs House of Representatives, 96th Congress, 2nd Session June 25 and August 28, 1980, US Government Printing Office, Washington, 1980, p. 11.

(4) Don Bonker, représentant au Congrès de l'Etat de Washington, ibid., p. 25.

(5) Far Eastern Economic Review, 15 août 1980.

(6) Cf. Asian Survey, janvier 1981, p. 134 et « The Constitution of South Korea: A Study for Democracy or Symbol of the New Era? » in Asian Thought and Society, septembre 1980, pp. 334 à 336. En tout cas plus démocratique que la Constitution Yushin (« Revivification ») décrétée en 1972 par le président Park et qui permettait bon nombre de mesures antidémocratiques. Cf. United States Congress, 95th Congress, 2nd Session, Subcommittee on International Organizations of the US Committee on International Relations of the US House of Representatives, US Government Printing Office, Washington, 1978.

(7) Young Whan-kihi - « Korea's Fifth Republic: Domestic Political Trends », in Journal of Northeast Asian Studies, juin 1982.

Le grand voisin ex-occupant

POUR beaucoup de Japonais, les « boches » de l'Asie du Sud-Est furent les ennemis les plus dangereux sur la péninsule de 1910 à 1945. Il est presque impossible en Corée de lire un journal, un film, ou d'écouter une émission en radio sans que la normalisation des relations entre Séoul et Tokyo date de 1948, mais n'a vraiment abouti qu'en septembre 1984, avec la « paix historique » du président Chun, ouvrant une « nouvelle » ère. L'empereur Hiro-Hito (toujours vivant) par le biais de « messages », qui exprima ses « regrets » quant à son passé (la presse coréenne lui consacra une page vergogne en « excuses »).

La haine des Japonais, qui envahirent la Corée à la fin de la dernière guerre mondiale pour y imposer leur culture, s'accompagna d'une répression sanglante pour leur résistance. A la veille de l'arrivée du général Chun, des milliers de diplomates nippons furent expulsés par les commandements d'étudiants et même l'archi-gouvernementale Korea Peace Committee, sans l'occupation japonaise, la Corée ne serait pas aujourd'hui divisée. Mais, d'un autre côté, les programmes télévisés et la publicité sont souvent coplés de ce qui se fait là-bas, les Coréens prétendant avec fierté que le tour Daehan de Séoul a plus d'impact que la Corée du Sud. Ils ont compté les sous-emploi, ils ont vu un homme politique est le court d'argumentaire, il n'y a pas rare qu'il proclame : « Et d'abord, ce se fait au Japon ».

Une réussite au coût

Par MARIE-CLAUDE CÉLESTE

RIEN n'aurait mieux illustré la gigantesque production accomplie par l'industrie coréenne que ces voitures, autobus, équipements de toute sorte, portant la marque des grands groupes qui, en une vingtaine d'années, ont fait passer la Corée du Sud de l'état de pays pauvre semi-agricole à celui de nouveau pays industrialisé.

En 1982, la République de Corée, dépourvue de ressources naturelles à l'exception d'une production minérale importante d'anthracite (17 millions de tonnes en 1982, 20 millions de tonnes en 1981), exportait pour 72 % du volume global des exportations un peu plus de 20 % de l'industrie légère et le reste pour l'industrie lourde et chimique. Vingt ans plus tard, ce secteur a profondément modifié. En 1983, la part des produits primaires était tombée à moins de 1 % des exportations, tandis que l'industrie légère, d'une part, et l'industrie lourde et chimique, de l'autre, avaient passé respectivement 40 % et 55 % de ce total.

Parallèlement, le pays fabriquait des biens industriels de plus en plus sophistiqués. Dans les années 60, il exportait surtout des textiles, des vêtements, des jouets et des chaussures. Aujourd'hui, nous livrons un expert européen à Séoul, les Coréens produisent des avions et des missiles, des ordinateurs, des téléphones, des équipements électroniques, et l'avenir est prometteur dans le domaine de la biotechnologie et de l'informatique.

Points de repère

Superficie : 98 000 kilomètres carrés.
Population : 40 millions d'habitants (tous les habitants de 1983) dont une majorité sont chrétiens ou pratiquent des religions indiennes ; 7,6 millions sont musulmans et 1,7 millions catholiques.
PBN/hab. : 2 111 dollars.
Croissance annuelle du PBN/hab. (1965-1983) : 6,7 %.
Structure du PIB : 14 % agriculture, 39 % industrie, 47 % services (en 1983 : respectivement 11 %, 25 % et 37 %).
Balance des opérations courantes : - 1,578 milliard de dollars.
Dette publique : 21,472 milliards de dollars.

Les progrès en matière de construction navale ont été particulièrement spectaculaires. Devenue le deuxième producteur mondial après le Japon, la République de Corée occupe près du quart des bateaux construits dans le monde. A la fin de 1984, les navires passés aux constructeurs coréens dans ce secteur - pour un montant de 31 milliards de dollars - représentent un montant de 2 400 millions de dollars.

La Corée du Sud fonde également de grands espoirs sur le développement de l'industrie automobile. En 1981, elle a produit cent trente-quatre mille véhicules, dont vingt-six mille ont été exportés. Mais le groupe Hyundai a annoncé il y a quelques mois, la construction, à Ulsan (au sud-est du pays), d'une usine d'une capacité de production de trois cents mille véhicules par an. Hyundai présente au Canada, Hyundai envisage de s'attaquer au marché américain en y exportant son premier modèle à motorisation diesel, l'Excel. Pour atteindre ses objectifs, la firme va même installer une usine de montage d'une capacité annuelle de cent mille véhicules au Québec. L'investissement pour Hyundai est de 100 millions de dollars canadiens (1 milliard canadien = environ 54 francs français).

La construction constitue un autre grand secteur d'expansion coréenne. Des chantiers de construction, l'extension du métro de Séoul, le réseau de routes et d'autoroutes. Les travaux de préparation des Jeux asiatiques qui se dérouleront à Séoul en 1986 ou des Jeux olympiques prévus en septembre 1988 ne peuvent que stimuler l'industrie de la construction. D'autant que la balance des revenus du pétrole a réduit, en revanche, la demande de matériaux pour le Proche-Orient qui se situent au cours du premier semestre de 1985.

Les exportations de produits pour la Corée du Sud ont un objectif vital. Elle permet notamment d'acheter la technologie d'une machine à écrire de 45 milliards de dollars.

Les exportations représentaient 60 millions de dollars en 1982. En 1983, ce chiffre était passé à 24,5 milliards de dollars (soit 3,5 milliards de dollars environ au cours actuel). Cette politique implique des risques évidents. Qu'advienne une baisse de la demande, les conséquences se répercutent immédiatement sur l'emploi. Ainsi, entre janvier et octobre 1985, sept mille personnes, soit 12,4 % des effectifs, ont été licenciées dans les trois principaux secteurs de la production. Les licenciements ont été enregistrés à l'exportation dans ce secteur par rapport à la période correspondante de 1984.

Des menaces pèsent aussi sur le secteur textile. La Corée du Sud figure au premier rang des pays

visés par la législation protectionniste soumise au Congrès américain dans ce domaine.

Surtout, la progression constante des exportations représente pour les travailleurs coréens, en effort coûteux.

A cet égard, une visite dans une société industrielle - entreprise difficile - est édifiante. La tension s'y effectue sans relâche, à un rythme soutenu. Le coût de la main d'œuvre paraît ici très élevé.

Malgré tout, la loi, la police du travail est très stricte. Les heures de travail sont strictement contrôlées. Or, la loi prévoit que les organisations de travailleurs soient étroitement contrôlées par la police politique, l'Ankuk-Bu. En mars 1984, des incidents ont éclaté à la mine de charbon de Sabuk, au sud-est de Séoul, à la suite du refus des ouvriers de reconnaître les responsables du syndicat qui voulait leur imposer la police politique.

Le pays où l'on travaille le plus

BIEN sûr, le syndicalisme indépendant existe mais il est limité, et de toute façon très réprimé. Il y a quelque temps, dans l'entreprise de Vinn Pung Mobury, dans le sud de Séoul, le directeur n'a pas hésité à utiliser le droit de grève pour mettre au pas des délégués jugés par trop insubordonnés. Dans ces conditions, le recours à la grève pour appuyer les revendications, est quelque chose qui se fait, est difficile. Dans ce pays, il faut être courageux pour utiliser le droit de grève, au demeurant reconnu par la loi, dans une entreprise.

Les abus en matière de conditions de travail sont d'autant plus nombreux que la Corée du Sud n'est pas membre de l'Organisation internationale du travail et donc nullement tenue de respecter les normes internationales fixées par cet organisme.

Sans doute, la situation des employés des grandes entreprises est-elle meilleure que celle des petites entreprises. Ainsi, l'usine de la firme Sunkyoung, à Suwon, à une soixantaine de kilomètres de Séoul, les ateliers sont bien tenus et la plupart des machines, notamment les machines à tisser, relativement modernes. Seule, une machine contient du matériel vétuste, très bruyant.

L'usine fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, nous précise le directeur, M. J.-S. Hwang, grâce à des équipes qui se relèvent après huit heures de travail. Les employés ne disposent que d'un jour de repos hebdomadaire, mais l'usine comporte une infirmerie médicale.

La compagnie a, à cet effet, les moyens de tenir compte des besoins médicaux. Le groupe Sun-

kyong, fondé en 1953, a eu un chiffre d'affaires de 6,2 milliards de dollars en 1984 ; ce qui lui a permis d'être classé deuxième entreprise sur cinq entre les compagnies étrangères répertoriées par la revue américaine Fortune.

Tous les employés (grands groupes coréens) se targuent d'offrir une large gamme de facilités à leurs employés. Ainsi, le plus ancien d'entre eux, Samsung, créé en 1938, fournit à une partie de son personnel (cent mille personnes) des logements à prix réduits. Des bourses sont octroyées à des membres des familles de ces employés ; et, en cas d'absence de travail, les soins sont partiellement pris en charge par l'entreprise.

Toutefois, même dans les entreprises, le travail est souvent beaucoup moins idyllique que ne l'affirment les responsables. Ainsi, le directeur du groupe Daewoo, M. Kim Woo-chong, avoue que l'une des raisons du succès de son groupe réside dans ce qu'il appelle l'« esprit Daewoo ». Ce dernier se caractérise, selon lui, par « la créativité, l'engagement et le sacrifice ». Les employés de Daewoo sont « dévoués et travaillent six jours par semaine, souvent tard dans la nuit ou les dimanches (1) ».

On comprend, dans ces conditions, que les ventes de Daewoo aient représenté un montant net de plus de 6 milliards de dollars en 1984. Il est vrai que les responsables de ces groupes supérieurs coréens n'hésitent pas à donner l'exemple. « Je travaille vingt-quatre heures sur vingt-quatre », nous précise le directeur de l'usine du groupe Sunkyoung à Suwon.

Le directeur d'une banque étrangère, lui, nous assure, mais la surveillance vigilante d'un chef de personnel coréen, ses employés ne quittent les bureaux que « quand le travail est fini ; ce qui peut vouloir dire à 13 heures du soir ». Dans l'ensemble, la durée hebdomadaire du travail s'est accrue de quatre heures en Corée, entre le milieu des années 70 et le milieu des années 80, selon les statistiques du Bureau international du travail (BIT). Les données (2) montrent aussi que, avec une moyenne hebdomadaire de plus de cinquante-quatre heures, la Corée est le pays où l'on travaille le plus. Or, selon le BIT, « même si l'on tient compte des problèmes particuliers posés par certaines professions... une durée normale dépassant 48 heures peut être généralement considérée comme excessive (3) ».

Les petites entreprises coréennes sont encore moins soucieuses de respecter une législation du travail pourtant favorable aux employeurs. « Souvent, nous explique un observateur étranger en contact avec le monde du travail coréen et qui ne souhaite

UN ROMAN DE WOLE SOYINKA

« Cet homme est mort »

Voilà plus de trente ans que l'écrivain nigérian Wole Soyinka étouffe, dérange et séduit. Universitaire, acteur, metteur en scène, militant politique, cet auteur yoruba mondialement connu, à qui on songe, depuis plusieurs années, à décerner le prix Nobel de littérature, ne cesse d'investir tous les modes d'expression littéraire (théâtre, roman, poésie, essais critiques, Mémoires d'enfance) pour présenter l'image d'une « Afrique plurielle » aux prises avec elle-même.

Cet homme est mort (1), que publient les éditions Belfond dans la traduction d'Etienne Galle, est un impressionnant exemple de ces rites de passage auxquels cet écrivain prométhéen se soumet régulièrement pour retrouver son africanité ou, plus simplement, son humanité menacée. Rédigés en 1972, ces « notes de prison » racontent comment Soyinka fut, lors de la guerre du Biafra, arrêté sans être inculpé, mis au secret pendant quinze mois et incarcéré pendant dix-huit. C'est un récit d'indignation, d'humiliation, de désintégration mais aussi de détermination. A bout de forces, le corps est prêt à craquer mais l'esprit veille et ramène le prisonnier à la question liminaire, celle de son innocence : « Le problème n'était pas de savoir si je pouvais ou non supporter tout cela. Le problème était de savoir pourquoi je devais le supporter. »

Même si ce livre se veut personnel, égoïste même, il dépasse très vite le « cas Soyinka » et devient témoignage, message universel : « L'homme meurt en tous ceux qui se taisent devant la tyrannie. » Le récit se fait alors investigation intellectuelle, poétique même, des stratégies que le prisonnier, que tous les prisonniers doivent mettre en place pour survivre : conserver, à tout prix, le sentiment de l'arbitraire qui les frappe, ne pas tomber dans le piège de l'attraction que la victime ressent pour son bourreau, s'immerger dans la solitude pour n'avoir « plus rien à demander, plus rien à rejeter », préférer le rêve hallucinatoire à l'espoir fallacieux, bref, refuser tout, y compris de mourir.

DENISE OUDRY.

(1) Wole Soyinka, *Cet homme est mort*, Belfond, Paris, 1984, 297 pages, 95 F. Mise en vente en librairie le 23 avril.

Autres ouvrages du même auteur disponibles en français : *La Danse de la forêt*, Oswald, Paris, 1971 ; *Les Interprètes*, Belfond, Paris, 1979 ; *À la recherche de l'enfance*, Belfond, Paris, 1984. À paraître en 1987, également chez Belfond : *Temps d'anomie*.

LES instants vulnérables sont les instants qui précèdent le réveil complet, les instants qui séparent le moment où j'émerge de la couche supérieure de la conscience de celui où je grimpe sur le rivage. Voici en quels termes je pense à ces matins périlleux : peut-être y a-t-il trop de consciences flottant sur la surface de cette heure-là, trop de tas de vêtements sur le rivage et trop d'esprits à la dérive qui entrent et sortent privés de leurs repères. Si un homme dans cet état devait se tromper de vêtements, ou dériver sans jamais les retrouver, si tous les vêtements avaient mystérieusement disparu...

Chaque jour il me faut davantage de temps pour retrouver mes vêtements. Des éléments désemparés me sautent aux yeux, une chemise tachée, caleçons longs, sandales dépareillées. Je me trompe et reçois des regards de travers, parfois un rire moqueur. Combien de temps cela dure-t-il ? Un éclair, comme dans les rêves ? Ou une éternité ? Combien de temps la recherche a-t-elle pris aujourd'hui ? De combien de temps se rallonge-t-elle chaque jour ? Quels sont ces visages vaguement reconnus ? Comment une simple métaphore peut-elle s'enraciner ainsi ? Il est impossible que le même rêve se renouvelle matin après matin. Peut-être que cette pensée a engendré le terreur, et que l'esprit bondit instinctivement sur la peur enfouie, déclenchée par l'approche du réveil.

Pendant la journée, la rêverie me ramène à ce lac, me fait sans cesse revenir à la recherche de la bulle parmi les visages étrangers, et je vais traîner les pieds, envahi par la peur, la peur de l'erreur, la peur de m'éveiller autre que moi-même.

Je me rappelle la nuit : l'événement d'il y a quelques jours, dont je fais la définition. En clair, la panique. Mais la cause immédiate ? Le portillon cloué. Le diagnostic d'une expérience jamais éprouvée : la claustrophobie.

Avéglé, écrasé, c'est le débordement d'un long refoulement, la montée violente des vapeurs empoisonnées dans les édi- empoisonnés ma capsule isolante. Soudain, au cœur de la nuit, j'ai été réveillé brutalement comme si ma capsule s'était changée en simple bulle dans le lac de la conscience. La capsule a tenu bon, a éclaté. J'ai donné des coups de griffe dans la nuit lisse, et supplié qu'on laissât l'air Réveillé dans une nuit d'harmattan glacé.

Le froid accentuait l'isolement de la bulle, la panique enfouissait ses poignards glacés. Pourquoi ? Pourquoi cette obstruction soudaine des poumons ? Une folle indiscipline s'empara de mon poulx : je l'entendis cogner dans ma tête, mes poings fermés devinrent une chose vivante, un oiseau affolé prisonnier de la paume ; c'était le poulx, le poulx seul. Je sentais mon cœur prêt à se rompre, la capsule prête à se désintégrer. Un troupeau d'étalons me piétinait les tempes.

Est-ce supportable ? me demandais-je. Mon crâne va éclater.

Le lac placide jaillit soudain et je fus soulevé tout entier, cage de plastique, bulle de verre, capsule de pacotille, insecte emprisonné épinglé, soulevé tout entier par le jaillissement et lancé de crête en crête sur les vagues massives ondulantes. Le long bras de la vague me saisit en son creux rageur et me tira de nouveau vers les profondeurs du lit de vase, nous glissâmes de cime en cime limoneuse. Ni lumière ni direction. Le lac est une caverne souterraine scellée du bout en bout. Pas de prise à l'intérieur, rien que le rugissement aux oreilles de la voûte, la

démence nue du cœur de la terre, les gerbes d'eau attaquant les centres du poulx, engendrant le désordre.

Mais tu que c'est ! la PANIQUE ! Tu sais que ce n'est que cela ! C'EST INSENSÉ !

J'entendis mon propre cri m'éveiller. Sautai de la surface du lac sur le rivage et me dirigeai droit sur mes vêtements.

Mais la capsule fut à l'aspersion. J'avais maintenant réussi à me redresser dans mon lit, et je m'étais assis en tailleur. Attention, voici ce que tu voulais bondir, empoigner les barreaux et secouer comme un singe forcé. Hurier ! Car il y avait chose, cet état de la capsule et respirer était devenu une torture. Et le corps se cabrait pour ruer, pour bondir, se jeter sur le mur, l'enfoncer, tout abattre sur son passage. Cette force surhumaine qui m'avait envahi, sentais cette force titanessque. Elle était là ! Palpable. Si je la laissais gouverner mon corps, ne serait-ce qu'en bougeant légèrement, abandonnant position faiblement retenue mes jambes croisées moi, une force d'autodestruction se déchaînerait.

POURQUOI ! MAIS POURQUOI ? N'es-tu pas maître de l'environnement ? Ne t'ai-je pas couronné roi de la solitude ?

Maîtrise-toi. Maîtrise-toi. Aspire. Expire. Ne laisse aucun autre son échapper. Tiens-toi deux barreaux parallèles de la porte, au signe de l'équation des sciences ésotériques qui t'occupent. Deux barreaux, une équation. Maintenant équilibre le ciel par la terre et la terre par le ciel. Tiens-les fermes, mais tais-toi ! Touche le fer et fourre-le dans ton âme. Maintiens-le là.

Mais quand es-tu arrivé à la porte ?

La terre. La terre. Assieds-toi sur le sol. La terre. Si seulement il faisait moins froid. L'oreiller alors, assieds-toi sur l'oreiller pour protéger tes chevilles, enveloppe-toi dans la couverture. Respire. Détache les objets en suspension par la terre à la surface du rebord. A quoi sert-elle ? Et le sève ? Compte les barreaux un à un en oubliant la signification de l'équation. Non, par là, ne respire que par le nez. Ne halète pas, tu n'as pas couru, il n'y a guère de place pour cela ici. Ne laisse pas entrer les démons. Maintenant vide ton esprit. Ancre-toi.

En cette nuit d'harmattan glacé je suis inondé de sueur. Peut-être est-il préférable, après tout, de rester au lit, à plat. Une plus grande surface touche la terre. Les bras à plat, les talons enfoncés dans les moquettes de kapok, j'attends l'instant relâché de cet assaut, rassemblant mes forces dans les moments de lucidité. Comment décrire la chose ? Cela devient un rythme, un mouvement de flux et de reflux, de désordre et de clarté, l'attaque féroce des moutons de loup puis le bref refuge sous un surplomb. Les doigts agrippés au-dessus du précipice faiblissent dans une nausée. La longue chute dans le vide, une immobilité stupide au centre de la suction. Une fois je suis demeuré collé à la paroi verticale d'une falaise où rien ne me retenait que la force qui m'y avait d'abord élevé. Quand ? Je suis incapable de le dire. Patelle maintenue en place par la distribution des forces la plus également sinistre, rien ne la décollerait, il n'y avait pas d'espace pour insérer le coin de la rationalité. Le lavage de chaque marée en diminuait l'épaisseur et la largeur. Patiemment l'érosion des eaux la réduisait à une plaque mince, à la ma radio sur le schiste ? Débris insaisissables qui s'attardent, rugueuses d'intuition.

Pas qui passent et repassent la porte d'identification.

MA mémoire du moins se montre tenace. Ce « mantra » servira. Prononce des mots, ordonne des humeurs, et les pensées refusent de tenir. Encore.

Et encore. Et encore. Roule les mots dans ta bouche. Goûte la grâce du vin, le parfum du pollen, la puissance de l'esprit. Au-delà maintenant, les mots préparent leur passage et le franchir en répandant l'encens autour de toi. Dilate les narines. Avidement. Avidement ! Avale plus qu'il te sied.

Victoire ? Non, flux et reflux. Mais on peut aussi être la lune et dominer le danger dans les hauteurs, tout en étant secoué et ravagé dans les profondeurs ténébreuses. Arrange-toi pour séparer le moi de son reflet jumeau et fais toutes les phases de torture une plus grande sympathie des sens. Mon ombre est prisonnière mais non point mon essence. Répète. Mon ombre est prisonnière mais non point mon essence. Maintenant jette un nouveau sortilège au où l'assaut se reproduirait :

Vieilles lunes

Sur les ponts de mes mains

Posez vos yeux-croissants

Démêlez les crinières

De la brise marine sur mes sables où la marée déferle.

Mon foie est remis. J'attends les vautours car ici il n'y a pas d'aigles (...).

COMMENT décrire une feuille nette, vierge de papier machine ? Un comprimé d'espace, intact, sans marque ni pli, ni ride ? A quoi l'égaliser qui puisse pleinement faire saisir la sensation qu'elle apporte ? Une source ? Une oasis lorsque tout espoir est perdu et que la langue colle à sa racine ? Du vin ? Non, pas du vin, car pas même le vin après des années de privation ne peut se comparer à l'odeur au toucher d'une feuille de papier in quarto en sa pureté inviolée. Une petite fleur beaucoup plus jeune, alors que l'on aime tendrement, que l'on a plaisir à voir habillée d'une jolie robe imprimée avec des petites boucles d'oreille en argent en première communion, fragile, vulnérable, plus sainte que la mère du Christ et plus adorable. Mais ce n'était pas une feuille seulement, il y en avait des centaines. Et j'étais là obligé de les numéroter à une... 50, 51, 52, 53, 54... 103, 104, 105... 207, 208, 209... Cela faisait mal. J'écrivais le plus petit possible, au coin de la page. C'était afin d'assurer que je n'utilise pas ce papier pour des messages illégaux. Un me surveillait, tandis que j'accomplissais cette tâche criminelle philistine. De 219, je revins à 120, erreur qui pourrait paraître assez naturelle si elle était découverte. Elle ne le fut pas. Finalement, nous atteignîmes le numéro 375. Je lui demandai de signaler le chiffre au Grand Voyant parce que, sur le paquet, il était écrit 500. « Je n'ai pas voulu vous le faire remarquer avant de contrôler », dis-je, « bien vu que l'emballage déchiré. Dès qu'il eut le dos tourné, je me mis à retirer les feuilles que j'avais numérotées deux fois, je n'avais pas besoin de me presser. Le chiffre fut accepté. »

Mais je n'ai encore la beauté d'une tranche pureté in quarto. Peut-on la comparer à la vaste étendue d'un rivage après des jours et des jours de naufrage, lorsqu'on est seul survivant ? Peut-être. Mais alors, il faut que existence d'épave flottante ait duré longtemps qu'elle ait fait naître dans l'esprit un misérable sur identité humaine. Il faut qu'il ait régressé à ses origines amibiennes plus lointaines de l'homme, qu'il se soit identifié aux diverses mutations océaniques qu'il ait été rejeté sur le rivage, simple ectoplasme demandant l'assurance de



empreintes le sable. Oui, oui, je crois que nous approchons d'une métaphore à peu près convenable. Mais l'ODEUR de cette rame vierge n'appartenait pas à un genre d'expérience d'adulte. Elle appartenait purement à l'enfance : les odeurs de pain frais dans une boulangerie, la senteur d'un tas d'herbe fauché après la pluie, les feuilles de citronnier, et grand-mère en habit de tabac à priser. C'était la sensation du premier goût de livres adolescentes.

Il n'y avait pas seulement du papier. Il y avait des crayons et des stylos à bille. Des bics de toutes les couleurs. Une classeur, une boîte-classeur s'il vous plaît ! Non, pas une, deux. Il y avait du PAPIER CARBONE ! Des CARBONES, pour avoir plusieurs exemplaires ! Mais alors, s'il y avait des carbones, est-ce que — je n'ose pas y penser — est-ce qu'elle n'allait pas suivre ?

C'était trop. UNE MACHINE À ÉCRIRE ! Et bientôt. La permission avait été donnée, mais ma femme désirait savoir quelle marque je voulais.

Une machine à écrire. J'avais oublié le nombre de fois où je m'étais dit : seulement j'avais une machine !

Et les livres. Et les revues. Des livres à fleur de coin, qui semblaient venir tout droit d'un four de la rue d'Alsace. Des livres, là, devant moi. Des livres ! Mais un prisonnier n'est pas un être humain. L'être du prisonnier n'est pas en lui-même un processus de métamorphose, c'est une métamorphose immédiate. Il a perdu son humanité, il n'est pas loin, je pense, d'une nouvelle invention, le radar humain. Des yeux lui viennent où ce n'est pas leur place, la surface de son corps devient en fait une masse d'yeux. Tandis que le Grand Voyant était occupé à faire le compte des revues des livres que j'allais ramener dans ma cellule, je mettais une ou deux revues dans une troisième. Nous disions un nom, mais trois revues ou trois livres passaient sur la pile. Polyphème m'aidait, la chose n'était donc pas difficile. Tandis qu'ils étaient occupés avec mes vêtements, je subtilisai plusieurs stylos à bille (...).

Ma femme venait de la part du chef de la section « E » lui-même. Aucune limite de temps n'avait été précisée pour la visite ; le nombre de visites permises n'avait pas été fixé (...). Je ne voulais pas la revoir. En prison, la paix est un isolement qui supporte mal les empressements du monde des vivants. Je lui demandai de s'en aller et de ne plus revenir (...).

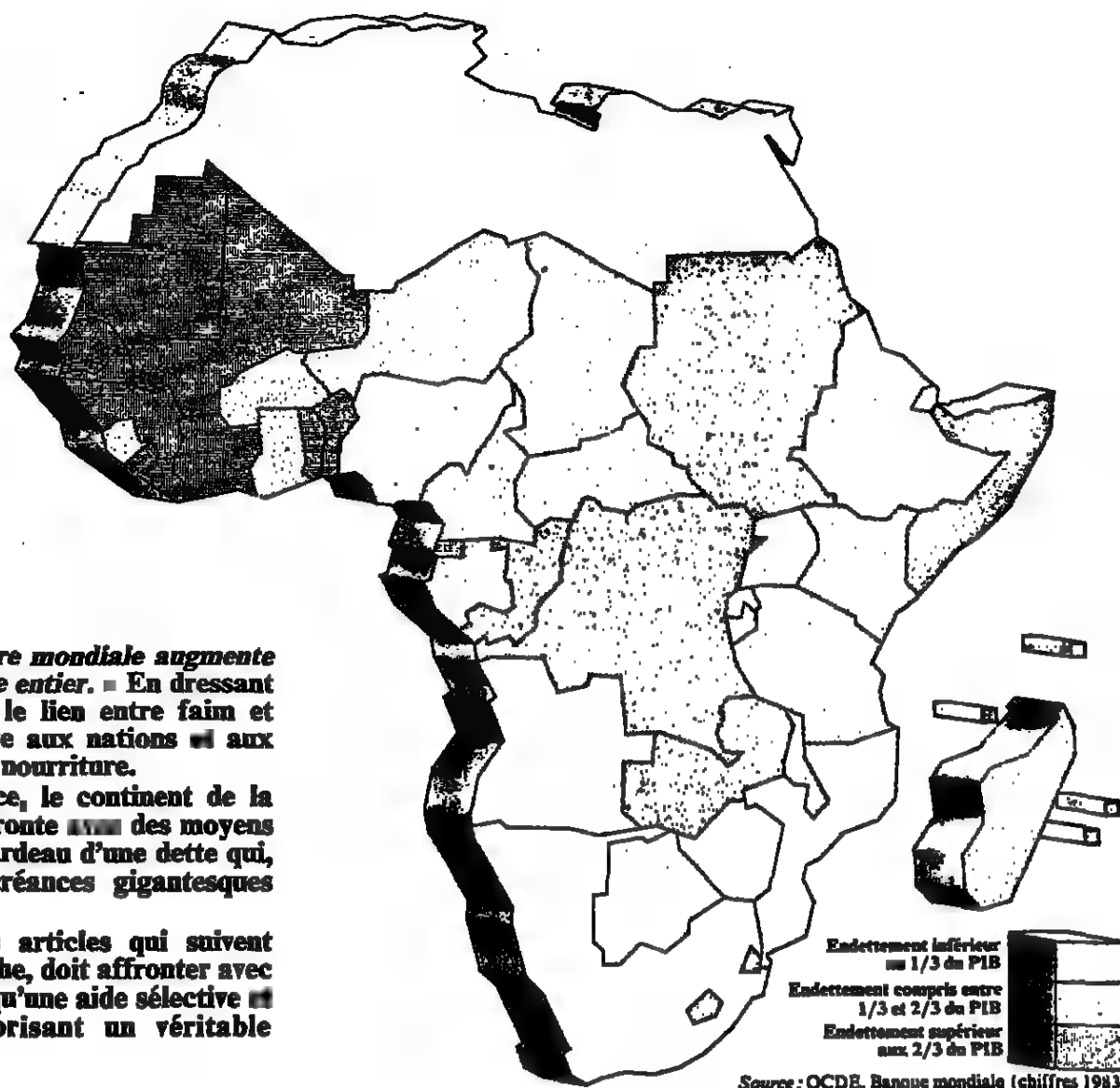
Une heure après son départ de la prison, une escouade entra et ramassa tout ce qui m'avait été donné. Tout ! Je les attendais. Sans pouvoir l'expliquer (...).

Le fardeau de la dette africaine

« Le monde ne manque pas de vivres. La production alimentaire mondiale augmente plus rapidement que la population... Il y a assez de vivres dans le monde entier. » En dressant ce constat dans un récent rapport, la Banque mondiale insiste sur le lien entre faim et pauvreté : selon elle, seule une croissance économique peut permettre aux nations « aux hommes de trouver les revenus nécessaires pour produire et acheter leur nourriture. »

Malgré ses richesses potentielles, l'Afrique est, par excellence, le continent de la pauvreté. Délaissée aujourd'hui par les investisseurs étrangers, elle affronte avec des moyens réduits les conséquences de la crise internationale. Elle ploie sous le fardeau d'une dette qui, pourtant, préoccupe peu les milieux bancaires, fascinés par les créances gigantesques consenties à l'Amérique latine.

Endettement, chute des cours des matières premières : les articles qui suivent montrent comment chaque pays du continent, du plus pauvre au plus riche, doit affronter avec ses spécificités ce double handicap, alors que le plan Baker ne prévoit qu'une aide sélective et parcimonieuse. Plus que jamais, des solutions originales, favorisant un véritable développement, doivent être imaginées.



Source : OCDE, Banque mondiale (chiffres 1983)

Une ruineuse course aux crédits extérieurs

Par GÉRARD DE BERNIS et JACQUES LÉONARD

L'Afrique de l'Afrique représente aujourd'hui quelque 70 milliards de dollars (1). Un chiffre qui peut paraître dérisoire comparé aux 900 milliards de dollars que représente l'ensemble des pays en voie de développement. L'impressionnante dette latino-américaine a largement éclipsé dans l'ombre celle du continent noir, qui, pourtant, pose de graves problèmes économiques et humanitaires, mais aussi politiques et stratégiques.

Les pays africains s'endettent brutalement entre 1974 et 1979 : les emprunts sur les marchés financiers sont multipliés par dix et représentent le tiers des dettes contractées durant cette période. Un fait joue de manière massive : presque tous les prix des matières premières africaines s'effondrent. Les différences entre les pays exportateurs et ceux qui importent du pétrole ne sont pas, alors, si profondes. Le coton voit son prix culminer en 1973, le sucre, l'huile d'arachide et le sisal en 1974, le fer, les phosphates en 1975, le café, le thé, le café, la bauxite et l'uranium en 1977 (2). Dans les exceptions, le cuivre et le minerai de fer, dont les prix sont, en 1980, à 100 % et 54 % respectivement de leur niveau de 1970 (on comprend ainsi la spécificité de la dette mauritanienne et la récente dégradation de la négociation de la Zambie).

Ces augmentations bien que temporaires, les emprunts publics accrus permettent de desserrer les budgets de misère et de mettre en route

des programmes d'investissement. La hausse de la production pour engranger plus vite les devises.

En 1980, le cacao, le café, le sisal, l'huile d'arachide, le sucre et les phosphates ont vu leur prix s'effondrer de 40 % à 65 % en moins de cinq ans. Il est cependant difficile d'apprécier le mouvement enclenché. Il faut vivre dans des bureaux climatisés, à des milliers de kilomètres du terrain, pour ne pas comprendre qu'on ne peut pas des budgets de manière drastique un jour au lendemain. Ne serait-ce que parce que les dépenses sont déjà réduites par rapport aux besoins urgents et qu'un arrêt brutal des investissements provoquerait un incroyable gaspillage.

L'Afrique noire se trouve aujourd'hui dans une position intermédiaire : plus proche des pays latino-américains pour ce qui est de son taux d'endettement (3) mais comparable aux pays asiatiques si l'on considère le poids de la dette par habitant ou la part du revenu national absorbé par le paiement du service (voir le tableau ci-dessous).

L'unité de ce continent est une unité dans la pauvreté, relative ou absolue, même si, dans de nombreux cas, la présence de ressources naturelles permet de qualifier certains pays de potentiellement riches. Sur les quarante-trois États retenus, trente-trois ont un produit intérieur brut (PIB) inférieur à 600 dollars, alors que, pour huit d'entre eux, il est compris entre 600 et 1 200 dollars et que pour deux seulement il dépasse ce dernier chiffre. En revanche, l'hétérogénéité de l'endettement est la règle. Des choix nationaux nettement divergents et des politiques économiques inégales du côté des débiteurs ; mais aussi des stratégies divergentes de la part des bailleurs de fonds : il serait vain de vouloir une logique homogène de l'endettement et de sa gestion.

Ainsi, aucune corrélation ne peut être mise en évidence entre les niveaux de pauvreté et d'endettement. Le faible taux d'endettement de l'Ouganda ravagé par la guerre est voisin de celui du Nigeria, exportateur de pétrole : 19 %, alors que la moyenne continentale est de 40 %. Des pays pauvres, mais potentiellement riches, comme la Mauritanie ou le Togo, connaissent des taux vertigineux de 150 %, alors que les États aisés, comme la Côte-d'Ivoire, le Sénégal ou le Zaïre, se situent aussi, avec 21 %, dans la tranche supérieure.

Des disparités trouvent leur pendant si l'on examine les taux de charge (4). Non seulement leur éventail est ouvert (de 1 à 2 % pour le Mali, le Soudan ou le Sénégal, à 25 % et plus pour le Gabon, l'Angola ou le Zimbabwe, pour une moyenne continentale de 8 à 9 %), mais on peut noter des évolutions nationales fortement différenciées au cours de la dernière décennie.

Ainsi trente-huit États ont nettement accru leur taux d'endettement, alors que leur taux de charge stagne, voire, pour une majorité d'entre eux, diminue. Une réduction appréciable ! Il s'agit, pour l'essentiel, des pays pauvres ou très pauvres qui ont des ressources en prêts publics multilatéraux, dans des conditions relativement favorables et qui ont bénéficié de plusieurs renégociations. Mais ce phénomène touche aussi le Nigeria, qui a renégocié 15 % de sa dette en 1983, et le Zaïre, qui l'a renégociée six fois depuis 1976 (5).

L'examen de la structure de la dette appelle un ensemble de remarques qui permettent de mieux en spécifier le contenu. Cinq États (Nigeria, Soudan, Côte-d'Ivoire, Zaïre, Kenya) supportent à eux seuls la moitié du total de la dette - approximativement 36 milliards de dollars en 1984. Les dix pays les plus endettés représentent les deux tiers du même total. Toutefois, une élève recouvre une concentration équivalente des PIB et des populations.

La carte de l'Afrique met en évidence des différences géographiques différenciées. Une « carte »

de l'Afrique se dessine, marquée par un endettement supérieur au tiers du PIB des pays concernés (Soudan, Zaïre, Congo, Zambie). Les régions à faible taux d'endettement sont marquées par des États très démunis qui, en proie à des guerres civiles (Ouganda, Éthiopie), ou engagés dans des conflits (Angola, Botswana, Zimbabwe, Mozambique), se heurtent aux réticences des bailleurs de fonds. Mais un pays riche comme le Nigeria appartient aussi à cette catégorie.

L'Afrique centrale et occidentale est elle-même partagée en deux zones : l'une à taux d'endettement élevé, l'autre dont le taux est moyen. Toutes deux englobent des pays potentiellement riches de leurs ressources en matières premières (Mauritanie, Sénégal, Guinée, Libéria, Côte-d'Ivoire pour la première ; Gabon, Cameroun, pour la seconde) et des États démunis qui connaissent de graves difficultés (Mali pour l'une, Tchad pour l'autre).

Quant à la nature des créances - publiques et privées garanties, ou pri-

vées non garanties, - la règle (voir le diagramme ci-dessous).

(Lire la suite page 16.)

(1) La zone considérée comporte tous les États de l'Afrique, à l'exception de l'Afrique du Sud et de la Namibie, soit quarante-trois pays.

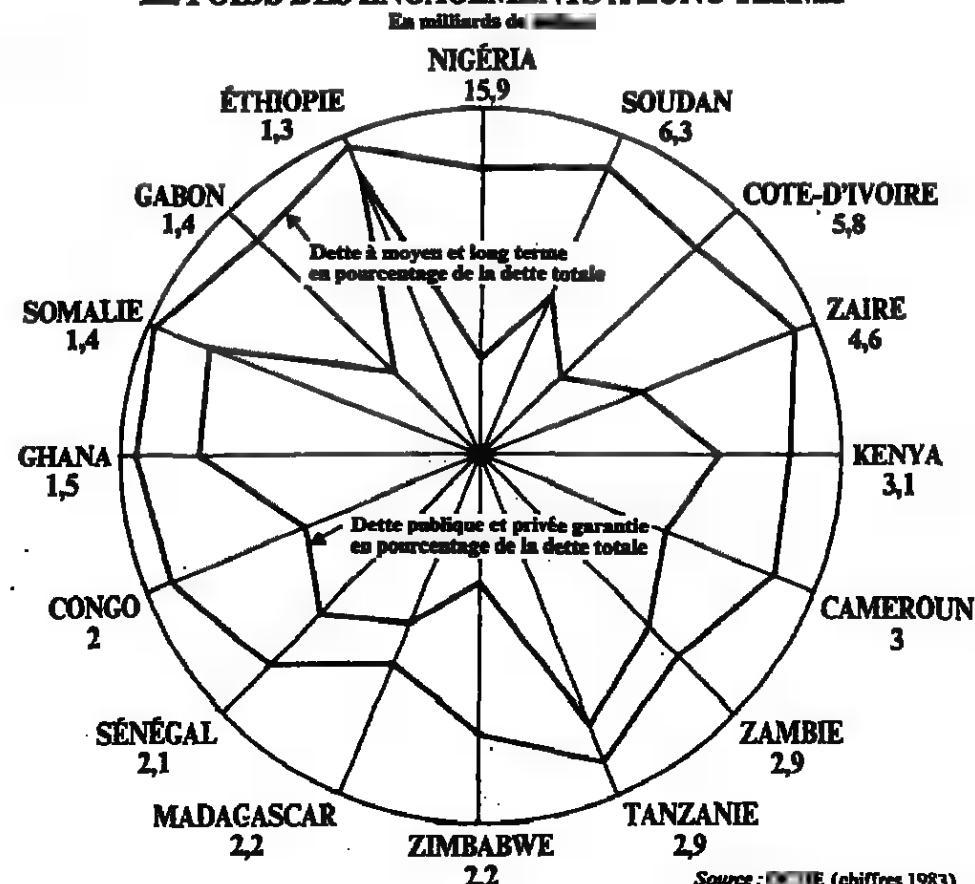
(2) Voir K.L. Krumm, *The External Debt of Sub-Saharan Africa*, World Bank Staff Working Paper, n° 741, juillet 1985.

(3) Le taux d'endettement est défini par le rapport dette/PIB, ou dette/PNB, suivant les données disponibles.

(4) Le taux de charge de la dette est défini par le rapport du service de la dette à l'ensemble de celle-ci. Il exprime les paiements plus ou moins favorables de remboursement.

(5) Les renégociations multilatérales se font dans le cadre du « Club de Paris » - après accord du FMI - pour les dettes publiques ; celui du « Club de Londres » - pour les dettes aux banques commerciales. On y discute du calendrier des paiements au titre du service ou du réaménagement de la structure de la dette.

LE POIDS DES ENGAGEMENTS A LONG TERME



Source : OCDE (chiffres 1983). N.B. : La longueur des axes représente l'endettement global de chaque pays.

ENTRE L'ASIE SURPEULÉE ET L'AMÉRIQUE LATINE SURENDETTÉE

	Asie (sans pays socialistes)	Afrique subsaaharienne (sans Afrique du Sud)	Amérique latine
Dette brute totale (milliards de dollars)	179,2	73,2	339,2
PIB en PIB (milliards de dollars)	588,8	177,4	693
Population (millions)	1 387,2	393,7	369,9
Taux d'endettement (%)	31	41	49
Dette par habitant (dollars)	127	185	916
PIB par habitant (dollars)	444	451	1 873
Service de la dette (milliards de dollars)	22,4	7,9	52,2
Service par habitant (dollars)	17	20	141
Taux de charge de la dette (%)	12	11	25

Sources : Banque mondiale et OCDE (chiffres de l'année 1983).

Une ruineuse course aux crédits extérieurs

(Suite de la page 15.)

Toutefois, un trait dominant se dégage : plus les pays sont riches, plus la part des créances publiques est faible (environ 30 % pour la Côte-d'Ivoire, le Gabon ou la Nigéria) ; et plus ils sont pauvres, plus cette part est grande (plus de 80 % pour l'Éthiopie, la Somalie ou la Tanzanie), car ces créances publiques sont assorties d'un élément de subvention plus élevé.

Enfin, comme le même diagramme en témoigne, la durée des crédits est équivalente pour l'ensemble du continent : à court terme (inférieure à un an) représente autour de 10 % du total. Ce qui s'explique par l'utilisation d'une large part des crédits pour financer des investissements d'infrastructures et des équipements industriels et long terme (6).

Il faut se rendre à l'évidence : les emprunts n'ont pas permis de faire face à la dette. Le fameux mécanisme de la croissance induite par les capitaux n'a pas fonctionné. Faut-il vraiment s'en étonner ? Certes, les Africains ont aussi emprunté pour investir dans des secteurs improductifs, ce qui ne veut pas dire inutile : faut-il leur enlever de renoncer à construire des universités, des infrastructures ou des aéroports ? Il est vrai que l'on a défilé des ouvrages hydroélectriques, des raffineries de sucre, des usines de transforma-

tion des métaux, que l'on a mis en chantier des projets agricoles... parfois rentables. Les surfacturations, les délais de construction non respectés, les projets non adaptés (mais les firmes occidentales ne quand même vendu l'usine !) : y a-t-il bien des sources de profits pour les uns, de faillites pour les autres. Mais, au-delà de cet aspect, il faut aussi s'interroger sur le système des prix relatifs.

En agriculture, par exemple, les investissements, même techniquement réussis, se sont révélés non rentables. Pour une raison simple : les prix relatifs des produits agricoles d'exportation par rapport aux produits industriels d'importation sont dégradés. Cette tendance, accentuée par l'instabilité des cours mondiaux, a rendu vaine toute gestion de l'économie africaine. D'autant que, l'influence des grands exportateurs de pétrole, de riz, de prix des céréales et des tubercules alimentaires s'est effondrée, contribuant à appauvrir davantage les paysans. Depuis le début du dix-neuvième siècle, les économies périphériques ont ainsi été détruites par le système des prix et des échanges imposé par les sociétés développées. Avant de parler de « crise des industries du développement », il faudrait expliquer l'environnement international qui a créé les conditions des échecs d'aujourd'hui.

En Afrique aussi, les contrats signés avec l'étranger peuvent être l'occasion

pour les autochtones d'accumuler des fortunes. Ils exportent des capitaux, possèdent des comptes en Suisse ou de très grandes propriétés. Pour ceux-là, le développement est directement profitable. Cependant, il serait trop simple d'expliquer ainsi le terrible fardeau qui écrase le continent.

Les années durant lesquelles l'Afrique a été le plus endettée coïncident, faut-il le rappeler, avec celles de la crise des déséquilibres mondiaux, d'une ampleur jusque-là inconnue. Un triple mouvement s'opère, qui explique en grande partie le basculement de l'endettement du continent :

— la décroissance de la part des crédits à taux bonifiés dans les ressources financières externes de l'Afrique noire : de 28,4 % en 1972 à 10,1 % en 1983 ;

— la restructuration des industries des pays développés, qui les incite à vendre et à trouver pour cela des crédits à l'exportation. Elles font pression sur les banques, qui possèdent des liquidités surabondantes — mais qui ne peuvent les placer que dans des secteurs aux déséquilibres financiers — et que la concurrence pousse à être présentes sur le terrain, d'autant qu'elles y trouvent des sources de profit non négligeables dans cette période difficile ;

— pour boucler la boucle, les gouvernements d'un certain nombre de pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont, pour soutenir leurs industries, engagé leur diplomatie dans la course aux marchés. Les « marchés du monde » sont multipliés en quelques années, même si certains servaient d'abord à la publicité de tel ou tel ministre et n'ont jamais été exécutés. Entre 1976 et 1978, les crédits à l'exportation des pays de l'OCDE ont crû à un rythme de 35 % (et même de 40 % pour ceux qui étaient destinés à faciliter les échanges aux pays les plus pauvres).

Peu nombreux étaient ceux qui oseraient parler de risques encourus. On les accusait de prendre position contre le développement du Sud et pour le chômage au Nord. Pourtant, ces prêts étaient partie de ces drogues que l'Occident administrait pour maintenir la paix. L'inflation et l'amplication du crédit n'ont pas été les moins nocives.

La réalité est que, en 1980, l'Afrique a subi de plein fouet la déflation mondiale subrepticement à l'œuvre. Le recul des prix de ces produits exportés constitue une véritable débacle pour laquelle, au demeurant, les taux d'inflation européens n'auraient pas connu une telle régression. On sait les réserves qu'inspire tout calcul des

de l'échange ; cependant, hormis le Togo et le Zimbabwe, seuls les pays exportateurs de pétrole avaient échappé à leur dégradation brutale, qui a pu dépasser le rythme annuel de 25 % au Cameroun, au Ghana et en Libéria. Depuis quelques mois, les États pétroliers subissent le même sort, sans que la baisse du pétrole laisse pour autant pressentir une amélioration pour le reste du continent.

Selon les statistiques de l'OCDE, l'Afrique est devenue en 1983 l'exportateur net de capitaux : les paiements au titre de la dette dépassent de 3 milliards de dollars l'augmentation de la

service de la dette s'apparente à un prélèvement unilatéral, à un appauvrissement pur et simple. Les récentes estimations de la Banque mondiale sont particulièrement alarmantes. Les dettes de l'Afrique noire représentaient, en 1984, trois fois les ressources d'exportation. Les prochains années, les pays africains devraient payer 17 milliards de dollars pour faire face aux échéances. Les contreparties en sont la réduction du volume de l'investissement à 14 % du PIB en 1984 et la chute de 20 % du revenu par habitant au cours des quinze dernières années.

La seule solution résiderait dans un



DANS LA CAMPAGNE, NON LOIN D'ADDIS-ABEBA.

Des espoirs sans cesse remis en question.

(Lily Franey)

Difficile calcul

L'ÉVALUATION de la dette internationale des pays africains se fait sur la base de données hétérogènes :

— celles que fournissent les pays débiteurs, recueillies par la Banque mondiale et publiées dans ses *World Debt Tables* ;

— celles qui sont obtenues auprès des créanciers des pays débiteurs par le canal de la Banque des règlements internationaux, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, notamment, et publiées par l'OCDE dans *Endettement extérieur des pays en développement*.

Les écarts d'évaluation, qui sont parfois considérables (comme à l'Éthiopie notamment), s'expliquent par cette différence d'approche.

D'autre part, les évaluations des dettes et de leur service sont soumises à bien des imprécisions susceptibles, à la limite, de remettre en cause certaines conclusions hâtives. Deux exemples le prouvent :

— les évaluations officielles en dollars, dans une période caractérisée par d'amples fluctuations de cette monnaie, perdent une partie de leur signification ;

— les mouvements du service de la dette sont en grande partie fonction de ceux des taux d'intérêt : les taux d'intérêt à l'origine de certaines dettes sont eux-mêmes variables (en particulier les emprunts sur les marchés) ; les taux sont modifiés lors des renégociations des dettes.

De surcroît, les données statistiques (taux d'endettement, taux de charges de la dette, etc.) incluent des facteurs complexes plus ou moins facilement identifiables (accroissement et structure de la dette, fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change et des termes de l'échange, service assuré par un nouvel endettement, etc.).

Par AMADOU KANE

« L'ÉVALUATION de la dette internationale des pays africains se fait sur la base de données hétérogènes : celles que fournissent les pays débiteurs, recueillies par la Banque mondiale et publiées dans ses *World Debt Tables* ; celles qui sont obtenues auprès des créanciers des pays débiteurs par le canal de la Banque des règlements internationaux, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, notamment, et publiées par l'OCDE dans *Endettement extérieur des pays en développement*. Les écarts d'évaluation, qui sont parfois considérables (comme à l'Éthiopie notamment), s'expliquent par cette différence d'approche. D'autre part, les évaluations des dettes et de leur service sont soumises à bien des imprécisions susceptibles, à la limite, de remettre en cause certaines conclusions hâtives. Deux exemples le prouvent : les évaluations officielles en dollars, dans une période caractérisée par d'amples fluctuations de cette monnaie, perdent une partie de leur signification ; les mouvements du service de la dette sont en grande partie fonction de ceux des taux d'intérêt : les taux d'intérêt à l'origine de certaines dettes sont eux-mêmes variables (en particulier les emprunts sur les marchés) ; les taux sont modifiés lors des renégociations des dettes. De surcroît, les données statistiques (taux d'endettement, taux de charges de la dette, etc.) incluent des facteurs complexes plus ou moins facilement identifiables (accroissement et structure de la dette, fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change et des termes de l'échange, service assuré par un nouvel endettement, etc.). »

Comment se fait-il que ces pays, qui n'ont pratiquement plus accès, à quelques exceptions près, aux crédits internationaux et dont la plupart pourtant se sont vu refuser le statut de pays émergents durant aux réunions de la FMI (1), ne soient pas représentés dans la liste des pays devant bénéficier du plan Baker (2) ? Pourquoi n'est-ce pas le journal financier international *Financial Times* qui estimait, au lendemain du sommet économique de l'OUA, en juillet 1985, que l'appel des chefs d'État africains à un plus grand soutien financier « méritait une réponse sympathique » (3) ? Comment, alors, les appréhensions de ce plan Baker ont-elles conduit à la résolution de la conférence de l'endettement africain ?

On connaît déjà la position très réservée des banques commerciales françaises à l'égard du plan Baker, qu'elles se contentent de qualifier d'« approche positive », sans lui prêter leur soutien (4). Les réserves et réflexions qu'elles émettent à l'occasion de ce plan portant sur une plus grande équité dans la répartition géographique des efforts financiers aux banques commerciales et sur l'abandon de la liste limitative des éventuels pays bénéficiaires du plan Baker. Elles suggèrent qu'il y ait simultanément des efforts financiers des organisations internationales et, enfin, que les pays en voie de développement (PVD) bénéficiaires des nouveaux crédits réalisent les hypothèses de croissance économique du plan. Ces remarques méritent assurément un examen attentif de la part des pays africains qu'elles concernent.

Les trois pays du continent sélectionnés, Côte-d'Ivoire, Maroc, Nigéria, représentent moins du quart de la dette extérieure de l'ensemble des pays africains, Maghreb et Égypte inclus (136,6 milliards

de dollars en 1983), tandis que leurs engagements bancaires sont plus du tiers des engagements des banques commerciales en Afrique, ainsi que le montre le tableau ci-dessous (en millions de dollars) :

	1983		1984	
	Total	dont créances bancaires	Total	dont créances bancaires
Côte-d'Ivoire	5,781	3,695	5,462	3,141
Maroc	11,423	4,735	12,542	5,236
Nigéria	15,890	11,459	14,091	10,006
TOTAL	33,094	19,889	32,095	18,383

A comparer la situation de leur endettement avec celle des dix pays d'Amérique latine figurent aussi sur la liste du plan Baker, plusieurs conditions s'imposent.

• Même si les flux nets de ressources vont maintenant au PVD des pays développés, on assiste pour les pays d'Amérique latine à une croissance de l'endettement brut, alors qu'il diminue dans le cas des pays africains retenus par M. Baker.

• Les pays d'Amérique latine représentent plus des trois quarts de la dette du sous-continent américain, alors que les pays africains ne représentent pas le quart de la dette africaine.

• Pour 80 %, l'endettement de ces pays latino-américains est d'origine bancaire, alors que la proportion représente moins de 60 % de la dette des trois pays africains.

La détermination du président Babaginde du Nigéria à limiter le paiement du service de sa dette à 30 % de ses recettes d'exportations, venant après la détermination de Pérou, n'a pas déclenché les foudres des banquiers. Ces mesures ont en commun, par-delà la différence des taux d'endettement, que ces deux pays, qu'elles renouvellent l'ordre des relations internationales, obligent les créanciers à s'adapter à une nouvelle façon de se débiter. Antérieurement, c'étaient les banques et la FMI qui imposaient les règles du jeu.

L'attitude du Nigéria fait donc de lui le second pays parmi ceux du plan Baker à fixer un plafond au service de sa dette et à refuser la tutelle du Fonds monétaire, bien que les autorités appliquent un programme économique très proche de celui qu'aurait préconisé la FMI. Le Nigéria se verrait-il lui aussi menacé d'être exclu du plan Baker ? Cela paraît improbable, d'abord parce que ce pays a assuré

régulièrement le service de son endettement à moyen terme en accordant un traitement préférentiel aux banques (5). Et aussi parce qu'avec le taux de 30 %, il sera à même de payer plus rapidement sa dette que la plupart des pays latino-américains (6).

Ainsi, l'acceptation par la communauté internationale de l'initiative des responsables nigériens réduirait notablement le montant global des dettes africaines posant des problèmes à cette communauté (7). Mais, ces quinze pays retenus par M. Baker, le Nigéria est celui dont le pourcentage de dettes bancaires non garanties par les gouvernements des pays développés est parmi les plus élevés (moins de 30 %, à l'exception de la Libye et du Maroc). L'effort principal de la communauté internationale doit donc provenir des organismes officiels, qui se sont dévoués à la FMI ou à des organismes qui garantissent l'exportation.

Un effort sur cinq ans

La Côte-d'Ivoire a rééchelonné sa dette extérieure, mais elle reste toujours la plus endettée des organismes officiels qu'auprès des banques commerciales. Le ratio du service de sa dette est ainsi passé de 13 % en 1983 aux environs de 25 % en 1984 et 1985. L'endettement de la balance courante qui en est résulté et le retour à un excédent du compte d'opération auprès du Trésor français ont placé le pays dans une meilleure position pour honorer ses engagements en 1985 et apurer les retards accumulés. Ce ne sera cependant pas le cas pour 1986, où les engagements au montant, après les divers rééchelonnements, à 1 407 millions de dollars (dont 735 millions d'intérêts) et 643 millions de dollars d'intérêt. Ils représenteraient un peu plus de 40 % des recettes d'exportation. La situation est encore pire entre 1987 et 1989, période durant laquelle les remboursements à eux seuls passeront de 880 millions de dollars à 1 117 millions de dollars, les paiements d'intérêt se situant entre 520 et 540 millions de dollars selon les projections. Le ministre d'État ivoirien chargé des problèmes de la dette a récemment demandé un rééchelonnement des créances échues entre 1988 et 1990, qui sont, approximativement, pour moitié d'origine bancaire et pour moitié d'origine officielle.

La Côte-d'Ivoire attend ainsi de la communauté internationale un effort portant sur cinq ans, et non pas sur les trois années que propose le plan Baker. De plus, pour que les banques puissent être pourvoyeuses nettes de capitaux à la

fin 1986, comme le suggère M. Baker, il faudrait qu'elles augmentent leurs avances au pays de façon beaucoup plus importante qu'elles ne l'ont fait en 1985 (+ 0,5 % contre - 8,4 % en 1984 et - 6,7 % en 1983). Or, comme nous l'avons souligné, ce n'est pas le rôle des créanciers officiels, la FMI n'est plus le fournisseur de capitaux à la Côte-d'Ivoire mais qu'il s'agit, au contraire, de versements nets de 29 millions de dollars en 1985, montant qui devrait atteindre 65 millions de dollars en 1986. Tout cela s'ajoute à ce que, quel que soit le plan adopté, il n'est pas adapté à la résolution du problème de l'endettement du sous-continent africain.

Compte tenu de la prépondérance des dettes d'origine officielle dans la dette des pays africains, il est indiscutable que le plan doit comporter un engagement plus important des organismes officiels de cette origine. Ce sera probablement un des principaux points qui seront débattus lors de la conférence ad hoc sur la dette africaine qui devrait se dérouler avant la fin de cette année, mais pour laquelle l'Élysée, après avoir émis son avis, semble aujourd'hui réticent.

La conférence pourrait être aussi l'occasion de pousser plus avant le projet d'augmentation (on parle de doublement) du capital de la Banque africaine de développement (BAD). L'expérience acquise par cette institution en matière de financement des projets de développement et la qualité de sa gestion (8) la placent en une position privilégiée dans toute recherche d'une solution au problème de la crise spécifique de l'endettement de l'Afrique.

- (1) Le FMI a un excédent de 11 milliards de dollars environ en Afrique et devrait commencer à recevoir des pays africains des remboursements supérieurs à ses transferts en leur direction (Cf. *The Economist*, 3 juin 1985).
- (2) Sur le plan Baker, voir *Le Monde diplomatique*, mars 1986.
- (3) Editorial du *Financial Times*, 25 juillet 1985.
- (4) « Les banques et le plan Baker : l'humanité est loin d'être acquise », *Le Tribune de l'économie*, du 17 décembre 1985 ; voir aussi *Le Nouvel Économiste* du 3 janvier 1986, « Les soupçons des banquiers français ».
- (5) *Financial Times* du 12 janvier 1986, « Third World debt : for crisis, not problem ».
- (6) *Financial Times*, du 12 janvier 1986.
- (7) *International Herald Tribune*, dans son éditorial du 10 janvier 1986, invite les créanciers du Nigéria à accepter « philosophiquement » son programme économique s'ils en vérifient la justesse sans demander nécessairement qu'il ait recours au FMI qui « n'a pas le monopole du bon sens en économie ».
- (8) La BAD a reçu de la société de rating américaine Moody's la cote la plus élevée lui permettant d'emprunter sur les marchés financiers internationaux aux meilleures conditions.

* Economiste de banque à Paris.

DETTE AFRICAINE

Trois pays, trois types de contraintes

Par JEAN COUSSY
et PHILIPPE
HUGON *

ALOURDISSEMENT de la dette au cours des dix dernières années, faiblesse des revenus d'exportation, incapacité d'assurer le paiement du service : ce sont là, le coup sûr, des caractéristiques communes à l'ensemble des pays du continent noir. A défaut de reprendre ici une analyse générale du phénomène (1), il importe de voir, à travers trois cas typiques - le Zaïre, le Nigeria, Madagascar - que chaque pays, en fonction des spécificités de son économie, s'est adapté différemment au processus d'endettement.

Le Zaïre est, avec la Zambie, l'un des premiers pays de l'Afrique noire à avoir subi la séquence d'expansion-recession-généralisation d'endettement. Les années 1960 ont vu le pays connaître une croissance annuelle de 7 % du PIB et l'un des taux d'investissement les plus élevés du monde (38 % du PNB) ; en 1975, le Zaïre était le pays le plus endetté de l'Afrique subsaharienne (1,5 milliard de dollars). Depuis lors, la baisse des revenus d'exportation du cuivre et le retournement des anticipations ont entraîné des crises successives de paiements. Dix ans après, cette dette s'élève à 4 milliards de dollars ; elle présente une charge élevée par rapport au PNB (75,5 %), mais le service en a été allégé par les multiples rééchelonnements, et il est passé à 11,7 %.

Les activités directement productives n'avaient, au 31 décembre 1980, reçu que 14 % du produit des engagements extérieurs (2) ; l'essentiel des

dépenses alimentées par des crédits extérieurs (60 %) a été alloué à l'infrastructure (et 4,6 % à la défense nationale). Ce qui pouvait justifier la dimension des pays et le potentiel minier et énergétique. Mais, même à long terme, cet effort s'est, jusqu'à présent, largement improductif (2).

De surcroît, de nombreuses sommes empruntées ont financé des dépenses administratives, des subventions à des entreprises publiques en difficulté, des coûts (et les rentes) de la « zafianisation » de 1973 et les prélèvements effectués par les couches proches du pouvoir. Les crédits aux capitaux fixes ont pris la forme de dépôts par les dirigeants des entreprises (3) entre 4 et 6 milliards de dollars (soit plus de la moitié de la dette nationale).

Dès 1976, les négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) ont abouti à des programmes d'ajustement que le Zaïre n'a pas voulu, ou pu, respecter et dont l'impact a été évalué une réputation de pays définitivement insolvable. Puis, en 1983, il a refusé d'appliquer les recettes du FMI : réduction de 77,5 % de la libéralisation relative des échanges ; réduction du déficit budgétaire (qui passait à 3,4 % du PIB en 1984) ; réduction des services extérieurs ; réorganisation des entreprises ; abandon des projets trop ambitieux et priorité donnée à la productivité et à la compétitivité ; enfin, dévaluation du prix de détail agricoles, notamment vivriers.

Les résultats de cette reconversion à l'orthodoxie sont ambigus : l'inflation s'est incontestablement ralentie, de 100 % en 1981 à 17,4 % en 1984 ; mais c'est au prix d'un taux de chômage élevé et d'un niveau de salaires très bas, même pour l'Afrique (4).

dépenses sociales (dont le rythme est élevé d'autant plus vite qu'elles étaient jusqu'alors faibles). L'endettement permettait aussi un déficit croissant en consommation de produits alimentaires. Last but not least, les fuites de capitaux auraient, selon certaines estimations, représenté 10 % de l'endettement à moyen et long terme entre 1970 et 1980 (7).

L'impossibilité de poursuivre la politique alors que les prix pétroliers baissent de plus de moitié (de 11 milliards en 1980 à 11 milliards en 1985) a conduit à deux politiques alternatives. Après avoir pratiqué une politique d'accroissement de la dette pour ne pas procéder aux ajustements nécessaires, le Nigeria a défini une politique, unique en Afrique, combinant résistance au FMI et maintien national.

La résistance au FMI, bien justifiée à l'origine par le refus (refus de dévaluer, refus de réduire les importations, refus de libérer les échanges). Le Nigeria a fait jouer à plein « le pouvoir du débiteur », dont il est sans doute le seul à disposer en Afrique noire, et aussi, bien sûr, son

pouvoir de grand marché potentiel et de réservoir d'hydrocarbures (exemples : accords avec les entreprises pétrolières ; décision de ne pas assurer le service de la dette au-delà de 10 ans ; exportations de nouveaux prêts de 21 milliards de dollars en 1981 à 7 milliards en 1985, rognés les allocations de devises aux entreprises industrielles au point de compromettre leur fonctionnement, diminuant les dépenses d'éducation, en abandonnant le principe de la gratuité. Il a aussi comprimé les dépenses publiques sociales et interdit les États de contracter directement des emprunts à l'étranger, stoppé les importations de riz et remis en cause l'urbanisation, arrêté (provisoirement) nombre de ses grands projets. Au prix de coûts économiques et sociaux élevés, la balance commerciale est redevenue positive en 1985 et en 1986.

Mais cette résistance s'appuie sur une politique que l'on juge souvent plus rigoureuse que celle qu'aurait imposée le FMI. Le pays a réduit ses importations de 21 milliards de dollars en 1981 à 7 milliards en 1985, rognés les allocations de devises aux entreprises industrielles au point de compromettre leur fonctionnement, diminuant les dépenses d'éducation, en abandonnant le principe de la gratuité. Il a aussi comprimé les dépenses publiques sociales et interdit les États de contracter directement des emprunts à l'étranger, stoppé les importations de riz et remis en cause l'urbanisation, arrêté (provisoirement) nombre de ses grands projets. Au prix de coûts économiques et sociaux élevés, la balance commerciale est redevenue positive en 1985 et en 1986.

Une économie à croissance lente : Madagascar

A la différence des deux pays précédents, Madagascar est un pays pauvre en ressources minières et énergétiques, où le taux de croissance du revenu par tête a été négatif entre 1960 et 1980 (-1,2 %, selon la Banque mondiale). Sur une telle économie, une dette non exceptionnelle (2,2 milliards de dollars en 1983) a eu des conséquences très graves. En raison de la faible capacité d'exportation du pays, le service de la dette représentait en 1983 45 % des exportations, soit le chiffre le plus élevé du monde pour la même année. Pour y faire face, Madagascar a dû, malgré ses options internes et diplomatiques, recourir aux concours étrangers et aux méthodes d'ajustement recommandées par les organisations internationales.

L'endettement y est cependant d'apparition relativement récente. De 1970 à 1978, il y avait eu stagnation du PIB réel et baisse d'environ 20 % du revenu par tête ; la baisse de la consommation privée et, surtout, publique avait été possible, malgré le blocage de l'offre, grâce à une baisse du taux d'investissement et à un déficit budgétaire financé par l'émission monétaire (endettement du Trésor auprès de la Banque centrale). Mais l'équilibre budgétaire avait été maintenu, malgré une tendance structurelle à la chute des exportations.

La politique d'investissement lancée en 1978, traduite par une rupture de l'équilibre macro-économique ; elle s'est, de plus, réalisée dans un contexte de hausse des prix pétroliers et de surévaluation du riyal. Elle a financé des projets non productifs (universités) et des industries généralistes surdimensionnées. Les grands équilibres se sont dégradés : de 1978 à 1981, le déficit budgétaire de moins de 5 % du PIB a atteint 6,3 % du PIB et 19 %, le déficit externe de moins de 5 % du PIB a atteint 19 %. Le déficit des opérations courantes a plus que triplé entre 1978 et 1981 (les importations dépassant les exportations de 1978 à 1981). Pour financer ces déficits, l'endettement de la dette extérieure a augmenté de 55 % des exportations en 1983 et 86 % en 1984 et n'y avait pas eu de rééchelonnement.

Parvenu en 1980 à un état de cessation de paiements, Madagascar a dû demander au Club de Paris un rééchelonnement de ses dettes et conclure plusieurs accords avec le FMI. Il s'est engagé à appliquer une série de programmes de réajustement successifs qui ont entraîné une inflexion de la politique conjoncturelle et une stratégie de développement : des dévaluations successives ont été perdues au profit de la dette.

malgache le tiers de sa valeur entre 1980 et décembre 1984 ; le prix agricole a été revalorisé ; le prix du riz, notamment, a été augmenté pour stimuler la production interne ; même que le commerce du riz était reprivatisé ; le déficit des finances publiques a été réduit (de 14,6 % du PIB en 1981 à 5,5 % en 1984) par une baisse des dépenses publiques et une réduction de plus de moitié des importations alimentaires, ce qui a probablement entraîné une baisse des disponibilités alimentaires par habitant. Ces coûts sociaux très lourds seront-ils suffisants pour équilibrer et rééquilibrer l'économie malgache ? Il est trop tôt pour juger de l'efficacité d'un programme qui impliquerait un réajustement des relations villes-campagnes et un pays où les relations sont marquées par l'ancienneté de l'urbanisation et demeurent fort différentes selon les régions.

(1) Cf. par exemple P. Hugon, « La crise financière en Afrique subsaharienne et l'intervention du Fonds monétaire international », in *Colloque du CERNA*, n° 13.
(2) Benoît Verbaeghe, *Endettement, technologie et industrialisation au Zaïre*, Bruxelles, janvier 1983.
(3) Cf. S. Erbe, « L'évasion des capitaux dans les pays en développement », *Intercontinental*, n° 10, décembre 1985, reproduit dans *Problèmes économiques* n° 1691, La Documentation française, Paris.
(4) La production interne a repris du fait de la réorganisation des grandes entreprises (Gécamines), mais il a fallu prendre des précautions dans le rythme de libéralisation. Les exportations légales ont repris du fait de la baisse du taux de change officiel, mais cela est partiellement dû à la baisse des échanges informels (les exportations enregistrées de diamants ont augmenté de 55 %). Les prix alimentaires de détail ont augmenté, mais largement au profit des intermédiaires.
(5) Cet endettement auprès des banques privées est caractéristique des pays pétroliers. Et la dette totale des pays pétroliers représente actuellement environ le tiers de la dette africaine (ce qui montre les limites de toutes les explications simples de celle-ci par les coûts relatifs des importations de pétrole ou par la détérioration des termes de l'échange).
(6) En une seule année (1979), le Nigeria a pu placer auprès des banques deux milliards de dollars, soit 1 milliard de dollars de moins que l'ensemble des emprunts de 750 millions de dollars, sans que l'allocation des fonds fasse l'objet d'études des prêteurs. (Richard W. Lombardi, *The Niger basin, oil and development*, Flammarion, Paris, 1982).
(7) E. Erbe, *Problèmes économiques*, n° 1661, La Documentation française, Paris.

Un exportateur de pétrole : le Nigeria

Le Nigeria a, en valeur absolue, la dette la plus élevée de l'Afrique : 20 milliards de dollars en 1985. Les charges par tête restent relativement faibles, mais le service de dette n'en représente pas moins 4,5 milliards de dollars, soit 40 % des revenus d'exportation. Cette dette, constituée surtout avant 1978 et 1980, est le résultat de celle du Zaïre, de plus en plus contractée auprès d'organismes commerciaux (30,1 % en 1970-1971 et 85,1 % en 1983). Le taux d'intérêt est relatif.

* Respectivement maître de conférences à l'école des hautes études en sciences sociales et professeur à l'université de Paris-X-Nanterre.

ment élevé et la part de la dette à taux fixe y est la plus forte d'Afrique (62 % contre, par exemple, 10,5 % au Zaïre). Enfin, c'est une dette principalement à moyen terme (5). Le service de la dette a augmenté de 6 milliards de dollars entre 1978 et 1983, pour retomber à 4,4 milliards de dollars en 1985.

A l'origine, les crédits extérieurs, ajoutés à la rente pétrolière et à un endettement interne, ont permis un haut niveau de développement (22 % du PNB) et le financement de grands projets d'infrastructure, d'industrialisation et d'urbanisation. Mais ils ont aussi entraîné un rythme d'endettement (6) qui a financé aussi la croissance des dépenses administratives et des

Pour un « remboursement créateur »

Par
SUSAN
GEORGE

La dette des pays les moins avancés (PMA) africains représente pour les pays créateurs un pas de moins, tout en imposant une lourde charge pour ceux qui doivent en assurer le service. Elle n'est pas assez importante pour mettre en cause le système financier mondial, mais elle est relative à la communauté internationale devrait pouvoir en faire une gestion innovatrice, voire expérimentale.

A l'égard de la dette des PMA africains, différentes attitudes sont possibles. La première est de maintenir les choses en l'état, en passant d'une crise à une autre, en renégociant des crédits suivant le principe, cher au FMI et aux États-Unis, du « cas par cas ». Ce statu quo paraît de plus en plus difficile à justifier. Dans un contexte de chute des prix des matières premières, le protectionnisme des pays développés, et d'écroulement de nombreux pays africains, l'exigence du paiement des intérêts - pour ne pas parler du principal - relève du système financier, et non du développement.

La deuxième attitude est d'appeler à l'annulation pure et simple de la dette (publique du moins). L'option de l'annulation soulèverait sans doute de légitimes protestations dans le camp occidental, qui craindrait, à juste titre, que le précédent ainsi créé ne donne de mauvaises idées aux débiteurs plus importants, ceux de l'Amérique latine en particulier. L'annulation récompenserait aussi un certain nombre de gouvernements de leur irresponsabilité, de leur incurie ou tout au moins de leurs mauvais choix de développement.

Enfin, une troisième voie consisterait à exiger le remboursement de la dette, mais d'une manière propre à promouvoir un développement véritable. C'est la seule option qui demeure, celle d'un « remboursement créateur ». Cette solution, qui peut sembler à première vue surprenante, serait en réalité la moins utopique, la moins dangereuse pour des économies au bord du gouffre, la moins génératrice de tensions. Elle offrirait aux pays créateurs, comme aux PMA africains, une porte de sortie honorable.

On pourrait imaginer deux volets à un plan de « remboursement créateur » de la dette : le remboursement en espèces et le remboursement en nature.

La première attitude en espèces ne s'applique plus en devises, mais en monnaie locale auprès d'une banque spéciale. Des paiements réguliers, basés sur une proportion déterminée du PIB (et avec des précautions supplémentaires pour les gouvernements qui s'autorisent à simplement à faire fonctionner la « planche à billets ») seraient effectués à un fonds de développement régional. Celui-ci serait géré d'une manière démocratique par les représentants de différents composants de la société civile, siégeant à côté de ceux de l'État. La représentation des intérêts particuliers serait assurée par des représentants de groupes particuliers.

Un contrat négocié

Ce fonds de développement servirait à financer des projets et des programmes d'ajustement par consensus, tout d'abord pour les zones rurales. Il alimenterait aussi une caisse prêtant des sommes relativement peu élevées directement aux paysans et aux éleveurs. Des prêts de ce type auprès de petites banques (cinq à six personnes) semblent très bien réussir dans certains pays, avec un taux de remboursement voisin de 100 %. Les conseils du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), qui a acquis une grande expérience dans ce domaine, pourraient être précieux.

Chaque versement de l'un des PMA à son propre fonds de développement de la part des pays créateurs une réduction de la dette en devises. Ainsi, ces devises qui n'auraient pas été accaparées par le service de la dette seraient libérées pour acheter des produits essentiels, prioritairement ceux qui permettent d'amorcer la pompe et de faire démarrer de petites industries du service de l'agriculture et de l'environnement - outils, machines, moyens de transport simples, équipements de conservation alimentaire, etc.

La conditionnalité appliquée jusqu'ici à la restructuration de la dette par le Fonds monétaire international serait, dans le cas du « remboursement créateur », d'un tout autre ordre. À ce jour, le FMI a toujours exigé l'augmentation des exportations - surtout agricoles, dans le cas des PMA - et la réduction des dépenses gouvernementales dans les domaines de l'éducation, des subventions aux produits alimentaires de base, etc. Une nouvelle conditionnalité (sous l'égide du Club de Paris ?) prendrait la forme de contrats et



LE FRUIT DU CACAoyer
Comment stabiliser
les recettes d'exportation ?

d'un dialogue permanent entre les représentants des pays créateurs et les gouvernements des PMA africains. Chaque partie devrait travailler dans les négociations à ses propres organisations non gouvernementales (ONG) et à une conditionnalité mutuelle. La manière concernerait particulièrement la gestion du fonds de développement régional et la mise en œuvre des progrès accomplis par le pays. La notion de contrat a déjà été avancée par le CEE dans le cadre de ses stratégies alimentaires ; elle a été appliquée, elle n'a rien de nouveau. Quelqu'il en soit, la mise en coupe des économies des pays les moins avancés par le FMI est plus lourde à supporter que ne le serait une conditionnalité fondée sur le contrat négocié et sur l'encouragement d'une plus grande autonomie économique et politique au sein des pays endettés.

Ce remboursement en nature peut sembler encore plus surprenant, mais repose sur l'évidence que l'Afrique dite pauvre renferme néanmoins des trésors naturels, culturels et humains qui font partie du patrimoine de l'humanité, et qui sont menacés en voie de dispersion, de désintégration ou de disparition rapide.

Proposer aux pays africains de s'acquitter d'une partie de leur dette en contrepartie de leur héritage n'aurait que des avantages. Cet héritage serait préservé (et en l'absence d'efforts de préservation, il risquerait d'être détruit) et les styles de vie occidentaux, la modernisation des modes de vie autour de projets en nature menacés à leur tour par le développement d'un mal-être mondial et d'une dégradation de l'environnement grâce à l'aide internationale et à des investissements étrangers. Encore une fois, l'avenir de l'Afrique ne dépend pas de l'extérieur, mais de son propre développement.

Voici quelques exemples de paiements en nature possibles :
- réhabilitation, conservation et reproduction des espèces en danger (génétiques locales) ;
- reboisement, notamment des espèces locales et/ou importées pour lutter contre la désertification et les érosions (par exemple, les eucalyptus) ;
- développement des ressources naturelles et biochimiques pour fournir de l'énergie, comme substituts au pétrole et au charbon (la biomasse) ;
- développement de services sociaux pour les nomades (éducation et santé en particulier) ;
- recensement, éventuelle réhabilitation des techniques de construction, en particulier l'architecture en terre (bancos, puits) ;
- développement des techniques de stockage alimentaire familial et villageois ;
- dictionnaires, grammaires des langues locales ;
- recensement des savoirs agricoles, médicaux, médicaux, techniques et scientifiques pour examiner et diffuser ces savoirs à la lumière des connaissances scientifiques ;
- recensement et réhabilitation des sites historiques ;
- campagnes d'alphabétisation basées sur l'enseignement des langues locales dans les domaines de la vie des campagnes.

On pourrait facilement allonger cette liste. L'essentiel est de reconnaître et de rémunérer les apports passés et futurs de la culture - au sens large - des PMA. Ces apports devraient être reconnus dans une négociation entre débiteurs et créateurs. La dette ainsi diminuée par l'apport de la culture et la mesure de la réhabilitation de différents programmes ou travaux relatifs.

La but ultime du remboursement de la dette en nature est un développement est entendu d'éliminer la faim et la pauvreté qui en fait la lit, de réhabiliter l'environnement et les activités génératrices de revenus et propres à assurer la sécurité alimentaire pour ceux qui vivent en Afrique.

MENACES DE PRETORIA, INERTIE OCCIDENTALE

La route du chrome sera-t-elle coupée ?

L'AFRIQUE du Sud a consolidé ces dernières années son monopole sur le marché international du chrome. Elle utilise cette prépondérance pour faire pression sur ses partenaires et les contraindre à ne pas s'engager dans la voie des sanctions. Pourtant, une politique de « sortie de la dépendance » et de rétorsion contre le régime de l'apartheid est possible pour la France et l'Europe. Elle dépend de choix économiques aussi bien que politiques.

Par JEAN-YVES BARRÈRE *

« Lorsque l'on souffle sur la flamme on se brûle parfois les doigts », s'exprime M. Botha, président de la République sud-africaine, en guise de mise en garde à l'adresse des Occidentaux, après l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 15 juillet 1985, d'une résolution préconisant des sanctions contre la politique d'apartheid. Il menaçait ensuite de leur supprimer les livraisons de chrome, ce qui, selon lui, entraînerait la chute au chômage de 10 millions d'Américains. Après cette déclaration, des exigences étaient formulées à la presse pour expliquer que jamais le président sud-africain n'avait voulu dire ce que tout le monde a bien compris.

Cependant, en début de l'année 1985, le ministre du travail, M. du Plessis, évoquait un entretien accordé au journal allemand Die Welt, la possibilité de créer « des cartels » avec l'URSS pour les matières premières stratégiques et les gouvernements occidentaux « sous pressions économiques ».

Parmi les matières premières minérales, l'Afrique du Sud est le principal fournisseur sur le marché mondial (1). Le chrome occupe une place de choix. La vulnérabilité des pays consommateurs - Europe, États-Unis, Japon - est grande, à court et moyen terme. Elle est connue depuis longtemps et s'est même aggravée au

cours des dernières années. Pour d'autres substances minérales - platine, vanadium, manganèse, or, etc. - les risques, même à court terme, sont moindres du fait des possibilités de substitution, de recyclage (platine) ou de mise en valeur de nouveaux gisements devenus rentables à la suite de l'envol des cours (or).

La fragilité à l'égard du chrome est apparue depuis longtemps. Les Allemands, à l'Ouest, les premiers à se préoccuper de la question, ont procédé en 1978 à une évaluation des conséquences sur l'appareil productif d'une rupture d'approvisionnement en chrome : il s'agit d'un produit intérieur brut communautaire occupé par un composant des aciers inoxydables. Quelques années après, les États-Unis, l'Angleterre et la France arrivent aux mêmes conclusions.

Après avoir fleuri à l'excès, au lendemain du premier choc pétrolier, le chrome « stratégique » appliqué à de nombreuses matières premières minérales est aujourd'hui contesté. Alors que la « crise » des matières premières résulte d'un excès de l'offre sur le marché mondial d'une réduction de la demande chez les industriels du Nord, le moment serait donc venu pour certains de jeter aux orties le qualificatif de « stratégique ». Regardons-y de plus près.

Un métal indispensable

POUR être définie comme stratégique, une matière doit remplir un ou plusieurs des cinq conditions suivantes : 1) être essentielle à l'industrie de base du pays consommateur ; 2) provenir de sources limitées d'approvisionnement ; 3) ces sources doivent être dans des pays politiquement instables ; 4) elles doivent avoir de faibles possibilités de substitution ; et 5) des usages militaires importants.

Sous ces critères, le chrome peut être considéré comme une matière première stratégique. Cependant, à quoi servirait-il de définir comme tel un métal si les politiques qui devraient en découler ne sont ni publiquement discutées ni mises en œuvre ? C'est toute la filière chrome qui est alors en question.

Et d'abord, à quoi sert le chrome ? La « belle américaine » des années 50, avec ses pare-chocs étincelants, peut être remplacée par d'autres matériaux : les plastiques durs ont tendance à prendre la place des aciers d'antan ; il n'empêche que, aujourd'hui, la sidérurgie utilise environ 2 kilos de chrome pour chaque tonne d'acier produite.

La métallurgie et la sidérurgie consomment 80 à 75 % du chrome, principalement pour la production des aciers inoxydables et résistants aux hautes températures, à l'oxydation, à l'abrasion... Parmi les autres usages industriels, l'emploi du chrome comme réfractaire dans les fours à haute température, les verres et les ciments représente de 15 à 20 % de la consommation mondiale. Les usages chimiques sont de 10 à 15 %, restants : colorants, peintures, boues de forage, traitement des cuirs anticorrosion, revêtements de métaux (2).

Le chrome représente un élément décisif pour la sidérurgie. Les aciers les plus résistants réclament un minimum de 3 % de

chrome. Pour les métaux résistants à la corrosion et à l'oxydation, la proportion atteint 5 ou 6 %. Enfin, les aciers inoxydables contiennent de 12 à 30 % de chrome et trouvent de nombreux usages dans la vie courante : les ustensiles de cuisine, les pièces de la production industrielle. Plus celle-ci devient complexe, plus les spécifications sur l'acier sont contraignantes et plus le chrome est indispensable. À en juger par la place croissante qu'occupent les aciers inoxydables en Occident (voir le tableau 1), on peut dire que le chrome est, effectivement, indispensable à l'industrie de base occidentale.

Quant à l'état des réserves mondiales du minerai de chrome (chromite), il est certain que les réserves d'approvisionnement sont limitées (voir le graphique). Bien sûr, tout dépend de la définition des réserves, de leur caractère effectivement prouvé, des possibilités réelles de mise en exploitation... Il est normal, pour une matière première aussi décisive, que la notion de réserve fasse l'objet de statistiques. Ainsi, M. Carpentier (3) s'accorde que 70 % des réserves à l'Afrique du Sud, 20 % au Zimbabwe et 7 % à l'URSS.

En fait, les réserves sont substantielles - 3,2 milliards de tonnes - et, au rythme annuel de production, qui a doublé en vingt ans, on n'envisage pas leur épuisement avant un siècle. Mais ce qui compte n'est pas tant la géographie des réserves que la géographie de la production. Or celle-ci est très concentrée en Afrique du Sud, non seulement pour le minerai de chrome (ou chromite), mais aussi pour un produit de première transformation, le charge-chrome (un minerai riche en carbone), qui se substitue progressivement à la chromite. En 1984, l'Afrique du Sud a produit 3 millions de tonnes de charge-chrome, soit plus de 50 % de la production mondiale, et 440 000 tonnes de ferrochrome, soit plus de 50 % du

monde (voir le graphique II). En substituant le charge-chrome au minerai simple, la chromite, Pretoria a fait preuve d'une volonté stratégique consistant à compléter sa rente géologique par une rente industrielle afin de mettre en dépendance ses principaux clients, les pays industrialisés. Cette politique a consisté en un « squeeze » par le différentiel de prix : le prix de la chromite est ainsi passé (pour une tonne) de 100 en 1970 à 128 en 1977 et à 125 en 1983, alors que celui du charge-chrome stagnait à 107 en 1977 et à 95 en 1984 (4).

La vulnérabilité du charge-chrome à la chromite chez les sidérurgistes et les fabricants d'aciers spéciaux a été favorisée par les changements technologiques. Aujourd'hui, le charge-chrome contient de 8 à 12 % de carbone contre 10 % du minerai de chrome. Les sidérurgistes français - et européens - ont ainsi dû modifier leur stratégie d'approvisionnement en chrome. Ils ont dû acheter du minerai de chrome pour fabriquer des ferrochromes et progressivement remplacer la chromite par le charge-chrome. Ainsi, la consommation française de chromite a passé de 330 000 tonnes en 1970 à 256 000 tonnes en 1980 pour s'effondrer à 33 000 tonnes en 1983.

La dernière usine française de l'Afrique du Sud, dans le Gard, est le groupe Ugine-

en 1974-1975, au lendemain du premier choc pétrolier, pour faire face à la hausse d'organisation des producteurs de matières premières. Il s'agit d'une ambition de parer à une rupture de l'approvisionnement, dont la durée était évaluée à deux ans et demi. Les livraisons les plus diverses ont couru récemment sur le démantèlement d'une partie des stocks stratégiques des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Les sommes considérables ont été versées, et la gestion doit être dynamique pour éviter l'insécurité des matières premières avec une demande industrielle en constante évolution (5).

Les industries aéronautiques du nucléaire, de l'armement et du transport maritime sont de très gros consommateurs de chrome. Elles sont aussi de très gros consommateurs d'alliages sophistiqués dans lesquels le chrome - en association avec le nickel, le molybdène, le vanadium, le titane, etc. - occupe une place importante.

L'industrie aéronautique a elle seule représente 77 % de la consommation aux États-Unis en 1980. Les taux de progression de la demande de superalliages pour les avions militaires - et commerciaux - sont estimés à plus de 10 % par an d'ici à la fin de la décennie.

La recherche impose le chrome. Le chrome peut être considéré comme un métal stratégique par excellence, sinon le métal stratégique de référence. Les États-Unis l'ont compris depuis une quinzaine d'années et ont renforcé leur hégémonie sur le produit en aval, le ferrochrome, par une politique héritée et déterminée qui leur permet de contrôler aujourd'hui plus de 50 % du marché mondial. Pour la France, l'évolution des importations de ferro-alliages - essentiellement ferrochromes - en provenance de l'Afrique du Sud est éloquent : elles représentaient 35 millions de francs en 1974, 55 millions en 1980, 111 millions en 1982 et 471 millions en 1985.

Reste le seul moyen utilisé pour l'insécurité, la constitution d'un stock stratégique permettant de résister à un arrêt temporaire des livraisons de chrome. En fait, ce stock ne peut être considéré comme une politique en soi, à moins d'accepter la mise en dépendance organisée par le régime sud-africain.

(1) Voir Olivier Desouches, « Une dépendance en difficulté face aux pressions des milieux d'affaires », le Monde diplomatique, septembre 1985.

(2) USA in Economy of Chromium, Roskill Information Services, Londres.

(3) H. Carpentier, « La filière chrome : évolution ou révolution ? », in Matières premières, Mines et Carrières, mai 1985.

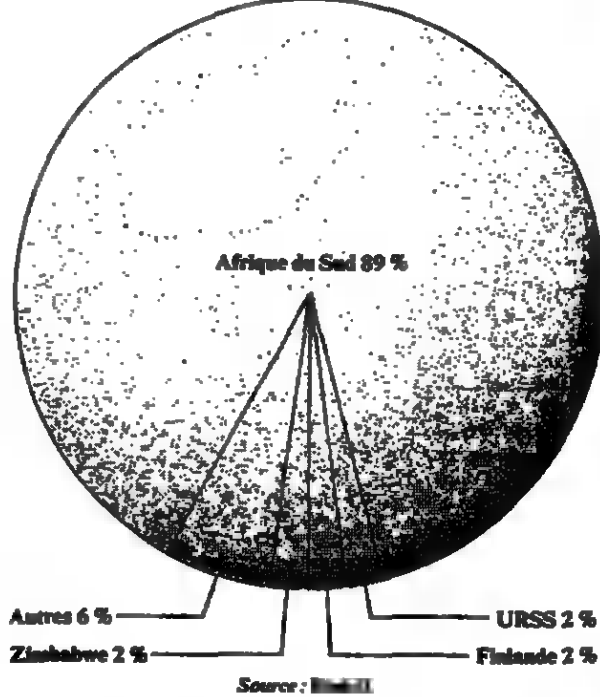
(4) H. Carpentier, op. cit. ; pour l'année 1985 il s'agit d'une évaluation à partir de Ph. Crowson, Matières premières 1984-1985, MacMillan, Londres, 1985.

(5) Annuaire des mines, novembre-décembre 1984.

(6) Metal Bulletin, n° 7029, 16 octobre 1985.

(7) Southern African Development Coordinating Conference (Conférence de coordination du développement en Afrique australe), Johannesburg, 1984. Voir aussi en 1980 par Paul Etienne - Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe - sources de l'affaiblissement de leur dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud. Voir le dossier « l'Afrique du Sud et ses voisins », le Monde diplomatique, juillet 1984.

RÉSERVES MONDIALES DE CHROMITE



Aciers de SACILOR, à l'origine de la fabrication de ferrochrome carbure, affiné et suraffiné par suite de l'écart trop faible entre les prix de l'importation de minerai de chrome et de ferrochrome en provenance d'Afrique australe (5).

Si la présence du minerai dans des zones politiques instables est l'un des critères qui permettent de juger de l'importance stratégique du chrome, il n'est pas sans de longs développements pour rappeler la précarité réelle dans cette zone de conflits qu'est l'Afrique australe.

L'avant-dernier paramètre touche aux possibilités de substitution. Selon de récentes études menées aux États-Unis par l'Office of Technology Assessment (OTA), un tiers de la demande de chrome pourrait être couverte par des matériaux de remplacement. En revanche, toute substitution supplémentaire d'un autre tiers de la consommation exigerait des modifications sur dix ans, notamment pour le secteur métallurgique. Mais pour assurer la sécurité à long terme, l'OTA recommande de mettre en valeur d'autres gisements de chrome dans des pays comme le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, la Turquie.

Le dernier critère, enfin, est celui des usages militaires. Il est sans doute difficile de cerner précisément les besoins, dans la mesure où les militaires ne publient pas leurs statistiques de consommation de métal. Mais, en tant qu'utilisateurs des matériaux et des alliages aux performances les plus contraignantes (chaleur, vitesse, corrosion, choc, milieux marins, etc.), les armées de tous les pays sont extrêmement sensibles à la maîtrise des matières premières entrant dans la composition des aciers alliés à hautes performances.

Les États-Unis disposent d'un National Defense Stock Pile, défini par les militaires, et qui garantit la fourniture par l'industrie des commandes de l'armée américaine. En France, il existe de même un stock stratégique - géré par le Groupe d'importation des métaux (GIRM) et tenu secret - à la définition duquel le ministère de la Défense participe. Cette réserve a été consti-

Tableau II - LE POIDS DE L'HÉGÉMONIE SUD-AFRICAINE

PRODUCTION MONDIALE DE FERROCHROME (en milliers de tonnes)			
Pays producteurs	1970	1980	1983
France	32	44	10
RFA	130	60	41
Suède	118	152	122
États-Unis	368	216	33
Japon	376	427	331
AFRIQUE DU SUD	123	795	635
URSS	170	610	610
Zimbabwe	80	260	140
Algérie	11	4	35
Brésil	3	102	80
Chine	30	91	118
Inde	15	20	45
Divers	-	-	-
TOTAL	1 643	3 075	2 531

TROIS CLIENTS DÉPENDANTS (Pourcentage des importations en provenance d'Afrique du Sud en 1984)		
	Chromite	Ferrochrome
Japon	50 %	65 %
États-Unis	80 %	58 %
France	75 %	63 %

Sources : United States Bureau of Mines, Mineral Yearbook, et International Institute of Steel Industry.

Tableau I - LE ROLE CROISSANT DES ACIERS INOXYDABLES DANS L'INDUSTRIE (Production occidentale, en millions de tonnes)

	1960	1970	1980	1981	1982	1983	1984 (*)
Europe	960	1 970	2 754	2 715	2 852	2 851	3 430
Japon	238	1 643	2 299	2 216	2 605	2 181	2 590
États-Unis	908	1 158	1 537	1 583	1 120	1 590	1 580
Autres	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	2 106	4 771	6 590	6 514	6 577	6 622	7 600

(*) Prévisions.

Sources : Roskill, Chromium 1984.

organisé
apartheid

Les affaires de 1983



discrimination

LE TRIANGLE PARIS-BAGDAD-TÉHÉRAN

Face aux régimes ennemis

(Suite de la première page.)

On comprend, dans ces conditions, que l'Irak ait accueilli avec satisfaction l'accord d'Alger qui, en 1975, mettait un terme au conflit frontalier entre ses deux partenaires. Il semble même que la France y prête la main en usant de son influence auprès de chacun. Il paraissait entrer dans une période sans nuages, où Paris pouvait développer ses relations avec Bagdad et Téhéran sans crainte de contradiction.

Jacques Chirac, alors premier ministre, établit, il est vrai, des relations personnelles particulièrement

diales avec le président irakien, M. Saddam Hussein, mais cela ne l'empêcha nullement de faire en Iran un voyage officiel qui fut considéré comme un échec.

En tout cas, la volonté française de respecter un équilibre entre les deux pays ne fut pas atteinte par les derniers avatars du régime du chah ni par la première phase de la révolution iranienne. Il faut se souvenir que l'Irak, comme la plupart des pays réputés « progressistes » du monde arabe, se félicitait, par principe, de la chute de la dynastie Pahlavi, et que les autres, réputés « modérés », les États riverains du Golfe, en particulier, ne s'opposaient pas à la fin des prétentions de l'Iran à l'hégémonie dans la région.

La vraie difficulté vint évidemment du déclenchement de la guerre, au mois de septembre 1980. Le président d'Elysée et son ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, s'efforcèrent certainement d'en tenir à une diplomatie d'équilibre entre les deux pays. Mais, très vite, on se rendit compte que ce rôle de médiateur d'armes françaises par l'Irak. Des armements étaient en cours, qu'il n'était pas question d'annuler, mais d'orienter vers l'Iran.

En réalité, la diplomatie française s'efforçait encore à l'équilibre. Son représentant aux Nations Unies, M. Jean-Pierre Lecoq, devant le Conseil de sécurité qui se tenait au même moment : « L'Irak a le droit à la souveraineté de son territoire, de ses communications, de ses richesses. Il a le droit naturellement de choisir sa propre forme de gouvernement. L'Iran a les mêmes droits. » Tout au plus un léger sursaut, car on sentait M. Tarek Aziz, ministre sur l'« amitié » de la France pour l'Irak, au moment où l'Elysée ne lui avait pas reçu par M. Chirac d'Estérog.

L'Iran réagissait avec une vigueur croissante aux informations sur la livraison de nouveaux avions Mirage à l'Irak, que le président Baïr Sadr, alors en fonctions, qualifiait d'« acte de guerre contre l'Iran », assurant que l'avenir des relations franco-iraniennes était « très sombre ».

En octobre, le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, vint en parler à Paris. Et d'abord déjà, pour le Parti socialiste, dans l'opposition, de s'opposer à la vente par l'Irak de relations françaises. Fin octobre, le bureau politique du PS publiait un communiqué dans lequel : « le gouvernement français profite de la situation pour poursuivre une politique irresponsable (...). Au lieu de se borner à des prises de position sans conséquences, le gouvernement français doit mettre les relations qu'il a avec le gouvernement de Bagdad pour déployer tous les efforts nécessaires à l'instauration d'un cessez-le-feu permettant un retour à la paix sur la base du respect du droit des peuples ». Dans le même communiqué, le Parti socialiste dénonçait vivement la signature d'un contrat de vente d'armes de 14,4 milliards de francs à l'Arabie saoudite.

En réalité, la diplomatie française s'efforçait encore à l'équilibre. Son représentant aux Nations Unies, M. Jean-Pierre Lecoq, devant le Conseil de sécurité qui se tenait au même moment : « L'Irak a le droit à la souveraineté de son territoire, de ses communications, de ses richesses. Il a le droit naturellement de choisir sa propre forme de gouvernement. L'Iran a les mêmes droits. » Tout au plus un léger sursaut, car on sentait M. Tarek Aziz, ministre sur l'« amitié » de la France pour l'Irak, au moment où l'Elysée ne lui avait pas reçu par M. Chirac d'Estérog.

L'Iran réagissait avec une vigueur croissante aux informations sur la livraison de nouveaux avions Mirage à l'Irak, que le président Baïr Sadr, alors en fonctions, qualifiait d'« acte de guerre contre l'Iran », assurant que l'avenir des relations franco-iraniennes était « très sombre ».



MM. JACQUES CHIRAC ET SADDAM HUSSEIN EN 1976
Une tradition de coopération déjà ancienne

tandis qu'on s'efforçait de maintenir le courant d'échanges entre les deux pays en dépit de la baisse brutale des exportations de l'Irak, de l'arrêt des livraisons croissantes de Bagdad et des réticences de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) à garantir le règlement des exportations françaises. Le président de la République lui-même, lors d'une visite officielle au Caire le 11 novembre 1984, définit la position officielle : « L'équilibre militaire entre le monde arabe et le monde persan doit être préservé. Nous ne voulons pas que l'Irak soit entraîné dans cette guerre. » Et, le 7 février 1983, le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, revenant sur les arguments justifiant l'appui de la France à l'Irak en déclarant qu'il s'agissait de « rester très proche du monde arabe ».

La guerre franco-irakienne, déclarait-il, aggrave certains problèmes qui se posent dans le monde arabe. Dans la mesure où l'Irak est revenu à la frontière déterminée par l'accord d'Alger, la poursuite de cette guerre apparaît aux Arabes comme une menace et un risque d'agression. Chaque pays arabe insiste pour que nous soutenions l'Irak se poursuivant, pour que les Iraniens, j'allais dire les Persans, ne se lancent pas, comme dans le passé, dans de grandes conquêtes vers l'Ouest. La décision française de prêter à l'aviation irakienne des avions Super-Etendard de l'aéronavale, équipée de missiles Exocet, symbolisait, par son aspect spectaculaire, cette politique d'aide à l'Irak, et la poussait jusqu'aux limites de la cobelligérance.

Le fait est qu'il existait désormais, en France, des tendances puissantes et divergentes : à l'appui d'un soutien

à l'Irak. Les milieux militaires et industriels les plus engagés dans la coopération avec l'Irak de ce pays se sentaient responsables de son économie en déclin, notamment les moments. Mais il était notoire que M. Claude Cheysson agissait dans le même sens. L'opinion française, avec ses principaux partis politiques, était d'ailleurs fondamentalement hostile au régime iranien et approuvait sans doute

l'orientation prise par la diplomatie française. A quoi s'ajoutait, pour certains de ses responsables, l'intention de compenser par le rapprochement avec l'Irak le rapprochement progressif mais indiscutable qui poursuivait avec la France.

Réserves et réticences à l'égard de cette politique furent longtemps les quelques spécialistes, tenus à la discrétion de leurs chefs officiels, ou de rares observateurs. Le président de la République tint pourtant à manifester sa prudence dès la fin de 1983, et, plus encore, dans les semaines suivantes. En octobre 1983, il tenta de faire adopter par le Conseil de sécurité des Nations unies une résolution condamnant « une agression immédiate des Iraniens dans la région du Golfe » et, de passage à Tunis où les représentants de la Ligue des États arabes se félicitaient de l'aide française à l'Irak, il tint à rappeler, en propres termes, que la France « n'est l'ennemie de personne », et donc pas de l'Iran.

Après d'un tel infléchissement de la politique française ? On put le croire quand M. Roland Dumas devint à son tour ministre des relations extérieures. Il passait pour partisan d'un réajustement, et il prit l'initiative d'un règlement du contentieux franco-iranien, alourdi par le non-remboursement par la France d'un milliard de dollars prêt à EURODIF, au temps du chah, par les Iraniens envers les entreprises françaises — mais dont la plupart furent réglées — et, plus encore peut-être, par les Iraniens de Téhéran qui imputaient un grand nombre d'attentats en territoire iranien aux activités de Moudjahidin du peuple, dont la direction se trouve sur territoire français. On n'en parla cependant qu'à l'annonce d'un règlement quand l'affaire des otages français du Liban prit toute sa dimension.

La solidarité des chiites libanais

C'est fut, pour beaucoup, une découverte : la communauté chiite libanaise — près d'un tiers de la population du pays — a été profondément influencée par la révolution iranienne et, par sa plus grande part, éprouve un égard de très forts sentiments de solidarité qui vont jusqu'à l'adhésion à des liens étroits, non seulement idéologiques et psychologiques, mais aussi politiques et militaires. Cette solidarité se traduit notamment par la participation de combattants libanais aux opérations contre les adversaires du régime l'ayatollah Khomeiny. Celui dirigé contre l'ancien premier ministre Choukri Bakhtiar — qui probablement à l'origine de l'enlèvement des otages français, considérés par leurs parents comme monnaie d'échange contre les agresseurs de M. Choukri Bakhtiar, emprisonnés en France. Par la suite, le Hezbollah, composé de groupes divers, mais tous indépendants les uns des autres mais également liés à l'Iran — en dépit des réserves qu'inspire à leur fédérateur, le cheikh

Fatollah, la théologie de l'imam Khomeiny, — s'est implantée dans une grande partie de la Liban et du Sud, et a substitué progressivement à l'autorité de l'organisation Amal. Ainsi se crée une structure politique et militaire nouvelle en Liban, qui apparaît en pleine lumière le lien entre la communauté chiite libanaise et la révolution iranienne. On le verra encore quand survint l'affaire des deux otages irakiens livrés par la DST à Bagdad : ni riposte, les ravisateurs furent le mort de M. Michel Seurat, et le retour en France des deux Irakiens devint l'une des conditions du règlement éventuel de l'affaire des otages français.

En outre, la politique française devra tenir compte de données plus complexes et plus contradictoires que celles qui déterminaient jusqu'ici. Les relations franco-iraniennes en 1988, sans doute la clé : on n'inverse pas, sans difficultés majeures, une situation qui prévaut depuis vingt ans et qui s'est accentuée singulièrement depuis cinq ans. Du reste, le capital politique accumulé durant cette période et les acquis économiques qui ont résulté peuvent aussi servir à une diplomatie qui trouverait un jour l'occasion d'agir en vue du règlement du conflit.

Mais l'importance stratégique de la politique de l'Iran dans la région ne peut plus être ignorée. Elle prolonge au Liban l'ont démontré de manière indiscutable et tragique : ni pour la France, ni pour l'Iran, ni pour l'Occident, on ne pourra l'oublier. Et, de toute manière, l'implication de la France dans la guerre entre l'Irak et l'Iran, comme les Iraniens du Liban, impose à la diplomatie française des choix auxquels elle ne pourra se refuser, car elle ne peut renoncer à être présente dans toute la région où elle a des intérêts à sauvegarder. Encore ne faut-il pas que ces choix soient exclusivement déterminés par les options idéologiques des pays concernés, par les renouveau de la politique intérieure française ou par les mouvements de l'opinion publique.

PAUL-MAHIE DE LA GORGE.

Trois ouvrages pratiques, utiles, actualisés, fiables



MODÈLES DE TABLEAUX DE BORD

pour gérer et contrôler la rentabilité de votre entreprise

- Un ouvrage à feuilles mobiles en trois volumes. 3136 pages
- 4 mises à jour par an à 2,50 F la page
- 995 F franco TTC



MODÈLES DE LETTRES

de Notes et de Documents pour tous les Services de l'Entreprise

- Un ouvrage à feuilles mobiles en un volume. Plus de 1 000 pages
- 4 mises à jour par an à 2,50 F la page
- 895 F franco TTC



RECUEIL DE DISCOURS

à l'usage des États et des Personnalités

- Un ouvrage à feuilles mobiles grand format 21 x 29,7. 1 036 pages
- 3 à 4 mises à jour par an à 2,50 F la page
- 895 F franco TTC

En plus de 900 tableaux, complétés par des exemples chiffrés, ce nouvel ouvrage de référence vous donne les moyens d'établir des diagnostics immédiats, et surtout fiables.

production, gestion commerciale, comptable, financière ou administrative : vous contrôlez vos coûts, analysez vos ratios, vous évaluez la rentabilité de vos clients, vous surveillez votre trésorerie, vos marges... et vos impayés ! Nouveau ! De la saisie des informations comptables à la gestion de vos stocks ou de votre personnel, des tableaux spécialement conçus vous aident à exploiter votre informatique à 100 %.

Petit test instructif : comptez le temps que vous passez chaque mois à concevoir, dicter, corriger... correspondance ! Voici aujourd'hui pour vous plus de 230 lettres déjà rédigées, à utiliser telles quelles.

Un modèle de lettre vous renvoie un fournisseur ou un mauvais payeur, réclamez une reconnaissance ou y répondez, plus de temps perdu à la recherche du mot juste. Un coup d'œil à l'index : vous avez en quelques secondes sous les yeux une lettre au style parfait, allant droit au but, adaptée à la circonstance et à votre correspondant. Une sécurité et de précieux gains de temps pour vous et votre secrétaire ! Pourquoi vous en priver plus longtemps ?

Résumez brillamment toutes vos interventions ! Ces modèles de discours permettent de prononcer le tout moment l'allocation qu'on attend de vous : cérémonies officielles, fêtes locales et nationales, banquets, manifestations culturelles ou sportives, anniversaires et manifestations d'écoules et visites, remerciements, allocutions au sein d'organismes publics professionnels ou privés...

Avec, en plus, tous les « trucs » d'orateur qu'un personnage doit se doit de connaître et deux index analytique et thématique pour trouver votre texte en quelques secondes.

Éditions WEKA, 12 cour St-Eloi, 75012 Paris
Tél. (1) 43.07.60.50

Bon de commande à renvoyer avec votre règlement aux Éditions WEKA, 12 cour St-Eloi, 75012 Paris

☐ Modèles de Lettres, de Notes et de Documents pour tous les Services de l'Entreprise : 895 F franco TTC. Mise à jour : 2,50 F franco TTC la page.

☐ Recueil de Discours à l'usage des États et des Personnalités publiques : 895 F franco TTC. Mise à jour : 2,50 F franco TTC la page.

☐ Modèles de Tableaux de bord pour gérer et contrôler la rentabilité de votre entreprise : 995 F franco TTC. Mise à jour : 2,50 F franco TTC la page.

☐ OFFRE SPÉCIALE. Économisez 500 F en commandant les 3 ouvrages au prix spécial de 2 295 F franco TTC (au lieu de 2 795 F).

* Prix au T.C.B.R. automatique de modification illimitée.

Mes garanties : 1. Ces trois ouvrages seront actualisés avant l'expiration de la garantie par un système automatique de compléments et mises à jour, de façon à vous offrir ce service à tout moment. Pas de minimum d'achat. 2. Si un ouvrage ne vous satisfait pas totalement, je vous le renvoie sous 15 jours pour des remboursements immédiats et instantanés.

☐ Je joins mon règlement de :
Nom : _____
Société ou organisme : _____
Adresse : _____
Tél. : _____
Date : _____
Signature : _____

Calendrier des fêtes nationales	
1 ^{er} - 30 avril	
4 HONGRIE	Fête nationale
4 SÉNÉGAL	Fête de l'indépendance
16 DANEMARK	Fête nationale
17 SYRIE	Fête nationale
18 ZIMBABWE	Fête nationale
25 SIERRA-LEONE	Fête nationale
25 PORTUGAL	Fête nationale
26 TANZANIE	Fête nationale
27 AFGHANISTAN	Anniv. de la rév.
27 TOGO	Fête nationale
29 JAPON	Anniv. de l'emp.
30 PAYS-BAS	Fête nationale

D'AUTRES PRISONNIERS DANS LE SUD DU LIBAN

De Beyrouth à Khiam, un même système

Par SONIA DAYAN,
PAUL KESSLER
et GÉRAUD
DE LA PRADELLE *

LES événements libanais de ces dernières semaines entraînent une diffusion d'informations relatives jusqu'ici trop confidentielles. Les enlèvements ont enfin présenté leurs deux aspects : leur généralité et la logique perverse qui les sous-tend. On a donc rappelé que cette pratique frappe, entre une vingtaine d'étrangers, des milliers de Libanais, dont beaucoup ont été assassinés, dont la plupart ont « disparu » — ce qui ne veut guère mieux — et qui ne sont à l'heure actuelle que des noms bien montrés sur une liste d'enlèvement participant d'un système où tout

se tient : où, par exemple, l'assassinat d'un Français et la capture d'autres Français répondent, au Liban, à la livraison d'opposants irakiens par la France. Un système où des êtres humains sont la monnaie d'échanges injustifiables.

Mais il manque un élément à cet affreux tableau. C'est à peine si l'opinion connaît l'existence des centres d'internement qui subsistent dans la « zone de sécurité » qu'Israël a taillée dans le sud du Liban. Ils sont pourtant partie intégrante du système : ils sont à la pression exercée sur les populations ; certaines de ces personnes enfermées dans ces centres ont été capturées en vue d'échanges qui ont effectivement eu lieu ; enfin, la libération de tous ces détenus qui s'y trouvent est exigée, semble-t-il, par ceux qui ont pris en otage une dizaine de juifs libanais, dont quatre ont été assassinés. Par ailleurs, ces lieux de détention font l'objet de renseignements

solides, glanés sur place pour le compte d'Amnesty International ou du Centre international d'information sur les prisonniers, déportés, disparus palestiniens et libanais (1).

L'effectif, qui fluctue selon les circonstances, des prisonniers détenus dans ces centres peut être estimé raisonnablement à plusieurs centaines de personnes en moyenne, dont quelques dizaines de femmes. Il s'agit de civils pris dans la population locale, principalement parmi les chiites, au cours d'opérations de police menées par la milice dite Armée du Liban-Sud (ALS), que contrôle Israël, soit directement par les forces israéliennes. La durée de détention de ces personnes, qui récemment encore était de trois à cinq mois en moyenne, tend actuellement à s'allonger ; certaines ont disparu, d'autres ont été transférées dans des prisons libanaises. Il faut noter que très peu d'entre elles ont été capturées les armes à la main. De toute manière, les arrestations ne s'accompagnent, en territoire libanais, d'aucune procédure légale (ni inculpation ni procès) ; par conséquent, depuis peu, des personnes transférées en Israël y ont été condamnées par des tribunaux militaires appliquant la loi israélienne.

Le principal centre d'internement se trouve dans le village de Khiam. Récemment agrandi, ce centre comporte une réalité très prisonnière. Mais Khiam n'est qu'un élément du dispositif : il existe beaucoup d'autres centres de détention, dont certains sont de moindre importance, dont certains sont identifiés, notamment à Bent-Jbel, Taybeh, Marjayoun, Qles'a, Kfar-Shuba, Jezzine...

Des témoignages nombreux et concordants révèlent combien la condition faite aux prisonniers est inadmissible. Le fait que l'accès de ces centres de détention soit interdit au Comité international de la Croix-Rouge, comme à toute organisation humanitaire, constitue la violation flagrante de

de ce qui s'y passe — la comme en trop d'autres lieux du Liban. Les personnes détenues souffrent d'une extrême promiscuité dans des locaux surpeuplés ; de sous-alimentation ; d'une absence totale d'hygiène et, sauf exception, de l'absence de soins médicaux. Certains détenus séjournent plusieurs semaines dans le plein air, dans des cages, entravés et couchant à même le sol. Surtout, les prisonniers subissent des humiliations et des sévices graves : coups ; sévices d'interminable durée ; enfermement dans des cages de métal ; interrogatoires répétés et conduits le plus souvent dans la torture, utilisant le classique traitement à l'électricité. Certains en sont morts, d'autres en ont été rendus infirmes.

MATÉRIELLEMENT. Les libanais sont infligés par les membres de l'ALS à des hommes qui sont ostensiblement leurs prisonniers. Mais l'ALS n'a aucune existence légale et, par conséquent, pas la moindre compétence pour arrêter, détenu, interroger qui que ce soit. En fait comme en droit, ces prisonniers sont faits assimilés aux détenus d'autres factions libanaises. D'un autre côté, il est établi de manière difficilement contestable que les hommes de l'ALS sont en réalité des militaires israéliens, qui président aux interrogatoires et décident du sort des prisonniers. Plus généralement, le fait indiscutable du caractère militaire de l'ALS exerce sur la « zone de sécurité » le rôle de territoire occupé au droit international. Ce fait d'occupation confère à Israël la responsabilité de la quatrième convention de Genève de 1949, relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre. Mais les autorités israéliennes ne font rien pour imposer le respect des dispo-

sitions de cette convention, qui interdit notamment les prises d'otages (art. 34), les violences (art. 27), la torture (art. 32) et le transfert hors du territoire occupé (art. 49), ainsi que des condamnations prononcées par des tribunaux siégeant sur le territoire de la puissance occupante et appliquant des règles non publiées en territoire occupé (art. 64, 65, 66). Le fait est que, à tous égards, les autorités agissent — par l'ALS interposée ou plus directement — comme une quelconque milice. C'est ainsi qu'elles ont impliqué depuis longtemps dans le pernicieux système des enlèvements, qui s'est généralisé au Liban, Israël, d'ailleurs, n'est manifestement pas le seul Etat étranger à participer d'une manière ou d'une autre à ce système.

Dans ces conditions, on n'est seulement en droit d'exiger du gouvernement d'Israël qu'il respecte les principes d'humanité élémentaires que la convention codifie. On doit aussi lui demander d'accepter, en libérant les prisonniers du Sud-Liban sans contrepartie immédiate, de contribuer à la libération générale des personnes illégalement détenues sur tout le territoire libanais. Il faut insister fortement sur ce point. Outre Israël — qui, une fois, n'est pas le seul Etat impliqué, — une exigence de toute partie tenant, à quelque fin que ce soit, des personnes irrégulièrement capturées : libérer unilatéralement des prisonniers, conformément au droit, à l'éthique, aux préceptes de toutes les religions, n'est pas une démarche utopique ; c'est le seul moyen d'échapper à la sinistre logique du système. Mais qui aura le courage, l'honneur et le bon sens de faire le premier geste indispensable ?

(1) La documentation correspondante peut être obtenue au Centre international d'information sur les droits humains de la Croix-Rouge, BP 335-16, 75237 Paris Cedex 16.

CONTRE LA TENTATION « SUICIDAIRE »

Un ancien responsable militaire israélien dénonce les thèses annexionnistes

Par
AMNON
KAPELIOUK

« JE reconnais le droit démocratique des juifs israéliens de provoquer leur suicide national. Cependant, je ferai tout mon possible pour les empêcher. » Cette phrase ironique, mais très explicite, commence un des livres les plus explosifs publiés en Israël ces dernières années (1) : « Son nom est Harkabi », de Harkabi, n'est ni un « affreux gauchiste », ni un « libéraliste qui ne combat pas les dures réalités », encore moins un « inconditionnel de l'OLP ». Il n'est autre que l'ancien chef des renseignements militaires au sein de l'état-major de l'armée israélienne, devenu aujourd'hui professeur de relations internationales à l'université de Jérusalem.

M. Harkabi est considéré en Israël comme l'un des figures marquantes de la pensée sur le conflit arabo-israélien, et, plus particulièrement, sur la question palestinienne. Pendant de longues années, il fut le porte-parole officiel de l'establishment. Pour la plupart, ses livres ont été publiés par le *Combat* (Combat), maison d'édition de l'armée, et ont été utilisés — certains comme manuels dans les écoles publiques. Depuis toute la période qui va de la guerre de juin 1967 à celle d'octobre 1973, le général Harkabi a servi de « couverture scientifique » au refus israélien de rendre les territoires occupés en échange d'une paix avec les Arabes (2). Son livre dénonce largement repris en Occident par les partisans de la politique israélienne.

Quelque quinze ans plus tard, il reconnaît dans son nouveau livre que « les politiques israéliennes pouvaient en effet trouver dans [ses] ouvrages des arguments pour leurs affirmations ». Mais, selon lui, la situation a changé : Israël n'est plus blanc comme neige, et les Arabes ne sont plus la cause de tous les maux au Proche-Orient : « C'est même l'Etat juif qui empêche un retour à la paix. On trouve ici méthodiquement rassemblées les raisons des « colomnes » et les annexionnistes et les extrémistes.

Dans le passé, par exemple, M. Harkabi se référait à la charte nationale palestinienne pour démontrer qu'un dialogue avec l'OLP était impossible. Aujourd'hui, il affirme : « Exiger un règlement du conflit sans l'OLP équivaut à ne pas chercher de règlement du conflit ». Il défend aussi le droit des Palestiniens à recourir à l'emploi des armes, face à la volonté israélienne de les chasser de la scène politique. « Que ferions-nous à leur place ? » demande-t-il, avant de poursuivre : « Les chefs de l'Irgoun et du groupe Stern [groupes terroristes juifs dissidents, dans la Palestine du mandat] doivent, cependant, lorsqu'ils parlent de leur héroïsme, que le nombre de leurs morts est — chiffres absolus — relativement — très minime par rapport à la longue cohorte de victimes palestiniennes tout au long de leur lutte nationale. »

A ceux qui préconisent l'expulsion des Palestiniens de leur patrie pour mettre un terme définitif au conflit, il rétorque que la conséquence inévitable serait l'« expulsion d'Israël du Proche-Orient ». Il réagit vigoureusement, en s'appuyant sur de nombreux faits, les thèses annexionnistes suivies lesquelles s'est créée une situation irrémédiable dans les territoires occupés depuis 1967. Si un million de Français ont quitté l'Algérie en 1962, on ne voit pas pourquoi trente mille juifs en Cisjordanie ne seraient pas réadmis. L'annexion de la Cisjordanie et de Gaza équivaudrait, quant à elle, à un « suicide national » : elle « démolirait Israël des frontières plus commodes, mais on ne peut douter qu'il y ait encore un Etat pour la défendre ».

M. Harkabi rappelle opportunément que, « dans des situations de mysticisme national-religieux, certains individus ou certains groupes peuvent être entraînés à des actes de suicide collectif », et de citer l'exemple de Kookheba, le héros légendaire de l'histoire juive, chef de la deuxième révolte contre les Romains (132-135), qui fut, selon lui, un aventurier irréaliste n'ayant apporté que des malheurs à son peuple. M. Harkabi s'élève aussi contre la politique hostile à l'égard de l'URSS, une « grande puissance qui compte dans la région ».

Le chapitre sur le judaïsme national-religieux est l'un des plus fournis (quatre-vingt pages). Tout au long du livre, l'auteur cite des extraits de la Halakha (loi rabbinique), utilisée par certains rabbins pour justifier le racisme à l'égard des « gentils ».

« Tu es un non-juif, n'est-ce pas un assassin ? » dit l'un d'eux, tandis qu'un autre conclut : « Lorsque'un non-juif est en détresse, il ne faut pas lui porter secours. » Le rabbin Kahana n'est pas tombé du ciel...

Ici, l'intention de l'auteur est, selon ses propres termes, de « révéler » l'opinion de lui-même prendre conscience du danger que représente l'idéologie de certains rabbins.

M. Harkabi ne se contente pas non plus ses mots quand il parle de la droite nationaliste. Il rappelle les tentatives des chefs du groupe Stern (dont M. Shamir) de forger une alliance avec les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale (3). En revanche, l'ancien chef des renseignements est très indulgent pour les travaillistes, alors que ce sont eux qui ont inauguré la politique d'annexion rampante des territoires occupés.

La conclusion est claire : remettre à plus tard le règlement du conflit équivaut à ne pas chercher de règlement du conflit pour l'Etat d'Israël, car le temps ne joue pas en sa faveur — surtout après le cuisant échec au Liban. Il lui faut donc plus de souplesse et de réalisme, et cela pour assurer sa survie.

(1) Yehochafat Harkabi, *Décision fatale*, Am-Oved (travaillistes), Tel-Aviv, 1986, 360 pages.
(2) Cf. Amnon Kapeliouk, *Israël, la fin des mythes*, Albin Michel, Paris, 1975, p. 51-53.
(3) Cf. Amnon Kapeliouk, « Politique mystique en Israël », *Le Monde diplomatique*, 1984-1985, la douloureuse philosophie de M. Shamir, *Le Monde diplomatique*, décembre 1983.

Your best tax-free buy is not available onboard

VOLVO
Tourist Diplomat Sales

Pour recevoir la documentation sur les modèles et services Volvo, envoyer à : **VOLVO FRANCE - Service TDS - 138, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris - Tél. : 42.25.60.70 - Téléc. : 642 932**

NOUVELLES ALERTES

Le président Moubarak, otage de la politique d'ouverture

La mutinerie au sein de la police, fin février 1986, a pris au dépourvu les observateurs de la vie politique égyptienne pourtant attentifs aux risques d'embrasement pouvant mettre en difficulté le régime du président Moubarak. Même s'il n'a pas eu de prolongement populaire, le mouvement n'en a pas moins traduit la tension diffuse qui règne dans ce pays en proie à de dramatiques difficultés économiques.

Par SAMIR KASSIR

Que l'Égypte soit entrée dans une nouvelle période de turbulences, personne n'en doute depuis les événements de l'automne dernier : raid israélien sur le siège de l'OLP à Tunis, détournement de l'*Achille Lauro* et, bien sûr, l'affaire du *Libra* « fou » du Sinaï, Soliman Khater, qui n'avait hésité à tirer sur un groupe de touristes israéliens. Chaque fois, la réaction de la rue dépassait par son ampleur la portée immédiate de l'événement. C'est ainsi que lors des manifestations de protestation contre le bombardement du QG de l'OLP, les slogans nationalistes s'accompagnaient rapidement d'une condamnation du régime (1). Et lors des troubles à l'université de Zagazig, les étudiants réclamaient le démantèlement de l'établissement (2). La situation économique et les problèmes universitaires et administratifs. Au début de cette année, des grèves ouvrières, brutalement réprimées, vinrent confirmer l'existence d'une crise profonde, la mutinerie dans la police comme un signal d'alarme.

Dans ce contexte, la rationalisation du fonctionnement économique, formule magique du régime politique, revêt un caractère d'urgence prononcé. Le pouvoir semble en être conscient. Ainsi, le président Moubarak a-t-il consacré la majeure partie de son discours devant les deux Chambres réunies le 11 mars, deux semaines après la mutinerie, à la police, à l'évocation des difficultés économiques, à la nécessité d'appliquer des remèdes efficaces et prometteurs, à sa manière, « du sang et des larmes ». La désignation d'un technocrate, M. Ali Loutfi, à la tête du gouvernement, lors du remaniement ministériel de septembre, témoignait déjà de cette volonté de promouvoir la réforme. Le discours officiel devait broder pendant des mois sur le thème du « grand réajustement » invoqué par le président Moubarak — ce qui, au demeurant, fit la joie des cercles de l'opposition. Dans le même esprit, les autorités lancèrent une campagne pour le remboursement des dettes de l'Égypte. Mais le comportement du pouvoir paraît relever de l'incantation, dans la gestion, à l'heure où les difficultés s'amoncellent, notamment en raison de la chute du pétrole.

du secrétaire adjoint pour les affaires du Proche-Orient, M. Richard Murphy, que les États-Unis avaient décidé de libérer 10 millions de dollars sur cette « rallonge ».

Selon des observateurs occidentaux, les États-Unis s'efforceraient désormais d'orienter leur assistance en direction du secteur privé qui absorbe 25 % des allocations américaines, voire de 30 % dans les années à venir. Ce choix est dicté, entre autres, par la rhétorique qui l'enveloppe, par les pesanteurs bureaucratiques de l'administration égyptienne. Mais il est évident qu'il s'agit aussi, et surtout, de renforcer par ce canal l'influence américaine sur le fonctionnement interne de l'économie. À l'heure où l'on parle de la nécessité de rendre la politique d'ouverture (*infithah*) productive.

ont jusque-là hésité à renoncer franchement au contrôle des prix, devant les risques qu'une telle mesure pourrait susciter.

Près de 10 millions d'Égyptiens vivaient aujourd'hui au-dessous du seuil de la pauvreté, cependant qu'une minorité de parvenus réussissait à s'enrichir. Le spectacle des « quartiers informels », qui grossissent tous les jours Le Caire, métropole de quatorze millions d'habitants pour en abriter deux millions, donne une idée de cette précarité dont même les classes moyennes ne sont plus à l'abri. Dans ces conditions, on redoute désormais que les tentatives d'ouverture n'aboutissent à une déstructuration spontanée et destructrice, d'autant qu'aucune force politique, pas même le régime, n'a convenu d'appeler islamiste, n'est en mesure d'encadrer

convictions religieuses. Soucieux de ménager tous les intérêts, le président Moubarak s'est efforcé, à la suite des dernières émeutes, de renforcer la sécurité de manœuvre de l'opposition, qui n'est néanmoins confinée dans une sorte de « démocratie journalistique ». Sans doute entendait-il aussi briser, de cette manière, le pouvoir que lui imposent les « barons » du sadatisme, alors qu'il a déjà échoué par deux fois face à la gauche appelée la « mafia de l'infithah » : lors des élections de 1984, puis en 1985, il a tenté de mettre fin à la spéculation sur le change.

Face à ces « barons » qui accepteraient volontiers un libéralisme économique libéré, M. Moubarak a insisté sur l'importance du pluralisme politique dans une Égypte qu'il voudrait réconcilier avec le passé — lui-



« PRÊT-À-PORTER POUR FEMMES VOILÉES », AU CAIRE. La tradition au service de la consommation.

(Samir Kassir)

Le deuxième bénéficiaire de l'aide américaine

LES principales sources de revenus de l'Égypte depuis dix ans ont en effet été touchées par la baisse du prix du pétrole. Les revenus de fonds des émigrés sont plus précaires que jamais, puisque les pays du Golfe, producteurs d'or noir, ont ainsi que l'Égypte, entrepris de réduire les effectifs de la main-d'œuvre étrangère qui avait afflué au début des années 70 (2). Les rentrées du canal de Suez sont en baisse. Et, bien entendu, les exportations égyptiennes de pétrole représentent beaucoup moins. Le manque à gagner sera, jusqu'en juillet, de 700 millions de dollars, et de 1,2 milliard de dollars sur l'ensemble de l'année 1986, a annoncé le président Moubarak dans son discours.

Le potentiel économique, déjà pesamment entamé, est lourdement grevé par le poids d'une dette extérieure qui dépasserait les 30 milliards de dollars, bien que son montant exact soit matière à controverse. Selon un rapport récent du Fonds monétaire international, elle s'établirait en fait à 32,5 milliards de dollars, dont la moitié seulement sous forme de crédits à long et moyen terme, l'autre moitié englobant les crédits à court terme et la dette militaire. Ce chiffre est corroboré par une déclaration du ministre du plan, qui annonçait le 23 février dernier aux députés que la dette civile avait atteint, au 30 septembre 1985, 25 milliards de dollars. Elle peut même être de comparaison, car, en 1971, la dette militaire civile du pays s'élevait à 1,4 milliard de dollars égyptiens. L'importance de la dette à court terme signifie que le poids de la dette s'alourdit pas seulement l'avenir à long terme de l'Égypte, mais, pour ainsi dire, le fonctionnement routinier de l'État. En outre, le service de la dette s'alourdit rapidement, si ce n'est déjà fait, le service des intérêts de la dette tendant vers zéro, malgré la poursuite d'une aide américaine massive.

« L'assistance américaine pour la conduite de l'accoutumance : vers les infections de foyers, vers le manque », juge M. Hilmi Mourad, ancien ministre et secrétaire général du Parti socialiste du travail. De

fait, l'Égypte est devenue le deuxième bénéficiaire de l'aide américaine, après Israël. Pris du tiers de la dette publique extérieure est due aux États-Unis. Selon le *Financial Times*, le montant de l'assistance américaine est dix fois (1975-1985) celui de 10,897 milliards de dollars, compte non tenu des facilités militaires (3). En 1986, l'aide programmée se monte à 1,3 milliard de dollars, auxquels s'ajoutent 1,175 milliard de dollars au titre de l'aide militaire. Il s'agit des mêmes chiffres que ceux de 1985. Toutefois, il faut noter que Washington avait accordé une « rallonge » de 500 millions de dollars (comptabilisée dans ce calcul) pour les deux années 1985 et 1986, mais qui avait été bloquée, officiellement, à cause du retard du gouvernement égyptien à mettre en place des réformes économiques, mais sans doute aussi pour accélérer les négociations avec Israël sur l'occupation de Taba. Or l'on a appris, venant de la capitale du Caire

L'aide au secteur privé est, du reste, l'une des tâches que le président Moubarak a fixées à son gouvernement, dans le cadre de la réforme économique du mois de mars, en annonçant la levée de toutes les entraves qui empêchent son essor et en lançant sur la scène internationale une campagne aux États-Unis. Mais s'il s'agit d'une « rationalisation des dépenses » qui risque de se révéler la mesure la plus lourde des conséquences. Le gouvernement ne l'ignore pas, qui a dû recourir à un moyen détourné pour doubler le prix du pain : un « pain amélioré » a fait son apparition, et est bientôt devenu indisponible dans la plupart des boulangeries. Mais les tarifs des services publics restent très bas et les autorités

une action populaire pour augmenter le grand ampleur. À coup sûr, le courant islamiste s'appuie sur un terrain culturel très favorable, mais le triomphe des normes islamiques, comme le port du voile, répond aussi à une préoccupation d'ordre social. Pour certains, par exemple, l'opposition à la loi sur le divorce n'est pas cause première dans la crise du logement. En tout état de cause, la palette islamiste semble prête à s'accommoder, en cas de crise du régime, d'un « scénario à la pakistanaise », mettant en scène un mouvement autoritaire de l'armée, paré d'un puritanisme religieux et franchement pro-américain. Le ministre de la défense, le maréchal Abou-Ghazalah, ne se prive pas de faire étalage de ses

références à la révolution wahdite de 1919 comme de la révolution de 1952, sans renier l'héritage sadatiste (4). Mais c'est une Égypte à bout de souffle.

- (1) Cf. Mohamed Sid-Ahmed, « L'Égypte en quête de paix », *Le Monde diplomatique*, février 1986.
- (2) Voir les articles consacrés au « choc pétrolier » rebours dans les monographies du Golfe, en particulier celui de Gilbert Baugé : « Cinq millions de travailleurs immigrés dans l'incertitude », dans *Le Monde diplomatique* de mars 1986.
- (3) *The Financial Times*, 12 mars 1986.
- (4) Sur les racines historiques des actuels partis égyptiens, voir le livre de Mohamed Sid-Ahmed, *L'avenir du système des partis en Égypte*, Le Caire, 1984 (en arabe).

Dans les revues...

Un article de Maarten Huygen dans *FOREIGN POLICY* rappelle que la décision, en novembre dernier, d'installer quarante-huit missiles de croisière aux Pays-Bas pour l'OTAN est une « victoire à la Pyrrhus ». Le même numéro contient un long article de William H. Kincaid qui critique l'attitude du président Reagan dans les relations stratégiques avec l'URSS, et deux études sur la mise en œuvre de la « doctrine Reagan » : en Angola et au Cambodge. (Printemps 1986, trimestriel, 5,25 dollars. — P.O. Box 984, Farmingdale, N.Y. 11737, États-Unis.)

Sous le titre « Mémento défense - désarmement 1986 », *GRIP INFORMATION*, revue du Groupe de recherche et d'information sur la paix, rassemble l'essentiel des faits, chiffres et tendances récentes sur les armements et les problèmes de défense dans le monde. (Juin 1986, bien documenté et d'accès aisé. (N° 7, hiver 1985-1986, trimestriel, 44 F. — 33, rue Van-Hoede, B. 1030 Bruxelles.)

DÉFENSE NATIONALE publie le texte d'une conférence prononcée par le général Jean Fleury sur l'évolution des armes nucléaires, pendant que Philippe Forget présente des « éléments pour une analyse politico-stratégique de l'OTAN ». Le même numéro rassemble sept articles fort bien documentés sur la Scandinavie. (Mars, mensuel, 35 F. — 1, place Joffre, 75700 Paris.)

Sur le thème « les impasses du libéralisme », *RAISON PRÉSENTE* fait le point sur les ambiguïtés et confusions entretenues autour des idées libérales en France et dans le monde. (N° 78, deuxième trimestre 1986, trimestriel, 48 F. — Nouvelles Éditions rationalistes, 14, rue de l'École-Polytechnique, Paris-6.)

Un numéro particulièrement substantiel de la *NOUVELLE REVUE SOCIALISTE* : « le libéralisme dans le monde, ses échecs, ses ambiguïtés ». Vingt-deux contributions, de Colette Audry à Jean Ziegler (janvier-février, trimestriel, 10 F. — 10, rue Solferino, 75333 Paris Cedex 07.)

« La modernisation : enjeux et questions » : c'est le thème du dossier du numéro des *TEMPS MODERNES*, centré sur les

problèmes posés au syndicalisme par la nouvelle organisation du travail et les nouvelles technologies. (N° 476, mars 1986, mensuel, 30 F. — 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)

Dans l'ARTICLE 31, la revue de l'enquête sur le terrorisme en Belgique, ses liens avec l'extrême droite et avec certains secteurs de l'État. (N° 17, mars 1986, mensuel, 15 F. — Boîte postale 423, 75227 Paris Cedex 11.)

Une « politique à été suscitée par *THE ECOLOGIST* en publiant, quelques mois, une mise en cause de la Banque mondiale, accusée de favoriser l'appauvrissement et la famine en Afrique. Les projets qu'elle finance dans le tiers-monde. Le dernier numéro de la revue comporte des réponses du cabinet de M. Thatcher, du ministre du développement outre-mer, et surtout de M. Jose Botago, vice-président de la Banque mondiale, mais aussi d'autres articles qui, à travers des études de cas, mettent en cause la politique générale de la Banque. (N° 5-6, trimestriel, 8 livres sterling. — Worthingdale Manor Farm, Camelford, Cornwall PL32 9TT, United Kingdom.)

Un remarquable exemple de coopération franco-britannique : à la suite d'un article spécialement rédigé par David Green, *FUTURIBLES* présente, en traduction française, une sélection d'articles de la revue anglaise *FUTURES*. Celle-ci publiera prochainement, en anglais, des articles sélectionnés dans *FUTURIBLES*. Une lumineuse occasion de saisir deux approches différentes d'une même discipline. (Février, mensuel, 43 F. — 55, rue de Valenciennes, 75341 Paris Cedex 07.)

LE COURRIER DES PAYS DE L'EST fait le point sur le marché de l'électronique en Chine. (N° 363, février, mensuel, 41 F. — La Documentation française, Paris.)

PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX rassemble, dans un cahier, près d'une vingtaine d'articles, dont une grande majorité tirés de la presse de Hanoï, autour du thème « Le Vietnam dix ans après : bilan et perspectives ». Des points de vue que l'on n'a pu l'occasional de connaître. Une lecture ultérieure est

à la question allemande. (N° 531 et 532, 7 et 21 mars 1986, bimensuel, le numéro 16 F. — La Documentation française, Paris.)

M. Alan García président du Pérou, explique dans *CUADERNOS AMERICANOS*, sa politique économique quant à la dette de son pays. (N° 1, vol. CCLXIV, janvier-février, trimestriel, 100 F. — ANCO, 18, rue de la Vallée, D.L. Benito-Juarez, 03100 Mexico D.F.)

IMPACTS, revue de l'université catholique de l'Ouest, consacre un numéro spécial au Paraguay, la plus vieille dictature latino-américaine. (N° 3, trimestriel, 30 F. — B.P. 808, 49005 Angers Cedex.)

Une nouvelle revue, *AMERICAS LATINAS*, (en français), sous la direction de Jean-Louis, un article sur Gabriel García Márquez et une étude de Serge Dancy sur le cinéma latino-américain. (N° 2, mars, mensuel, 10 F. — 22, rue Beffroy, 92200 Nanterre-Seine.)

Le livre « Fidel et la religion », ainsi que la nouvelle politique de La Havane à l'égard de l'Eglise, sont longuement analysés par François Fournier et René David dans *CULTURES ET FOL*. (N° 106, février-mars, bimensuel, 20 F. — 5, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon.)

Dans LE MOIS EN AFRIQUE, M.-K. Biyyiya, enseignant à l'université de Lumumbashi présente des réflexions et suggestions en vue d'un système africain de sécurité collective régionale qui permettrait à l'Afrique de défendre l'intégrité des États membres, leur souveraineté et leur indépendance. C'est pour le même objectif que Maurice Aghazam Clegh, professeur à l'université Paris-I, conçoit un projet de réforme pour une OUA opérationnelle. (Février-mars, bimensuel, 55 F. — 8, rue Mandar, 75002 Paris.)

Dans AFRIQUE ET DÉVELOPPEMENT - AFRICA DEVELOPMENT, Najib Akkabi montre comment le modèle dominant de développement agricole, largement suivi dans le tiers-monde, conduit à la dépendance alimentaire, qu'elle-même contribue à aggraver

la dépendance financière. En son préface, Fayçal al-Khatib se livre à d'intéressantes réflexions sur la « crise » de l'économie du développement qui met en question bien des théories officielles en vogue. (Vol. X, n° 3, 1985, trimestriel, 35 F. — Coderia, BP 3304, Dakar, Sénégal.)

La REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES consacre un numéro spécial à « La paix faillie » : l'Égypte face à Israël. Avec des études sur les rapports entre le Caire et l'OLP, l'image des Palestiniens dans l'opinion publique, des prises de position de responsables politiques et de nombreux textes de personnalités aussi diverses que le pape Chénouda III ou Youssef Chahine, la revue offre un large panorama de l'évolution récente de l'Égypte. (N° 19, printemps, trimestriel, 70 F. — Éditions de Minuit, Paris.)

AL YASSAR AL ARABI, « La gauche arabe », analyse la situation économique de l'Égypte à la lumière de l'opposition, incapable de définir une orientation face au régime de M. Moubarak. (N° 76, mars 1986, mensuel, en arabe, 10 F. — 29, rue de Clugny, 75010 Paris.)

La REVUE DE LA PRESSE ÉGYPTIENNE publie, entre autres, un recueil d'articles : « le procès des banques du Caire », qui commencent en 1984, se poursuivent en 1985, et se termineront en 1986. (N° 18, trimestriel, 100 F. — Maison de la Méditerranée, 11 et 5, avenue Pasteur, 13621 Aix-en-Provence.)

Pour en finir avec une lecture uniquement confessionnelle de l'histoire libanaise ? Un article stimulant d'Elizabeth Picard dans le cadre d'un numéro spécial de *RECHERCHES INTERNATIONALES* consacré au Proche-Orient. (N° 18, quatrième trimestre 1985, trimestriel, 57 F. — 64, boulevard Auguste-Bianqui, 75013 Paris.)

Une étude sur l'industrialisation en Turquie et une autre sur le rôle du parti Baas sont publiées dans les *ANNALES DU LEVANT*, revue qui vient de naître. (N° 1, 1985, trimestriel, 30 F. — Interdisciplinaire de

PRODUITS DU TERROIR

MERCUREY A.O.C.

Vin de France, appellation d'origine contrôlée, expédition en cisternes de 12 bouteilles, TTC France domicile.

Tarif sur demande : Tél. (03) 47-13-94

Louis MOOREN, vigneron, 71600 MERCUREY

كتاب النحل

NOUVELLES ALER
olitique d'ouverture

EN ÉGYPTE

La chute des revenus extérieurs frappe une économie sans ressort

Par
MAHMOUD
ABDEL-FADIL *

L'EXPANSION de l'économie égyptienne dans les années 70 a été largement tributaire des relations avec l'étranger. Pétrole, canaux de Suez et, bien sûr, aide extérieure sont en effet devenus les principales sources de revenus du pays, comme le témoigne le rapport de la Banque mondiale sur l'Égypte de janvier 1983. On peut voir le résultat de la « politique d'ouverture » (infitah) inaugurée par le président Sadat en 1974, au lendemain de la guerre d'octobre.

Le pétrole (avec le gaz) apparaît, du point de vue financier, comme le secteur dominant de l'économie : la production a passé de moins de 10 millions de tonnes en 1974 (ce qui représentait alors une valeur de 800 millions de dollars, aux prix mondiaux) à plus de 32 millions en 1981 (une valeur d'environ 1 milliard) en 1981. En 1974, la croissance annuelle enregistrée au cours de cette période a été de 27 %.

Production intérieure en déclin

REFLÉTANT le « degré d'ouverture » du système économique, l'évolution de la production intérieure a subi une transformation radicale sous le régime de Sadat, et plus particulièrement, dans la période 1974-1980 (voir le tableau ci-dessous). Mais la composition des revenus extérieurs a subi des fluctuations cycliques nettes, surtout en ce qui concerne les exportations de pétrole brut et les transferts des travailleurs émigrés.

Le volume très important des ressources exogènes, joint à l'aide étrangère qui a permis un rythme extraordinairement élevé pendant les années 70, a entraîné une forte dépendance de l'économie égyptienne, avec des niveaux élevés de consommation et d'importations. Mais ces développements ne signifient pas nécessairement qu'elle a réalisé de bonnes performances dans les années 70, même si certains analystes y voient des indicateurs de succès. En fait, il y a assez d'évidences statistiques pour montrer le déclin relatif des revenus de la production de base, agriculture et industrie.

Ainsi, la production de blé oscille sur l'ensemble de la période 1973-1979 entre 1,8 million de tonnes par an. Dans le même temps, la production annuelle de riz reste de l'ordre de 2,3 à 2,5 millions de tonnes (1). Quant au

Les transferts des travailleurs émigrés ont également un bon rendement, passant de 150 millions de dollars en 1974 à 2,8 milliards en 1981. En dollars constants, l'augmentation annuelle des transferts a été d'environ 32 % pour la période. Quant au canal de Suez, ouvert en 1975 et élargi, il a rapporté en 1981 des revenus de l'ordre de 900 millions de dollars.

Enfin, les investissements étrangers directs et les crédits multilatéraux nets ont considérablement augmenté. L'évolution a particulièrement favorisé quand on établit une distinction entre les dons et les prêts figurant dans la balance des paiements au milieu des années 70 et le flux de capitaux plus importants de la période 1978-1981 destinés aux projets de développement.

Tout cela fait que les ressources exogènes occupent une place privilégiée dans l'économie égyptienne. Selon les estimations de la Banque mondiale, le ratio de ces ressources exogènes (aide et transferts étrangers inclus) au total des ressources disponibles, est passé d'environ 6 % en 1974 à 45 % en 1981 : c'est là une des proportions les plus élevées dans le monde.

domestique durant la seconde moitié des années 70.

Il convient, d'autre part, de mesurer l'impact des changements intervenus dans la politique d'infitah sur la balance commerciale. Les statistiques disponibles montrent que le revenu de l'exportation des importations par les exportations est tombé de 78 % en 1970 à 37 % en 1978, alors que la forte hausse du volume et du prix des exportations pétrolières en 1977, 1980 et 1981.

D'une manière générale, on peut les ressources exogènes qui ont permis d'atteindre le haut niveau de croissance de l'économie de 1974 à 1981. On ne peut pas aujourd'hui être optimiste. En effet, les indicateurs économiques montrent que le déclin des ressources exogènes a commencé au milieu des années 80. C'est tout à fait net dans le cas des transferts des travailleurs émigrés, qui ont été la plus importante source de revenus. La demande de main-d'œuvre égyptienne a commencé à se réduire dans les pays du Golfe, surtout pour ce qui concerne les emplois non qualifiés ou semi-qualifiés. Trois facteurs principaux ont joué en ce sens :

- l'« effet de saturation », dû à la mise en œuvre du boom de la construction dans les États du Golfe. La plupart de ces pays auraient achevé leurs projets d'infrastructure à grande échelle (réseaux routiers, ports, aéroports, complexes résidentiels et administratifs) ;

- la substitution du « travail asiatique » au « travail arabe » - et, par conséquent, égyptien - dans la plupart des pays du Golfe. Cette tendance est la plus sensible dans les secteurs de la construction et des services ;

- la baisse des revenus du pétrole dans la plupart des pays arabes producteurs.

Mais, alors que les revenus risquent de se réduire drastiquement, la dette extérieure ne s'allège pas. Selon les projections de la Banque mondiale, l'Égypte de service de la dette devait s'élever de la manière suivante au milieu des années 80 :

Indicateurs	1973-1979	1979-80
Exportations de biens et services	14,6 %	43,8 %
Importations de biens et services	21,5 %	53 %
Déficit d'ouverture de la balance commerciale (en pourcentage de l'ensemble des biens et services)	35,6 %	96,8 %
Flux annuel brut de capitaux étrangers	10,4 %	17,6 %
Déficit privé de capitaux étrangers (en pourcentage du flux annuel total)	0 %	25 %

Source : A. Bhattacharya et W. Grais, *A Modeling Framework for Macro-Economic Policy of Egypt*, 1982, Washington, D.C., Banque mondiale, Washington, février 1982.

La politique d'ouverture mise en œuvre durant l'ère du pétrole arabe a provoqué, entre autres, une poussée des activités de construction et des travaux publics, depuis le milieu des années 70. Mais, en fait, le boom de la construction a généré une propre dynamique, avec des effets démultipliés partout. Alimenté en particulier par les transferts des travailleurs émigrés, il a entraîné de fortes tendances spéculatives dans le système économique. Par exemple, le prix des terrains a augmenté dans plusieurs villes à des proportions variant entre 10 % et 60 % par an au cours de la période 1973-1981.

En retour, la spéculation immobilière a abouti à une hausse en flèche des revenus de la richesse de certaines catégories de la population. Néanmoins, la plupart des Égyptiens à haut revenu échappent aux impôts établis de fausses déclarations dans lesquelles ils ne reconnaissent que des profits minimes, quand ce ne sont que des pertes. Le dernier phénomène est corroboré par la très lente croissance des recettes fiscales (en prix constants) perçues auprès des professionnels libéraux d'une manière plus générale, par la stagnation des rentrées au titre de l'impôt sur le revenu.

La fin de l'« état de grâce »

La politique d'infitah a également abouti à une aggravation de l'écart des revenus au sein de la société égyptienne. Ce qui a conduit, en retour, à l'émergence d'une dualité socio-économique d'un type nouveau, marquée par la notion d'« état de grâce » familière aux économistes. Ainsi l'économie nationale paraît déconnectée de la réalité sociale (et pas non plus fait fictif) :

- le « secteur indigène », qui englobe les entreprises et activités héritées de l'ère nassérienne et tendant à être absorbées purement et simplement par le secteur privé ;

- le « secteur d'ouverture », qui englobe les entreprises et activités nouvelles de l'infitah. Le niveau élevé des revenus et des bénéfices y reflète la forte rentabilité des activités étrangères et mixtes. Les fonds alimentant une expansion proviennent, pour la plupart, des transferts des émigrés.

L'écart entre ces deux domaines ne fait que s'élargir, et la population active se divise en deux groupes distincts et séparés.

C'est dans ce contexte que l'économie devra faire face à plusieurs défis macro-économiques majeurs dans la seconde moitié des années 80. Le premier a trait à un caractère très spécifique des revenus des exportations pétrolières. En réalité, ces revenus représentent un grignotage, une « décumulation » de la richesse de la nation, en raison du processus de tarissement systématique des ressources énergétiques. De fait, les réserves sont pratiquement épuisées à la fin des années 80. En deuxième lieu, on ne doit pas oublier les transferts des travailleurs émigrés, les revenus du canal de Suez et l'aide étrangère sont extérieurs à l'économie nationale, puisque totalement

indépendants de la production domestique. Comment alors l'économie égyptienne pourra-t-elle s'accommoder de la chute de ces ressources exogènes, alors qu'elles ont été depuis une dizaine d'années le principal facteur de croissance de la consommation et de l'épargne nationale ?

Traditionnellement, l'Égypte était considérée comme un exemple typique d'économie à surplus de main-d'œuvre. Pourtant, depuis le milieu des années 70 - et très largement en raison d'une émigration massive vers les riches pays arabes pétroliers - plusieurs secteurs de l'économie paraissent souffrir d'un sérieux manque de travailleurs, parfois de manière critique. Mais comme la population continue de croître de près de 1 % par an, l'écart relatif du marché du travail semble être un phénomène transitoire de courte durée. Le retour des émigrés pourrait également poser de sérieux problèmes d'emploi aux responsables politiques. Enfin, l'existence d'une économie parallèle florissante suscite de sérieuses difficultés dès lors qu'il s'agit de définir une mesure acceptable du revenu « permanent » pour différents types de ménages. Un tel revenu englobe à la fois les revenus primaires provenant des activités « normales », c'est-à-dire officielles ou enregistrées, et les revenus « extraordinaires » provenant des activités parallèles.

En fin de compte, l'« état de grâce » dont a joui l'économie égyptienne durant les dix dernières années semble bel et bien révolu. Et il n'y a pas de solutions faciles. Dès lors, les cinq prochaines années risquent d'être une douloureuse période de réajustement à ces niveaux : politique, économique et social.

(1) Ministère du plan, *Développement de l'économie égyptienne en dix ans* (en arabe), Le Caire, 1981.
(2) Ibid.

recherches de relations internationales au Moyen-Orient contemporain, Université de Rennes-II, UER d'histoire, 6, avenue Cauter-Berger, 35000 Rennes.

Il faut aussi mentionner, dans l'AFRIQUE ET L'ASIE MODERNES, en quoi la politique étrangère indonésienne tend à se démarquer des choix de Washington en Asie (N° 146, printemps, printemps, 1985, CHEAM, 13, rue de Four, 75006 Paris).

Sous le titre « Pour un socialisme renouvelé », VERNIS LA VIE NOUVELLE publie le texte d'un colloque prononcé devant les militants de ce mouvement par M. Michel Rocard. Ce texte évoque successivement les illusions perdues, les conditions d'une analyse réaliste de la société, une réflexion sur la compétition et le développement, etc. (Février-mars, 1985, 67, rue de Dunkerque, 75009 Paris).

Sur le thème « Industries et territoires », LES ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE analyse le double développement, à la fois conflictuel et complémentaire, des réseaux locaux de petites et moyennes entreprises et de la déterritorialisation internationale des branches industrielles (N° 29, janvier 1986, trimestriel, 77 F. - 64, rue de la Fédération, 75015 Paris).

Comment « prendre la ville » et la rendre habitable pour tous ? L'ouvrage de FAIM DÉVELOPPEMENT consacré aux villes et bidonvilles. On y trouve les articles sur les mégapoles que sont Le Caire, Djakarta et Mexico. (N° 9, mars, mensuel, 35 F. - 4, rue Jean-Landier, 75001 Paris).

« La santé dans le tiers-monde » est le thème central de PRÉVENIR ; la revue humanitaire se penche aussi bien sur les professionnels de la santé, les médecines traditionnelles que sur le Sénégal, Cuba ou le Kenya. (N° 12, qui sur le Sénégal, 1986, semestriel, 70 F. - 5-7, rue d'Italie, 13006 Marseille Cedex 6).

Les sommaires des SCIENCES ET TECHNIQUES, un dossier spécial sur la chimie, les sciences et des industries de La Villette. (Février, mensuel, 25 F. - 2, rue Béranger, 75003 Paris).

Un beau numéro d'ÉTAT DE DROIT ET NATURE, consacré à la forêt. Il concerne l'Europe et sera suivi d'un second pour l'Afrique tropicale. (N° 80, hiver, trimestriel, 30 F. - 21, rue du Consolider-Colignon, 75116 Paris).

Dernier numéro de QUI-VIVE INTERNATIONAL, le magazine de la langue française. On y retrouve, en particulier, une étude de Louis-Jean Calvet sur le chanteur Renaud, en tant que défenseur de la langue française, et une contribution de William Baranet sur l'information et les projets de réécriture de l'orthographe. (Février, bimestriel, 1985, 71, rue Ampère, 75017 Paris).

Dans le dernier numéro d'AMÉRIQUE LATINE, qui cesse de paraître, un dossier sur la littérature latino-américaine, précédé d'un article de Stephen Siffer sur l'image de l'Amérique dans la littérature anglo-saxonne. (N° 24, automne 1985, trimestriel, 80 F. - CENTRAL, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris).

L'EUROPE est la première revue qui couvre le cinquantenaire du Front populaire. Si la couverture se borne à annoncer : « Arts et Littérature », la société tout entière s'y ouvre. (Mars, mensuel, 60 F. - 146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75014 Paris).

HÉRODOTE, revue de l'histoire ancienne, publie un numéro spécial consacré aux « géopolitiques de la France ». (N° 40, 1^{er} trimestre 1986, 60 F. - La Découverte, Paris).

LE DROIT D'ASILE, ETAT DE DROIT OU ETAT D'EXCEPTION ? Brochure attirant l'attention sur l'évolution de la politique des minorités hébraïques à l'égard des étrangers et sur la gravité de la situation des demandeurs d'asile en Suisse. Complétée par un fascicule illustré les témoignages de deux anciens collaborateurs de l'Office fédéral de la police. (Février 1986, respectivement 9 francs suisses et 6 francs suisses. - Comité pour la défense du droit d'asile, case postale 349, 3000 Lucerne 17).

BIBLIOGRAPHIE
Les problèmes d'équilibre
vus par les organisations
internationales

Banque internationale de développement.

● RAPPORT ANNUEL 1985 : tendances de l'économie (faible croissance et stagnation du revenu par habitant, sauf au Brésil) et bilan des activités de la banque. (BID, Washington DC, 182 pages.)

Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

● POVERTY AND HUNGER (Paupérisé et faim) : la BID établit, dans ce rapport, le lien entre la malnutrition et le manque de fonds et propose la solution économique pour solution. (BIRD, Washington, 1986, 69 pages.)

Bureau international du travail.

● LA PARTICIPATION DANS L'ENTREPRISE, 1981-1985 : bilan d'une méthode de gestion qui conserve une grande place, malgré certaines recules dues aux difficultés économiques. Des exemples concrets illustrent la situation dans les différents pays. (BIT, Genève, 1986, 306 pages, 30 francs suisses.)

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

● FINANCIAL SOLIDARITY IN DEVELOPMENT, 1981 : (Solidarité financière et développement), un bilan très complet de l'aide bilatérale au développement au sein de l'OCDE aux pays du tiers-monde. (En anglais, version française à paraître : CNUCED, Genève, 180 pages, numéro de vente : E.85.IID.22.)

Organisation de coopération et de développement économiques.

● VINGT-CINQ ANS DE COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : bilan sur un quart de siècle des efforts et des politiques en faveur de l'aide au développement sous l'égide du Conseil d'aide au développement. (OCDE, 1986, Paris, 1985, 373 pages, 100 F.)

Revue d'études
Palestiniennes

au sommaire du n° 19

LA PAIX FALLACIEUSE :
L'EGYPTE FACE A ISRAËL

MAHMOUD RIAD - S.S. CHENOUDA III
KHALED MOHIEDDINE - WAHID RAAFIAT
HILMI MOURAD - MUHAMMAD ABDILLA
MUHAMMAD FAYEQ - NABIL HILALI
MOURAD GHALEB - MUSTAFA AMINE
IHSAN ABD AL-QUDDUS - YOUSSEF CHAHINE
TAREK AL-BISHRI - FATHI RUDWAN
GAMAL AL-GHITANI - SUN' ALLAH IBRAHIM

Le N° 70 R - Abonnement 1 an (quatre numéros), 160 F.
Étudiants (sur justification), 140 F.
Réglement au nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes
Diffusion : les Editions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

Le Mexique sur les rails du

(Suite de la première page.)

La moyenne, en particulier, qui n'avait pas de grossir le cours des précédentes décennies, voyait soudain reculer l'espoir d'atteindre le niveau de vie idéal : celui du citoyen américain. Cette déception — véritable panique, pour certains, devant la perspective de retourner au bas de l'échelle — se manifesta politiquement, surtout dans les milieux frontaliers du Nord, par une adhésion au Parti action nationale (PAN) à ses thèses : désengagement économique de l'Etat, libéralisation du régime, respect de la liberté d'entreprendre, accroissement des pouvoirs du Congrès (voir ci-dessous l'article de Christian Rudel).

L'ascension du PAN, qui était déjà un nombre important de municipalités du Nord, pouvait conduire ce parti à remporter davantage de sièges au Congrès aux élections législatives de juillet 1985, au même

quelques jours de gouvernement parmi sept à pouvoir à la même date. Des incidents violents devaient d'ailleurs se produire dans ce dernier Etat (dont la capitale, Monterrey, est le fief historique des industriels partisans de la dévaluation de l'économie) à l'égard du gouvernement à faire intervenir la troupe.

Dans de telles circonstances, et à quelques jours de l'élection présidentielle, le pouvoir mexicain les tenants du FMI et lâcha du lest : il adoucit la rigueur et assouplit l'austérité : il y eut de nombreux fonctionnaires, relança certains grands travaux, favorisa l'augmentation des salaires... En même temps, les revenus du tourisme chuteaient en raison de l'insécurité générale, du meurtre de plusieurs touristes américains et de l'affaire Camarena (voir ci-dessous l'article de Christian Rudel).

Le poids de la dette interne

Au cours des six premiers mois de 1985, l'image du « Mexique mexicain » commença à s'effriter : le commerce extérieur chuta de 40 % par rapport à la même période de l'année précédente. Le taux d'inflation s'éleva à 100 %, le déficit du budget dépassa les prévisions, atteignant 10 % du PNB (alors que le FMI avait estimé à 5 %), le déficit par le recours au marché financier interne et à l'épargne, provo-

quant ainsi le gonflement spectaculaire de la dette interne. Celle-ci est devenue le principal problème financier du pays : un piège que le gouvernement n'évite que par la fuite en avant.

Afin d'encourager l'épargne et d'éviter l'émigration des capitaux à l'étranger, le gouvernement propose, en effet, des taux d'intérêt très élevés pour les placements à terme (une année placée à trois mois rapporte 70 %). Conséquence : accumulation du déficit des dépenses publiques (en 1985, le service

de la dette interne a été supérieur à celui de la dette extérieure) : diminution des liquidités disponibles pour les crédits aux investisseurs privés, et donc ralentissement de l'activité économique ; affaiblissement du peso, accélération de l'inflation et dévaluation de la monnaie à l'égard de la monnaie mexicaine, ce qui encourage la fuite des capitaux... qu'il s'agissait précisément d'éviter.

Cette fuite en avant, « fuite interne », par les spéculateurs, dévalant le peso, place le terme d'importantes sommes en pesos et multiplie le montant de la dette interne en dollars, le gouvernement n'est pas en mesure de faire face à la dette, une fois convertie en monnaie américaine. Système absurde. Il faut à changer, selon les autorités, tant qu'il demeure impossible d'établir un contrôle des changes rigoureux, à cause de la non-existence de la monnaie avec les Etats-Unis et de gigantesques marchés noirs de devises que cela permettrait.

Exemplaire naguère, l'économie mexicaine se délite, en juin 1985, mais à quoi bon ? C'était le modèle à ne pas suivre. La communauté financière internationale observait comment une économie en plein redressement dérapait soudain sans parvenir, malgré trois ans d'austérité, à corriger les déséquilibres fondamentaux, ni à jeter les bases d'un nouveau cycle de croissance soutenue. Sans parler de la dette interne, les problèmes sociaux, le FMI observait au Mexique le spectre d'un pays endetté.

Cette situation renforça le mouvement général de méfiance à l'égard de l'économie mexicaine dont le crédit devait s'effondrer, après juin 1985, lorsque la chute du pétrole, principale source de devises en pays, réduisit à la moitié.

Aussi, à peine les élections terminées — gagnées — le gouvernement a-t-il, le 24 juillet 1985, un retour à la rigueur et l'adoption de mesures destinées à restaurer l'économie dans la voie de l'austérité : dévaluation de 20 %, renforcement du budget de l'Etat, assouplissement des formalités d'importation et mesures en faveur des investisseurs étrangers.

Aux yeux du FMI, tout cela parut insuffisant : la FMI réclamait l'élaboration d'un véritable plan de réajuste-

ment et la réduction du poids relatif du secteur public (60 % de l'économie), afin de favoriser la liberté d'entreprise et la concurrence.

C'est alors que, le 19 septembre 1985, se produisit le tremblement de terre qui causa des dégâts évalués à plus de 300 millions de dollars et provoquant la perte de plus de cinquante mille emplois. Aux yeux de la population, cette catastrophe mettait de nouveau en relief la corruption du régime dans le domaine de la construction, puisque la plupart des immeubles effondrés étaient des bâtiments publics (hôpitaux, écoles, ministères...). Les entrepreneurs avaient tout simplement empoché le surcoût destiné à garantir ces bâtiments contre les séismes. Il va sans dire que l'impopularité du régime continua de grandir.

Vers l'abandon du nationalisme économique

D'AUTRE part, une tentative avec le FMI (qui avait accepté l'octroi d'un prêt exceptionnel de 500 millions de dollars) se produisant dans un contexte régional marqué par la position intransigente à l'égard de la dévaluation de certains dirigeants latino-américains, comme M. Fidel Castro, partisan du non-paiement, et M. Alan García, favorable au plafonnement des remboursements à 10 % de l'excédent du commerce extérieur. Ces thèses, largement diffusées par la presse mexicaine, faisaient apparaître, par contraste, durant le deuxième semestre de 1985,

le gouvernement de M. de La Madrid comme timoré, indécis ; bref, soumis à la pression des Etats-Unis.

Pour tenter de dissiper cette impression, Madero entreprit alors — fin 1985 et début 1986 — d'élaborer des solutions spécifiques au problème de la dette. M. Miro Herzig, ministre des finances, déclara : « La mesure de notre responsabilité à l'égard de nos créanciers, c'est notre responsabilité à l'égard de notre peuple (1) ». Il demanda une réduction des taux d'intérêt à 6 % (ils sont de l'ordre de 10 %). Le Mexique rejoignit le Groupe de Cartagena (rassemblant les pays de

L'ascension du Parti

LA récession économique — accrue par la baisse du prix du pétrole — et les graves séquelles du tremblement de terre du 19 septembre 1985 augmentent l'attrait des mécontentements des Mexicains. Cela semble profiter au Parti action nationale (PAN), deuxième force politique du pays, de tendance démocrate-chrétienne, qui attend son heure depuis des années et fustige sans cesse la corruption du régime et les fraudes du parti dominant, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

Par CHRISTIAN RUDEL

Au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle, le PRI est actuellement une crise de désaffection. Certes, la fraude aide, il n'a jamais perdu une élection ni la présidence ni la République et il continue de détenir la moitié des gouverneurs d'Etat ; mais il a dû, ces dernières années, concéder quelques municipalités à ses adversaires, et qu'il a dû accepter la montée du puissant courant abstentionniste, qui représente l'immense majorité de l'électorat.

A l'occasion des élections législatives du 7 juillet 1985, le Parti action nationale, en progression constante depuis une quinzaine d'années et qui avait gagné plusieurs municipalités en 1983, espérait même enlever quelques sièges de gouverneurs. En vain. Avec tous les autres partis, il cria une fois de plus à la trahison électorale. Toutefois, avec

près de 16,2 % des voix exprimées en sa faveur et cinquante et un députés élus, le PAN confirma sa place : le deuxième parti mexicain.

Le Parti action nationale a été fondé en 1939, à la fin du mandat du président Lázaro Cárdenas, en pleine opposition à la politique. Il contestait en particulier son plan d'éducation laïque et gratuite, la nationalisation du pétrole et la réforme agraire. Le PAN attaqua aussi l'article 130 de la Constitution qui interdisait le mariage du clergé catholique et lui interdisait toute participation à la vie politique.

Ainsi, à la fin du mandat, la nouvelle formation s'affirmait conservatrice, hostile aux révolutions, et catholique.

L'influence sociale de l'Eglise

MANUEL GOMEZ MORIN affirme que la conviction particulière, la frontière spirituelle de toute une famille de nations qui porte, aime, revivifie et croît comme une semence.

Le PAN considère par ailleurs que « la dignité de la personne est au centre de sa doctrine et de son projet de lutte ». A l'égard de la propriété, il affirme agir dans le but de « rendre sociale l'économie », étant bien entendu qu'il ne faut pas confondre cette socialisation avec l'étatisation, qui est une marque de despotisme politique pour dépouiller les travailleurs non seulement du produit de leur travail mais aussi de leur personnalité syndicale et de leur liberté de citoyen... »

Le parti s'attaque avec virulence l'énorme endettement du pays, sans profit pour les travailleurs, s'en prend aux dirigeants : « Comment un si grand endettement a-t-il été possible, et qui en sont les bénéficiaires ? » (La Nación, 15 novembre 1985). Si le président Díaz Ordaz, sans disposer de pétrole, a laissé en 1970 une dette de 2 milliards de dollars, pourquoi M. Lopez-Portillo a-t-il porté cette dette, en 1982, à 80 milliards de dollars ? Les ventes de pétrole apportent-elles chaque année 15 milliards de dollars ? « Est-il possible de récupérer les sommes détournées ? On ne pourra

Ce catholicisme-là ne pouvait s'accommoder d'une révolution. L'antagonisme avait éclaté lorsque le président Plutarco Elías Calles (1924-1928) entreprit d'appliquer strictement la Constitution de 1917 et de priver de leur droits civiques les catholiques, prêtres et laïcs, pour qu'ils obéissent à un souverain étranger ».

Ce fut le signal de cette guerre de trois ans (de janvier 1927 à septembre 1929) que menèrent les Cristeros — soldats du Christ — contre l'Etat mexicain... Guerre acharnée, implacable, menée au mépris de toutes les conventions humanitaires, qui laissa de profondes traces dans l'âme du peuple. Le président Calles à revenir sur ses positions et à promettre que la Constitution serait plus appliquée de façon stricte à l'Eglise.

La guerre des Cristeros terminée, les catholiques n'en furent pas moins vigilants. Jusqu'à ce que l'Etat eut définitivement adopté l'Eglise une attitude de tolérance : ils se partageaient alors en deux tendances : les « durs », attachés à l'Eglise nationale synarchique, au caractère nettement fasciste, et les « modérés », acceptant de jouer le jeu du régime, se ralliant au sein du PAN, qui venait de fonder Manuel Gómez Morín.

jamais tenir pour juste que l'actuelle génération de Mexicains, dans que plusieurs autres, payent ce que quelques-uns, à partir de postes gouvernementaux, ont dû leur seul profit.

Le programme politique du PAN, résumé à grands traits dans une « plate-forme » approuvée en 1971 et intitulée : « Solution de rechange du PAN », résumait sur quatre points :

— Droits à la vie ; droits à la vérité ; droits à la justice ; droits à la liberté d'opinion.

Humaniste et nationaliste, le PAN s'est appuyé pendant longtemps sur la doctrine sociale de l'Eglise. Aujourd'hui encore, les « panistes » reconnaissent que grande a été, en leur temps, l'influence de plusieurs Français tels Jacques Maritain et Emmanuel Mounier.

En fait, tout un segment du parti est fort proche de la démocratie chrétienne et, à plusieurs reprises, il a été sur le point de demander son affiliation à l'Union mondiale des démocrates chrétiens (1).

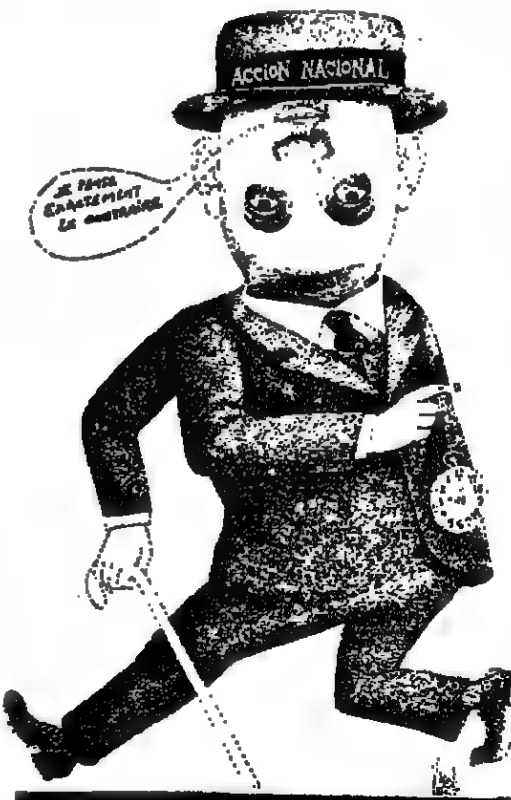
Il a été empêché par l'autre secteur, conservateur, qui ne veut se lier à aucun traité et qui a critiqué les quelques mesures réformistes du président démocrate-chrétien Napoléon Duarte au Salvador. De ce côté, on se reconnaît plus volontiers dans l'idéologie du Parti républicain des Etats-Unis, et l'on soutient activement la politique de M. Ronald Reagan. C'est cette tendance qui a obtenu du PAN qu'il condamne la politique étrangère au sein du groupe de Contadora.

Enfin, sur les « modèles », le PAN n'a pas plus une attitude définitive en ce qui concerne l'avenir politique immédiat. Là encore, deux courants principaux s'affrontent : les « participationnistes », qui veulent de jouer ce jeu sans le pouvoir et pensent qu'il faut présenter des candidats à toutes les élections ; et ceux de la « ligne dure » qui, au contraire, pensent que le parti ne doit pas se compromettre dans des alliances truquées et qu'il faut préserver son intransigence.

Enfin, il existe un dernier clivage : celui des « vieux-panistes », défenseurs des valeurs humanistes du fondateur, et les « nouveaux », plus portés à la doctrine socialiste des laïcs du patronat, au détriment des couches sociales. Le parti nie ce clivage, tout en affirmant qu'il n'importe quel régime « qui ne se renouvelle pas » et qu'il faut en hommes, en tactiques, en lutte et en techniques de pénétration ou irrémédiablement condamné à mourir ou, au moins, à

une vie purement végétative. Mais quelques-uns des « néopanistes » ont fait l'effort et formé, tels ceux de l'Etat de Sonora, en 1984, le Parti action nationale authentique (PANAA).

Cependant, le PAN conserve son unité autour de son actuel président, M. Pablo Emilio Madero, industriel, fils de général et, surtout, neveu de



(Regelio Narváez.)

Francisco Madero, l'inspirateur de la révolution de 1910 et premier président du régime. En qualité de quoi il affiche soigneusement son libéralisme anticomuniste... (2).

A ses débuts, le PAN s'était fait sympathies de la hiérarchie catholique et de nombreux milieux d'entreprise. Mais, à mesure que le régime issu de la révolution s'affermissait, se tempérait, l'Eglise n'eut plus guère besoin de protecteur ni de porte-voix pour faire valoir ses revendications, et les patrons comprirent vite qu'il n'était plus intéressant pour eux d'entretenir de bonnes relations avec un Etat qui entendait régir toutes les activités plutôt que de se cantonner dans une opposition permanente.

Le PAN traversa donc des années difficiles, au cours desquelles on ne fera guère attention à lui, même si, à partir de 1946, il se légalisa. Il fait mine de ne pas s'en soucier, ne voulant pas être un parti de masse. Il voudrait être plutôt le point de rencontre de tous les Mexicains assez épris de la liberté pour tenter de redonner au pays sa liberté, sa dignité, son grandeur, ses valeurs qu'il estime « compromises ou gâchées par le système du PRI ».

Anjou, région douce, gd choix de fermettes, maisons de campagne, pavillons, propriétés de 100 000 F à 400 000 F.



Liste gratuite avec photos. Ecrire : AGENCE CHAUVIN 49700 Doué-la-Fontaine (M-et-L)

A 25 MINUTES DES CHAMPS-ÉLYSÉES GRANDE DEMEURE DE PRESTIGE + dépendances, sur vaste et splendide PARC.

MAT IMMOBILIER

35, rue d'Anjou, 78000 Versailles Tél. : (1) 39-53-22-27.

DE L'AUSTÉRITÉ néolibéralisme

plus endettés d'Amérique latine) qui, au cours de ses réunions de Montevideo (fin 1985) et de Punta-del-Este (début mars 1986), allait surtout mesurer son impuissance à proposer une politique commune face à des créanciers exaltant de leur côté le plan austral argentin, bientôt imité par le Brésil.

Ces gesticulations au sein du Groupe de Cartagena masquaient, en fait, l'alignement de Mexico sur les positions des organismes financiers internationaux. Et M. de La Madrid, dès la fin de 1985, adoptait un certain nombre de mesures annonçant un véritable changement de la structure économique du pays. Les plus importantes, sans doute, furent la demande d'adhésion au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) marquant la fin de quarante ans de protectionnisme et l'annonce de la privatisation d'entreprises publiques « non stratégiques » (à l'exception du pétrole, des transports, de l'acier et de l'électricité). Enfin, durant la première quinzaine de décembre 1985, le gouvernement remit au FMI une nouvelle lettre d'intention.

La rencontre entre M. de La Madrid et M. Reagan, en janvier 1986, fut essentiellement consacrée à l'analyse des problèmes financiers. Le Mexique obtenait l'appui des autorités américaines pour convaincre les milieux bancaires d'accorder de nouveaux prêts à Mexico. Washington, de son côté, visait un triple but : éloigner son voisin du précipice financier et de l'explosion sociale, réduire son autonomie au sein du Groupe de Contadora, et l'engager, enfin, dans le processus du plan Baker (voir à propos de ce plan les articles

d'Yves Mamou et de Danièle Gervais dans le Monde diplomatique de mars 1986).

Le Programme pour une croissance soutenue, proposé par M. James Baker, pourrait se résumer dans la formule : « Se développer pour pouvoir payer ». Compatible avec les politiques d'austérité recommandées par le FMI, ce plan propose des changements structurels profonds et à long terme dans l'économie de quinze pays endettés (dont le Mexique) : une plus grande ouverture des marchés aux produits importés, la levée des obstacles à l'investissement étranger, des mesures fiscales et monétaires anti-inflationnistes, la privatisation de l'économie et des dispositions contre la fuite des capitaux.

Dans son discours du 17 mars 1986, le président mexicain, sans le dire expressément, semble engager son pays sur les rails de ce plan. Il a, entre autres choses, annoncé que 236 des 840 sociétés d'Etat seraient privatisées ou mises en liquidation. Il consent au souhait de Washington d'encourager les investissements étrangers directs dans des secteurs jusqu'ici réservés à l'Etat : il dégrèlera les transports aériens, maritimes et terrestres, et prévoit des facilités fiscales en faveur des exportateurs (2).

Ainsi, après l'Argentine et le Brésil — les deux autres « géants » latino-américains — le Mexique s'engage dans la liquidation du modèle économique dit « de substitution des importations » adopté après 1945 sur proposition de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) (3). C'est le prix à payer



MANIFESTATION SYNDICALE CONTRE LE PAIEMENT DE LA DETTE EXTERIEURE
Une population exaspérée par l'incurie et la corruption

pour la mise en place d'une opération de sauvetage financier d'autant plus urgente que le pays a besoin, en 1986, de 9 milliards de dollars, alors que la chute du cours du pétrole lui coûtera, cette année, 6 milliards de dollars.

Cette reorganisation structurelle de l'économie sauvera-t-elle le Mexique de l'effondrement financier ? Quel qu'il en soit, elle ouvre la voie à l'une des pires hantises des nationalistes : la pénétration économique américaine (déjà 70 % des échanges se font avec les Etats-Unis) et la menace d'intégration dans l'espace économique des

Etats-Unis. C'est donc la question de la souveraineté nationale qui est ainsi posée.

Nombre d'économistes estiment que le pays paie à présent les longues années de corruption officielle et d'incurie gouvernementale, ainsi que son incapacité à rapatrier les 60 milliards de dollars et plus déposés par les possédants mexicains dans les banques américaines (4). L'incompétence de naguère et le reniement d'aujourd'hui pourraient coûter politiquement très cher au PRI, tandis que les conflits

sociaux se multiplient, l'insécurité se généralise, la paysannerie s'agite et l'opposition politique s'amplifie.

IGNACIO RAMONET.

(1) Financial Times, 24 février 1986.
(2) Le Monde, 19 mars 1986.
(3) Lire, à ce sujet : Fernando H. Cardoso, Les idées à leur place, Métailié, Paris, 1984.
(4) Newsweek, 17 mars 1986 (le Figaro du 18 février 1986, estime le montant des capitaux mexicains réfugiés aux Etats-Unis entre 100 milliards et 120 milliards de dollars).

action nationale

C'est la raison pour laquelle il cherche d'abord à s'appuyer sur les classes moyennes. « A cause de cela, nous ne sommes pas très riches, disent les responsables, nos ennemis disent que nous recevons de l'argent nord-américain. En fait, l'essentiel de nos moyens financiers, vient des cotisations des lottiers militaires, dont les billets sont vendus dans tout le pays, et de l'imposition des hauts fonctionnaires et des députés » parient-ils : ces derniers, par exemple, doivent verser le tiers de leurs émoluments.

Est-ce par manque de moyens que le PAN ne dispose pas d'une véritable presse, à l'exception du modeste bi-mensuel la Nación ? Le parti ne peut guère compter que sur la bienveillance à son égard d'Excelsior, El Universal et, surtout, El Herald, quotidiens de Mexico, et sur celle de quelques journaux de province, en particulier dans le Nord.

Bien qu'il ait refusé de se structurer en parti de masse, le PAN pensait, grâce à la réforme électorale de 1977, pouvoir se tailler une bonne place au pouvoir et amener ainsi le système à se réformer. « Mais, déclarent désormais ses dirigeants, le régime s'est durci. Par la fraude généralisée, nous avons été privés de nos succès électoraux pourtant incontestables. Le gouvernement, sinon le président lui-même, dicte le résultat des élections avant le jour du vote. Nous n'arriverons donc à rien par ce chemin-là. Ce qu'il faut maintenant, c'est agir sur le plan international. Nous faire connaître et faire connaître la réalité du système politique mexicain. Rappelez-vous : Somoza n'a-t-il pas fui le Nicaragua parce que l'opinion publique internationale était contre lui ?... »

Voilà pourquoi le PAN a entrepris de se lancer sur la scène internationale. Outre ses relations avec les partis démocrates-chrétiens d'Amérique latine et d'Europe, il a vu des échanges suivis avec, par exemple, le parti libéral et le parti conservateur anglais, l'Alliance populaire espagnole de M. Fraga Iribarne, et, bien sûr, le Parti républicain des Etats-Unis.

Il ne fait pas de doute que certains, à Washington, songent depuis quelque temps déjà à une solution de rechange à l'actuel régime mexicain.

Certes, le PRI assure depuis plus d'un demi-siècle la tranquillité interne de ce vaste pays aux portes des Etats-Unis. Situation fort appréciable. D'autre part, l'actuel président, le « technocrate » Miguel de La Madrid, a de nouveau l'agrément du Fonds monétaire international et a fermement remplacé, depuis le 17 mars 1986, l'économie sur les rails d'une stricte rigueur.

Mais le régime actuel, aux yeux des Etats-Unis, c'est aussi la corruption ; la drogue, les cultures de marijuana ont été, jusqu'à un passé récent, mollement combattus par les autorités (3) ; les carences d'un développement empêché par des caciques préférant édifier leur puissance sur une pauvreté savamment entretenue ; et, enfin, une politique extérieure indépendante de Washington, en particulier à l'égard de la crise d'Amérique centrale.

Or ce régime, assis sur la tricherie électorale et gangrené par la corruption, donne d'évidents signes d'usure, et son discrédit n'est plus à démontrer : 49,46 % d'abstentions aux élections de juillet 1985. Même s'il est passé maître dans l'art de manipuler et de contrôler les mouvements d'opposition, le PRI ne pourrait contenir de vastes mouvements sociaux. En cas d'explosion populaire, les Etats-Unis se sentiraient directement menacés.

Une solution de rechange ?

POUR conjurer ce risque, certains spécialistes américains ont songé au PAN — paladin de la lutte contre la corruption — comme solution de rechange. « Bien sûr, disent les dirigeants de ce parti, parce que nous entretenons de bonnes relations avec les républicains américains, le PRI et d'autres partis à sa suite nous ont traités de « vendus aux Américains ». Tout comme on nous a traités de « parti clérical », de « parti fasciste » ou de « parti d'extrême droite ». Mais, que voulez-vous, le gouvernement et le PRI sont les maîtres du jeu. Ils veulent apparaître démocrates. Il leur faut donc une droite et une gauche... Il

y a une gauche avec plusieurs partis plus ou moins entretenus par le gouvernement. La droite, c'est nous, nécessairement... »

Ce que ces dirigeants n'ajoutent pas, c'est que leurs adversaires les accusent d'avoir choisi le thème de la corruption pour éviter de parler des autres grands problèmes : chômage, réforme agraire, etc., pour lesquels le PAN ne propose pas non plus de solution.

Cependant, pour assurer son rôle, le parti a encore besoin de se développer. « C'est évident ! Il peut compter sur le soutien actif d'une partie de la hiérarchie catholique.

D'autre part, le PAN entretient de bonnes relations, surtout de caractère personnel, avec de nombreuses organisations catholiques : Pères de famille, Chevaliers de Colomb, etc. Et même avec l'Opus Dei, par le canal de l'Union sociale des chefs d'entreprise mexicains (USEM).

Les liens sont aussi fort étroits, semble-t-il, avec certains cadres de l'armée, à laquelle au demeurant Washington s'intéresse de près, ainsi qu'en témoigne le récent rapport de la Rand Corporation sur les forces armées mexicaines. M. Conchello, ancien président du PAN, déclarait déjà, il y a quelques années : « Il existe, au cours de cette décennie, la possibilité que les militaires essaient de sauver le Mexique de la ruine. Lassés d'être les spectateurs du désastre, forts de tous leurs cadres disciplinés, plus honnêtes que les civils, leur leur viendra pour intervenir plus à fond dans la politique de notre pays (4). »

Certains observateurs estiment toutefois que l'avenir du PAN dépendra de sa capacité à travailler avec les grandes organisations patronales telles que la Confédération nationale des chambres d'industrie, ou la Confédération nationale des chambres de commerce. Car les chefs d'entreprise du

secteur privé jugent que le secteur nationalisé occupe une bien trop grande place dans l'économie. Enfin, il faut encore que le parti parvienne à conquérir un véritable électorat. Malgré ses succès récents, en effet, les observateurs s'accordent sur un point : les électeurs qui se prononcent en sa faveur ne votent pas tant pour lui (ils ignorent souvent ses thèmes) que contre le PRI. Electorat fragile, donc, qui se retrouverait sans doute à gauche si la gauche pouvait mettre un terme aux luttes internes qui la ravagent.

Pour élargir son audience, le PAN a entrepris de démontrer ses aptitudes de gestionnaire et sa volonté démocratique. Par exemple, le jeune maire de Ciudad-Juarez, Francisco Barrios Terrazas (élu sous la bannière du PAN en 1983) a entrepris d'améliorer, avec la collaboration des comités de quartier, les divers services publics (voirie, enlèvement des ordures, éclairage public etc.) en même temps qu'il développait le logement populaire.

Comme tous les autres maires appartenant à sa formation, il a développé la communication avec ses administrés : rapport annuel d'administration, réunions mensuelles et, lorsqu'on le lui permet, interventions à la radio et à la télévision. M. Barrios est actuellement candidat au poste de gouverneur de

l'Etat de Chihuahua : les élections se dérouleront en juillet 1986.

Dans plusieurs villes — comme Tuxtepec ou Mexicali — où le PAN estime avoir été privé frauduleusement en juillet dernier de la victoire électorale, les membres de la liste évincée ont formé des cabildos populares (conseils municipaux populaires), qui surveillent la gestion municipale du PRI et s'efforcent d'informer les citoyens.

Malgré ces initiatives, tolérées par le gouvernement, les dirigeants du PAN, prudents, laissent entendre que leur parti n'est pas encore, il s'en faut, au bout du tunnel...

CHRISTIAN RUDEL.

- (1) Cf. le dossier « La démocratie chrétienne en Amérique latine », le Monde diplomatique, février 1981.
(2) Lire : « Le neveu du grand Madero en campagne », par Jean-Claude Buhner, le Monde, 8 juillet 1985.
(3) L'assassinat, en mars 1985, d'un agent de la Drug Enforcement Administration, Enrique Camarena — qui avait localisé quelques-unes des grandes plantations de marijuana situées au nord-ouest du Mexique et appartenant au trafiquant Rafael Caro Quintero, protégé par des autorités locales — a provoqué une grave tension entre Mexico et Washington qui exigeait des sanctions exemplaires pour les complices.
(4) Cf. Ignacio Ramonet, « Le Mexique sous le choc », le Monde diplomatique, décembre 1982.

CORRESPONDANCE

La situation économique en Colombie

M. Jacques Pestieau, résident à Bogota, nous envoie, à propos du dossier consacré à la Colombie (le Monde diplomatique, janvier 1986), une lettre dont voici les principaux passages :

On sait, depuis novembre 1985, que les malheurs climatologiques du Brésil (premier producteur mondial de café) ont fait de nouveau le bonheur des producteurs de café de Colombie (second producteur mondial de café).

Le café colombien constitue 55 % des recettes d'exportations du pays. En trois mois, les cours ont pratiquement doublé. La « bonanza cafetière » devrait rapporter au pays 3 milliards de dollars en 1986, contre 1,6 en 1985. Pour un pays aux prises avec une crise sévère de liquidité, c'est une aubaine qui relève du miracle. Son incidence sur les finances du pays confère un profil bien favorable à la situation économique (...). Sur le plan financier, au moment même où vous préparez ce dossier, vous ne pouvez manquer d'apprendre que la Colombie venait de signer à New-York, le 17 décembre 1985, un contrat de prêt de 1 000 millions de

dollars avec la communauté bancaire internationale. Elle parvenait ainsi à arracher aux banques commerciales un prêt volontaire auquel les pays de la région n'ont plus accès depuis 1982.

Même si les plus nationalistes n'ont pas tort de penser que les autorités colombiennes ont choisi de faire du FMI sans le FMI, il s'agit d'une opération méritoire à mettre à l'actif du président Betancur au moment d'établir le bilan de son mandat. Le gouvernement n'a pas de problème pour exploiter efficacement ces bonnes nouvelles, avec l'intention d'effacer les traces laissées par les tragédies de novembre d'Armero et du Palais de justice.

D'autre part, une appréciation visant à prétendre que les preuves d'une collusion d'intérêts entre les narcotrafiquants et la guérilla n'existent pas, atteste un méconnaissance de l'actualité politique de la Colombie des années 80. Le fait que l'ambassadeur américain Tambo ait fait état bruyamment de cette collusion et qu'une autre collusion existait entre la Mafia, les militaires et la « nomenclature » ne suffit pas à démontrer intelligemment que les preuves sont nulles.

L'AFRIQUE ET L'ASIE MODERNES

N° 148 REVUE TRIMESTRIELLE PRINTEMPS 1986

- Richard Sola : La Birmanie sous la férule japonaise.
Pierre Rondot : L'Egypte d'aujourd'hui (suite).
Antoine Bullier : La population sud-africaine.
Nicolas Régaud : L'Indonésie et la défense d'une stratégie alternative.
Hélène da Costa : Le nationalisme chypriote turc entre dissidence et fédération.
Kajal Eftekari : Les Kurdes dans la guerre Irak-Iran.
André Rottier : L'Union birmane en question.

CENTRE DES HAUTES ETUDES
SUR L'AFRIQUE ET L'ASIE MODERNES (CHEAM)
13, rue du Four - 75006 PARIS
43-26-96-90

les livres

« TÊTE DE TURC », de Günter Wallraff

Une société démasquée

DEPUIS son irruption dans les médias allemands, Günter Wallraff n'a cessé d'affirmer qu'il faut se déguiser pour démasquer la société. En 1977, il était parvenu à se faire embaucher, sous une fausse identité, dans la rédaction régionale de la *Bild Zeitung*, appartenant au groupe Springer, et en tira un document étonnant, *Le Journaliste indésirable* (Maspero, Paris, 1978), qui analysait le fonctionnement d'une certaine presse à grand tirage. Il a récidivé, mais cette fois-ci en se glissant dans la peau d'un ouvrier turc. Grâce à une perruque, des lentilles de contact, la transformation de son allemand en sabir, il est devenu Ali Senorloglu, ouvrier non qualifié mais robuste, sans carte de travail mais prêt à faire les travaux les plus pénibles et les plus mal payés. Le livre qui raconte cette expérience, *Tête de Turc* (1) — en allemand : *Ganz unten*, « Tout en bas », — a immédiatement connu un énorme succès de curiosité et d'estime en République fédérale allemande. Vendu en une semaine à 600 000 exemplaires, il constitue un miroir — hélas ! pas spécialement allemand — où l'on se regarde, assez interloqué, sans oser se reconnaître.

Wallraff-Ali s'est enfoncé dans la jungle des villes et les chantiers d'usine pendant deux ans et demi. Juste assez pour ne pas se ruiner définitivement la santé et en tirer un bilan accablant des rapports qui régissent, dans nos sociétés, le profit, la rentabilité et la moralité.

Ali n'aura aucun mal à devenir l'un de ces travailleurs immigrés corvéables à merci et sans visage. Qu'il soit turc a finalement assez peu d'importance : il pourrait tout aussi bien être arménien, algérien ou portugais. Il est tout simplement : « en bas de l'échelle sociale » et « non-allemand ». On n'en veut pas spécialement à sa couleur, à sa nationalité ou à sa religion. Le problème, c'est qu'il n'existe pas, qu'il n'est pas vraiment un homme. Dans un monde régi par l'informaticisme, les assurances, les cartes de travail, de séjour et d'identité, où chacun se définit par les aspects juridiques, religieux, politiques de son existence, il a le malheur d'être en marge de tout. Moins un visage qu'une ombre, un soubriquet muselé, en marge de la société, en marge de la vie et de l'humanité.

Et c'est d'abord cette logique kafkaïenne — que les citoyens « normaux » ne connaissent pas — que Wallraff donne à voir. Il lui suffit de rédiger une annonce-piège affirmant qu'il est prêt à effectuer un travail pénible et mal payé pour qu'on fasse de lui un véritable esclave. Qu'on ne s'y méprenne pas : les gens qui l'exploitent et le martyrisent ne sont pas forcément racistes ou sadiques. Ils tirent simplement les conséquences logiques de son état de sous-homme en lui confiant des tâches infectes, dangereuses et humiliantes, dont chacune suffirait à transformer un homme « normal » en moribond. Il n'a guère le choix : s'il veut être payé à la fin de la journée, il doit tout accepter. On a besoin de sa pauvre force musculaire, si peu payée, pour réaliser d'excellents profits. Lui, il doit seulement ne pas mourir de faim. Pourtant, il se heurte à la même logique : s'il n'est pas reconnu par la société et ses lois, il ne doit rien en attendre. S'il proteste, on le congédie sur l'heure, et s'il n'est pas content, il n'a qu'à repartir en Turquie.

L'horrible du récit, c'est que sa souffrance, son état physique, sa détresse morale n'intéressent rigoureusement personne. Puisqu'il n'est pas un ouvrier en règle, il est parfaitement normal qu'il respire de la poussière d'amiante, suffoque dans la saleté, vive dans une cave humide ou une voiture abandonnée. Ses négriers-torçonnaires ne sont pas une bande de fascistes mais des employés des grandes firmes de l'industrie allemande, se souciant aussi peu de son destin individuel que ces entrepreneurs qui, sous le III^e Reich, utilisaient le travail des détenus des camps de concentration. Ali est surtout confronté à un monde de fonctionnaires qui ne connaissent que la logique de la rentabilité et du profit. Stranget, il le restera toujours et aucune communauté n'en veut. Même lorsqu'il se rend chez des curés pour se faire baptiser, attendant de son excellente connaissance des Évangiles et des valeurs chrétiennes, il est plus ou moins poliment mis à la porte. Les sectes n'en voudront pas non plus. Quant aux hommes politiques de droite, il les intéresse seulement lorsqu'il se déclare un émissaire des Loups gris, formation d'extrême droite, et Wallraff-Ali s'offre le plaisir de se faire consacrer un livre par M. F. J. Strauss : « Pour Ali, avec mon cordial salut ! »

Ce livre, assurément, provoque un profond malaise. On y découvre que les entreprises les plus modernes se comportent comme de véritables marchands d'esclaves, violent impudemment les lois, ne se soucient pas de la moindre législation du travail lorsqu'il s'agit de Turcs. Toute la presse allemande — en particulier *Die Zeit* et *Der Spiegel* — ont salué l'exploit de Wallraff.

Plus qu'un document sociologique et politique sur la République fédérale allemande et ses travailleurs immigrés, le fonctionnement de ses industries de pointe, c'est un constat moral assez tragique sur le rapport à l'autre, à l'étranger, sur la banalisation de l'égoïsme le plus meurtrier.

JEAN-MICHEL PALMIER.

(1) Günter Wallraff, *Tête de Turc* (traduit de l'allemand par Alain Brossat et Klaus Schiefel), La Découverte, Paris, 1986, 318 pages, 80 F.

SOCIÉTÉ

LE LIVRE DES DROITS DE L'HOMME. — Présenté par J.-J. Vincensini

★ Robert Laffont, Paris, 1986, 347 pages, 80 F.

Il a fallu des millénaires pour que soient reconnus les principes de protection de la liberté des personnes. Le livre de Jean-Jacques Vincensini permet d'apprécier les progrès mais aussi les limites de cette évolution. Après avoir posé les fondements historiques et philosophiques de ces droits, l'auteur propose une série de textes constituant un véritable traité de la liberté dans leur contexte historique. On lira avec profit l'acte de naissance des États-Unis en 1776 proclamant le droit à l'autodétermination vis-à-vis de l'Europe ; la Constitution de l'URSS de 1936 qui servit de base à celles de la quasi-totalité des États socialistes actuels ; la Constitution du III^e Reich où « sont autorisées [...] les atteintes à la liberté individuelle, au droit de libre expression des opinions ainsi qu'à la liberté de presse » ; enfin les textes plus spécifiques comme la déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (1967) ou des races (1965).

Vivons-nous donc dans un monde parfaitement protégé contre les atteintes aux droits de l'homme ? Le chapitre traitant de la portée réelle de tels droits fait preuve de plus de réserves.

MICHEL RAFFOUL.

LA VIOLENCE. — Yves Michaud

★ PUF, collection « Que sais-je ? », Paris, 1986, 208 pages, 22,40 F.

La violence sous toutes ses formes. Même — et pour commencer — étymologique. Où l'on découvre la variété des sens : de la brutalité physique à la contrainte « morale ». D'où la difficulté d'une définition globale, toutes celles du droit étant strictes, donc étroites. Sachant tout de même à peu près de quoi on parle, voici une histoire et une sociologie de la violence : sa « technologie » aujourd'hui ; ses causes et leur nature ; son contrôle ; les philosophies de la violence. Et une conclusion, elle-même philosophique. Laquelle contient une précieuse remarque : seules les sociétés démocratiques se préoccupent aujourd'hui de la violence.

Y. F.

GARDER VIVANT L'ESPOIR. — Yefim

Zarjevski

★ L'Âge d'homme, Lausanne, 1986, 288 pages.

L'histoire du monde, c'est aussi l'histoire de l'effort et de l'échec. Réfugiés de toutes religions, de toutes nationalités, de toutes opinions, boucs émissaires de tous les conflits, ils sont des millions chaque année à fuir leur pays, leur région, leur village.

Face aux multiples drames et aux périls de l'exode, la naissance, en 1951, du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés fut une véritable aventure, sur la mauvaise conscience des États, face à l'urgence et au malheur. Revendiquer un droit de l'individu, obtenir l'élargissement de l'accueil aux frontières tout en dépendant des subides des gouvernements, la tâche ne fut pas aisée.

Aujourd'hui, les réfugiés sont de plus en plus nombreux, les frontières se ferment et l'assistance internationale se fait de plus en plus réticente. Ce livre est le témoignage de l'un des pionniers de l'aide aux réfugiés. Il donne avec précision la mesure du chemin parcouru et montre tout ce qui reste à accomplir pour l'avenir de l'intégration des laissés-pour-compte : égoïsme des États, intolérance, crise économique.

CAROLE DANY.

PROCHE-ORIENT

AVANT LEUR DIASPORA, UNE HISTOIRE DES PALESTINIENS PAR LA PHOTOGRAPHIE.

— Walid Khalidi

★ Editions de la Revue d'études palestiniennes (distribuées par les Editions de Maspéro), Paris, 1986, 351 pages, 250 F.

« Une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». On connaît la célèbre formule employée par le mouvement sioniste pour justifier la colonisation de la Palestine. Le magnifique livre que présente aujourd'hui M. W. Khalidi, un des intellectuels palestiniens les plus renommés, infirme, photographes à l'appui, un démenti à cette assertion. Plus de quatre cents illustrations montrent ainsi une communauté nationale arabe dans sa vie quotidienne comme dans les grands moments de son histoire, dans ses joies comme dans ses peines.

Divisé en cinq parties classées chronologiquement, chacune précédée par une introduction et le rappel des principales dates de la période, le livre couvre soixante-douze années, qui vont des derniers jours de l'administration ottomane à la proclamation de l'État d'Israël le 15 mai 1948. Une place à part est faite au récit des grandes luttes palestiniennes, la révolte de 1936-1939 et la résistance à la déportation en 1947-1948, qui toutes deux témoignent de la vivacité d'un sentiment national que quarante années de dispersion n'ont pu abolir.

A. G.

LA GUERRE LIBANAISE 1975-1986 (essai bibliographique). — Abdallah Nasman

★ Maspéro, Beyrouth, 1986, 216 pages, 250 F (distribution : Librairie Asfar, 177, rue Jeanne-d'Arc, 75013 Paris).

Abdallah Nasman cite plus de mille deux cents titres dans sa recension des ouvrages écrits par la guerre du Liban. La plupart sont en arabe, en français et en anglais, mais l'auteur s'est également efforcé de signaler ceux qui sont parus dans sept autres langues (hébreu, italien, allemand, espagnol, portugais, suédois et japonais). Cette bibliographie regroupe plusieurs catégories d'ouvrages : monographies consacrées à la guerre, les ouvrages littéraires qui en sont inspirés, les chroniques et les thèses universitaires, les témoignages illustrés et albums de photos, les documents officiels émanant d'organismes nationaux ou internationaux, enfin certains livres qui traitent directement de la guerre, en donnant une éclaircie particulière. Son signal, en outre, les films et les pièces de théâtre qui ont trait aux événements du Liban. Pour autant, cette bibliographie n'est pas exhaustive, prévient l'auteur, et l'on peut certes y repérer des manques tant le sujet paraît insaisissable. Une nouvelle édition serait en préparation.

S. K.

AFRIQUE

L'ISLAM AU SÉNÉGAL. — Demain les Mollahs ? — Moriba Magassouba

★ Karthala, Paris, 1986, 219 pages, 72 F.

Cette étude d'un journaliste sénégalais porte sur une période de près de quarante ans de vie politique sénégalaise, de 1946 à nos jours. Elle met en évidence le poids considérable des confréries maraboutiques, leur puissance socio-économique fondée sur un islam populaire dont la force est née de sa capacité à canaliser le mécontentement politique et social des populations pendant la colonisation. Aujourd'hui, à travers la monoculture des archaïques, les confréries exercent une véritable souveraineté sur l'économie sénégalaise.

Les groupes islamiques, qui ont toujours joué un rôle d'arbitrage dans la vie politique du pays, trouvent une nouvelle force dans l'affirmation du phénomène islamiste et de la tentation intégriste. Moriba Magassouba analyse le courant réformiste qui s'insurge contre la laïcité de l'État et dont les prosélytes, souvent de jeunes intellectuels gauchistes reconvertis, n'hésitent pas à revendiquer un État islamique. Les réformistes sénégalais s'insurgent contre les représentants de la franc-maçonnerie, qui, pour eux, symbolisent le néo-colonialisme français et les valeurs occidentales qu'ils combattent.

Si ce livre a le mérite de présenter clairement un problème qui ébranle la société sénégalaise, il comporte des confusions regrettables. Le sous-titre, « Demain les mollahs ? », est inutilement provocateur. L'intégrisme, notion souvent tendancieuse et inappropriée, est utilisé sans nuances et sans précautions. A cet égard, l'auteur se laisse prendre à un certain air du temps qui n'est pas toujours innocent.

MICHEL LOBÉ ÉWANÉ.

Vient de paraître PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS

N° 49 (Janvier-février 1986)

Extrait du sommaire :

Appel aux forces armées camerounaises.

Un essai de coopération contre le sida.

Lettre de Haïti.

Littérature africaines, littératures amputées.

Levée, roman rétrospectif.

Ca numéro : 160 pages - 47 F

Abonnement annuel (six numéros) : 210 F

Peuples noirs-Peuples africains, la seule grande publication francophone contrôlée de A à Z par des Africains indépendants de toute obédience politique, financière ou idéologique.

82, avenue de la Porte-des-Champs 76000 Rouen (France)

ÉCONOMIE

CRISE FINANCIÈRE ET RELATIONS MONÉTAIRES INTERNATIONALES. — Jacques Henri David

★ Economica, Paris, 1986, 202 pages, 88 F.

Après un ouvrage consacré aux problèmes nationaux (*Monnaie et politique monétaire*, Economica, Paris, 1983), l'auteur secrétaire général du Conseil national du crédit s'attaque aux questions financières internationales. Bien documenté, quoique surtout descriptif, son travail comporte une foule de définitions et de faits sur les liges d'interdépendance, l'organisation des règlements internationaux, le système monétaire européen. La dimension historique est toujours présente, et une annexe sur le rôle organisateur du Fonds monétaire international donne de précieux renseignements.

Contrepartie de son aspect documentaire, l'ouvrage paraît plus faible quant aux problématiques dégagées (notamment théoriques), sauf dans la première partie consacrée à la crise financière internationale. On notera cependant une analyse intéressante du faible montant des réserves de change américaines (10 % seulement du total des réserves mondiales), ce qui fait redouter pour ce pays une spéculation brutale contre le dollar : « Avec quelles ressources la Réserve fédérale américaine pourrait-elle faire face à d'éventuelles demandes de conversion de dollars ? ». De même, la reprise d'un remarquable article d'Austro Kalesky explique clairement les contradictions de l'endettement extérieur net des États-Unis et montre comment le déficit des paiements courants se finance désormais aussi par un arrêt des exportations de capitaux (l'afflux des capitaux étrangers se ralentissant depuis 1983).

PHILIPPE NOREL.

INCIDENCES STRATÉGIQUES DU COMMERCE EST-OUEST. — David Buchan

★ Editions Bouquart, coll. « Horizons », Paris, 1986, 189 pages, 74 F.

Le nom de David Buchan est bien connu des lecteurs du *Financial Times*, qui suivent dans ce quotidien les développements de l'Europe de l'Est. Ce petit livre est une réflexion sur les stratégies occidentales adoptées à propos des transferts de technologie avancée de l'Ouest vers l'Est. Il fait le point sur les éléments du débat : importance de la technologie occidentale pour l'économie soviétique, modalités du système actuel de contrôle multilatéral sur les exportations vers l'Est (dispositif COCOM), interdépendances Est-Ouest dans les échanges commerciaux. Il affirme comme légitime et nécessaire une approche différenciée des ventes à l'URSS et aux pays socialistes européens.

La conclusion prend position : les restrictions aux exportations de technologie occidentale sont rationnelles du point de vue de la sécurité de l'Ouest, mais doivent être modulées selon les circonstances ; et, surtout, elles ne doivent pas être simultanément utilisées à titre de sanctions, celles-ci ayant un impact douteux et allant souvent « à l'encontre des intérêts à long terme des Occidentaux ». L'ouvrage se conclut sur la nécessité d'une nouvelle stratégie adaptée au renouvellement de l'équipe dirigeante réalisée en URSS et imminente dans plusieurs autres pays de l'Est.

L'ouvrage introduit une grande clarté dans un débat souvent obscurci par la passion politique et met à la portée du profane l'essentiel des données techniques difficilement accessibles au grand public.

MARIE LAVIGNE.

« L'ISLAM EN QUESTIONS »

Des écrivains arabes parlent

PLUTOT que de parler de l'islam de l'extérieur, faire parler ceux qui y sont confrontés dans leur pratique intellectuelle : tel est le propos de *Islam en questions*, dans lequel Luc Barbelesco et Philippe Cardinal donnent la parole à vingt-quatre écrivains arabes de tous horizons (1). Le titre est toutefois trompeur. Il pourrait laisser penser que les deux auteurs ont choisi de mettre en demeure leurs interlocuteurs de s'expliquer. Or, avec des écrivains qui parlent très souvent de tout autre chose que de l'islam, et surtout de leur œuvre — et avec les portraits très réussis qui précèdent chaque entretien —, l'ouvrage donne d'abord à entendre des « voix arabes du présent » — tel était d'ailleurs son titre provisoire.

Il faut certes regretter certaines absences, mais, dans l'ensemble, l'ouvrage présente un tableau fidèle des contradictions qui agitent la culture arabe depuis des années et des interrogations que ces écrivains portent : sur le pouvoir, sur la tradition et le renouveau, sur le rapport au public, dont l'Algérien Rachid Boudjedra dit qu'il faut le provoquer, le « matraquer ». Il reflète surtout la manière dont cette culture est assumée et des significations politiques que cela implique. « Ne pas céder au désespoir, c'est continuer à parler, à écrire », s'écrit le romancier palestinien Emile Habibi. En revanche, à lire Kateb Yacine, on se rend compte que même les désignations « littérature arabe » ou « culture arabe » font problème. A l'exception de son compatriote Nabil Farès, les autres auteurs se placent à l'intérieur de cette culture, sans négliger sa composante islamique, y compris ceux d'entre eux qui sont de confession chrétienne. Bien entendu, l'attitude à l'égard de l'islam dans sa dimension culturelle varie de la critique radicale à l'identification raisonnée.

De même, la diversité des personnalités interrogées est telle qu'on ne saurait s'attendre à trouver une appréciation commune de l'islam politique. Mais, par-delà cette diversité, les réponses reproduites dessinent plusieurs lignes de force : le « réveil de l'islam » est acclamé, sinon provoqué, par les conditions sociales et politiques que vivent les pays arabes ; il correspond à l'échec des régimes laïques, à la défaite de 1967 ; il s'inscrit aussi dans un cadre universel de retour à la religion tel qu'il se manifeste en Pologne, en Amérique latine ou encore en Israël.

Le principal apport du livre consiste à replacer l'islamisme dans une perspective historique. Il apparaît alors qu'il vient à rebours des courants qui ont prolongé la *nahda* (renaissance) tout au long des sept premières décennies de ce siècle, et dont plusieurs des écrivains qui s'expriment ici ont été les témoins, voire les porte-flambeaux.

La conviction que le mouvement islamique représente un recul est surtout sensible chez les auteurs égyptiens. Ainsi, pour Louis Awad et Youssef Idries. L'Arabie saoudite joue un rôle certain dans ce durcissement de l'islam. Hussein Amin, auteur d'un *Guide du musulman triste* paru en 1981 au Caire, montre d'ailleurs comment la pression des extrémistes est mise à profit par les autorités religieuses pour essayer d'imposer une censure de la pensée.

La plupart des auteurs soutiennent que ces mouvements islamistes sont incapables d'apporter une solution aux problèmes de la région. Seul Abderrahman el-Chargawi — encore un romancier égyptien — se dit favorable à un État conforme aux principes de l'islam, tout en plaçant pour une lecture « correcte » et évolutive du Coran. En revanche, Adonis affirme son opposition aux « visions politiques qui prétendent fonder un régime sociopolitique sur le texte religieux ». D'aucuns se souviendront pourtant qu'il avait salué le triomphe de la révolution iranienne par cette apostrophe : « Ta figure, ô Occident ! est morte ». Cette dimension n'est pas absente de la réflexion qu'il livre ici, puisque le poète syrien oppose ceux qui lisent le texte originel pour le transformer en moyen de lutte et de libération et ceux qui en font une lecture rétrograde.

« L'ISLAM arabe ne peut être pensé rien qu'en lui-même. Il ne peut être compris que dans son face-à-face avec l'Europe à travers la scène méditerranéenne », souligne l'écrivain tunisien Abdelwahab Meddeb dans une très riche contribution. Cette démarche, qui sous-tend l'ensemble du livre, montre très vite les limites de l'islamisme. Elle dévoile aussi le sens de la fascination que manifestent pour ce phénomène politique certains Occidentaux trop heureux de pouvoir renvoyer les Arabes à leur étrangeté.

SAMIR KASSIR.

(1) Luc Barbelesco et Philippe Cardinal, *Islam en questions. Vingt-quatre écrivains arabes répondent*, Grasset, Paris, 1986, 280 pages (parution le 16 avril). Les écrivains interrogés sont : Abderrahman Mounif, Youssef el-Khal, Adonis, Emile Habibi, Abdelwahab el-Bayati, Rachid el-Daï, Abderrahman el-Chargawi, Edouard el-Kharat, Hussein Amin, Naguib Mahfouz, Youssef Idries, Tewfik el-Hakim, Louis Awad, Gama 1 el-Ghizani, Ahmed Beha'eddin, Tayeb Salhi, Mohammed Arkoun, Mahmoud Messadi, Rachid Boudjedra, Tahar Ouatia, Nabil Farès, Kateb Yacine, Abdelkader Khatib, Abdelwahab Meddeb.

كتابنا الأول

les livres

ECONOMIE

du mois

UN AUTRE REGARD SUR LES ETATS-UNIS

Le retour du capitalisme pur et dur

VOICI un livre (1) qui fera grincer des dents les partisans d'une Amérique forte et prospère, guidée de l'Occident, et tous les adeptes du réaganisme pour la France, avec ses promesses de réductions substantielles d'impôts, de déréglementation, etc. Car l'auteur, journaliste à l'«*Economist*», nous y révèle la face occulte de la lune américaine qui brille grâce aux sacrifices de ceux que le système exploite... libéralement. Il décrit le retour du capitalisme pur et dur, par la morale, c'est-à-dire une autre histoire, et dur pour les laissés-pour-compte, ces losers (perdants) qui s'appellent «*sausage*».

Se faisant Français moyen fraîchement débarqué dans le Nouveau Monde pour explorer de bout en bout, Henri Alleg prend conscience des aspects, moins attirants qu'on ne le dit, de la vie quotidienne de l'Amérique moyen. La réalité dépasse souvent la fiction des romans noirs ou populistes : grandes villes aux quartiers populaires sales et délabrés, mal entretenus, fautes de crédits des organismes publics de santé ; taudis incandescents volontairement pour faire la place à des copropriétés de gros rapport, le tout sur fond de criminalité galopante ; par comparaison, se dit le lecteur, l'insécurité française - réelle, mais exagérée - apparaît comme un argument de vente électoral. Des déceptions de presse rassemblées en fin de chapitre corroborent les conclusions de l'auteur par leur sèche présentation des faits.

Le chapitre le plus intéressant de l'ouvrage (le cinquième) traite des relations entre les syndicats et le monde des affaires : les premiers, peu efficaces au niveau national, tendent que le second n'a profité de la vague post-réaganienne de la modernisation consistant à remplacer par des machines commandées électroniquement les ouvriers qualifiés payés de 10 à 16 dollars l'heure, les marges bénéficiaires en étant accrues d'autant. Le chômage baisse ? Mais on ne dit pas que les carrières licenciées ont trouvé des emplois sous-qualifiés et sous-payés (serveurs de restaurants, gardiens d'immeuble ou de service, etc., à 4 dollars l'heure). Les syndicats en déclin sont cassés avec l'aide de firmes-conseils spécialisées, réduits à l'impuissance, sauf dans certains conflits locaux. La modernisation n'est donc que

le retour aux vieilles méthodes du dix-neuvième siècle. En fin de compte, on s'explique pourquoi, si les profits des multinationales augmentent, la consommation intérieure ne suit pas la courbe ascendante des bénéfices, sinon de très loin et avec retard.

Les ouvriers, les Noirs, les immigrés et toutes les autres minorités restent à l'écart des bénéfices du rêve américain. Le paradis est réservé aux grandes sociétés, à leurs dirigeants et aux hommes politiques qu'ils s'efforcent de faire élire grâce aux contributions substantielles drainées via les politiques action committées. Pour boucler le système, on agit la menace du communisme, ou même du simple socialisme, présenté comme le grand danger pour l'entreprise privée : outre les crédits au complexe militaro-industriel, voilà qui justifie la création de camps d'entraînement à la guérilla encadrés par des vétérans du Vietnam ou d'autres conflits dans le tiers-monde.

EN ouvrant les yeux sur tous ces aspects, Henri Alleg fait prendre la mesure des réalités grâce aux propos et faits qu'il rapporte. Il donne la parole à des communistes américains (il en existe encore, malgré toutes les manœuvres contre eux depuis le maccarthysme), il fait part de ses nombreuses rencontres avec des syndicalistes de base, des démocrates - élus ou non élus - des immigrants et des travailleurs, sans oublier les gens de la rue. Leurs dires sont illustrés par de nombreuses citations de journaux américains, de dossiers officiels ou bien d'études américaines de renom (même si on les connaît mal en France), sans parler de ses nombreuses rencontres avec des journalistes français peu suspects d'avoir des idées de gauche.

S'il ne peut tout nous faire voir, le livre demeure un document sérieux sur l'évolution de cette société, et il est à souhaiter qu'il connaisse un succès mérité, avec les statistiques qu'il rendit méconnaissable l'identité d'un certain nombre d'auteurs ou d'hommes célèbres.

PIERRE LÉPINASSE.

(1) Henri Alleg, *S.O.S. America*, Métailieu-Temps actuels, coll. «*La vérité vraie*», Paris, 1985, 250 p. 99 F.

AMÉRIQUES

HYPHENATED DIPLOMACY : European Immigration and United States Foreign Policy, 1914-1984. - European Association for American Studies (EASS).

★ Université de Provence, Aix-en-Provence, 1986, 122 pages, 46 F.

Cette brochure, publiée par le Groupe de recherche et d'études nord-américaines (GRENA) de l'université de Provence, présente les interventions des membres du groupe de travail sur la politique étrangère à la dernière conférence biennale de l'European Association for American Studies (Rome, 16-19 avril 1984).

Le thème général était celui de l'influence de l'immigration européenne sur la diplomatie des Etats-Unis au cours du vingtième siècle. Les auteurs traitent de sujets variés, tels que le problème de la «*double allégeance* » vécu par la communauté italo-américaine à l'époque mazzinienne, l'attitude de Washington à propos des questions yougoslaves et polonaises à différents moments de l'histoire ou encore, plus récemment, le rôle du «*lobby grec* » dans la décision américaine d'imposer un embargo sur les fournitures d'armes à la Turquie après la crise chypriote de 1974.

Si l'influence de l'immigration européenne sur les orientations de la diplomatie américaine est loin d'être considérée comme déterminante, les auteurs ont en revanche unanimement pour souligner la sensibilité des divers groupes nationaux aux questions touchant à leur pays d'origine.

SCHOFIELD CORVELL.

LE VOLCAN NICARAGUAYEN. - Sous la direction de Marie Duflo et François Ruellet.

★ La Découverte, Paris, 1986, 224 pages, 88 F.

Reprendre sérieusement les thèses de l'administration Reagan, une bonne partie des médias donnent volontiers une image apocalyptique du Nicaragua, sorte de nouvel «*Empire du mal* » tropical. Ce n'est pas le cas de la vingtaine d'auteurs de cet ouvrage dont le sous-titre, «*Poétiques, géopolitiques, socialistes, réalistes* », indique bien la démarche. Ici, pas de parti pris systématique, mais une étude, observations à l'appui, des réalités du régime révolutionnaire de Managua et surtout des conditions géopolitiques et locales de ces réalités. Au bout du compte un tableau extrêmement riche et nuancé et, en tout cas, une ligne de force : l'agression permanente des Etats-Unis hypocrisie gravement les potentialités d'ouverture et de pluralisme dont le médianisme est porteur.

BERNARD CASSEN.

NICARAGUA. LES CONTRADICTIONS DU SANDINISME. - Juan Diaz, Claire Paillet, Roberto Santana, Pierre Vayssière.

★ GRAL, Editions du CNRS, Paris, 1986, 284 pages, 79 F.

Les quatre auteurs de cet ouvrage dressent, chacun dans son domaine (vie de Sandino, géographie, culture, éducation), un «*état des lieux* ». On ne trouvera donc pas ici un bilan global de l'action du gouvernement sandiniste mais d'utiles chapitres, chacun bien documenté. A signaler, phénomène malheureusement trop rare dans l'édition, un index des noms propres et des institutions.

B. C.

La Pologne au cœur

Par YVES FLORENNE

C'EST pas parce que la Pologne avait surgi au premier plan de l'actualité et fit les gros plans sur le petit écran, bref qu'elle était devenue pathétiquement à la mode, que Norman Davies s'était précipité pour en écrire l'histoire. Monumental et riche de savoir, l'ouvrage avait exigé des années, mais il parut, fort opportunément, en décembre 1981. Sous un titre d'un humour sombre : *Le Terrain de jeu de Dieu*. Deux ans plus tard, l'éditeur souhaita une version réduite, plus accessible au public. Peu d'ouïe comme rédacteur de tête, l'auteur préféra écrire un autre livre : celui dont nous parlons.

Si le titre en est plus classique (1), le dessein l'est beaucoup moins, et même proprement révolutionnaire : la chronologie y est rigoureusement renversée. Entrer dans cette histoire tragique au moment le plus brillant pour l'homme d'aujourd'hui, plutôt que de le plonger dans une préhistoire pour lui fort obscure, c'était le parti le plus capable de saisir le lecteur. Mais dans cette remontée du temps, le voilà passionnément entraîné. Le présent s'éclaircit dans une vision parfois hallucinante, à la lumière de ce passé dont ses études lui laissent un souvenir plutôt rudimentaire. Une humide tris sombre pendant deux siècles entiers ; avec une brève embellie de vingt années apportée par la première guerre mondiale, la seconde devant être pour la nation et son peuple le pire des drames qu'ils nient comme ; enfin, un long éclair : celui qui les illumina de l'été 1980 à l'hiver 1981. On n'avait sans doute jamais si bien montré l'accablante continuité d'événements semblables, et ce - crime historique - le mot est de Marx - permanent ou répété, tel qu'aucune autre nation ancienne et bien constituée n'en fut jamais victime. Mais aussi, contre cette fatalité, ou plutôt cette convergence de la force, le même refus de la nation et du peuple, face au même acharnement à les détruire, corps et âme.

Aux dernières pages, l'auteur dresse le catalogue récapitulatif, plus saisissant dans son raccourci, de ces «*sinistres précédents* » ; et rien ne les éclaire mieux qu'un texte de Baranek : «*Imaginez un grand pays au milieu de l'Europe. Auparavant indépendant et prospère, ce n'est plus maintenant qu'un misérable protectorat russe*... Mais tout à coup, un miracle. Le peuple se réveille. Il veut avoir le droit de choisir lui-même son avenir. L'Occident progressiste applaudit (mais) les gouvernements sont légèrement inquiets... Les protecteurs russes menacent le pays d'une invasion. L'oligarchie domestique humiliée trouve la «*seule solution* » : «*déclarer la guerre* » à son propre peuple... Mais à quel bon raconter encore l'histoire de Solidarité ? Le lecteur se trompe : c'est celle de 1791-1793.

Elle se répète trois fois : les suivantes, comme la première, par les forces complètes de trois vieux empires réactionnaires et autocratiques ; la dernière par l'un de ces trois-là, qui aujourd'hui s'appelle lui-même «*socialiste* ». Mais le lecteur ne pourrait pas s'y tromper : depuis deux cents pages il savait, dans le détail, à quel point. Avant, il avait en la mémoire rafraîchie : sur le «*partie soviétique* », accord secret pour un quatrième partage, incomparablement plus destructeur et sanglant que les précédents. Sur le retour de la guerre, la part que les Polonais libérés prirent à la guerre, et le prix qu'ils en payèrent, l'histoire expose aussi ce que fut la réalité. S'il était français, il n'aurait pas omis leur participation, dès juin 1940, à une

résistance en France, alors aussi spontanée qu'embryonnaire. C'est que, pour tout Polonais, l'action clandestine est devenue une seconde nature et une passion. Aussi furent-ils des professeurs fort utiles pour ces écoliers qu'étaient les Français en la matière. Ceux-là ne l'ont pas oublié.

Enfin, Norman Davies ne craint pas de montrer ce spectacle accablant : à Téhéran, Anthony Eden tentant de soutenir les Polonais contre un Kholotov déchaîné, cependant que «*Roosevelt dormait dans son fauteuil roulant* ». Avant d'être, hélas ! le moribond de Yalta. Il note aussi que «*de Gaulle fut le seul à rester fidèle* ». Le seul à se souvenir ouvertement que c'était pour la Pologne qu'on était entré dans la guerre. Et c'est elle aussi, quarante-sept ans plus tard, qui continue de mourir pour Dastzig. Ceux qui détestaient la puissance l'abandonnèrent à celui qui avait été l'un de ses deux agresseurs. L'histoire se résigne à constater qu'ils ne pouvaient guère faire autrement. Filate non plus, paraît-il.

Ainsi, la Pologne devint cette «*création stalinienne* » que Norman Davies retrace sans chercher à refouler son indignation. Il n'en retient pas moins des aspects très partiellement positifs et les espaces de liberté insuffisamment surveillés, par quoi elle se distingue avec éclat des autres pays «*soviétiques* ». Mais ce fut justement en raison du caractère de son peuple. L'histoire donne aussi une importance particulière au fait, un peu négligé, que l'irruption du général Jaruzelski au triple sommet de l'Est, fut-ce avec le consentement du gouvernement soviétique, n'en est pas moins la première «*prise de pouvoir* » par les militaires à l'Est. Précédent dangereux. Et l'auteur nous donne aussi à entendre la «*voix* » de ce régime militariste à travers le rapport secret d'un de ses représentants. Ce document respire le scepticisme, une certaine appréhension pessimiste, et une belle franchise cynique : «*Le premier ministre dit que les syndicats seraient ce qui vaudrait la classe ouvrière. De doute que la volonté [ou les vœux] de la classe ouvrière soient compatibles avec le bon fonctionnement de l'Etat* ».

ENFIN, voici peut-être le signe le plus révélateur d'une liberté et d'une certaine impuissance à la réprimer. Sur le monument aux travailleurs érigé en 1980 en présence des dignitaires de l'Etat, tout le monde put lire, quand le voile tomba, un poème de Czeslaw Milosz gravé dans le bronze : «*Tel qui se fait injure à un homme simple - Ecstasy de rire devant la crise - Une foule d'innocents autour de toi - (...) Milosz aurait peut-être pu en dire d'autres - Et une corde et une branche courbée par son poids - Inimaginable l'importance où ailleurs à l'Est. L'homme sans regard a préféré ne pas entendre* ».

Nous écrivions que le titre de cette seconde histoire de Norman Davies était plus classique que celui de la première. Le titre français, oui. Mais le titre original, lui, a une résonance presque romantique, bien accordée à son objet : *Heart of Europe*. Et «*cœur* » est aussi le dernier mot du livre. Pour l'auteur - est-il à ce point fasciné par la Pologne au cœur ? - avec ce «*cœur* »-là, par ce «*cœur* », ce qui est en jeu, c'est le destin et la vie même de l'Europe.

(1) Norman Davies, *Histoire de la Pologne*, Fayard, Paris, 1986, 542 pages, 150 F.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

SOUTH AMERICA, CENTRAL AMERICA, AND THE CARIBBEAN 1986

★ Europa, Londres, 1986, 662 pages, 85 francs.

La maison d'édition Europa reprend, pour l'Amérique centrale et du Sud, une formule déjà éprouvée depuis de nombreuses années dans ses annuaires sur les autres régions du monde. Après un survol des problèmes globaux de cette zone, puis une présentation de toutes les organisations régionales, l'ouvrage aborde l'étude de chaque pays.

ARMS PRODUCTION IN THE THIRD WORLD.

- Sous la direction de Michael Brzoska et Thomas Ohlson

★ Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Taylor and Francis, Londres et Philadelphie, 1986, 391 pages.

Après avoir donné une vue générale de la production de matériel d'armement dans le tiers-monde, les auteurs analysent le cas de chaque producteur de l'Argentine à Israël, de l'Égypte à l'Inde en passant par l'Afrique du Sud. De précieux tableaux détaillent les progrès.

TIERS-MONDE

PAYSANS, EXPERTS ET CHERCHEURS EN AFRIQUE NOIRE. - P. Soial, J.-F. Lantier, J.-P. Olivier de Sardan

★ Editions CIPACE-KARTHALA, Paris, 1986, 228 pages, 69 F.

Quel type de rapports se tissent donc au fil des années entre les différents acteurs de ce que l'on nomme le développement rural en Afrique noire ? Comment paysans, experts internationaux et chercheurs en sciences sociales peuvent-ils arriver ensemble à une cohérence de démarche et d'objectifs dans ce domaine, sujet à tant de malentendus ? La remise en question, ces dernières années, des «*idéologies du développement* » a conduit à une appréhension beaucoup plus critique des programmes élaborés et mis en œuvre de l'extérieur dans les pays du tiers-monde. Les auteurs définissent ici de nouvelles directions d'une sociologie du développement plus lucide et plus rigoureuse. Részlemez irriguée en Côte d'Ivoire, filière arachide au Sénégal, cacao et café au Togo, autant d'études de cas présentées pour démontrer ici qu'il est fondamental de suivre un projet pour en évaluer la portée. Ce livre entend rompre avec les idées reçues.

C. D.

FEMMES ET POLITIQUES ALIMENTAIRES

★ Editions de l'ORSTOM, Paris, 1986, 740 p., prix non indiqué.

La publication des actes du séminaire international organisé par l'ORSTOM en 1985 sur la place des femmes dans les stratégies alimentaires contribue à une mise au point trop peu fréquente dans les recherches sur le développement. Alors que dans le tiers-monde, et en Afrique en particulier, les femmes assument près des trois quarts des travaux agricoles, elles sont ignorées des programmes de développement tant à l'échelon national qu'international. Cet ouvrage collectif permet de mieux se rendre à l'évidence : ce n'est qu'en associant les femmes au développement par des projets adaptés, qui tiennent compte de leur rôle fondamental dans la production agricole, que l'on peut espérer faire reculer la crise alimentaire.

C. D.

POLITIQUE

PLAIDOYER POUR LA CONSTITUTION DE LA V^e RÉPUBLIQUE. - Pierre Pascal

★ Economica, Paris, 1986, 198 pages, 85 F.

Voici, rédigée par un économiste de talent, spécialiste du développement, une défense et illustration de la Constitution de la V^e République. Documents et références à l'appui, ce livre tend à faire partager une conviction : la France possède, aujourd'hui, les meilleures institutions que notre pays ait connues depuis la Révolution.

En ces temps de turbulence politique, où l'on redécouvre que la politique extérieure française dépend, elle aussi, de la loi fondamentale, la réflexion qui nous est proposée est tonique et probablement salutaire. Elle ouvre également des pistes pour enrichir une Constitution qui, «*restaurée, préservée et améliorée* », devrait, selon l'auteur (et son préfacier, Jean Chabonneau), permettre à la France de «*s'ouvrir au mieux les portes de l'an 2000* ».

EDMOND JOUVE.

LA FORMATION DE L'IDENTITÉ POLITIQUE.

- Malek Chebel

★ PUF, coll. «*Sociologie d'aujourd'hui* » dirigée par G. Balandier, Paris, 1986, 224 pages, 120 F.

L'identité - personnelle, culturelle, ethnique, nationale - et les situations voire les attitudes qu'elle subit est une de nos préoccupations les plus actuelles. L'identité politique n'en est qu'un des aspects, mais qui peut retentir sur tous les autres. L'auteur ne manque pas de titres pour en traiter, avec des références des plus utiles à quelque quatre cents auteurs.

Y. F.

BIOGRAPHIE

ALBERT CAMUS. - Paul F. Smets

★ J. Gomme, «*Imprimatur du roi* », Bruxelles, 1986, diff. Nizet, 3. pl. de la Sorbonne, 75005 Paris.

Le sous-titre précise le propos : «*... dans le premier silence et au-delà* ». Pour le vingtième anniversaire d'une mort instantanée, c'est un portrait de Camus «*aujourd'hui présent* », par un «*camusien* » fidèle. Protestation implicite contre une certaine mode qui considère comme «*ringard* » l'auteur de *La Peste*. Un appendice apporte une touche inédite au portrait : Camus à vingt-cinq ans, «*employé de bureau* » (lettre à Gabriel Audisio) à Alger, est aussi chroniqueur judiciaire à *Alger Républicain*, journal favorable au Front populaire.

Y. F.



inter-livres

RÉSIDENTS HORS FRANCE MÉTROPOLITAINE

Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les Editeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles.

- DÉTAXE de 7 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les livres
- REMISE de 10 % sur les disques et cassettes
- Frais réduits de port en recommandé (forfait AVION ou SURFACE).

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

14, Place de Rungis - 75013 PARIS Téléphone: 45-88-44-45

SOVERAINETÉ DES ÉTATS ET BIEN-ÊTRE DE LA PERSONNE

Revaloriser l'humain

Par SADRUDDIN AGA KHAN *

ACCORDER aux questions humanitaires une attention comparable à celle que reçoivent habituellement les enjeux économiques ou de sécurité : tel est le souci, dès sa création en 1983, de la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales. Cette Commission veut promouvoir ce que les discussions globales et les actions qui en découlent ont tendance à négliger : la personne humaine.

Fonctionnant hors du cadre des Nations unies, la Commission est un organisme indépendant, dont les membres siègent à titre personnel et non en tant que représentants des gouvernements ou d'une institution. Ainsi la Commission est-elle dispensée des contraintes inhérentes dans les forums intergouvernementaux, ce qui lui permet d'avoir des débats francs, dépourvus de prises de position politiques ou dogmatiques.

Organe de réflexion plutôt qu'organisation opérationnelle, la Commission a principalement pour objectifs de rechercher des solutions adaptées aux nouvelles réalités du monde contemporain ; d'intensifier l'action de la communauté internationale et de faire des propositions réalistes pour assurer le mieux-être de la personne humaine ; de sensibiliser l'opinion publique aux conditions qui contribuent à perpétuer la souffrance humaine et de réaffirmer la primauté des valeurs humanistes.

Une prise de conscience

DANS une approche globale et interdisciplinaire, des experts sont périodiquement consultés et réunis afin d'identifier les conséquences, du point de vue humanitaire, des politiques poursuivies à différents niveaux et dans différents domaines et à proposer des améliorations réalistes. Des représentants d'organisations intergouvernementales ou non gouvernementales sont invités à participer à ces réunions. Ainsi parvient-on à susciter une prise de conscience et une compréhension plus profonde des problèmes humanitaires, à développer progressivement un consensus international pour une action cohérente. Les conclusions de ces réflexions sont examinées par la commission et rendues publiques, soit sous forme de rapports spéciaux, soit renvoyées au rapport final que la Commission publiera à l'issue de son mandat en 1986.

Étant donné la durée limitée de son mandat, la Commission a choisi de concentrer ses efforts sur trois domaines : les groupes vulnérables (enfants, réfugiés, personnes disparues, apatrides), les catastrophes (naturelles ou provoquées par l'homme), enfin les normes humanitaires et les conflits armés.

Dans chacun de ces domaines, l'intérêt de l'État passe trop souvent avant celui de la personne, alors qu'il serait impératif de réduire l'écart grandissant entre la « société des États » et la « société des hommes ». On ne saurait y parvenir sans adapter les prérogatives de la souveraineté aux exigences humanitaires. Or les États voient dans la souveraineté un instrument indispensable à la protection de leur indépendance, fragile et constamment menacée dans la grande majorité des États nouvellement indépendants. Pour parer à la menace, toute une série de principes juridiques et politiques ont été mis au service de la souveraineté.

* Coprésident de la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales (Genève).

Cette extension de la souveraineté ne saurait cependant en masquer les limites. Leur interdépendance est aujourd'hui telle que les États ne doivent plus définir leur attitude en fonction de leurs intérêts nationaux à court terme. La consécration du concept de « patrimoine commun de l'humanité » en fournit un exemple : les intérêts de l'humanité tout entière ont été pris en compte dans les réglementations internationales relatives à l'espace extra-atmosphérique, à la Lune, à l'environnement, aux fonds marins et à certains biens culturels.

Cette avancée du droit témoigne de l'existence, à côté du « domaine réservé » de l'État, de certains domaines qui concernent et impliquent tous les États, tous les hommes par-delà leurs différences politiques, économiques, sociales ou culturelles.

La souveraineté ne doit pas être un concept idéologique négatif, ni un moyen de cacher les méfaits de certains régimes. La réglementation juridique ne saurait être une fin en soi. C'est pour l'avoir souvent considérée comme telle que l'on a été conduit à l'échec de sa mise en œuvre. Le bien-être de l'humanité, l'amélioration de la condition de l'homme, quel qu'il soit, où qu'il soit, doivent trouver leur fondement dans des convictions éthiques de caractère universel. C'est cette dimension-là qui nous paraît indispensable pour faire face aux réalités nouvelles du monde contemporain.

Ce souci d'universalité n'exclut évidemment pas le respect des spécificités. C'est pourquoi l'approche de la Commission est double, reflétant en cela la dualité de la personne humaine, enracinée dans sa spécificité en même temps qu'elle partage avec les autres êtres humains les traits essentiels qui en font l'universalité.

Des documents pour agir

VOICI les principaux thèmes retenus par la Commission et qui feront l'objet de publications sous forme de petits livres bien documentés et très accessibles :

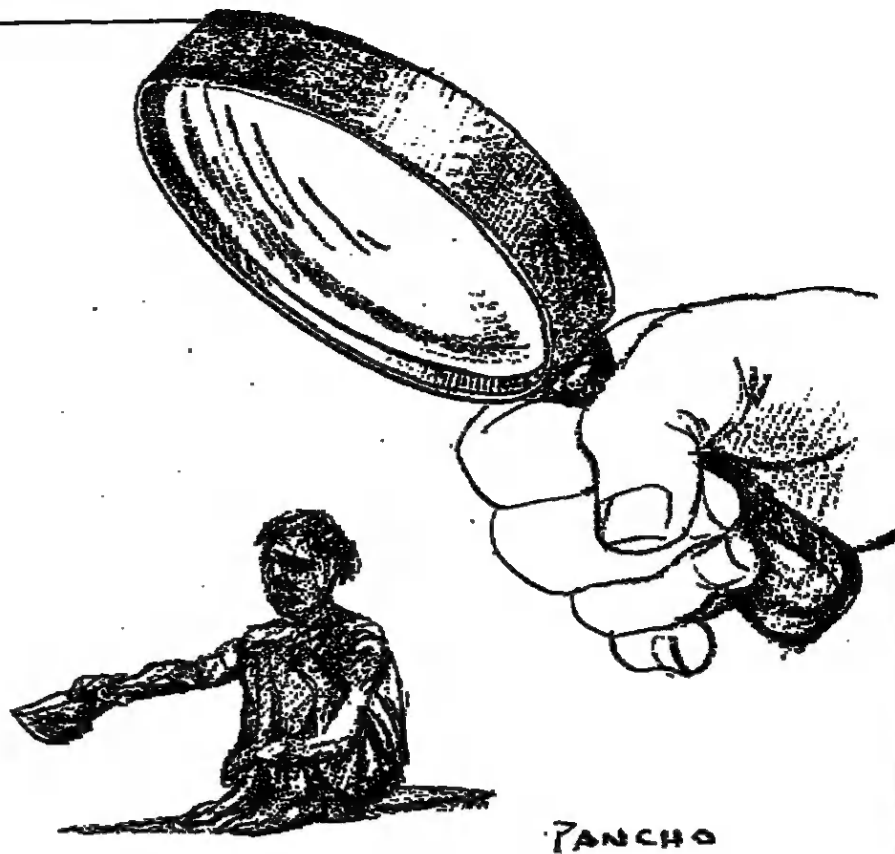
— Les populations autochtones : c'est une catégorie qui pâtit de la « logique étatique » et fait parfois l'objet d'un véritable génocide. L'État, par nature, recherche l'uniformité. Or beaucoup d'États font face à de graves problèmes de minorités ethniques, à des mécontentements régionaux et à des conflits religieux. La répression s'abat alors sur les groupes qui refusent d'adhérer au modèle économique, politique, culturel ou religieux défini par le pouvoir central. Il ne s'agit pas de prôner systématiquement l'autodétermination ou la pleine souveraineté, mais c'est souvent lorsque le droit à l'identité culturelle et à l'autonomie sont refusés que les revendications d'autodétermination se muent en exigences politiques et conduisent peu à peu à la fragmentation des États.

— La famine. Mieux comprendre, mieux aider : ce rapport suggère que les famines qui viennent de connaître l'Afrique résultent moins d'une catastrophe naturelle que de politiques menées aux niveaux national et international. Les secours d'urgence tentent seulement de remédier aux conséquences. Ce rapport dessine ce qui pourrait être des politiques de développement réduisant les risques de nouvelles famines. Deux autres rapports, l'un sur la désertification, l'autre sur la déforestation, soulignent que ces nouvelles politiques doivent tenir compte de la nécessité de réconcilier l'homme et la nature, le développement et la conservation des ressources naturelles, l'économie et l'écologie.

— Les personnes disparues : la disparition est une méthode employée à des fins d'intimidation et de répression. Elle permet d'arrêter, de torturer, d'assassiner sans s'encombrer de procédures légales. Des dizaines de milliers de personnes sont victimes de cette technique de répression en Amérique latine, mais aussi dans d'autres régions du monde.

— Les réfugiés et personnes déplacées : des millions d'êtres humains sont aussi atteints dans leur dignité pour avoir été forcés de fuir et de chercher refuge dans un monde trop souvent indifférent et même hostile. Les vagues successives de réfugiés et de personnes déplacées accroissent la difficulté de trouver des solutions durables pour tous, d'autant que les sentiments de solidarité internationale tendent à s'estomper.

— Normes humanitaires et conflits armés : la guerre se diversifie dans ses formes et ses moyens. Les pertes civiles dans la guerre contemporaine sont estimées à 90 %, alors qu'elles n'étaient que de 5 % durant la première guerre mondiale. Avec l'arme nucléaire, la guerre dispose maintenant d'un moyen de destruction qui pourrait transformer un conflit local en un conflit apocalyptique. Si les normes existantes étaient respectées, ce qui est loin d'être le cas, la cause humanitaire serait bien mieux servie. La commission indépendante s'efforce de rechercher les lacunes qui existent sur le plan normatif et, surtout, les moyens d'assurer l'application effective du droit existant.



TANCHO

La spécificité de l'être humain est évidemment multiple selon les appartenances à tel ou tel type de civilisation, de culture, de société, de groupe social, de famille, de classe d'âge. Son universalité n'est pas uniquement faite des dimensions matérielles liées à l'existence de l'individu et à la survie du genre humain. Les dimensions non matérielles, comme la liberté ou la dignité, sont interprétées de manière différente selon les civilisations, les cultures, les religions : la communauté peut être valorisée

plus que l'individu, le spirituel plus que le matériel.

L'universel et le spécifique

CERTAINS des thèmes choisis sont plus marqués d'universel (les normes humanitaires dans les conflits armés), d'autres sont davantage liés à des circonstances de lieu et de temps (les enfants de la rue) ou à une appartenance : culturelle, pour les populations autochtones ; socio-économique, pour les victimes de la famine ; politique, sociale ou économique pour les réfugiés et les personnes déplacées. Ces thèmes, parmi d'autres, font l'objet de publications spéciales destinées au grand public.

En situant les questions humanitaires au sein de cette tension entre l'universel et le spécifique, nous examinons si les concepts qui inspirent l'action et organisent les mécanismes institutionnels sont adaptés aux situations présentes ou à celles que l'avenir nous annonce. Lorsque des décalages — conceptuels, institutionnels ou opérationnels, — apparaissent responsables de la persistance ou de l'aggravation des souffrances humaines, nous proposons les changements qui nous semblent appropriés.

La menace nucléaire, les catastrophes écologiques, le terrorisme, sont des défis lancés à tous les hommes. Le sort de chacun dépend de notre capacité commune d'y faire face. Solidaires dans ce qui nous menace, nous nous devons aussi de l'être dans l'action. En plus des gouvernements, nous devons nous appuyer sur d'autres énergies, d'autres acteurs tels que les agences bénévoles, les associations de jeunesse, etc. C'est dire l'importance que nous attachons à diffuser dans le grand public informations et analyses qui peuvent aider à sa sensibilisation.

Nous souhaitons pouvoir contribuer à promouvoir les éléments de base d'une éthique de portée universelle, celle-là même qui est évoquée par les grands systèmes de pensée. Elle doit inspirer responsables politiques, juristes, hommes de science, tous ceux qui s'attachent à atténuer, tant soit peu, la souffrance des hommes, la violence et l'arbitraire.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Le « droit du travail » de Jacques Le Goff : la lente codification des conquêtes ouvrières sur les « lois naturelles » de l'économie, par Philippe Videler. — Menace d'entropie, par Jacques Le Goff.

PAGES 3 à 5 :

DES MILLIONS DE DOLLARS POUR LES « COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ », par Pierre Abramovitch. — Les euromissiles soviétiques, de Stephen Meyer : au-delà des idées reçues, par Jean Klein.

PAGES 6 et 7 :

LA DÉMOCRATIE ET L'ARGENT, suite de l'article de Claude Julien.

PAGES 8 à 11 :

DRÔTES, EXTRÊME DROITE... RISQUES ET TENTATIONS D'UNE ALLIANCE POLITIQUE : Les voies de la convergence, par Christian de Bré. — Le GRECE, croquis d'un discours élitiste, par Anne-Marie Duranton-Crabot. — Les relations économiques Est-Ouest sont-elles avant tout politiques ? par Marie Lavigne.

PAGES 12 et 13 :

Industrialisation et dictature en Corée du Sud : quand l'ordre nouveau donne des signes d'essoufflement, par Antoine Perraud. — Une réussite au coût social élevé, par Marie-Claude Céléste.

PAGE 14 :

UN ROMAN DE WOLE SOYINKA : « Cet homme est mort » (extraits).

PAGES 15 à 17 :

LE FARDEAU DE LA DETTE AFRICAINE : Une ruineuse course aux crédits extérieurs, par Gérard de Bernis et Jacques Léonard. — Les insuffisances du plan Baker, par Amadou Kane. — Trois pays, trois types de contraintes, par Jean Coussy et Philippe Hageot. — Pour un « remboursement créateur », par Susan George.

PAGE 18 :

Voyage de presse organisé au pays de l'apartheid, par Jean Hamel. — Capitalisme et discrimination raciale : les « petits Blancs » seraient-ils les seuls responsables ? par Alide Kooy.

PAGE 19 :

La route du chrome sera-t-elle coupée ? par Jean-Yves Barrère.

PAGE 20 :

Le triangle Paris-Bagdad-Téhéran : Face aux régimes amis, suite de l'article de Paul-Marie de la Gorce.

PAGE 21 :

D'autres prisonniers dans le Sud du Liban : de Beyrouth à Khiam, un même système, par Sonia Dayan, Paul

Kessler et Gérard de la Pradelle. — Contre la tentation « suicidaire » : un ancien responsable militaire israélien dénonce les thèses annexionnistes, par Amnon Kapeliov.

PAGES 22 et 23 :

NOUVELLES ALERTES EN ÉGYPTÉ : Le président Mubarak, otage de la politique d'ouverture, par Samir Kassar. — La chute des revenus extérieurs frappe une économie sans ressort, par Mahmoud Abdel-Fadil. Dans les revues...

PAGES 24 et 25 :

Le Mexique sur les rails du néolibéralisme, suite de l'article d'Ignacio Ramonet. — L'ascension du Parti action nationale, par Christian Eudel.

PAGES 26 et 27 :

LES LIVRES DU MOIS : La Pologne au cœur, par Yves Florenne. — « Tête de Turc », de Günter Wallraff, par Jean-Michel Palmier. — « L'Islam en questions », par Samir Kassar.

Le Monde diplomatique du mois de mars, 1986 a été tiré à 138 000 exemplaires.

Les numéros de janvier et de février 1986 ont été interdits à la vente en Algérie sans que nous soyons informés des motivations d'une telle mesure. De même, le numéro de mars, qui comportait des articles sur l'économie des pétromonarchies, n'a pas été mis en vente à Abu Dhabi ni à Dubaï.

Avril 1986

مكتبة الأصيل